

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

COOPERATION HISPANO- CAMEROUNAISE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL (1961-2021)

Mémoire présenté et soutenu publiquement le 18 septembre 2024, en vue de l'obtention du
diplôme de Master en Histoire

Spécialité : Histoire des Relations Internationales

Par :

Christian Vital NGAE BITANG

Licencié en Histoire

Membre du Jury :

Président : Achille Elvice BELLA (MC) Université de Yaoundé I

Rapporteur : Cyrille Aymard BEKONO (MC) Université de Yaoundé I

Examineur : Cassimir TCHUIDJING (CC) Université de Yaoundé I



Novembre 2024

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le Jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'Université de Yaoundé I, n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.



SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	i
SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENTS	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
LISTE DES ANNEXES	viii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xiv
ABSTRACT	xv
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE I : FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE	26
I- DES GRANDES EXPÉDITIONS À L'ÉTABLISSEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN	28
II- COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE : UN RAPPROCHEMENT AUX ENJEUX MULTIFORMES	37
III- ENCADREMENT JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE	52
CHAPITRE II : COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE	67
I- COOPÉRATION COMMERCIALE ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LE CAMEROUN	68
II- COOPÉRATION FINANCIÈRE	83
III- COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE CAMEROUN ET L'ESPAGNE	94
CHAPITRE III : COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS LE DOMAINE SOCIAL	102
I- COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION	103

II- COOPERATION DANS LE DOMAINE HUMANITAIRE ET DE LA SANTE __	123
CHAPITRE IV : APPRÉCIATION DE LA COOPÉRATION HISPANO- CAMEROUNAISE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL _____	142
I- RETOMBÉES DE LA COOPÉRATION ESPAGNE-CAMEROUN _____	143
II- FACTEURS DEPRECIATIFS DE LA COOPERATION HISPANO- CAMEROUNAISE EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIAL _____	152
III- QUELQUELS HYPOTHÈSES POUVANT AMELIORER LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE _____	160
CONCLUSION GÉNÉRALE _____	164
ANNEXES _____	xv
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____	168
TABLE DES MATIÈRES _____	183

À
la famille Mbang pour le soutien et les sacrifices consentis. Sans elle rien de tout ceci n'aurait
été possible.

REMERCIEMENTS

Que cette page nous offre l'occasion de remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'aboutissement de ce travail. Il est plus qu'évident que notre volonté seule n'aurait pas été suffisante pour atteindre ce résultat. C'est pourquoi nous souhaitons tout d'abord, exprimer toute notre gratitude et notre reconnaissance au Directeur de ce mémoire, le Pr Bekono Cyrille Aymard, pour sa patience et sa disponibilité. Nous lui disons aussi merci pour sa rigueur scientifique, méthodologique, ses remarques et ses précieux conseils qui ont été d'un appui important et d'une contribution à nulle autre pareille pour alimenter cette réflexion.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit de tous les enseignants de l'Université de Yaoundé I, et tout spécifiquement à ceux du Département d'Histoire et du Département d'Espagnol qui nous ont aidé dans la fourniture des outils nécessaires pour la réalisation de ce travail.

Nous tenons aussi à adresser nos vifs remerciements à la Direction Europe du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun et tout particulièrement aux diplomates Essama Bekolo Patrick Martial Samy, Mbongue Eteky Jean Henri, Enganemben Bekemen Marie Madeleine, de la Sous-direction d'Europe Méridionale et Septentrionale (SDEMS) pour leurs conseils et leur aide durant notre stage dans leurs locaux. Nous ne saurons passer sous silence l'accueil chaleureux et cordial dont nous avons bénéficié durant notre passage à l'Ambassade d'Espagne à Yaoundé. Nous remercions spécialement Natalia Lagunas Prat, Directrice du Centre Culturel Espagnol pour tous les documents et informations indispensables pour mener à bien nos travaux.

Il est vrai qu'il ne nous sera guère possible de lister les noms de tous ceux qui ont été d'un appui considérable dans l'accomplissement de ce travail. Néanmoins, nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à tous nos informateurs notamment le Docteur Mbese Akamse F. Désirée, l'un des pionniers à s'intéresser à la coopération hispano-camerounaise, le Docteur Fotso Toche Rodrigue du Département d'Espagnol et ex-employé du Centre culturel espagnol.

Nous ne sommes pas prêt non plus d'oublier l'amour, l'affection, les prières et le soutien de nos parents, nos beaux-frères, de nos frères et sœurs ainsi que de notre tendre compagne, nos neveux, nièces et ami(e)s. Qu'ils reçoivent ici toutes notre reconnaissance.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

I- Liste des Cartes

1 : Carte Géographique du Cameroun.....	7
2 : Carte géographique et touristique du Royaume d'Espagne	9

II- Liste des photos

1 : Défilé annonçant la victoire de Franco	43
2 : Visite de Juan Carlos I ^{er} de Bourbon au Cameroun	48
3 : Descente de l'avion	49
4 : Tenue des hymnes nationaux	49
5 : Bref échange conviviale dans la salle d'audience de l'aéroport de Nsimalen	50
6 : Diner de gala en l'honneur du monarque espagnol le 6 décembre 1980	51
7 : Le roi sillonne les rues de Yaoundé le 7 décembre 1980.....	52
8 : Echanges cordiaux entre hautes autorités camerounaises et espagnoles.....	75
9 : Signature du protocole général d'action entre le Recteur de l'UCAC et l'Ambassadeur d'Espagne	115
10 & 11 : Visite du club espagnol du lycée de Nkoldondo au CCE	117
12 : Visite des responsables du CCE au Centre de Formation Sorawell.....	118
13 & 14 : Flyers de l'annonce des travaux dirigés et de la tenue de l'examen DELE	119
15 : Flyer annonçant la semaine culturelle espagnole du 22 au 28 novembre 2021	122

16 : Forage réalisé par l'ONGD espagnole <i>Zerca y Lejos</i> aux populations pygmées de Mimbil en 2021	125
17 : Conférence de presse en prélude à la célébration de la journée internationale de la femme du 8 Mars 2018.....	128
18 & 19 : Hôpital d'Ebomé de Kribi.....	131
20 & 21 : Fabrication des gels hydroalcooliques et des caches nez par l'ONGD espagnole <i>Zerca y Lejos</i> pour faire face à la covid-19	133
22 : Immeuble CAA construit par l'entreprise espagnole <i>Construcciones Galdiano S.A.</i>	148

III- Liste des tableaux

1 : ECHANGES COMMERCIAUX HISPANO-CAMEROUNAIS de 1961-1966 (1pesetas est équivalent approximativement à 4 Fr CFA)	70
2 : Bilan du commerce entre le Cameroun et l'Espagne (1975-1979) ; valeur en Millions de Fcfa.....	72
3 : Evolution des principaux produits d'exportations du Cameroun vers le royaume d'Espagne de 2011 à 2015 (Quantité en tonnes ; Valeur en millions de FCFA)	78
4 : Liste des principaux produits exportés du Cameroun vers l'Espagne de la période allant de 2011 à 2015 en quantité (tonne) et en valeur (FCFA).....	79
5 : Evolution des importations du poisson congelé et crustacés de 2011 à 2015 (Quantité en tonnes ; Valeur en millions de FCFA)	81
6 : Evolution des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Espagne en tonnes et en valeur (en millions de francs Fcfa), de la période allant de 2017 à 2020.....	82
7 : Quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA	82
8 : Classement des principaux bailleurs de fonds par pays actifs au Cameroun suivant leurs apports d'APD (base engagements) pour la période allant de 2009 à 2011.....	87

LISTE DES ANNEXES

- 1 : Attestation de recherche _____ xvi
- 2 : Planning de stage à la direction des affaires d'Europe au MINREX pour la période allant du 04 au 31 octobre 2023. _____ xvii
- 3 : Convention de collaboration entre l'Université espagnol d'Oviedo et l'Université de Yaoundé I _____ xix
- 4 : Condoléances du chef de l'État à son Altesse Royale Juan Carlos 1^{er} de Bourbon, Roi d'Espagne _____ xxviii
- 5 : Présentation des lettres de créances de l'Ambassadeur Camerounais Paulin Godfried Yanga au Roi Felipe VI, souverain espagnol. _____ xxviii
- 6 : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et au peuple camerounais en langue espagnole _____ xxix
- 7 : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et au peuple camerounais en langue française _____ xxxii
- 8 : Correspondance du Secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun adressée à monsieur le Ministre des Relations Extérieures en vue d'une réexaminations des modalités d'attribution de bourses espagnoles aux étudiants Camerounais. _____ xxxv
- 9 : Liste des candidats aux bourses espagnoles 1976/1977 _____ xxxvi
- 10 : Article du journal le Leseri Noir annonçant le décès de FRANCO _____ xxxvii
- 11 : Article du journal *Cameroon Tribune* sur la visite de Juan Carlos au Cameroun xxxviii
- 12 : Correspondance relevant l'offre des livres espagnols à l'Université de Yaoundé ainsi qu'à l'Ecole Normale Supérieur _____ xxxix
- 13 : Décision ministérielle accordant les frais d'inscriptions aux étudiants boursiers de l'Ecole des Langues de Madrid année universitaire 1976/1977 _____ xxxix

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABM : *Anti-Balistic Missiles*

AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement

ACES : Association des Camerounais en Espagne

ACCIONA : Entreprise espagnole spécialisée dans les BTP

ACP : Afrique Caraïbe Pacifique

AEF : Afrique Équatoriale Française

AFD : Agence Française de Développement

AID : Association Internationale pour le Développement

APD : Aide Publique au Développement

API : Agence de Promotion des investissements

ASABBA : Association ADNA-Bassa de Barcelone

ASCA : Association des Camerounais d'Aragon

ASOBCA : Association Anglo-Bami de Catalogne,

BAD : Banque Africaine de Développement

BIRD : Banque International pour la Reconstruction et le Développement

BM : Banque Mondiale

CAA : Caisse Autonome d'Amortissement

CCE : Centre Culturel Espagnol

CEDAW : Comité de l'ONU pour l'élimination des discriminations faites à l'égard des femmes

CEE : Communauté Économique Européenne

CEFAP : Centre des Filles et Femmes Actives pour l'Amélioration des conditions socio-économiques et culturelles désert-femme et désert-fille

CEI : Club des Exportateurs et Investisseurs de l'Espagne

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l’Afrique Centrale

CENTUNION : entreprise espagnole d’ingénierie

CEOE : Chefs d’Entreprises et Organisations Professionnelles

CIJ : Cour Internationale de Justice

CLPC : Commission des Limites de la Plateforme Continental

CODESCAM : Coopérative pour le Développement du Cameroun

CREPEG : Centre de Recherche en Paix, Environnement et Gouvernance

CRESEC : Cercle de Réflexion et de Sensibilisation des Camerounais

CNP : Corps National de Police

CTNBC : Comité Technique National de la Balance Commerciale

DACC : Dispositif d’Appui à la Compétitivité du Cameroun

DGD : Direction Générale des Douanes

ELECNOR-COBRA : Entreprise mondiale spécialisée dans le développement des projets et de services pour les infrastructures et les énergies renouvelables

ENSI AAC : Ecole Nationale Supérieure des Industries Agricoles et Alimentaires du Cameroun

ENS : Ecole Nationale Supérieure

ESS : Economie Sociale et Solidaire

FAD : Fonds d’Aide au Développement

FAD : Fonds Africain de Développement

FITUR : Foire Internationale du Tourisme

FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole

FIFA : Fédération Internationale de Football Association

FLSH : Facultés de Lettres et Sciences Humaines

FSEG : Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

FS : Faculté des Sciences

FMI : Fonds Monétaire International

GATT: *General Agreement Trade and Tarif*

GICAM : Groupement inter-Patronal du Cameroun

ICO : Institut de Crédit Officiel

ICCO : Organisation Internationale du Cacao

IDH : Indice de Développement Humain

IFEMA : Institut des Foires et Expositions de Madrid

INCATEMA : Société espagnole de conseil d'ingénierie et de réalisation de projets à vocation internationale

IRIC : Institut des Relations Internationales du Cameroun

MEAPA : Ministère espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

MEES : Ministère espagnol de l'Enseignement Supérieur

MECT : Ministère espagnol du Commerce et du Tourisme

MEISSM : Ministère espagnol de l'Inclusion, Sécurité Sociale et des Migrations

MESI : Ministère espagnol de la Science et de l'Innovation

MEFF : Ministère espagnol des Finances et de la Fonction Publique

MINAE : Ministre des Affaire Etrangères

MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MINAS : Ministère des Affaires Sociales

MINCULT : Ministère de la Culture

MINDEF : Ministère de la Défense

MINDEVEL : Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

MINEE : Ministre de l'Eau et de l'Energie

MINEPIA : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINIMDT : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique

MINHDU : Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

MINFI : Ministère des Finances

MINMESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat

MINTOUL : Ministère du Tourisme et des Loisirs

MINREX : Ministère des Relations Extérieurs

MINSUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur

MINCOMERCE : Ministère du Commerce

OACI : Organisation de l'Aviation Civile Internationale

OCDE : Organisation de la Coopération et du Développement Économique

ODD : Objectifs de Développement Durable

OECE : Organisation Européenne de Coopération Économique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

OMI : Organisation Maritime Internationale

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

OMT : Organisation Mondiale du Travail

ONCE : *Organizacion Nacional de Ciegos Espanoles*

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONGD : Organisation Non Gouvernemental pour le Développement

OUA : Organisation de l'Unité Africaine

OTAN : Organisation du Traité Atlantique Nord

PACOM : Programme d'Appui à l'Amélioration de la Compétitivité de l'Économie camerounaise, 2013-2018

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PME/PMI : Petites et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PROMHANDICAM : Centre des Handicapés d'Etoug-ébé

PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol

SAPIDACAM : Société d'actions prioritaires intégrées de développement agricole au Cameroun

SECIPI : Secrétariat d'État pour la coopération et pour l'Amérique latine

SDN : Société des Nations

SEAEG : Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et Globales

SEUE : Secrétaire d'État à l'Union européenne

SECI : Secrétaire d'État la coopération internationale

SOCOPEK : Société de Coopération de pêche de Kribi

TNP : Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

TOMSA DESTIL : Compagnie espagnole spécialisée dans la distillation de l'alcool

UCAC : Université Catholique d'Afrique Centrale

UCE : Unité de Coopération Extérieure

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

UNESCO: *United Nation Educational Science and Cultural Organisation*

US : *United State*

VIH/SIDA : Virus d'Immuno- déficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience Acquis

ZLECAF : Zone de libre-échange continentale africaine.

RÉSUMÉ

La présente étude portant sur « **la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social 1961-2021** » s'inscrit dans le cadre des relations Cameroun-Espagne. Cette relation diverse et multisectorielle qui se met en place au lendemain des indépendances, a atteint un niveau important avec la célébration de son soixantième anniversaire le 08 août 2021. Dans cette perspective, notre intérêt dans ce travail a été de questionner l'effectivité de cette coopération depuis sa mise en place jusqu'en 2021. Pour y parvenir, nous avons interrogé les mobiles historiques, politiques et diplomatiques ayant favorisé cette coopération. En outre, nous nous sommes intéressé aux réalisations opérées dans les domaines qui font l'objet de notre étude. Nous n'avons pas manqué de tenir compte du contexte et des dynamiques nationales et internationales ayant influées le choix des deux partenaires dans la mise en œuvre de leurs différentes réalisations. Par ailleurs, notre démarche dans la collecte de données et d'informations sur le terrain a été qualitative. Nous nous sommes servis aussi des théories développementaliste, réaliste, libéraliste et néo-libéraliste comme grilles de lecture pour saisir les tenants et les aboutissants de cette coopération. Ce qui nous a conduits aux résultats suivants : la relation entre le Royaume d'Espagne et le Cameroun est antérieure à 1961. Son objectif était d'accélérer le train du développement économique et social du Cameroun, et de constituer un facteur d'attractivité du royaume d'Espagne sur la scène internationale. Cependant, cette coopération reste discrète, modeste et naissante. Les échanges commerciaux entre les deux pays évoluent en dents de scie mais restent globalement faibles. L'éducation, la santé et la lutte contre les inégalités sociales sont entre autres domaines qui donnent fière allure à cette coopération. Toutefois, il est souhaitable pour les deux acteurs de faire preuve de volonté politique véritable, pour que cette coopération soit dynamique et radieuse pour le futur de leurs relations diplomatiques.

Mots clés : coopération, développement, échanges commerciaux, diplomatie de développement.

ABSTRACT

The present study focuses on « la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social 1961-2021 » is part of Cameroon and Spain relations. This diverse and multisectoral relationship reached an important level whit the celebration of its sixtieth anniversary on August 08, 2021. In this context, our interest in this work has been to examine the effectiveness of this cooperation from its inception until 2021. To achieve this, we have examined the historical, political, and diplomatic motives that have facilitated this cooperation. Furthermore, we have focused on the achievements made in the areas under study. We have taken into consideration the national and international contexts and dynamics that have influenced the choices of both partners in the implementing their various achievements. Additionally, our approach to collecting data and information in the field has been qualitative. We also used developmentalist, realist, liberalist and neoliberalist theories as interpretative frameworks to grasp the ins and outs of this cooperation. This led us to the following results: the relationship between the kingdom of Spain and Cameroon predates 1961. Its objectives were to accelerate the economic and social development of Cameroon and to establish Spain as an attractive force on the international stage. However, this longstanding cooperation remains discreet, modest and nascent. Trade between the two countries fluctuates and remains generally low. Education, health and the fight against social inequalities are among the areas that give this cooperation a proud allure. Nevertheless, it is desirable, for both parties to demonstrate genuine political will so that this cooperation can be dynamic and radiant for the future of their diplomatics relationship.

Keywords: *cooperation, development, trade, diplomatic development.*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I- CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

La question de développement n'a cessé de bouleverser les sociétés dans lesquelles elle est abordée. D'essence occidentale, cette notion à la fois ancienne et récente semble avoir trouvé un terrain fertile dans les pays dits en développement¹. Cependant, c'est avec la naissance de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945 qu'elle s'est posée avec acuité au point de devenir un idéal pour les jeunes Etats nouvellement indépendants. Le Cameroun qui accède à la souveraineté internationale le 1^{er} janvier 1960 se hâte sur le chemin du développement et manifeste sa volonté d'intégrer le club des Etats développés du monde. Dans cette perspective, le recours aux partenaires s'est avéré être indispensable pour un Etat jeune et moins expérimenté que le Cameroun pour parvenir à son développement économique et social. Ce désir est ce qui justifie l'établissement des relations diplomatiques avec divers pays du monde au nombre desquels figure le Royaume d'Espagne. En quête d'une reconnaissance internationale, ce dernier a profité de cette occasion pour montrer qu'il n'est pas isolé sur la scène internationale. Bien plus, l'établissement de cette relation diplomatique a permis à l'Espagne de rayonner davantage au moyen de sa langue et de sa culture² en plein essor au Cameroun. C'est dans ce contexte mouvant que s'inscrit notre sujet intitulé : coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social (1961-2021). Le but étant d'apprécier l'effectivité de cette coopération au moment où les deux partenaires célèbrent le soixantenaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, la motivation et l'intérêt de cette recherche aideront assurément à améliorer dans le long terme, les initiatives mises en place par les décideurs pour dynamiser et densifier la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique et social.

II- MOTIVATIONS ET INTERÊT DU SUJET

Le choix porté sur le thème « **coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social (1961-2021)** » n'est pas fortuit. Il témoigne de l'intérêt que nous avons toujours nourri pour les relations diplomatiques entre le Cameroun et l'Espagne. En outre, il reflète notre curiosité à percer le mystère des retombées de ce partenariat et surtout son impact sur le plan économique et social dans les deux Etats. D'un autre côté, ce travail traduit la volonté de promouvoir et de vulgariser les relations diplomatiques entre le Cameroun et le royaume

¹ R. Ebale, *Le concept de développement : fondements historiques et débat*, Fabrication et impression Litchasonic Formations, Yaoundé, Avril 2014, p. 7.

² Cette influence de la langue espagnole est soulignée significativement dans un article du journal le Matin du 17 Juillet 2013 intitulé : « *La culture espagnole : un soft power redoutable* », en ligne à l'adresse <https://lematin.ma/journal/2013/la-culture-espagnole-un-soft-power-redoutable/185288.html> consulté le 20 Mars 2024 de 22h30 à 00h 35.

d'Espagne et matérialise toute la passion que nous cultivons pour les Relations Internationales globalement, et pour la coopération de manière spécifique. Surtout que la coopération est un élément indéniable du *soft power* et participe à la pérennisation de la paix dans le monde tel que voulu par l'Organisation des Nations Unies³. Pris dans ce sillage, la coopération devient un facteur essentiel de croissance qu'elle soit politique, économique, sociale, culturelle et même intellectuelle. C'est de cette manne qu'a besoin non seulement l'Etat du Cameroun dans sa marche pour l'émergence à l'horizon 2035, mais aussi pour nous jeunes historiens de l'Université de Yaoundé I car, elle aidera à faire asseoir les connaissances historiques nécessaires et permettra que l'on puisse contribuer significativement à l'historiographie du Département d'Histoire et à celui de notre pays. Au demeurant, tout ceci revient à dire que la fascination qui est la nôtre pour ce sujet est avant tout personnelle.

Au sujet de l'intérêt de ce travail, il garde toute son originalité dans la mesure où il permet d'abord, de mettre en lumière les enjeux de la présence espagnole au Cameroun ensuite, de dévoiler les multiples bénéfices engrangés par les deux parties. Ce d'autant plus que les relations diplomatiques entre Etats sont loin d'être altruistes⁴. Bien que la présence espagnole au Cameroun soit effective depuis le XV^e siècle pour des raisons commerciales, les nouvelles orientations données à celles-ci depuis les indépendances et surtout depuis la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 instituant la décentralisation au Cameroun semble encore inconnues du grand public et très peu analysées et sous-traitées par le monde scientifique⁵. Ce travail édifiera plus d'un en matière de réalisations et d'assistance du royaume d'Espagne au Cameroun dans sa marche vers l'émergence à l'horizon 2035 dans un contexte de décentralisation. En outre, il apportera de la valeur ajoutée à la documentation peu exhaustive portant sur la relation hispano-camerounaise, et Camerouno-hispanique dans le domaine économique et social.

³ Cet élément est relevé dans la déclaration d'engagement commun des opérations de maintien de la paix publié par le Secrétariat des Nations Unies le 16 Aout 2018 après approbation de ses membres. Il s'agit d'un document contenant les engagements que les Etats membres et le Secrétariat consent à prendre en vue de mener une action collective visant à renforcer le maintien de la paix. A consulter sur le site officiel de l'ONU à l'adresse <https://peacekeeping.un.org>

⁴ L'intérêt est au cœur des relations diplomatiques entre les Etats et guide leurs actions. C'est ce que pense Henry John Temple, 3^e vicomte Palmerston lorsqu'il souligne qu'il n'existe pas d'allier éternels ni d'ennemis perpétuels mais que des intérêts à suivre et à défendre entre les nations, propos rapportés par J. F. Deniau dans son manuel intitulé *Le Grand Jeu*, édition Hachette, Paris, 2004. p.163.

⁵ C'est avec les indépendances que l'on commence à parler de « coopération » entre le Cameroun et l'Espagne. La nouvelle loi constitutionnelle N° 96/06 du 18 janvier 1996 dans son Art.1 (2), institue la décentralisation et fait du Cameroun un Etat unitaire décentralisée. Fort de cette disposition, le Cameroun s'est doté d'une vision de développement à l'horizon 2035 et a incité ses partenaires au développement à l'accompagner pour l'atteinte de cet objectif.

La portée de ce travail est donc grande du fait qu'il permettra aux générations présentes et futures de s'approprier des présentes données et analyses dans l'optique de repenser non seulement les relations entre le Cameroun et l'Espagne mais aussi les relations entre le Cameroun et les autres acteurs des relations internationales. Le but étant d'aider l'Afrique en général et le Cameroun en particulier à s'affirmer davantage sur la scène internationale, ce travail pourrait être une source d'inspiration pour cerner la politique extérieure espagnole afin d'accélérer la refondation de l'Afrique. Il devient aisé à la suite de cette analyse, de convenir avec Marc Bloch⁶ du rôle central de l'historien et de la primauté de la réflexion historique pour le continent africain. En effet, l'histoire apparaît pour l'Afrique non seulement comme un facteur de prise de conscience et un levier de développement, mais aussi une contribution à l'éveil nationaliste et au développement endogène des Etats.

Sur le plan académique, l'étude de ce sujet est le fruit d'une réflexion portée par le désir d'apprendre davantage sur les relations bilatérales entre les Etats. En outre, ceci s'est d'ailleurs traduit par le choix de la filière Histoire à l'Université de Yaoundé I et notamment la spécialisation Relations Internationales. Par ailleurs, ce choix a été soutenu par les cours dispensés par les enseignants du département d'Histoire. Ceux-ci ont, à travers les différentes composantes de l'histoire (*Diplomatic History of the Early Modern Europe* ; Résolution des Conflits et Promotion de la paix etc.) ravivé notre intérêt pour la promotion de la coopération et les relations pacifiques entre les Etats. Ainsi, Le présent travail obéit à une borne chronologique précise.

III- DÉLIMITATION SPATIALE ET CHRONOLOGIQUE DE L'ÉTUDE

Notre étude examine la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social de la période allant de 1961 à 2021. Le champ de recherche étant délimité entre les deux pays, il devient logique que cette étude s'applique aussi bien en territoire camerounais qu'en territoire espagnol par le biais de son ambassade à Yaoundé. Ainsi, le premier point est réservé à la présentation du Cameroun et le second à celui du royaume d'Espagne.

⁶ M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier de l'historien*, Armand Colin, 2^e Edition, Paris, 1952, p.8.

1. Le Cameroun

La République du Cameroun est un pays d'Afrique centrale situé entre le 2° et le 13° de latitude nord, et les méridiens 9°45' de longitude Est⁷. Elle est limitée à l'ouest par le Nigéria, au Sud par le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale, à l'Est par la République centrafricaine et au Nord par le lac Tchad⁸ ; et se présente généralement sous la forme d'un grand triangle aux contours irréguliers sur près de 1500 km du bord du lac Tchad à sa base atlantique sur une superficie de 475 442 km².

Le Cameroun présente la particularité d'être issue d'une triple influence coloniale et d'avoir connu deux formes de tutelles internationales où il en a tiré sa qualité d'Etat biculturel, francophone et anglophone⁹. Son nom est issu d'un mot portugais, « camarão » du pluriel « camarões » qui signifie « crevette » et non « crabe » comme d'aucuns l'ont écrit¹⁰. Historiquement, le pays est une dilatation de l'estuaire du Wouri que les Allemands ont appelé « kamerun fluss », le fleuve Cameroun¹¹. Il a été découvert par les Portugais en 1472 avant d'être occupé successivement par trois puissances étrangères. Il est encore visible de part et d'autre du triangle national, les stigmates de cette occupation aux multiples rebondissements¹². La première guerre mondiale qui débute en 1914 met précocement fin à l'expérience des allemands en poste depuis 1884¹³. Le hasard de l'histoire a voulu que ce soit la France et la Grande Bretagne qui assurent l'administration de ce territoire international placé sous la mandature de la SDN et plus tard, sous la tutelle de l'ONU à partir de 1945. La présence de ces deux puissances traditionnellement rivales a brisé à jamais l'unité du Cameroun¹⁴. Peu après son accession à l'indépendance, la partie du territoire sous tutelle britannique et la partie sous tutelle française vont fusionner en 1961 pour former la république fédérale du Cameroun. Le 20 Mai 1972, le nom du Cameroun subi un réajustement pour devenir République unie du

⁷ F. E. Etoga, *Sur Les Chemins du Développement : Essai d'Histoire des Faits Economiques du Cameroun*, CEPER, Yaoundé, 1971, p.17.

⁸ P. R. Libite et E. Jazet, « Caractéristiques du Pays et Présentations de l'Enquête, Troisième Enquête Démographie et de Santé (EDSC-III) », <https://dhsprogram.com>>pdf, consulté le 08 Avril 2023 de 13h15 à 17h20, p.1.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ A. Owona, *La naissance du Cameroun (1884-1914)*, cahier d'étude africain, vol. 13, 1973, p.16.

¹¹ E. Mveng, *Histoire du Cameroun Tome 2*, Edition CEPER, Yaoundé 1985, p. 102.

¹² L. P. Ngono, *Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun Tome I : 1884-1945*, Monde en devenir, Berger Levrault, Paris, 1860, p.2.

¹³ L'Allemagne qui perd la guerre au profit des forces occidentales se voit privée de toutes ses possessions d'outre-mer au nombre desquels figure le Cameroun. Cette privation est actée par les puissances vainqueurs de la première guerre mondiale comme sanctions à l'endroit de l'Allemagne accusée d'être le responsable de la guerre.

¹⁴ Le conflit aujourd'hui dans les régions anglophones du pays sont la résultante de ce partage. D'aucuns considère ce partage comme une erreur de l'histoire. Il appert que le Cameroun avant les indépendances et surtout la réunification était loin de constituer un domaine inaliénable. Les puissances coloniales en ont fait un objet de troc selon les circonstances.

Cameroun. A la faveur d'une révision constitutionnelle adoptée par l'assemblée nationale le 04 février 1984, le pays prend le nom de République du Cameroun¹⁵.

Cette position stratégique qui le situe au cœur du golfe de Guinée amène de nombreux observateurs à le considérer comme le « microcosme » de l'Afrique¹⁶. Grâce à la fortune de ses divers éléments qui lui offre cet avantage rare d'être sur plus d'un point complémentaire, le Cameroun apparaît essentiellement tributaire de sa géographie¹⁷. En outre, son économie n'est plus qu'essentiellement agricole¹⁸. Elle est diversifiée et se base sur l'agriculture et l'élevage (44% du PNB), l'industrie (16%) et les services (40%)¹⁹. Les exportations sont dominées par le pétrole (49,9%), mais les matières premières telles que le bois, coton, cacao (6,5%) rapportent également des revenus importants²⁰. Le produit intérieur brut est passé de 3,2% en 2004 à 3,6% en 2008 pour atteindre 3,6% en 2021²¹. L'activité minière de classe internationale s'y développe de façon importante grâce à un sous-sol riche (fer, cobalt, manganèse et gaz...) ²². Par ailleurs, de grands chantiers d'infrastructures ont été lancés et se poursuivent ces dernières années afin de faciliter toutes les activités économiques (port en eaux profondes, ponts, routes). A noter le bond en avant des activités du tertiaire, venant renforcer l'économie de façon significative²³. Ce potentiel impacte significativement sur son processus de développement. En effet, l'indice de développement humain du Cameroun (IDH) pour 2019 s'établit à 0.563²⁴. Ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain moyen », à la 153^e place sur 189 pays et

¹⁵ Cette information est livrée dans l'Agenda 2018 du Ministère de l'Economie et de la Planification du Territoire (MINEPIAT). Par ailleurs, il est indispensable de relever que le Cameroun aujourd'hui est un Etat unitaire décentralisé. Ce nouveau statut émerge après l'adoption de la n°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972.

¹⁶ N. Mouelle Kombi, *La politique étrangère du Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1996, p. 9.

¹⁷ Son milieu naturel est riche et diversifié. Le sud forestier (région du Centre, de l'Est, du Littoral, du Sud et du Sud-ouest) est situé dans les zones maritimes et équatoriales. Cette zone se caractérise par une végétation dense, un vaste réseau hydrographique et un climat chaud et humide aux précipitations abondantes. Cette région est propice à la culture du cacao, du palmier à huile, de la banane, de l'hévéa et du tabac etc. Elle abrite les deux plus grandes villes du pays : Douala et Yaoundé ainsi que d'importants centres urbains à l'instar d'Edéa caractérisée par son industrie lourde et sa centrale hydro-électrique, Limbé, siège de l'industrie pétrolière et Kribi, terminal du pipeline Tchad-Cameroun.

¹⁸ G. E. Goms Ngameni, « Le commerce extérieur du Cameroun : une analyse historique de 1960 à 2010 », *Thèse de Doctorat/Ph. D en Histoire*, Université de Yaoundé I, mars 2016, p.30.

¹⁹ P. Omar Cerutti, V. Ingram, D. Songwa, *Les Forêts du Cameroun en 2008 Chapitre2 (Présentation de la situation macro-économique du pays)*, observatoire-comifac.net en ligne à l'adresse <http://www.observatoire-comifac.net> consulté le 12 Avril 2024 de 13h20 à 17h40.

²⁰ M. Perdriault et M. Fraticeli, « *Le Cameroun et les enjeux de développement liés aux ressources naturelles* », Centre pour l'Environnement et le Développement, Mars 2012, p.3.

²¹ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ny.GDP.MKTP.KD.ZG?location=CM> en ligne, consulté le 02 Mai 2023 de 18h16 à 21h15.

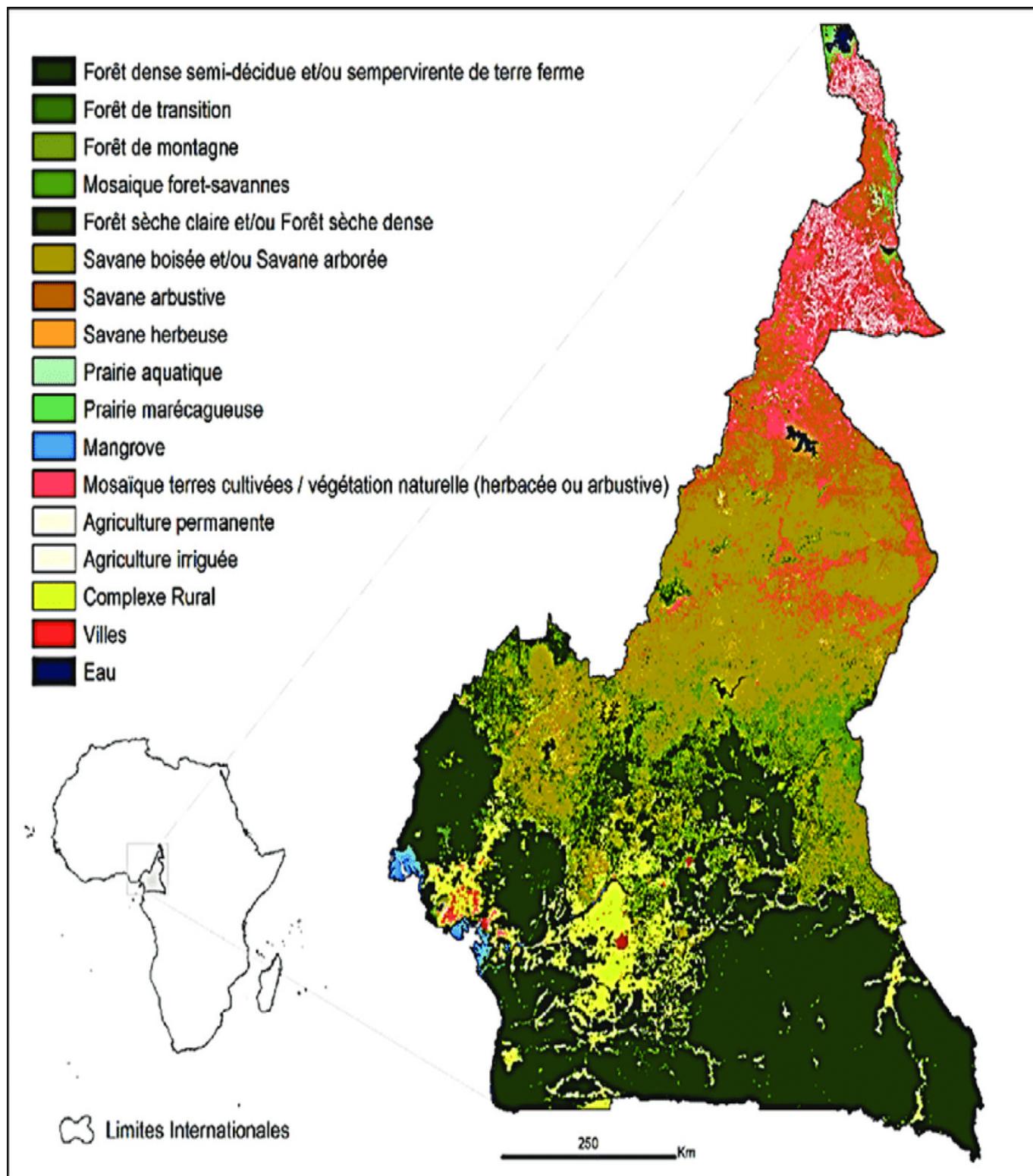
²² *Ibid.*

²³ *Jeune Afrique Economique*, Bulletin N° 417, p.87.

²⁴ Rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le Développement Humain du Cameroun 2020, en ligne à l'adresse <http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/fr/CMR.pdf>, consulté le 11 novembre 2023 de 22h00 à 01h50.

territoires. La scolarisation a augmenté de 2.8 années et la durée attendue de scolarisation a augmentée de 4.1 années.

Carte 1 : Carte Géographique du Cameroun



Source : <https://www.universalis.fr-atlas-afrique-cameroun.com> consulté le 12 novembre 2023

de 22h00 à 22h30.

2. Le Royaume d'Espagne

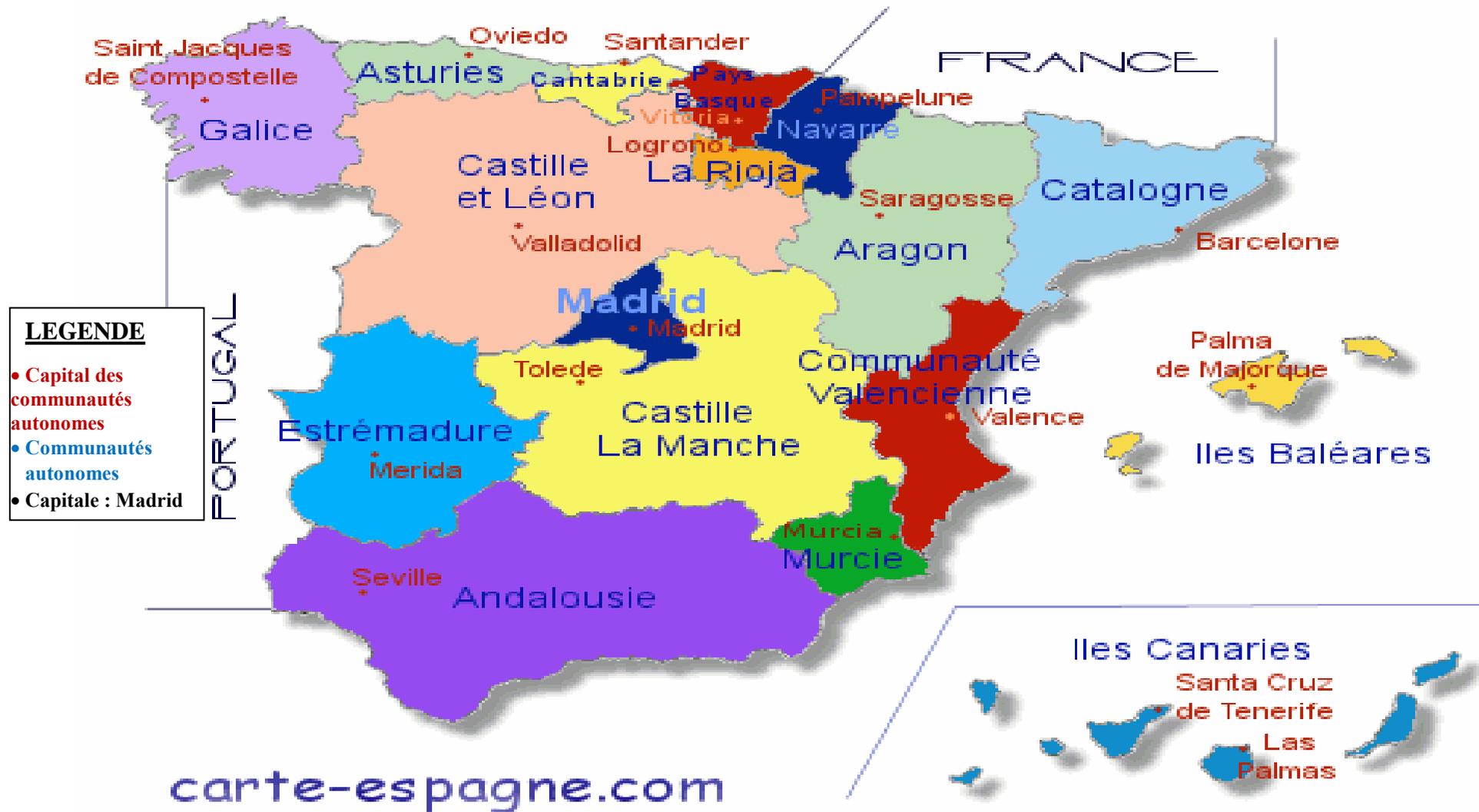
Notre ambition dans cette partie n'est pas de retracer l'histoire de l'Espagne mais de faire une brève présentation du Royaume d'Espagne.

Le « *Reino de España* », le Royaume d'Espagne est un pays d'Europe de l'Ouest étendu sur une superficie totale de 505 955 Km² et une longueur totale des côtes de 4.964 km. Cette masse terrestre est supérieure d'environ 6,42% la taille du Cameroun²⁵ (y compris les Baléares et les Canaries). Elle est bornée sur ses cotés Est, Ouest et Sud, d'océans et de mers et occupe 85% de la péninsule ibérique qu'il partage avec le Portugal²⁶.

²⁵ D'après les données géographiques officielles, l'Espagne a une superficie d'environ 505.990 km², tandis que le Cameroun couvre environ 475.442 km². Cela signifie que l'Espagne est légèrement plus grande que le Cameroun, avec une différence d'environ 30.548 km².

²⁶ Le royaume d'Espagne est séparé de la France par les Pyrénées et est constitué d'une grande partie continentale mais aussi d'îles. Les Baléares sont situées à l'Est dans la mer méditerranée, les Canaries au sud-ouest dans l'océan atlantique, au large du Maroc et au sud du Sahara espagnol. Deux villes en Afrique appartiennent aussi à l'Espagne : Melilla et Ceuta, enclavées dans le Maroc méditerranéens, ainsi que la Gomera dans les îles Canaries.

Carte 2 : Carte géographique et touristique du Royaume d'Espagne



Source : <https://osidimbea-ministere.jimdofree.com/Espagne/> consulté le 3 juin 2024 de 21h30 à 22h00.

Longtemps colonisée pendant plus d'un siècle par les Carthaginois et les Romains, la péninsule ibérique est de nouveau envahie par le califat omeyyade dès le VIII^e siècle. C'est avec la prise de Grenade, dernier bastion arabe en 1492 que le territoire achève la *Reconquista* menée par Isabel I de Castille et Ferdinand II d'Aragon²⁷. Le mariage de la couronne de Castille et d'Aragon va donner lieu à l'unification de la péninsule ibérique au sein d'un même État. Mieux connu comme les « Rois Catholiques », ces monarques disposent d'une véritable stratégie de puissance qui se manifeste par une politique anti-française²⁸. Débute dès lors le « Siglo de oro » ou « l'apogée » du modèle espagnol dans le monde caractérisé par une domination sans partage reposant sur la religion catholique. Elle se manifeste aussi par des réformes administratives et économiques favorisant le financement, par des rois catholiques, des expéditions visant à étendre leur territoire²⁹. Ainsi, la monarchie catholique espagnole qui possède désormais des terres en Afrique, affirme sa domination par le biais de son économie alimentée par les richesses de l'Amérique mais également par ses forces armées, faisant de l'Empire espagnol la plus grande puissance navale avant que le royaume d'Angleterre ne lui ravît ce titre³⁰. Le catholicisme étant la religion d'État, les monarques qui se succèdent dans le temps cherchent à la préserver ou à l'imposer dans les territoires conquis.

Aujourd'hui, le pays est une monarchie parlementaire dirigée depuis le 19 juin 2014 par le Roi Felipe VI qui a succédé à son père Juan Carlos I^{er}. Ce dernier avait accédé au trône le 22 novembre 1975, après le décès du Général Francisco Franco. Pedro Sanchez est l'actuel Président du Gouvernement jouant le rôle de Chef de Gouvernement et de Secrétaire Général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Il a depuis le 1^{er} juin 2018, remplacé Mariano Rajoy Brey, ancien Chef du Gouvernement depuis le 20 novembre 2011. Le Gouvernement espagnol majoritairement féminin et « europhile » compte dix-sept (17) ministères, soit quatre de plus que l'exécutif de Rajoy, avec onze (11) portefeuilles confiés à des ministres femmes, et

²⁷ F. Musseau, « *Prise de Grenade : la controverse du 2 janvier resurgit* », Libération, janvier 2013.

²⁸ Alors que le royaume de France s'impose comme la plus grande puissance européenne, la stratégie espagnole consiste à encercler la France en élargissant son territoire vers l'Italie. Pour accentuer l'isolement des Français, la couronne d'Espagne s'intègre à l'Europe en s'alliant par le mariage avec de grandes familles telles que la maison de Habsbourg et de Bourgogne dirigeant respectivement l'Empire d'Autriche et l'ouest de la péninsule ibérique.

²⁹ Les rois catholiques ont financé l'expansion du territoire espagnol vers l'Italie, l'Afrique du Nord et surtout le projet d'expédition de Christophe Colomb de voyager jusqu'aux Indes par l'Atlantique. Ainsi, le 3 août 1492, trois caravelles sortent du port de Palos de la Frontera et suivent la parallèle 98 pour naviguer jusqu'aux Indes orientales par l'océan Atlantique. Le 12 octobre, Colomb découvre l'Amérique qui deviendra par la suite la raison de la prospérité européenne.

³⁰ M. Z. Bayon, *Breve historia del siglo de Oro*, Madrid, 2011, p.113.

six (06) portefeuilles aux hommes, ce qui en fait une nouveauté dans l'histoire de la démocratie espagnole³¹.

Après la centralisation forcée subie sous Franco, l'Espagne dispose aujourd'hui d'un des modèles territoriaux les plus décentralisés du monde avec ses dix-sept (17) communautés autonomes³². La population du royaume d'Espagne est estimée à 47 323 000 habitants en décembre 2022. La langue officielle est le castillan (Espagnol) et la capitale est Madrid.

L'Espagne est la quatrième économie de la zone euro et la huitième (8^e) du monde en termes de PIB nominal selon le classement 2023 de la Banque Mondiale³³. Le PIB 2021 était d'environ 10.297 Euro par habitants. En revanche, le PIB en Espagne atteint 25.416 euros/hbts, soit 1,205 milliards d'euro pour l'ensemble du pays³⁴. En outre, le pays occupe aussi la deuxième (2^e) place par revenu avec un montant 77 600 millions d'Euros. Toutefois, si son économie croît de 3 % par an selon les données rendues publiques par le ministère compétent, cette croissance n'est pas répartie équitablement au sein de la population³⁵. Le nouveau Chef du Gouvernement, Pedro Sanchez, s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les Conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat. Par ailleurs, l'Espagne est membre de l'Union Européenne, de l'OTAN et de l'ONU. Elle entretient des relations privilégiées avec l'Amérique Latine et les pays de la Méditerranée. Le royaume depuis quelques années mène une politique migratoire moins rigide et plus encline à l'accueil des migrants africains ayant illégalement accosté au large de la Méditerranée³⁶.

³¹ M. Pedro Sanchez, ainsi que les nouveaux membres de son Gouvernement ont prêté serment le 07 juin 2018 à Madrid, devant le Roi Felipe VI au cours d'une cérémonie au palais de la Zarzuela à Madrid. Ainsi, depuis le 12 juillet 2021, les portefeuilles ministériels clés suivants sont occupés par les personnalités ci-après :

Vice-présidente du Gouvernement : Nadia Maria Nadia Calviño Santamaria ; Ministre de la Politique Territoriale, porte-parole du Gouvernement : Isabel Rodríguez Garciam ; Ministre des Affaires Etrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération : José Manuel Albares Bueno, il remplace à ce poste, M. Josep Borrel ; Ministre de la Défense : Mme Margarita Robles ; Ministre de l'Intérieur : M. Fernando Grande-Marlaska ; Ministre de l'Economie, L'Industrie et de la Compétitivité : Mme Nadia Calvino ; Ministre des Finances et de la Fonction Publique : Mme Maria Jesus Montero.

³² Quick Read N° 8, « *Décentralisation et participation politique des femmes* », Centre de Recherche en Paix, Environnement et Gouvernance (CREPEG), AECID, octobre 2023, p. 3.

³³ Selon les données publiées par l'ambassade d'Espagne à Paris en 2017, la monarchie était la 13^e économie mondiale et a obtenu la plus forte croissance de l'UE (+3%) et a été le 13^e investisseur de capital à l'étranger, avec un investissement cumulé de plus de 650 milliards de dollars, le 2^e pays investisseur en Amérique latine, derrière les États-Unis, le quatorzième (14^e) récepteur d'investissements étrangers (716 milliards de dollars) et le troisième (3^e) récepteur de touristes au monde pour un total de 76 millions de personnes entrées en 2016.

³⁴ Ministère des Relations Extérieures du Cameroun, « état des relations entre le Cameroun et l'Espagne », Yaoundé le 10 Janvier 2023, p. 5.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

En somme, le Cameroun et l'Espagne sont deux partenaires aux potentialités énormes et dont les relations diplomatiques remontent au début de la décennie 1960. Notre étude analyse ainsi cette coopération sur le plan économique et social jusqu'à l'année 2021.

3. Le cadre chronologique

L'étude de ce sujet couvre la période allant de 1961 à 2021. La première borne est historique pour les deux acteurs. D'abord parce qu'elle donne la possibilité au royaume d'Espagne d'étendre son carnet relationnel en Afrique et de montrer aux yeux du monde qu'il n'est pas isolé sur la scène internationale ensuite, parce que cette date correspond au début des relations formelles entre le royaume d'Espagne et le Cameroun. Il s'agit en réalité de l'année qui officialise l'ouverture des représentations diplomatiques à Yaoundé et à Madrid dès le 10 Novembre 1961³⁷. Le contexte ici est riche en événement. Sur le plan national il est marqué la volonté manifeste du président Ahidjo de consolider son pouvoir avec la réunification des deux Cameroun opérée le 01 Octobre 1961³⁸, et sur le plan international, par le phénomène des indépendances en Afrique³⁹ et dans le monde. Le passage du Cameroun de « l'état de sujet » de la scène internationale à « l'état d'acteur » à part entière des relations internationales⁴⁰, l'amène à élaborer une stratégie d'occupation de l'espace diplomatique qui vise à tisser des liens avec les autres Etats souverains du monde. C'est le cas des pays comme la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, le Pays Bas, l'Italie, le Canada et surtout l'Espagne qui nous intéresse ici.

La seconde borne de notre travail à savoir 2021, est significative pour les deux acteurs. Cette date marque l'année de célébration du soixantenaire des relations entre les deux pays et donne lieu à une évaluation de la coopération entre les deux partenaires⁴¹. Une coopération assez diversifiée, qui couvre des domaines variés que sont l'économie, le social et la culture. Les entreprises espagnoles entendent densifier leur offre sur le plan énergétique, infrastructurel

³⁷ Mouelle Kombi, *La politique étrangère...*, pp.75-77.

³⁸ Le Cameroun qui est soumis depuis 1945 à une double tutelle franco-britannique, parvient à réaliser l'unification de ses deux territoires.

³⁹ La quasi-totalité de la littérature traitant des questions africaines d'après seconde guerre mondiale reconnaissent l'année 1960 comme date majeure d'accession à l'indépendance de divers territoires africains sous domination étrangère. Le Cameroun fait d'ailleurs partie des Etats ayant obtenu leur indépendance durant cette année-là. Il s'agit du 1^{er} janvier 1960.

⁴⁰ A. Ndam Njoya, *Le Cameroun dans les relations internationales, Préface de Charles Rousseau*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1976, p .5-6.

⁴¹ Le 08 août 2021 a été la date de célébration de soixante années de coopération entre le Cameroun et l'Espagne.

et dans le domaine de la pêche en vue d'accompagner le Cameroun dans sa marche vers l'émergence à l'horizon 2035.

IV- CLARIFICATION CONCEPTUELLE

La clarification des concepts est une étape indéniable et décisive à la compréhension de tout bon travail scientifique. Elle offre une lisibilité, une visibilité et une clairvoyance sur la réelle nature de la recherche qui est sur le point d'être réalisée. L'étude portant sur « La coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social (1961-2021) » n'est pas une exception à la règle. Elle impose primordialement de définir le terme : coopération.

Le terme **coopération** est polysémique. Il est, dans son sens étymologique, issu du latin « Cum » qui signifie « avec » et « Operare » qui signifie « faire quelque chose, agir ». De manière globale, ce terme désigne l'action de coopérer, de collaborer, de participer à une œuvre, à un projet commun⁴². C'est également un mode d'organisation sociale qui permet à des individus ayant des intérêts communs de travailler ensemble avec le souci de l'objectif général⁴³. Au plan de la politique internationale, la coopération se définit comme une politique économique, financière, culturelle, et technique mise en œuvre à l'échelle internationale entre les pays industrialisés et les pays en développement⁴⁴. Cette définition proposée par le dictionnaire la toupie a le mérite de poser l'un des soucis majeurs de la coopération qu'est la fédération des énergies, une sorte de conjonction des efforts dans l'optique d'atteindre un objectif spécifique. Il ressort que le terme « coopération » fait référence à des initiatives et actions menées en collaboration avec des structures, des collectivités et associations locales, des organisations non-gouvernementales, des administrations centrales, des groupes d'intérêts, des entreprises etc.⁴⁵ Pour Kofi Annan, « la seule voie qui offre quelques espoirs d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat »⁴⁶. Selon Le dictionnaire universel, la coopération se définit comme un soutien réciproque dans un but commun. Bien plus, c'est une politique d'aide technique, économique, scientifique et culturelle par un pays industrialisé à un pays moins développé⁴⁷.

⁴² Le dictionnaire propose une multitude de définition du terme « Coopération ». Il est défini aussi comme la capacité de collaborer à une action commune et à tisser des liens indispensables pour la réalisation de cet objectif. En ligne à l'adresse <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Cooperation.htm>, consulté le 13 novembre 2023 de 12h30 à 15h45.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Extrait du discours de Kofi Annan à l'Assemblée Générale de l'ONU tenue le 24 Septembre 2001.

⁴⁷ IFA, Dictionnaire universel, Paris, Hachette Edicef, 1995, p.47.

Pour certains auteurs comme Martial Tchenzette, la coopération est :

Un mode de relation qui implique la mise en œuvre d'une politique poursuivie pendant une certaine durée de temps et destinée à rendre plus intime grâce à des mécanismes permanents, les relations internationales, dans un ou plusieurs domaines déterminés, sans mettre en cause l'indépendance des unités concernés⁴⁸.

En outre, dans le chapitre 12 de son ouvrage consacré à la coopération, Dario Battistella⁴⁹ y voit un ensemble de mécanismes visant à pérenniser les relations entre les Etats au sein d'une société internationale anarchique. L'anarchie à son avis est « synonyme d'absence d'autorité centrale » ; elle ne « signifie pas désordre et chaos débridé ». Il poursuit en estimant que malgré la structure anarchique du système international, les Etats bien égoïstes « coopèrent entre eux dans le cadre des règles qu'ils ont établies pour réguler leurs relations dans les domaines divers : paix et sécurité internationale (ONU), échanges commerciaux (GATT, OMC), relations monétaires et financières (FMI et BIRD), course aux armements (TNP, ABM) » etc. La coopération apparaît donc comme une entente mutuelle entre Etats pour réguler leurs relations. Telle est l'orientation donnée par Robert Keohane que nous reporte D. Battistella dans le même ouvrage qui définit la coopération comme des périodes pendant lesquelles les Etats « ajustent leur comportement aux préférences réelles ou anticipées d'autrui, à travers un processus de coordination »⁵⁰.

V- REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE

Il est admis que :

Lorsqu'un chercheur entame un travail, il est peu probable que le sujet n'ait jamais été abordé par quelqu'un d'autre auparavant, au moins en partie ou indirectement (...). Tout travail de recherche s'inscrit dans un continuum et peut être situé dans ou par rapport à des courants de pensées qui le précèdent et l'influencent. Il est donc normal qu'un chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs qui portent sur des objets comparables et qu'il soit explicite sur ce qui rapproche et ce qui distingue son propre travail et ces courants de pensées⁵¹.

⁴⁸ A. N. Melengui Ayissi, « Relation de coopération économique pour le développement entre la France et le Cameroun, 1960-2006 : analyses et perspectives », *Thèse de Doctorat en Histoire Economique et Sociale*, Université de Yaoundé I, Année Académique 2013-2014, p.6.

⁴⁹ Dario Battistella, né le 05 novembre 1959 à Differdange au Luxembourg est un politologue Italien, chercheur et auteur d'ouvrages de Relations Internationales de référence tels que *Théories des Relations Internationales* qui a connu six rééditions depuis sa première parution en 1981. Informations disponibles à l'adresse <https://dariobattistella.fr/> consulté le 15 Octobre 2023 de 17h00 à 20h12.

⁵⁰ D. Battistella, *Théories des relations internationales*- 2^e édition, revue et augmentée- Paris : Presses de Sciences Po, 2006, Pp.393 ; 396.

⁵¹ R. Quivy, L. Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 5^e édition, Paris, Dunod, 2017 cité par A. B. Mfo, « La coopération décentralisée germano-camerounaise : cas des communes de l'ouest Cameroun (1988-2019) », *Thèse de Doctorat/PH. D en Histoire des Relations Internationales*, Université de Yaoundé I, Juillet 2022, p. 19.

La rédaction de ce travail ne déroge pas à cette règle. La coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun dans le domaine économique et social n'a pas encore fait l'objet de nombreux travaux scientifiques. Ce travail arrive en bonne place pour rompre avec cette rareté et contribuer significativement à l'édifice de coopération entre les deux partenaires. Ça sera aussi le lieu de mettre en lumière les multiples interventions du royaume d'Espagne dans le processus de développement du Cameroun qui est encore ignoré du grand public. Nous avons exploité des documents venant aussi bien de la partie camerounaise que de la partie espagnole. Nous n'oublions pas l'exploitation d'articles de quelques revues qui nous ont été utile pour produire des analyses pertinentes. Ainsi, les ouvrages suivants ont servi à l'élaboration de ce travail.

La première catégorie d'ouvrage a permis de revisiter l'histoire du Cameroun de manière à mieux cerner les mobiles de la coopération hispano-camerounaise.

Adalbert Owona dans son ouvrage traite de la formation du territoire camerounais de l'annexion allemande jusqu'à la survenance de la première guerre mondiale en 1914⁵². L'auteur dans ses travaux se propose de faire une analyse critique des précédents écrits des auteurs de langue française et anglaise sur l'histoire du Cameroun durant la colonisation des Allemands. En effet, il ressort des détails savoureux de cette occupation sans revenir véritablement sur la chronologie des événements de cette présence en relevant certaines lacunes et erreurs oubliées. Cette situation à son avis découle d'une absence véritable de sources primaires traitant du processus de l'installation allemande au Cameroun. Les auteurs se sont copiés mutuellement en fondant leurs travaux sur des sources de seconde main. Engelbert Mveng quant à lui traite dans son ouvrage de l'évolution historique du Cameroun d'une manière bien plus étendue c'est-à-dire, depuis sa sortie des langes à nos jours⁵³. Par une approche pluridisciplinaire, l'auteur tient compte de l'évolution passée et présent du pays sur tous ses aspects et dans tous les domaines. Néanmoins, ces informations sont abordées sommairement sans les détailler véritablement du fait de l'étendue de la question.

Louis-Paul Ngonon dans son ouvrage dévoile les méandres de l'évolution institutionnelle du Cameroun de l'occupation allemande en 1884 jusqu'à la mise du territoire sous tutelle internationale de l'ONU en 1945⁵⁴. Cet ouvrage est centré sur les mutations institutionnelles

⁵² Owona, *La naissance du Cameroun...*, p.16.

⁵³ E. Mveng, *Histoire du Cameroun Tome 2*, Edition CEPER, Yaoundé, 1985.

⁵⁴ Ngonon, *Histoire des institutions...*, p.2.

observées au Cameroun sur le plan politique sans tenir véritablement compte du domaine économique et social.

F. Etoga Eily quant à lui, fonde ses analyses sur l'évolution historique du territoire camerounais d'un point de vue statistique ou économique⁵⁵. Il livre des détails savoureux sur les maux et travers qui affectent l'économie camerounaise ainsi que les obstacles qui freinent son développement. Après une lutte acharnée contre la page et au risque d'alourdir son exposé, les analyses produites par l'auteur se limitent en 1946⁵⁶.

Une autre catégorie d'ouvrage nous a permis de revisiter l'histoire de l'Espagne et de sa relation avec le continent africain. On peut relever les travaux de Joseph Perez⁵⁷ dans son ouvrage intitulé, *Histoire de l'Espagne* qui revisite le passé de la monarchie, des origines à nos jours notamment avec l'alternance politique observée en 1996. Cet ouvrage est une approche très neuve de l'histoire de l'Espagne. Elle apporte quelques lumières dans l'histoire de la péninsule en relevant qu'il y'a eu de l'humanisme dans l'organisation et la mise en valeur de l'Amérique espagnole et que le décollage des années 1960 a été précédé, tout au long du XX^e siècle, d'une réelle modernisation de l'économie et de la société.

Augustin Miranda Junco dans son manuel intitulé en français, « législation sur les lois coloniales des territoires espagnols du golfe de Guinée » dévoile le contenu des accords signés par la monarchie espagnole en Afrique durant la période coloniale⁵⁸. Il s'agit de près de deux mille (2000) édits, décrets, avis et arrêtés, bulletins, législations, règlements, ordonnances, proclamations ... des territoires du golfe de Guinée, signés entre le 24 mars 1778 et le 30 décembre 1944 entre l'Espagne et le Portugal, et entre l'Espagne et les peuples autochtones.

Emile Banning par contre, revisite l'histoire coloniale de l'Afrique, son entrée dans la civilisation et la distribution de ses vastes territoires entre les nations européennes⁵⁹. Cet ouvrage dévoile les soubresauts du partage de l'Afrique et le processus d'établissement des

⁵⁵ Etoga Eily, *Sur les chemins du développement...*, p.17.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ J. Perez est Historien, professeur de civilisation de l'Espagne et l'Amérique latine à l'Université de Bordeaux III. Fondateur et premier directeur de la Maison des pays Ibériques et ancien directeur de la *Casa de Velazquez*, il est auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de la culture espagnole en particulier celle d'Isabelle et Ferdinand, Roi catholique d'Espagne. Informations disponibles à l'adresse www.efe.com consulté le 16 novembre 2023 de 08h00 à 10h14.

⁵⁸ A. M. Junco, *Leyes coloniales legislacion de los territorios espagnols de golfo de Guinea*, Im Prenta Succesores de Rivendenyera, Madrid, 1945, p.15.

⁵⁹ E. Banning, *Le partage de l'Afrique d'après les transitions internationales les plus récentes (1885-1888)*, Librairie européenne C. Muquard, Bruxelles, 1888, p.222.

zones d'influences des nations occidentales sur le continent⁶⁰. L'auteur ne manque pas de dévoiler les mobiles des rivalités coloniales observées entre puissances européennes.

En outre, les documents portant sur les relations internationales nous ont permis de contextualiser notre travail de manière à déceler les enjeux de la coopération entre le Cameroun et l'Espagne.

Dario Batistella dans son ouvrage fait une analyse sur les approches pour appréhender la discipline des relations internationales à partir des théories générales en science sociales en allant vers les relations internationales⁶¹. Cet ouvrage nous a été utile pour mieux cerner les enjeux des théories des relations internationales. Ceci nous a permis de comprendre les tenants et aboutissements de la coopération hispano-camerounaise. L'autre ouvrage qui nous a été indispensable est celui de Narcisse Mouelle Kombi qui aborde avec modestie la coopération hispano-camerounaise or, l'Espagne fait partie des tout premiers État avec qui le Cameroun a souhaité tisser des relations aux premières journées de son accession à la souveraineté internationale⁶². Il accorde un intérêt particulier à une catégorie de partenaires à savoir la France, la Grande Bretagne, Allemagne en reléguant au second plan des acteurs jugés secondaires parmi lesquels le Royaume d'Espagne⁶³. Tel est le sort réservé à cette coopération par la quasi-totalité d'ouvrages qui abordent la question des relations internationales entre le Cameroun et les autres Etats du monde, et en particulier ceux d'Europe occidentale. Ce travail vient en complément à ce déficit d'écrits sur la coopération entre l'Espagne et le Cameroun. Cette première vague d'ouvrages aidera à situer dans le temps et dans l'espace les repères historiques de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Royaume d'Espagne. Autrement dit, elle servira à identifier les fondements des rapports entre ces deux acteurs.

L'exploitation de thèses de Doctorats et mémoires de Master, d'articles de nombreuses revues, d'archives et de documents provenant du centre culturel espagnol et de la bibliothèque du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé 1 ont aidé substantiellement dans la production de ce travail.

C'est le cas de la thèse de doctorat de Guy Éric Ngomsi Ngameni qui ressort de façon explicite la batterie des échanges effectuées entre le Cameroun et ses partenaires

⁶⁰ E. Banning, *Le partage de l'Afrique...* p. 222.

⁶¹ Batistella, *Théories des relations...*, p. 66.

⁶² Mouelle Kombi, *La politique étrangère...*, p.8.

⁶³ *Ibid.*

commerciaux⁶⁴. Cette thèse oublie de parler de l'aide au développement des partenaires internationaux du Cameroun dans le cadre des échanges qu'ils effectuent.

Le mémoire de Master d'Eugene Honoré Mballa Bimem, a permis de s'imprégner de l'étendu de la coopération espagnole en Afrique au moyen de son agence de coopération internationale au développement⁶⁵. Il a en outre constitué une source d'inspiration et une boussole pour l'orientation de notre travail.

En outre, l'Extrait de la Revue de Droit International et de Législation Comparée de M. Tores Campos revient sur la relation historique qui lie le royaume d'Espagne avec le continent africain⁶⁶. Ce document a servi pour comprendre les mobiles historiques et politico-stratégiques de la présence espagnole en Afrique. Le document de Coello, en français : Atlas de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer. Possessions africaines⁶⁷, parle des expéditions espagnoles outre-Atlantique et revient sur les mobiles de la présence de la couronne espagnole en Afrique sous le règne de la reine Isabelle. Philippe Aubert De La Rue quant à lui ressort les grandes mutations de la politique étrangère Espagne de Francisco Franco à Juan Carlos I^{er}. Cet article met également en évidence les problèmes majeurs rencontrés par cette politique⁶⁸. Ce qui a permis de cerner les difficultés et contraintes auxquelles la monarchie espagnole a fait face avant et après l'établissement des relations diplomatiques avec le gouvernement camerounais. Omedes Santa Cruz dans son article intitulé : « *El negros en Iberoamerica* », parle de la situation des noirs et de leur rôle majeur dans l'attractivité de l'empire ibérique mis en place à partir du treizième (XIII^e) siècle⁶⁹. Le Dictionnaire géographique, statistique et historique de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer, *Diccionario geografico estadistico historico dy España y sus posesiones de Ultramar* de la maison d'édition Madoz, a été d'un apport considérable pour nos travaux dans la mesure où elle a permis d'avoir, au moyen de cartes d'écrits et de chiffres, des précisions sur la réalité et les enjeux des accords passés entre le Portugal et l'Espagne.

⁶⁴ G. É. Ngomsi Ngameni, « Le commerce extérieur du Cameroun : une analyse historique de 1960-2010 », *Thèse de Doctorat/ PH. D en Histoire des Relations Internationales*, Université de Yaoundé I, Mars 2013.

⁶⁵ E. H. Mballa Bimem, « La coopération internationale entre l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID) et l'Afrique subsaharienne 1988 à 2012 : le cas du Cameroun », *Mémoire de Master 2 en Histoire des Relations Internationales*, Université de Yaoundé I, Juillet 2022.

⁶⁶ M. Tores Campos, *l'Espagne en Afrique*, Extrait de la Revue de Droit International et de Législation Comparées, Bureau De La Revue, Bruxelles, 1892.

⁶⁷ Coello, *Atlas de Espana y sus posesiones de ultramar posesiones de Africa*, Madrid, 1888, p.15.

⁶⁸ P. A. De La Rue, « *l'Espagne et sa politique étrangère* », Centre d'Etudes de Politique Etrangère, 1961, p.5. à consulter en ligne à l'adresse <http://www.persee.fr/doc-l-espagne-et-sa-politique-etrangere>

⁶⁹ O. Santa Cruz, « *El negros en iberoamericana* », *Cuadernos hispanoamericanos*, n° 451-452, janvier-février 1988, p. 7.

VI- PROBLÉMATIQUE

Le Cameroun et le Royaume d'Espagne entretiennent des rapports forts anciens qui remonteraient au XV^e siècle avec le phénomène des grandes découvertes et celui de la traite négrière⁷⁰. Cependant, c'est avec l'accession à l'indépendances du Cameroun que cette relation prendra une allure conventionnelle entre acteurs autonomes et souverains. Concrètement, la coopération hispano-camerounaise s'inscrit dans le cadre de la diplomatie dite de développement mise en place par Francisco Franco et le Président Ahidjo dès 1960 pour assurer un cadre de vie meilleure pour leurs populations. Cette soif ardente d'accéder au train du développement économique et social est la motivation première de cette relation ancienne, matérialisée par l'ouverture des représentations diplomatiques de part et d'autre des deux Etats à partir du 10 novembre 1961⁷¹. Ce pas important a fait suite à une série d'initiatives de part et d'autre des deux partenaires afin d'apporter du contenu à leur coopération⁷². Cette dernière qui couvre des domaines divers et variés a atteint un niveau important avec la célébration de son sixième anniversaire le 08 août 2021⁷³. Dans cette perspective, il devient logique de s'interroger sur l'effectivité de cette coopération depuis sa mise en place jusqu'en 2021. Autrement dit, quel bilan peut-on faire de la coopération hispano-camerounaise dans les domaines économique et social soixante années plus tard ? Cette question centrale invite à une réflexion profonde et interroge à plusieurs égards sur les questions secondaires suivantes : Quels sont les fondements historiques les enjeux et le cadre juridico-institutionnel de cette coopération ? Comment s'est-elle matérialisée au plan socio-économique ?

⁷⁰ L'Espagne est arrivée au Cameroun peu après 1472 alors que celui-ci n'était encore qu'un vaste territoire où vivaient des groupes humains diversifiés les uns les autres. Les raisons de leur présence étaient purement économiques et commerciales. Sous le règne du roi Alphonse V (1435-1481), des navigateurs au service d'un riche bourgeois de la Lisbonne, Fernando Gomes, atteignirent vraisemblablement en 1471-1472, le fond du golfe de Guinée et découvraient ainsi une partie du littoral du « Cameroun ». Ils furent frappés par le pullulement dans une rivière de la cote (aujourd'hui Wouri) de crustacée de couleur blanchâtre que les Douala appelaient « *mbéa toé* » et dont le nom scientifique est le « *Callanassa Turnerana white* ». Ainsi donnèrent-ils à cette rivière le nom de « Rio dos camaroes, rivière des crevettes », cité dans *Cameroon Tribune n°1845*, du 6 décembre 1980.

⁷¹ Le Cameroun a mis en place, dès son accession à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960, une diplomatie à forte motivation économique avec pour pôle géopolitique l'Europe de l'Ouest. C'est en effet en ce lieu que résidait les nations les plus industrialisées et surtout, les plus à même de fournir aisément une aide financière. Ce qui justifie la prolifération des accords de coopération à caractère économique et technique signé par le Cameroun autour des années 1980. Mouelle Kombi, *La politique Etrangère...*, p. 144.

⁷² Le fait culminant est la signature de nombreux accords notamment, l'accord commercial du 4 février 1964, et l'accord de coopération économique et technique signé en 1966.

⁷³ La coopération hispano-camerounaise couvre les domaines industriel, technique, commercial et culturel, humanitaire, sécuritaire etc.

VII- OBJECTIFS DE RECHERCHE

Ce travail scientifique a pour objectif de faire un bilan des soixante années de coopération entre l'Espagne et le Cameroun. Autrement dit, il permet de faire une évaluation des différents projets et réalisations dans les domaines économique et social, et de voir si elle a produit des résultats escomptés. Il permet aussi de voir si cette coopération contribue réellement à améliorer les conditions de vie des populations concernés telle que prévu sur les objectifs de départ. Pour le faire, il est indispensable d'établir quelques préalables notamment, ressortir les mobiles responsables de cette coopération de manière à déceler les enjeux diplomatiques, politico-stratégiques et économiques qui les favorisent. En outre, dévoiler le dispositif juridico-institutionnel qui l'encadre et surtout les différentes procédures d'exécution et de pilotage des projets mis en œuvre par les deux partenaires. Ceci revient à identifier les acteurs qui interviennent à tous les niveaux d'action et de prise de décision. Le fait pour le Cameroun de ne pas être un Etat prioritaire pour l'Espagne permettra à ce travail d'éclairer l'opinion sur les dynamiques évolutives et surtout le mode de fonctionnement de cette coopération.

Le moment pour nous dans ce travail sera aussi d'apprécier les échanges et les différentes réalisations de cette relation. Il s'agira ici d'exposer les différents produits échangés en quantité et en valeur par les deux partenaires afin de connaître le véritable poids de cette coopération pour leur produit intérieur brut. Bien plus, ceci permettra d'apprécier le rôle du Cameroun et du Royaume d'Espagne dans l'engagement et la prise d'initiatives de manière à cerner les intérêts de chacun dans le cadre de cette coopération. *In fine*, des esquisses de solutions sont proposées pour dynamiser et améliorer la coopération hispano-camerounaise. Celles-ci reposent sur les problèmes auxquels cette coopération fait face afin d'aider les décideurs à l'améliorer dans le futur.

VIII- MÉTHODOLOGIE

D'après Madeleine Grawitz, « la méthode de recherche est un ensemble des opérations par lesquels une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie et dicte surtout des façons plus ou moins impératives, plus ou moins précises, complète et systématisées »⁷⁴. Ainsi, pour mieux cerner et évaluer la coopération hispano-camerounaise dans les domaines économique et social, nous avons opté pour une méthode mixte.

⁷⁴ M. Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, 4^e édition, Paris, Dalloz, 1972, p. 344 cité par A. P. Djongoué Ngale, « la collectivité locale décentralisée de Banganté dans la dynamique de la décentralisation et de la

Nous avons débuté par le modèle d'analyse qualitative qui combine à la fois la méthode d'analyse thématique et chronologique. L'analyse thématique selon P. Paille et A. Mucchelli consiste, « à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et subsidiairement, à l'examen discursive des thèmes abordés dans un corpus »⁷⁵. Ces thèmes sur lesquels nous nous sommes basés ont été identifiés durant la collecte de nos données. Nous avons établi une cartographie des lieux pourvoyeurs d'informations en fonction des informations dont on avait besoin. Du côté camerounais, l'université de Yaoundé I a servi de point de départ à travers la consultation des mémoires de Master et Thèses de Doctorat au Département d'Histoire et d'Espagnol, au Cercle d'Histoire, Géographie et Archéologie et à la bibliothèque de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, le Musée National. On note aussi l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et divers ministères techniques notamment, le Ministère des Relations Extérieurs (MIREX) ; de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), de l'Enseignement Supérieur (MINSUP), du Commerce (MINCOMERCE) à l'effet d'exploiter des documents d'archives, rapports, livres, ouvrages, mémoires, correspondances écrites, lois et décrets, discours, état des relations entre le Cameroun et l'Espagne. Du côté espagnol, l'Ambassade d'Espagne à Yaoundé, le Centre Culturel espagnol et les ONGD espagnoles ont servi de lieux de collecte d'informations. En outre, à travers un guide d'entretien, nous avons sélectionné de façon aléatoire des potentielles personnes à interroger pour notre travail compte tenu de la rareté de personnes ressources sur notre thème. Faire corps avec des témoignages disponibles aussi différents les uns des autres a été indispensable. C'est selon M. Bloch, l'une des tâches les plus difficiles de l'historien que de rassembler la documentation dont il estime avoir besoin⁷⁶. Néanmoins, nous avons procédé au classement, à la critique, à la confrontation et à l'analyse de ces informations pour établir la vérité historique.

Par ailleurs, notre sujet touche plusieurs domaines d'étude ; c'est pourquoi nous avons fait recours à une méthode pluridisciplinaire. Nous avons fait recours à la géographie pour comprendre les implications de la situation géographique de l'Espagne dans sa coopération avec le Cameroun. Nous avons également fait recours de la littérature, de la linguistique pour identifier certains pans de la coopération espagnole et aussi traduire les textes espagnols en

coopération internationale (1966-2018) », Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, septembre 2020, p. 17.

⁷⁵ P. Paille et A. Mucchelli, *L'analyse qualitative en science humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 162, cité par C. A. Bekono, « La politique migratoire de la France au Cameroun (1916-1960) », *Thèse de Doctorat en Histoire*, Université de Yaoundé I, 2014, pp. 28-29.

⁷⁶ Bloch, *Apologie pour l'histoire...*, p.40.

français. De plus, nous avons eu recours au droit pour l'interprétation des textes juridiques, de la science politique, de l'économie, de la sociologie, et de l'histoire qui est notre propre discipline.

IX- CADRE THÉORIQUE

Les relations internationales sont une discipline complexe et pluraliste au sein de laquelle coexiste une multitude de théories⁷⁷. Elles sont pour le théoricien Robert Lieber ce qui permet de nous élever au-delà de l'événement particulier pour nous permettre d'appréhender une série ou un ensemble de faits. Le sociologue et juristes français Pierre Lascoumes les considèrent comme des lentilles qui permettent de mieux voir un objet, de mieux comprendre et de mieux analyser des faits. Ainsi, une théorie peut être considérée comme un modèle de pensée qui permet d'analyser et d'avoir une meilleure perspective pour comprendre et appréhender un fait. Dans le cadre de cette étude, diverses théories permettent d'expliquer et de comprendre la coopération hispano-camerounaise. Il s'agit entre autres de la théorie développementaliste, la théorie réaliste, la théorie libérale et néo libérale.

1. La théorie développementaliste

Encore connue sous le nom de la théorie du développement économique, la théorie développementaliste a émergé dans les années 1940 et 1950 dans le contexte de décolonisation et de reconstruction d'après seconde guerre mondiale. Elle est née en réponse aux multiples défis auxquels faisaient face de nombreux pays indépendants en particulier dans les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En effet, cette théorie met l'accent sur le partage de connaissances, l'assistance technique, les investissements, le soutien financier et les relations commerciales équitables afin de favoriser le développement économique et social mutuellement bénéfique.

Ses tenants sont entre autres Raoul Prebisch, Gunnar Myrdal et surtout Albert Hirschman qui prônent la diversification des partenaires économiques et la flexibilité pour favoriser le développement⁷⁸. La coopération qui se met en place entre le Cameroun et l'Espagne le 10 novembre 1961, s'inscrit dans une dynamique de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations. Il va sans dire que cette grille de lecture explique la volonté des deux partenaires de coopérer dans le domaine économique et socioculturel à travers les

⁷⁷ Batistela, *Théories des relations...*, p. 113.

⁷⁸ A. Hirschman, *The strategy of economic development 3rd Ed*, Yale University Press, 1962, p. 44.

échanges commerciaux, l'assistance technique, l'aide financière au développement, l'octroi des bourses d'études etc., avec en perspective le développement de leurs pays respectifs.

2. La théorie réaliste

Le Cameroun et l'Espagne sont deux Etats indépendants qui coopèrent dans le cadre du Droit international public, chacun s'assurant de respecter la souveraineté de son partenaire. Cependant, cette relation est loin d'être une relation d'amitié mais d'intérêts où chaque partenaire essaye de tirer profit de ses avantages pour asseoir son influence et sa puissance. Cette approche dite « réaliste » est la plus usitée dans les relations internationales⁷⁹. Elle a pour chef de file Thucydide, Nicolas Machiavel, Thomas Hobbes et surtout Hans Morgenthau. Pour eux, l'Etat est le seul acteur de la scène internationale, le seul sujet du Droit international et le seul à mesure d'effectuer des relations avec d'autres Etats. Ces relations ne sont pas amicales mais elles sont guidées par l'intérêt, l'appât du gain et une volonté infinie de puissance. Le réalisme est la théorie phare des relations internationales qui repose sur trois piliers à savoir : l'intérêt, la puissance et le rapport de force. En outre, elle est centrée sur la rationalité des faits et l'Etat-nation comme acteur majeur de la scène internationale⁸⁰. Ce paradigme explique partiellement la coopération hispano-camerounaise en la polarisant à la seule dimension des Etats sans tenir compte des ONGD, des partenaires privées, des opérateurs économiques qui contribuent substantiellement à son dynamisme : c'est le libéralisme.

3. La théorie libérale

Le libéralisme est la seconde approche majeure des relations internationales qui permet d'expliquer la coopération hispano-camerounaise. Ceci de par l'action des ONGD, des partenaires privés, entreprises et associations dans le dynamisme de cette relation. Parmi les tenants de cette théorie figurent Emmanuel Kant, John Locke, Adam Smith. Pour eux, les relations internationales ne sont pas exclusivement du ressort des Etats mais de divers autres acteurs, notamment les ONG, les partenaires privés, les opérateurs économiques les groupes terroristes, les firmes multinationales, les organisations religieuses, les organisations intergouvernementaux⁸¹. Ainsi, les réalisations qui découlent de la coopération entre le

⁷⁹ Pour R. Aaron, le réalisme des relations internationales envisage en particulier la puissance comme « *la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres* ». Pour en savoir davantage, bien vouloir se référer à R. Aaron, *Paix et Guerre entre les Nations*, Calman-Levy, 1962, pp.16-17.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ S. Paquin, « Les organisations internationales dans les théories des relations internationales », *Revue québécoise de Droit international*, Quebec, <https://doi.org/10.7202/1087379.ar>, consulté le 25 mars de 21h 30 à 23h 45.

Cameroun et l'Espagne sont majoritairement du ressort des ONGD, entreprises et partenaires privés.

4. La théorie du néo-libéralisme

Encore appelée le renouveau du libéralisme, cette théorie qui explique la coopération entre le Cameroun et le royaume d'Espagne est marquée par les innovations majeures d'Andrew Moravcski. Ce dernier incarne le principal représentant du néolibéralisme dans les relations internationales à travers quatre niveaux d'analyses. D'abord, le paradigme du *bottom-up* qui souligne que l'Etat représente les individus sur la scène internationale. Dans ces circonstances, il sert juste de courroie de transmission des intérêts de la société civile dans ses relations avec l'extérieur. La coopération hispano-camerounaise de ce point de vue, reflète le désir des individus des deux Etats de coopérer dans les dossiers d'intérêts communs.

Ensuite, vient le paradigme du manque d'harmonie entre les intérêts d'un groupe au sein de l'Etat. En effet, la politique gouvernementale au sein de l'Etat est contrainte aux intérêts des groupes d'individus qui exercent permanemment une pression sur les décideurs afin d'adopter des politiques conformes à leurs préférences. Seuls les intérêts du groupe dominant prime sur les autres groupes. Le désir espagnol et camerounais d'établir des relations diplomatiques dès 1961 émane de la volonté des groupes dominant dans ces deux Etats.

Puis, vient le paradigme de la nature du système interne de l'Etat comme explication de son comportement sur la scène internationale. Ici, Andrew Moravcski privilégie la nature du système interne d'un Etat pour expliquer son comportement international⁸². Le système dictatorial mis en place par Francisco Franco en Espagne l'oblige à coopérer avec le Cameroun pour montrer aux yeux du monde que son pays n'est pas isolé sur la scène internationale.

Et enfin vient le paradigme des préférences étatiques. En effet, pour l'auteur, chaque Etat sur la scène internationale est amené à satisfaire ses propres préférences posant ainsi trois (03) conséquences majeures. Lorsque les deux Etats ont les mêmes préférences, leurs relations sont pacifiques mais lorsqu'elles sont opposées, les relations deviennent conflictuelles. En fin, lorsque les préférences sont partagées en se superposant les unes sur les autres, les relations entre les Etats concernées sont conflictuelles mais peuvent être améliorées par la coopération. La question de la Guinée Equatoriale a favorisé un rapprochement stratégique entre le

⁸² A. M. Slaughter, A. Moravcski, W. Burke-White, *A liberal theory of international law*, USA, Oxford University Press, p. 30.

Cameroun et l'Espagne, obligeant les différentes autorités des deux pays à effectuer des visites mutuelles à l'effet de trouver des solutions à leurs différends.

X- DIFFICULTÉS

Les difficultés rencontrées dans l'élaboration de ce travail ont été nombreuses. La première et la plus difficile a été l'accès à l'ambassade du royaume d'Espagne à Yaoundé. En effet, plusieurs demandes ont été adressées à l'endroit de l'ambassade d'Espagne pour obtenir la documentation nécessaire pour ce travail mais aucune suite favorable n'a été accordée à ces demandes. Il a fallu l'aide du Chef de Département d'espagnol et surtout celui des diplomates de la Direction Europe du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun pour que cela soit possible. En outre, l'accès à la documentions lors de la phase de collecte des informations n'a pas toujours été évident. Malgré le stage effectué dans certains des ministères essentiels notamment le MINREX, il a été compliqué de consulter les archives et d'avoir des informations précises lors des entretiens passés avec certains hauts responsables de la Direction Europe. Il a fallu s'employer et insister pour que cela soit possible.

De plus, l'exploitation des documents venant de la partie espagnole nous a posé quelques soucis de traduction. Grace au soutien des étudiants du Département d'Espagnol de l'Université de Yaoundé I et de l'outil informatique, la solution au problème a pu être trouvée.

Par ailleurs, la source financière n'a pas toujours été au rendez-vous aux moments opportuns. Toutefois, le soutien de la famille a été précieux pour pallier cette difficulté. De plus, le peu d'écrits sur les relations diplomatiques entre le Cameroun et l'Espagne ne nous a pas toujours facilité la tâche. Néanmoins, aucune de ces difficultés n'a su entacher notre volonté à mener à terme ce travail scientifique.

XI- STRUCTURE DU TRAVAIL

Notre travail est subdivisé en quatre chapitres. Le premier chapitre s'intitule : « fondements de la coopération hispano-camerounaise ». Cette partie ressort les mobiles ayant favorisé la relation entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne. Ces mobiles sont d'ordres historiques, politico-diplomatiques, économiques et stratégiques. En outre, elle traite des enjeux de cette coopération et surtout du dispositif juridique et institutionnel qui l'encadre. Le second chapitre quant à lui s'intitule : « coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique ». Ce chapitre édifie sur la coopération commerciale, financière et

technique entre les deux partenaires depuis la mise en place de la relation diplomatique jusqu'en 2021. Le troisième chapitre porte sur : « la coopération hispano-camerounaise dans le domaine social ». Il dévoile deux points essentiels notamment, la coopération entre le Cameroun et l'Espagne dans le domaine éducatif, l'action humanitaire et sanitaire de l'Espagne entre les deux partenaires. Le quatrième chapitre fait le point en ressortant les retombées, les limites et quelques solutions pour dynamiser cette coopération.

CHAPITRE I :
FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION HISPANO-
CAMEROUNAISE

CAMEROUNAISE
FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION HISPANO-

Dans le cadre de ce chapitre, il sera question d'évoquer les mobiles ayant favorisé la relation entre le royaume d'Espagne et le Cameroun.

Situé sur le flanc ouest du continent européen, le royaume d'Espagne est, à la différence des autres pays d'Europe, un pays au vécu similaire à celui de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier. Géographiquement parlant, la péninsule espagnole et ses îles ont toujours été un pont tendu entre l'Europe et l'Afrique, un lieu de rencontre entre Européens et Africains qui aujourd'hui, recherche un nouveau modèle pour des relations justes et les conditions d'une coopération plus solidaire¹. Sur le plan historique, elle a souffert de l'occupation étrangère durant des siècles. Après avoir lutté pour s'affranchir de la domination carthaginoise, le « *reino* », royaume a dû s'employer pour se libérer de l'envahisseur romain puis arabe. En outre, le pays a fait face à trois (03) siècles d'horreur, un peu moins que le continent africain, mais à califourchon entre pauvreté, famine, épidémies, grèves, guerres fratricides, tant de raisons qui peuvent expliquer son retard vis-à-vis des autres pays d'Europe notamment, la France et la Grande-Bretagne. En effet, depuis près de deux cent cinquante ans (250) ans, un décalage a marqué l'évolution politique de l'Espagne par rapport au reste de l'Europe Occidentale. Pour preuve, les mouvements d'idées qui depuis les révolutions anglaise de 1688 et française de 1789 ont rendu possible l'émancipation de l'individu à l'égard des pouvoirs temporels et spirituels n'ont pas duré en Espagne jusqu'en 1975². Loin d'être exhaustives, ces similitudes ont peut-être, servi de préalable pour la coopération hispano-camerounaise. Cette relation qui remonterait aux contacts à l'époque médiévale, a évolué durant la colonisation avec les grandes expéditions avant de se formaliser au lendemain des indépendances.

Toutefois, il est important de relever que cette relation dépasse le cadre de simples similitudes quoi qu'importantes. De plus, en matière de relations internationales, seul l'intérêt compte entre les Etats. De ce fait, il devient logique de questionner les raisons ayant été à l'origine du rapprochement entre « l'Afrique en miniature » et « l'hispanidad ». Dès lors, quels sont les fondements de la coopération hispano-camerounaise ? À cette question centrale découlent des questions secondaires mais indispensables pour la compréhension de ce travail. Quels sont les textes juridiques qui encadrent la coopération entre le Cameroun et le royaume d'Espagne ? Quelles sont les institutions mises en place pour encadrer la relation entre le

¹ Projet de réponse du Président de la République du Cameroun Ahmadou Ahidjo à l'allocution du nouvel Ambassadeur d'Espagne au Cameroun lors de la présentation de ses lettres de créances en 1981, p. 2.

² De la Rue, « *l'Espagne et sa politique...* », p. 6.

gouvernement camerounais et le gouvernement espagnol ? Telles sont les questions auxquelles ce chapitre entend apporter des réponses. La première partie dévoile les mobiles historiques qui sou-tendent cette relation. La deuxième présente les enjeux politico-stratégiques, diplomatiques et économiques ayant favorisé la coopération hispano-camerounaise et la troisième partie le dispositif juridico-institutionnel qui encadre la coopération entre les deux pays.

I- DES GRANDES EXPÉDITIONS À L'ÉTABLISSEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

On ne saurait parler des mobiles historiques ayant facilité le rapprochement hispano-camerounais sans tenir compte du contexte dans lequel cette relation a pris forme et évoluée à travers le temps. Ceci amène d'abord à parler du rapprochement hispano-africain avant de ressortir son incidence sur la relation entre le royaume d'Espagne et le Cameroun. A titre de rappel, le Cameroun on le sait, existe depuis le 12 Juillet 1884 avec le traité germano-douala qui officialise son existence en tant que territoire à part entière. Cette date est reconnue comme celle de la naissance du Cameroun³. Or, l'existence du continent africain précède celle du territoire camerounais. Elle vient bien avant que ce territoire ne devienne une possession allemande. Le contact qui s'établit de nouveau entre l'Europe et l'Afrique après 1492 est pour la relation hispano-africaine une nouvelle page qui s'ouvre avec le phénomène des grandes expéditions. Cette aventure va conduire le « Reino de España », le royaume d'Espagne aux portes du « Rio dos Camarones »⁴.

1. L'Espagne, l'Afrique et les Africains avant le contact colonial

Notre ambition est de parler du contact effectué entre le Royaume d'Espagne et l'Afrique. Ce contact il faut le relever, est la base de toute relation entre « l'extérieur » et « l'hinterland » du continent africain. Dans cette perspective, nous ne manquerons guère de situer les évènements dans leur contexte car cela contribuera à plusieurs égards à la compréhension de ce travail scientifique.

³ Owona, *La naissance du Cameroun...*, p.22.

⁴ Nom donné par les espagnols lors de leur passage sur la cote camerounaise. Se référer à l'introduction au sujet de l'évolution du nom donné au Cameroun suivant l'évolution de son histoire. Et pour plus de détails, lire Owona, *La naissance du Cameroun...*, p. 30.

a- Les premiers contacts avec l'Afrique

Le facteur géographique est ce qui facilite le rapprochement entre la monarchie espagnole et le continent africain. Par sa générosité, la nature a voulu que l'Espagne soit placée aux confins de l'Europe, avec des frontières rapprochées de celles de l'Afrique. Ce phénomène est loin d'être le fruit du hasard. En effet, les deux parties du monde ne sont séparées que par un canal, sorte de pont aquatique qui permet à l'Afrique de passer en Europe, et de l'Europe de passer en Afrique⁵. Cette étroitesse au niveau des frontières a favorisé à coup sûr, l'établissement des relations entre ces deux entités. L'étude de l'histoire récente de l'Afrique nous fait savoir qu'entre l'invasion arabe de 711 qui divise la péninsule ibérique en deux (02) civilisations (l'Orient musulman et l'Occident chrétien) et le début du XV^e siècle, les relations hispano-africaines se résument essentiellement à l'Afrique arabo-musulmane avec laquelle l'Europe entretient des relations commerciales⁶. Il faut attendre le milieu du XV^e siècle pour voir les premiers signes d'un rapprochement en faveur de l'Afrique subsaharienne se faire sentir. L'accès nord du continent étant bloqué par la présence arabe qui établit son commerce le long du Sahara, c'est par voie maritime que l'Espagne entre en contact avec la partie de l'Afrique où vit exclusivement les peuples noirs⁷. Le flanc Ouest du continent, proche d'accès, est le cap qui voit ainsi accoster les premiers navires espagnols. Ces événements se déroulent à l'époque où la couronne de castille se lance dans la voie de l'expansion outre atlantique. Elle finit d'atteindre les côtes africaines en empruntant la route maritime que tracèrent les portugais pour réaliser les premières navigations côtières dans cette partie du monde sous l'impulsion de l'Infant Henrique, connu sous le nom d'Henri le Navigateur⁸. Ce dernier saisi par la fièvre de la découverte, est celui qui organise les premières expéditions de conquête des îles et des côtes atlantiques de l'Afrique. Le contexte ici est celui d'une Europe de la renaissance en quête de nouveaux champs d'actions, de nouvelles sources de profits qui débute à fonder des comptoirs par-delà les mers. Le goût de l'aventure, le messianisme et l'esprit de lucre sont les trois (03) principaux éléments qui motivent les voyages de découverte et de conquêtes entrepris par les deux (02) puissances ibériques et dont l'aboutissement sera la découverte de l'Amérique en 1492⁹. Cette découverte marque un tournant décisif dans l'histoire de l'Europe moderne avec en perspective le *dominium* sans partage de la puissance ibérique sur le monde entier.

⁵ J. Perez, *Histoire de l'Espagne*, Paris Fayard, 1961, p.27.

⁶ *Ibid.*

⁷ D. D. Cardonne, *Histoire de l'Afrique et de l'Espagne sous la domination des Arabes volume 2*, édition Saillait, Paris, 1765, p.60

⁸ Tores Campos, *L'Espagne en Afrique...*, p.22.

⁹ *Ibid.*

b- Le monopole de la puissance ibérique

On appelle « Ibérique » la contrée qui s'avance dans la mer, et est unie au continent par un seul côté¹⁰. Ce terme dans son sens global se ramène à « l'hispanidad », un mouvement de langue, de culture et de religions entre les pays hispaniques. Selon cette considération, l'Ibérisme à cette période se rapporte à deux (02) pays à savoir : l'Espagne et le Portugal dont la domination durant la période médiévale est incontestable¹¹. En effet, en 1443, les expéditions portugaises dans l'atlantique atteignent le *Rio de ORO*. Trois (03) ans plus tard, en 1446, les portugais accèdent à l'embouchure du fleuve Sénégal qu'ils appellent la *Terra dos Negros* (le pays des noirs), puis le Cap Vert. Le monde connu des européens s'élargit alors et le continent africain resté longtemps loin du champ d'attraction de l'Europe, cesse désormais d'être cette *Terra Incognita* situé au-delà de la méditerranée¹². Il va sans dire que la présence ibérique sur les côtes de l'atlantique est fondée avant tout sur des considérations économiques. Portugais et espagnols veulent s'enrichir sur ce continent nouveau, en accédant directement aux mines d'or africaines. Mais ces véritables motivations sont habilement recouvertes du postulat missionnaire. Les prétextes religieux de christianisme des peuples non européens considérés globalement comme des païens et de blocage de l'expansion de l'islam belliqueux sont ceux évoqués¹³. Dès ce moment, le Portugal reçoit le soutien indéfectible de l'église et du pape pour poursuivre l'aventure africaine. Ce soutien est matérialisé par la signature d'un document, le *Romanus Pontifex*, qui concède au Portugal le droit et le monopole de conquête vers le sud à partir des caps Noun et Bojador en face des Canaries¹⁴. Bien plus, ce document cède au Portugal l'exclusivité du commerce avec l'Afrique. Dès ce moment, marchands et trafiquants de toutes sortes se ruent vers la côte ouest-africaine où la couronne portugaise détient l'exclusivité du marché de l'or et des esclaves. Ces cargaisons d'esclaves africains abondent au Portugal et sont acheminés directement dans des champs en direction du nouveau monde¹⁵.

Comme le Portugal, l'Espagne n'est pas en reste de ce commerce. Le dynamisme observé chez son voisin l'amène à nourrir d'intérêt pour l'Afrique. Elle envisage d'étendre son

¹⁰ « Ibérique » selon le Dictionnaire de Français Larousse en ligne, est un adjectif qui se rapporte aux habitants de de la civilisation Ibérique, à l'Espagne ou au Portugal.

¹¹ Aubert De La Rue, « *L'Espagne et sa politique...* », p.45.

¹² B. Doumerc, *Vénitiens et espagnols en Afrique du Nord (1492-1535)*, In : *Le partage du Monde : échange et colonisation dans la méditerranée médiévale*, Paris, édition de la Sorbonne, 1988 généré le 04 Novembre 2023. En ligne, disponible à l'adresse <https://books.openedition.org/psorbonne/81387>. Consulté le 10 décembre 2023 de 08h 00 à 11h 20.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Madoz, *Diccionario geografico estatistico historico dy España y sus posesiones de Ultramar* (Dictionnaire géographique, statistique et historique de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer), Madrid, année 1849.

¹⁵ Madoz, *Diccionario geografico estatistico...*, p. 200.

expansion sur l'atlantique en allant au-delà des canaries. Au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, la couronne de Castille, alors en pleine guerre de succession après la mort d'Henri IV, entretient une rivalité économique et géographique avec son voisin portugais dans l'espace africain¹⁶. Sur le littoral atlantique, le Golfe de Guinée est une zone qui revêt une importance mercantile particulière pour les espagnols. Dans une lettre du 19 Aout 1475, la reine Isabelle revendique les droits de la couronne sur les côtes africaines. Cette prise de position de la monarchie entraîne immédiatement une hausse de l'activité des marins et des négociants espagnols dans les eaux de l'atlantique¹⁷.

La signature du traité d'*Alcaçova* en 1479, mais surtout celui de Tordesillas en 1492 marque la reconnaissance par la couronne de Castille de la légitimité du monopole des portugais en Afrique occidentale. En signant le traité de Tordesillas qui sépare le monde entre deux pays ibériques, l'Espagne renonce à posséder des comptoirs en Afrique¹⁸. Cela signifie l'arrêt de la rivalité entre ces deux puissances maritimes pour la maîtrise de l'espace atlantique¹⁹. Par ce retrait, l'Espagne se concentre désormais sur le nouveau monde. L'Afrique occidentale va alors rester en dehors du champ de l'Espagne jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle, et la suppression de la ligne de démarcation tracée par Tordesillas. Les contacts établis leurs permettaient désormais d'avoir une reconnaissance plus directe de l'Afrique occidentale, et tout particulièrement de la zone dorénavant connue sous le nom de « Guinée » c'est-à-dire « le pays des Noirs »²⁰.

2. Une présence espagnole justifiée par le commerce et l'esprit de lucre

La présence espagnole en Afrique subsaharienne se justifie par le commerce et l'esprit de lucre. Elle reste en outre étroitement liée aux avatars ultramarins et plus particulièrement aux affaires concernant la précieuse colonie de Cuba. Toutefois, le besoin croissant de main d'œuvre les amène à se lancer à la conquête des nouveaux territoires.

¹⁶ Madoz, *Diccionario geografico estatistico...*, p. 200.

¹⁷ Coello, *Atlas de España y sus posesiones...*, p.15.

¹⁸ *Ibid.*, p16.

¹⁹ *Reseña geografica y estatistica de espana por la direccion general del instituto geografico y estatidtico*, Madrid, 1888, p 20. (Notice géographique et statistique sur l'Espagne publié par la Direction Général de l'Institut de Géographie et de Statistique, Madrid, 1888, p 20.)

²⁰ Banning, *Le partage de l'Afrique...*, p.222.

a- Un besoin croissant de main d'œuvre

Au cours du XVIII^e siècle, l'augmentation sans cesse croissante de la production au sein des colonies d'Amérique et surtout des Antilles pose un problème de main d'œuvre. Cette réalité incite les grandes puissances européennes à accroître le commerce d'esclaves sur les côtes africaines, particulièrement dans le golfe de Guinée qui est la principale zone de capture²¹. Dans le cadre de la traite transatlantique, le transport d'hommes noirs depuis le continent africain jusqu'au nouveau monde est dominé au début du siècle par la France et l'Angleterre. Ces deux (02) nations se disputent le monopole de l'importation d'esclaves à travers respectivement la Compagnie de Guinée, créée en 1684 et la Compagnie anglaise de la mer du sud (*South sea Company*) fondée en 1711. Avant elles, les fournisseurs d'esclaves ont d'abord été les Portugais, puis dans la seconde moitié du XVII^e siècle (1640-1692) l'hégémonie de la traite est passée aux mains des Hollandais grâce notamment à la Compagnie des Indes occidentales qui leur a permis de s'installer comme marchands d'esclaves²².

L'Espagne qui nécessite une forte présence d'esclaves, ne peut participer directement à la traite négrière en raison de son manque en comptoir de traite sur la côte occidentale de l'Afrique. Ne voulant pas favoriser l'organisation des compagnies nationales vers ce commerce des esclaves à une réglementation sévère²³. Cependant, les besoins de main d'œuvre liés à l'essor considérable de la production de canne à sucre, de cacao, de coton, de tabac depuis le XVI^e siècle les amènent aux portes de l'Afrique et à envisager l'esclavage. Le besoin de travailleurs en provenance du continent africain est grandissant dans les plantations depuis que Charles Quint a interdit l'esclavage des Amérindiens sous l'influence de Bartholomé de Las Casas²⁴. Ainsi, contrairement aux autres puissances marchandes qui s'approvisionnent de façon directe, l'Espagne reste dépendante des grandes compagnies maritimes et ses concurrents. Elle essaie d'y remédier à travers la *Licencia*, une autorisation royale ou d'un contrat du roi et les particuliers pour introduire des esclaves dans le nouveau monde. Elle le fait ensuite par les *Asientos de negros*, un système par lequel la couronne espagnole qui contrôle directement la

²¹ Banning, *Le partage de l'Afrique...*, p. 223.

²² N. Santa Cruz, « *El negros en Iberoamerica* », Cuadernos hispanoamericanos, n°451-452 (Janvier-Février 1988 p. 7-46), p.19.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*, p.20.

traite, concède ou vend des licences d'importation à des particuliers, à des entités mercantiles ou à des quantités variables d'esclave aux colonies de plantations²⁵.

Malgré cette volonté de résorber le problème, la couronne espagnole reste persuadée que seule la pratique directe de la traite permettra de résoudre le besoin de main d'œuvre dans les plantations²⁶. Cependant, un besoin préalable se pose notamment, avoir des territoires ou comptoirs commerciaux sur la côte occidentale de l'Afrique. Pour le faire, l'Espagne et le Portugal qui font face à des conflits frontaliers en Amérique latine décident d'un rapprochement stratégique. Celui-ci se concrétise par la signature d'un traité dit *Traitado preliminar de paz y de limites en America meridional* (traité préliminaire de paix et de limites en Amérique du Sud). Ce traité est signé le 1^{er} Octobre 1777 à San Ildefonso et est connu encore sous le nom du traité de « Padro »²⁷.

b- Le traité de « Padro »

Le 24 Mars 1778, José Moñino y Redondo, alors ministre de Carlos III et comte de *Floridablanca* et Inocencio de Souza Coutinho, Ambassadeur de la reine Maria I du Portugal en espagnol, signe le traité de *Padro* encore dénommé *Traitado de Amnistad Garantia y Comercio* (traité d'amitié, de garantie et de commerce), cet accord ratifie celui de San Ildefonso. Ce traité traduit clairement la volonté espagnole de s'établir enfin en Afrique subsaharienne afin de jouir directement du commerce des esclaves. Les ambitions espagnoles sont alors essentiellement commerciales car le projet consiste d'obtenir des comptoirs de traite²⁸. Ces traités permettent aussi de redéfinir la frontière des deux (02) voisins du sud. Le Portugal cède à l'Espagne les îles de Fernando-poo et Annobon situés dans le golfe de Guinée. En échange, les espagnols laissent aux portugais les îles de Santa Catalina situées sur la côte Brésilienne. En plus de sceller le transfert à l'Espagne des droits des lusitaniens sur les deux (02) îles, les accords hispano-portugais octroient à la couronne espagnole cent vingt (120) milles de Fernando-poo. Les droits des espagnols dans ces territoires insulaires sont explicitement exprimés dans l'article 13 du traité de *Padro* cité par Augustin Miranda Junco dans son manuel *Leyes Coloniales* :

²⁵ U. Moussavou, A. Maravilloso, P. Trozo del Solar, « l'Espagne en Guinée Equatoriale : entre représentation et hispanisation (1778-1913) », *Thèse de Doctorat*, Université Paul Valéry de Montpellier 3, soutenue le 14 Décembre 2019, p.16.

²⁶ *Ibid.*, p.17.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*, p, 18.

*Su Majestad fidelicima, como de hechon ha cedido y cede, por si y en nombre de sus herederos y sucesores, a su Majestad catolica y los suyos en la corona de España la isla de Annobon, en la costa de Africa, con todos los derechos, posesiones y acciones que tiene a la misma isla, para que desde luego, per tenezca a los dominios Españoles del propio modo que hasta ahora ha perte necido a los de la corona de Portugal y asimismo todo el derecho y accion que tiene o puede tener a la isla de Fernando-poo, en el golfo de guinea, para que los vasallos de la corona de España se puedan establecer en ella y negociar en los puertos y costa a la dicha isla, como son los puertos del rio Gabon, de los Camarones, de santo domingo, de cobo Fermoso y otros de aquel distrito, sin que por eso se impida o estorbe el comercio de los vasollos de Portugal (...)*²⁹.

*Sa Majesté fidèle, comme elle l'a fait et continue de le faire pour elle-même et au nom de ses héritiers et successeurs, a cédé à sa Majesté catholique et aux siens dans la couronne d'Espagne, l'île d'Annobon sur la cote d'Afrique, avec tous les droits, possessions et actions qu'elle détient sur ladite île, afin que dorénavant ladite île appartienne aux domaines espagnols de la même manière qu'elle appartenait précédemment à ceux de la couronne Portugal, ainsi que tous les actions qu'elle a ou peut avoir sur cette île de Fernando poo dans le golfe de Guinée, afin que les vassaux de la couronne d'Espagne puissent s'établir et commercer sur ladite île, tel que les ports du fleuve Gabon, du Cameroun, de Santos Domingo, de Cobo Formose et d'autres ports de ce district, sans que le commerce des vassaux de Portugal ne soit entravé (...)*³⁰.

Le traité du *Padro* constitue ainsi le fondement juridique de la présence de l'Espagne en Afrique subsaharienne et de la souveraineté dont elle bénéficie sur ces îles et sur la partie continentale qui portera le nom de Rio Muni. A ces territoires seront greffés à partir de 1843, les îles de *Carisco*, *Elobey Grande* et *Elobey Chico*. En outre, il constitue le point de départ d'un processus qui va aboutir à la colonisation de ces territoires qui s'ajoute à l'empire colonial espagnol peu avant l'apparition des premiers mouvements séparatistes en Afrique latine. Ces îles occupent dans un premier temps une place marginale et de faible importance démographique et stratégique. Elles deviendront consistantes au lendemain de l'empire colonial espagnol en Amérique caractérisé par la perte de Cuba, de Porto Rico et de Philippines en 1898. Ce qui fera des territoires espagnols du Golfe de Guinée « el ultimo rincon del inmenso imperio donde el solno se ponía »³¹(le dernier coin de l'immense empire où le soleil ne se couche jamais). Dans cet ultime coin de l'immense empire espagnol dans le golfe de Guinée figure les territoires visités par Fernando poo parmi lesquels figurent le « Rio dos camaroes » baptisé en « Rio dos camarones » par les Espagnols.

3. Le *Rio dos Camarones*

Au lendemain des accords de « *Padro* », l'Espagne possède une légitimité d'action pour parcourir les territoires précédemment occupés par le Portugal. C'est sur la base de cet accord que se fera le contact avec le *Rio dos Camaroes*, la Rivière des Crevettes. Dans le cadre de cette

²⁹ Junco, *Leyes coloniales legislacion...*, p15.

³⁰ Deep L traduction à l'adresse www.deepl.com

³¹ J. A. Novas, « *L'Evolution de la politique africaine du Golfe de Guinée à Zanzibar* », p.8. Article en ligne à l'adresse <https://www.monde-diplomatique.fr/1964/02/Novias/25786>, consulté le 3 décembre 2023 de 16h18 à 19h20..

partie, nous parlerons d'abord, des expéditions espagnoles dans le golfe de Guinée et surtout des rivalités qu'elles ont générées entre puissances étrangères en Afrique.

a- Les expéditions espagnoles dans le Golfe de Guinée

Par le traité de 1778, le Portugal accepte de laisser à l'Espagne, en échange de ses possessions situées en Amérique latine, les îles de Fernando-Poo et Annobon. Ce traité autorisait également l'Espagne à pratiquer du commerce sur les côtes voisines depuis le Cap Formose à l'embouchure du Niger, en passant par le Cap Lopez, le Gabon français et la possession allemande du Cameroun³². Il est important de relever que, ce droit à l'époque consistait à disposer du territoire d'une façon absolue comme le faisaient toutes les puissances européennes qui ont acquis des territoires sur la côte africaine. Des expéditions espagnoles sur la zone débutent par le biais de la *societa Española dy geografica*, la société espagnole de géographie commerciale sous la houlette de Coello et Costa. Après les avoir négligées pendant un grand nombre d'années, l'Espagne reporte son attention sur ces territoires occupant les îles de Fernando-Poo et d'Annobon. Ensuite, une expédition du capitaine de navire D. Juan José de Lerena en 1843 permet d'occuper l'île de Corisco, le fleuve Muni et les territoires des Benga par la demande des chefs indigènes de l'île qui réclamèrent l'occupation espagnole. La même demande est effectuée par les chefs de quelques autres tribus environnantes. Ces opérations se déroulent quelques mois avant que l'embouchure du Gabon soit occupée par les autorités françaises auxquelles l'extension des possessions espagnoles avait été notifiée officiellement au commencement de l'année 1843³³. En 1856, l'Espagne réussit à incorporer le territoire Bolokobué situé entre les caps Esturas et Santa Clara à la demande de son chef. Malgré les démarches françaises d'opposition à ce vaste ralliement de territoires au domaine de la couronne espagnole, le chef de Bokoro II établi au cap de San Juan accepta de soumettre en autorisant l'Espagne à mener ses expéditions jusqu'au fleuve Campo. Un nuage gris planait au-dessus des relations entre l'Espagne et la France sur fond de rivalités coloniales dans le golfe de Guinée.

b- Rivalités coloniales dans le Golfe de Guinée

Cette atmosphère délétère s'est manifestée par de multiples contestations françaises suite à l'occupation espagnole du fleuve Munda. En effet, après avoir exprimé son désaccord sur

³² Les îles d'Annobon et Fernando-Poo ont été découvertes par les Portugais respectivement en 1471 pour le premier et en 1486 pour le deuxième. Elles ont toutes été cédées aux Espagnols en 1788 à l'issue des accords du Padre.

³³ Novas, « *L'évolution de la politique africaine...* », p. 17.

l'occupation du territoire Bokoro, la France a protesté de nouveau en refusant de reconnaître l'autorité espagnole sur l'île de Carisco et Elobey. La première d'une longue série débute en 1860 avec pour mesure la nomination d'un sous gouverneur en charge de l'île. Les raisons évoquées par le gouvernement français sont nombreuses. D'abord, la non reconnaissance de ses droits qu'elle avait acquis sur le fleuve Muni bien avant l'occupation espagnole. La substance de cette raison reposait sur un traité signé avec les autorités locales lui donnant droit à moult avantages notamment libre circulation et échanges commerciaux. En fin, elle évoquait aussi à tous que cette rivière était un affluent du Gabon, fleuve issu du bassin auquel elle avait déclaré ses droits dès son arrivée. Il faut cependant relever qu'il n'est pas certain que les traités mentionnés par la France soit antérieur à 1842-1845 ou même qu'ils soient authentiques car cela se limitait à de simples conventions avec les indigènes pour la simplicité des relations commerciales, et ne se rapporte en rien à la souveraineté territoriale³⁴.

En 1883, la France manifeste ouvertement son intention d'étendre ses possessions du fleuve San Benito au Cameroun, plantant son drapeau sur les territoires espagnols et concluants des traités avec quelques chefs surtout sur la coté comme l'avait fait antérieurement les allemands depuis le fleuve Campos jusqu'au Cap San Juan³⁵. Une expédition est organisée en 1884 par la société espagnole de géographie commerciale dans le but d'étendre les possessions espagnoles entre le fleuve Campo et Cameroun, et du Cameroun au Niger, territoire de grand avenir qui présentait un accès simple pour atteindre le cœur de l'Afrique. Ceci nous permet de comprendre que l'Espagne avait des visées expansionnistes sur le *Rio dos Camaroes*. Le royaume dépêche deux (02) explorateurs, Iradier et Ossorio en mission de reconnaissance sur la zone avec possibilité de conclure des accords. Seulement le Docteur Gustave Nachtigal, alors Consul Général d'Allemagne en Afrique, prit possession par ordre de son gouvernement du Cameroun et des territoires environnants³⁶. Ce fut un revers manifeste pour la couronne espagnole qui souhaitait s'emparer des vestiges laissés en divers points par le passage portugais de la cote vers l'intérieur de l'Afrique du fait de l'abondance des richesses qui s'y trouvaient.

Dès cet instant, le Cameroun devient un protectorat allemand à travers la signature du traité germano-douala le 12 juillet 1884. Cet épisode est loin d'avoir été oublié par la couronne d'Espagne qui souhaitait elle aussi s'établir dans le « microcosme » du continent africain. Elle a dû se satisfaire de la Guinée espagnole avec qui elle a partagé une histoire étroite jusqu'à

³⁴ Novas, « *L'évolution de la politique africaine...* », p. 18.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*, p.19.

l'obtention de son indépendance en 1967. De ce qui précède, il va sans dire que la coopération hispano-camerounaise a su s'appuyer sur le passé historique pour se mettre en évidence. Toutes fois, cela n'explique pas totalement la relation délibérée des deux Etats à établir des relations diplomatiques dès 1960 dans une sphère relationnelle acéphale. Les relations entre Etat indépendant sur la scène internationale sont des relations d'intérêts. Dans cette bulle anarchique dominée par la théorie réaliste, il est évident que chaque Etat aura envie de faire valoir son intérêt national égoïste au détriment de l'intérêt commun à plus long terme³⁷. Selon cette considération, il devient nécessaire de jeter quelques rayons de soleil sur les mobiles d'ordre politico-stratégique, diplomatiques et économiques ayant favorisé la relation de coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun.

II- COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE : UN RAPPROCHEMENT AUX ENJEUX MULTIFORMES

Le comportement d'un acteur sur la scène internationale peut être déterminé par diverses finalités. Pour Jacques Lesourne, les motivations possibles des gouvernements dans le système international se ramène à deux (02) besoins capitaux : d'abord le besoin de sécurité ou de survie et enfin, la quête du bien être à laquelle aucun Etat, qu'il soit développé ou à fortiori, en voie de développement n'est indifférent³⁸. La coopération hispano-camerounaise ne déroge pas de ce truisme. Les relations diplomatiques entre le royaume d'Espagne et le Cameroun sont liés à diverses motivations. En plus des mobiles historiques dévoilés plus haut, ce rapprochement repose sur des fondements politico-stratégiques, diplomatique et surtout économiques.

1. La question de la Guinée Equatoriale

La question de la Guinée équatoriale semble être un enjeu politico-stratégique majeur, responsable de la coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun. Pour mieux le comprendre, un état des lieux s'impose.

a- Contexte socio-politique en Guinée Equatoriale

Les relations hispano-camerounaises qui prennent forme à partir de Novembre 1961, semblent germer au milieu d'un environnement national et international difficile pour les deux

³⁷ D. Batistella, *Théories des relations internationales*, 2^e Edition revue et augmentée, Presse de la Fondation Nationale des sciences politiques, Paris, 2006, p.399.

³⁸ J. Lesourne, « *La rénovation de l'équilibre général et le comportement individuel en face de l'incertain*, Economie Appliquée, 1979, pp. 287-300 In Revue de l'Economie Appliquée, *Révision de la théorie de l'équilibre : de la mécanique de l'équilibre à l'équilibrage par des unités actives*, Tome XXXII, Librairie Droz, Genève, 1979.

Etats. Sur le plan international, le contexte des années 1960 est celui de la guerre froide caractérisée essentiellement par des guerres opposant Américains et Soviétiques par pays interposés. Il est pour les pays du monde, de basculer soit du côté libéral ou du côté oriental. Cette période est également marquée par les mouvements de libérations en Afrique et de dénonciation contre l'occupation coloniale. Le Cameroun qui a en souvenir la perte d'une partie de son territoire sur sa partie Occidentale, accorde de plus en plus attention à une frange de la classe politique Equato-Guinéenne encore sous le joug colonial espagnol qui souhaite un ralliement avec son territoire. En symbiose avec ses engagements internationaux, le pays ne ménage pas ses efforts pour dénoncer l'occupation espagnole sur le sol guinéen. Après un siècle de paternalisme espagnol exercé concomitamment par la présidence du gouvernement et les pères immaculés de Marie, le Rio Muni, Fernando-poo et Annobon accèdent à l'indépendance le 12 Octobre 1968. Par cette indépendance, le pays est devenu le 128^e Etat membre de l'ONU et bien sûr, intégré à l'OUA³⁹. La direction du pays est confiée au parlement et au président Marcias Nguema, régulièrement élu sous contrôle international. Ce dernier contre toute attente, a dirigé le pays de façon dictatoriale en faisant éliminer hommes et partis à vocation démocratique. En outre, la quasi-totalité de la députation parlementaire, et quelques 40.000 compatriotes citadins et villageois étaient assassinés, après avoir le plus souvent été torturés⁴⁰. L'autre élément typique de sa dictature est la vague de déplacement des populations vers l'étranger (120.000 réfugiés nationaux), majoritairement des cadres professionnels et l'intelligentsia sans oublier le chaos économique, culturel, administratif, la prévarication, l'absence des droits élémentaires dans lequel le pays avait été plongé⁴¹. Onze (11) années plus tard, en 1979, un coup d'Etat orchestré par les neveux et cousins du président conduit à la déchéance de Marcias Nguema au détriment d'un autre Ngeuma⁴². Ce coup d'Etat a été qualifié de « révolution de palais » par de nombreux observateurs. Téodoro Obiang Nguema Mbasogo qui prend les rênes du pays consacre les premières années de son pouvoir à la réorganisation de la Guinée effondrée pendant qu'une lutte stratégique oppose français et espagnols pour tirer chacun le petit Etat dans son giron⁴³. Cette lutte se manifeste par les multiples déplacements français et espagnols effectués au Gabon et au Cameroun en 1980 et donc, de la visite du roi

³⁹ M. Liniger-Goumaz, « *La Guinée Equatoriale : l'enfer de la terreur ngeumiste* », Peuples Noirs Peuples Africains N°25 (1982), pp 67-82 en ligne à l'adresse https://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa/pnpa25_04. Consulté le 04 décembre 2023 de 13h00 à 16h 20.

⁴⁰ S. Cronjé, *Equatorial Guinea: the forgotten dictatorship. forced labor and political murder in Central Africa*, Research Report N°2, London, Anti-Slavery Society, 1976, p. 40.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² R. Penell, « *Africa now* », Londres, Octobre 1981, pp. 26-27.

⁴³ P. Decraene, « *Tension internes et convoitises étrangères : la Guinée Equatoriale toujours menacée de déstabilisation* », Le Monde Diplomatique, Paris, Juin, 1981, p.10.

Juan Carlos I^{er} de Bourbon à Yaoundé la même période. Il va sans dire, à la lumière de ces événements et de la théorie néo-libérale, que ce contexte tumultueux en Guinée Equatoriale va favoriser et accélérer la coopération entre le Cameroun et l'Espagne⁴⁴. Ceci étant, la question des réfugiés équato-guinéens a constitué le nœud central responsable de ce rapprochement.

b- Les réfugiés équato-guinéens

La répression mise en place par l'Espagne en Guinée Equatoriale a conduit de nombreux équato-guinéens à se réfugier dans les pays voisins. A cause de sa prospérité économique, sa proximité géographique, sa facilité d'accès et ses liens ethniques, le Cameroun était la principale destination de ces réfugiés jusqu'à la fin du régime de Marcias Nguema. Il est évident que cette présence massive aux portes du Cameroun ne pouvait conduire qu'à la mise en place d'une stratégie de gestion des réfugiés. Celle-ci comprenait la fourniture de l'aide humanitaire, réinstallation, emploi et soutien politique aux groupes de populations etc. Un climat de méfiance en direction du Cameroun n'a pas tardé à se faire ressentir. La Guinée Equatoriale contestait la gestion de ses réfugiés par les autorités camerounaises. Il faut le relever, l'afflux massif de réfugiés n'est pas nouveau dans le continent africain. Elle est une conséquence visible des guerres qui ont tourmentés le continent au cours des cinquante (50) dernières années. En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 60, des millions de réfugiés ont fui les conflits, les régimes autoritaires et l'échec de l'Etat dans leur pays. Nombreux sont les Africains qui ont souffert de ce phénomène. Il ne fait aucun doute que les régimes autoritaires sont l'une des causes les plus importantes de ce mouvement en Afrique⁴⁵. Ainsi, après 1945, le caractère paternaliste, ségrégationniste et répressif de l'ordre colonial mis en place par l'Espagne en Guinée Equatoriale a conduit à l'éveil national⁴⁶. Il s'en suit un vaste mouvement nationaliste dont la conséquence directe fut la création en 1947 de la *Cruzada Nacional de Liberacion* (Croisade de Libération Nationale), principal mouvement de revendication au lendemain du refus donné aux revendications du corps enseignant⁴⁷. En 1959,

⁴⁴ Le paradigme des préférences étatiques établi par la théorie néolibérale souligne que, chaque Etats sur la scène internationale est amené à défendre ses propres préférences posant ainsi trois conséquences majeures. Lorsque les deux Etats ont les mêmes préférences, leurs relations sont pacifiques mais lorsqu'elles sont opposées, les relations deviennent conflictuelles. En fin, lorsque les préférences sont partagées en se superposant les unes sur les autres, les relations entre les Etats concernées sont conflictuelles mais peuvent être améliorées par la coopération.

⁴⁵ HCR, *Guinée Equatoriale : la situation des réfugiés en l'an 2001*, Writenetpaper, N°17, London 2001.

⁴⁶ L'une des figures de proue de ce mouvement, le Roi Boncoro III (Santiago Buganda) dénonçait à partir des années 1947, les abus coloniaux et les traités signés avec le royaume d'Espagne en 1843.

⁴⁷ Ces revendications du corps des auxiliaires d'enseignants se voulaient légitime car ils militaient pour une revalorisation salariale et un arrimage de leurs grilles au même niveau que celle des autres catégories de fonctionnaires. La même année, les ouvriers ont mené un « *crackdown* » sanglant qui plus tard a conduit à la mort de plusieurs nationalistes. Les Equato-guinéens qui avaient exigé l'indépendance en 1947 vis-à-vis de l'Espagne

les partis politiques nationalistes de la Guinée Equatoriale ont été créés à l'étranger (au Cameroun et au Gabon). Ceci se déroule après que les Nations Unies aient admis l'Espagne en 1955, conformément à l'article 73 de sa Charte⁴⁸. La pétition des populations Equato-guinéens à l'ONU a déclenché la colère de la puissance coloniale qui a tout de suite orchestré une chasse aux sorcières qui consistait à harceler et à traquer tout mouvement nationaliste⁴⁹. Les frontières étaient surveillées en permanence par la garde civile espagnole qui pénétrait parfois jusqu'aux pays voisins pour traquer les nationalistes. Jusqu'en 1959, l'Espagne pratiquait les pires méthodes classiques du colonialisme envers ses colonies notamment l'utilisation systématique du travail forcé, la politique d'assimilation et de règlement, la stricte limitation de l'éducation des populations au niveau primaire, la politique d'isolement total de la colonie, à éviter toute montée de mouvement nationalistes⁵⁰. Afin de taire toute pression de l'ONU sur la situation en Guinée équatoriale, le gouvernement de Franco a adopté le 30 Juillet 1959 un acte permettant de substituer le statut du pays passant de colonie à province espagnole du Golfe de Guinée. Cette loi dite de Provincialisation permettait de réduire les barrières économiques et culturelles entre la métropole et la guinée espagnole afin de stopper tous débats à l'ONU sur la situation dans le petit territoire d'Afrique centrale. Dès ce moment, toutes questions relatives à la Guinée étaient traitées comme une question interne à l'Espagne. Le petit territoire était devenu vital pour l'ex couronne de castille⁵¹. Le territoire a été divisé en deux (02) provinces pour un contrôle efficient de l'administration coloniale. La province continentale du Rio Muni et de Fernando-Poo, et la province maritime d'Annobon.

La répression n'a pas perdue en intensité. Sous la pression camerounaise, l'administration coloniale a été obligée à faire des concessions. À la suite des recommandations faites par la conférence des chefs d'Etats de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963, le gouvernement camerounais avait décidé d'accueillir sur son sol des réfugiés politiques de la Guinée équatoriale⁵². Suite à cette mesure, le ciel des relations hispano-camerounaises s'est

ont été contraint à l'exil par les autorités coloniales espagnoles. Cette répression espagnole a provoqué un afflux massif de réfugiés au Cameroun et au Gabon.

⁴⁸ Des remontrances avaient été faites au gouvernement espagnol en 1955 sur la situation de ses colonies à l'ONU qui fut très vite devenue une tribune où pouvait venir dévoiler les actes de tortures commis par l'administration coloniale espagnole.

⁴⁹ G. Dominguez, « *Carrero se opuso a la independencia de Guinea* », Dario 16, Madrid, 1976, p 22.

⁵⁰ D. Tsafack, « *Cameroon, Equatorial Guinea, and the management of Equatoguinean refugees from 1960 to 1979* », Council for the Development of Social Science Research, *In Africa and Association of African Historicans*, 2018, Afrika Zamani, N°25, 2017, pp.87-106.

⁵¹ Cabana, *Anuario Estadístico de España*, Madrid, 1995, p. 5.

⁵² J. Koufan, *Les relations entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale de 1960 à 1990 : vicissitude et perspectives d'un bon voisinage*, NKA, Revue Interdisciplinaire de la FLSH de l'Université de Dschang, N°7, 2008.

assombri et les organes de presse espagnols tel que *Ebano*, qui reflète le point de vue du gouvernement avait publié des articles très venimeux vis-à-vis du gouvernement camerounais. On lui reprochait de former des terroristes et de les couvrir sur son sol. De-là est née une méfiance permanente et réciproque entre le Cameroun et l'Espagne. La déclaration faite par le Président Ahidjo du « Droit à l'auto-détermination des populations de Guinée » et de leur « Droit de décider de leur avenir politique » avait quelque peu éclairci le ciel des relations. Cependant, l'Espagne va continuer de se méfier du Cameroun qu'elle considère comme son principal « rival » en Guinée Equatoriale⁵³. Il est important de relever que les intentions de l'Espagne vis-à-vis de la Guinée n'ont jamais été claires. D'ailleurs, le rôle de son ambassadeur à Yaoundé consistait à démentir toute rumeur qui pouvait inquiéter le gouvernement camerounais tel que l'intention qui lui était prêtée de séparer l'île de Fernando-poo du Rio Muni afin d'y installer une base Américaine⁵⁴. Ce projet qui ne vit finalement pas le jour, mettait à mal les intérêts vitaux du Cameroun. Il va sans dire que cette relation se rattache à des mobiles politiques et surtout stratégiques entre deux acteurs désirant sauvegarder chacun ses intérêts nationaux. Toutefois, l'ouverture diplomatique et économique a constitué l'autre enjeu de cette relation.

2. Une volonté d'ouverture diplomatique et économique

Notre ambition ici est de montrer que la coopération hispano-camerounaise n'est la résultante que d'une volonté conjointe des deux partenaires d'avoir une porte ouverte sur scène internationale. Cette volonté d'ouverture sur le plan diplomatique et économique est l'un des points focaux sur lesquels les deux (02) partenaires se sont appuyés pour établir leurs relations diplomatiques. Un accent sera mis sur l'évolution politique en Espagne du fait des bouleversements observés dans ce royaume européen longtemps replié sur lui-même et isolé de la communauté internationale.

a- La Quête partagée d'une visibilité internationale

Dès le milieu des années 60, l'Espagne a voulu se doter d'une nouvelle image internationale. En effet, la diplomatie espagnole au service du projet politique des technocrates qui ont dominé les derniers gouvernements de Franco entre 1957 et 1973, a profité du climat de calme et de détente internationale, de l'exemple de la France de De Gaulle mais aussi du

⁵³ Etat des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Archive du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun, Yaoundé, 1967, p. 2.

⁵⁴ *Ibid.*

Portugal salazariste pour diversifier ses relations internationales. Le but était de montrer aux yeux du monde que l'Espagne est un pays moins rigoureusement subordonné aux Etats-Unis, avec des problèmes de développement identiques à ceux du tiers monde⁵⁵. Ceci pourrait expliquer le rapprochement avec le Cameroun le 10 Novembre 1961, lui-même en quête d'une reconnaissance internationale. Car La préoccupation première des autorités camerounaises, au lendemain de la levée de la double tutelle franco-britannique, est l'affirmation de l'indépendance et de la souveraineté du pays⁵⁶. Il faut le rappeler, après les élections législatives tenues les 17 et 18 Juillet 1936, le royaume d'Espagne sombre dans une guerre sanglante. Cette guerre civile qui oppose les républicains au pouvoir depuis 1931, aux phalangistes dirigés par le général Franco⁵⁷, plonge le pays dans le chaos généralisé. Le bilan est lourd : un million de personnes tués (civils et militaires), près de quatre cent mille (400.000) personnes en exiles en France, les républicains pour la plupart⁵⁸. Ce bilan en dépit de toute chose, n'est pas représentatif des morts enregistrés lors de cette guerre meurtrière. Il fait office de bilan provisoire car de nombreux massacres ont été perpétrés les premières années de la prise de pouvoir du général Franco. La photo ci-dessous illustre le défilé militaire annonçant la prise de pouvoir de Francisco Franco.

⁵⁵ R. M. Pardo Sanz, « *La politique extérieure espagnole de la fin du franquisme et son héritage sur la transition démocratique* », Histoire politique, N°29, Mai-Aout 2016, en ligne à l'adresse www.histoire-politique.fr consulté le 06 novembre 2023 de 09h30 de 12h20 à 13h45.

⁵⁶ S. Eboua, *Ahidjo et la logique du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.202.

⁵⁷ On appelle « phalangiste » les nationalistes d'Espagne en référence à la phalange italienne de Mussolini. On utilise parfois le terme « fascistes » pour les désigner. Cette appellation est donnée aux insurgés de droite qui se sont soulevés contre le gouvernement républicain espagnol lors de la guerre civile. Leur idéologie se résume à leur attachement à une Espagne catholique car recevant le soutien indéfectible de l'église Catholique espagnole. En outre, leur positionnement politique se veut être antirépublicain, anti nationaliste et sont des ultranationalistes. Ils sont également pour un gouvernement autoritaire. Quant aux républicains, ils rassemblent toutes les forces vivantes de la gauche (socialiste, communistes, anarchistes), mais aussi les partisans du gouvernement de la *Frente popular*, qui était le gouvernement légitime de l'Espagne. Ils sont pour l'abolition de la monarchie (qui l'a été en 1931), la répartition des terres, le fédéralisme (autonomie des provinces), le suffrage universel (pour les femmes), la laïcité, l'alphabétisation.

⁵⁸ Y. Ripa, *Vingtième siècle revue historique* 2006/1 (N°89), pp 29-46.

Photo 1 : Défilé annonçant la victoire de Franco



Source : <https://lyceen.clinantes.org/quelques-éléments-chronologiques-et-documents-sur-la-transition-démocratique-espagnole.html> consulté le 08 novembre 2023 de 09h30 à 12h15.

Cette photo a été prise le 19 Mai 1939 à l'issue de la guerre civile. En effet, le 1^{er} Avril 1939, le général Franco a annoncé par un bref communiqué de deux lignes, la fin de la guerre civile espagnole. Cette guerre qui a duré un peu plus de mille (1000) jours, a ravagé l'Espagne en détruisant des villes et des villages. Elle s'est achevée par la victoire militaire du camp nationaliste. Les hommages au héros de la croisade « pour Dieu et l'Espagne » ont débuté la première année de la victoire, *anno de victoria*. L'apothéose de Franco eut lieu à Madrid le 19 Mai 1939 avec le grand défilé observé sur la photo ci-dessus, suivi d'une messe d'action de grâce célébrée par le cardinal Goma dans l'église de Santa Barbara.

La guerre civile achevée, l'Europe plonge dans un nouveau conflit qui est devenu global : c'est la seconde guerre mondiale. Très vite, l'Espagne dévoile sa sympathie aux puissances de l'axe matérialisée par la signature du pacte anti-Kominform et son retrait de la Société des Nations (SDN). Malgré la proclamation de sa neutralité en 1939 et en 1943, le pays ne se prive pas de déployer une vaste propagande pro-allemande représentative d'une « vraie-fausse neutralité »⁵⁹. À la fin de la seconde guerre mondiale, l'Espagne sort isolée, unilatéralement condamné comme allié de l'Axe, mis à l'écart de la conférence de San Francisco qui allait

⁵⁹<https://histoire.de.l.espagne.word.press.com/2011/07/18/le-franquisme/dossier-sur-la-dictature-franquiste>. Lien généré par le site officiel de l'Ambassade d'Espagne, consulté le 03 Novembre 2023 de 23h30 à 2h34.

donner naissance à l'ONU, boycottée, exclue des organisations internationales, sa frontière septentrionale fermée pendant plus de deux (02) ans. Il faut attendre 1953 pour voir la situation du pays s'améliorer. En effet, C'est à partir de cette date que va débiter le processus de normalisation des relations entre l'Espagne et l'occident. Les deux principales étapes de cette normalisation sont : les accords d'assistance économique et militaire hispano-américaines du 26 Septembre 1953, et son admission au sein de l'ONU en 1955-1956. Ces accords inaugurent une nouvelle phase dans l'histoire diplomatique de l'Espagne. L'année 1953 marque la reprise des relations entre l'Espagne et le monde extérieur après une longue période d'autarcie. Elle est venue rompre avec « l'aislamiento », l'isolement étouffant dans lequel l'Espagne à végété depuis la fin des guerres napoléoniennes⁶⁰.

b- Une volonté partagée de se défaire de l'aide internationale

Une fois la guerre mondiale terminée, un fossé se crée entre le niveau de vie des pays dit développés et celui des pays dit sous-développés⁶¹. Cette différence génère des ressentiments au sein des pays dit sous-développés estimant que la colonisation est la cause de leur malheur. Bien plus, ils considèrent normale, comme un droit, l'aide provenant des pays développés. Cette attitude psychologiquement explicable, est peu valable dans le domaine du réalisme⁶². En effet, les pays développés distribuent une aide que lorsque cela coïncide avec leurs intérêts. Cette aide peut être publique ou privée et peut prendre la forme de prêt ou de dons. Selon que l'on penche d'un bord de l'aide à un autre, l'égoïsme national oblige les Etats à rattacher leur aide à des avantages soit politiques, soit économiques en fonction du degré de sympathie que l'Etat receveur accorde à l'Etat donateur de l'aide. Ainsi, les pays développés bénéficiaire ou non de l'aide, reprochent au système de l'aide son aspect politique. Ils craignent la soumission et la domination des puissances aidantes. Par ailleurs, l'impact de cette aide dans le développement économique apparait beaucoup moins considérable sachant que l'une des caractéristiques du sous-développement est le caractère limité des exportations. Dans cette perspective, il devient logique que le Cameroun et l'Espagne ont voulu s'affranchir de l'aide des bailleurs de fonds en ouvrant une issue secondaire pour assurer leur souveraineté économique.

⁶⁰ De La Rue, « *l'Espagne et sa politique...* », p.13.

⁶¹ Le produit national par tête aux Etats-Unis était de 3.320 dollars en 1964 et de 4.372 dollars en 1968. Celui de la France était de 2.332 dollars et celui de la Grande Bretagne de 2.163 dollars par tête. Or, en face de ces chiffres celui de Haïti ou du Pakistan compris entre 60 et 80 dollars par tête. Ces chiffres proviennent du manuel de J. B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Daloz 7^e Edition, Paris, 1978, p.734.

⁶² *Ibid.*

L'orientation pro-occidentale de l'Espagne qui débute en 1959 s'est manifestée par l'entrée du pays dans le Fonds Monétaire International (FMI) et à l'OECE qui ont accompagné la préparation et l'exécution du plan de stabilisation. Le problème du sous-développement est devenu le point d'honneur sur lequel s'est concentré le gouvernement espagnol et la primauté a été donnée aux questions économiques. Une politique étrangère apte à promouvoir des nouveaux partenaires économiques et commerciaux a été mise sur pieds. L'interdépendance de l'économie et du politique occupe désormais une place importante et freine toute velléité isolationniste et autarcique qui semble toujours en état de latence dans le royaume d'Espagne. Pas étonnant que la coopération hispano-camerounaise se soit mise en place dans les années qui ont suivi cette politique de réformes en Espagne.

3. Une vision internationale identique adossée sur des principes de politique étrangère

Le Cameroun, tout comme le royaume d'Espagne, dispose d'une politique étrangère. Matière première par excellence des relations internationales, la politique étrangère est « un système cohérent d'idées forces qui forment l'ossature de son principe de vision du monde et le référentiel de sa logique de projection et d'action sur la scène internationale »⁶³. C'est « l'instrument par lequel un État tente de façonner son environnement politique international »⁶⁴, « de préserver les situations qui lui sont favorables et d'y modifier les situations qui lui sont défavorables »⁶⁵. Au demeurant, la politique étrangère d'un État est l'expression de la situation au niveau national, de l'idéologie qui sert de référence à l'action politique, de la représentation et de la présentation du monde par l'État, du rôle qu'il s'y assigne et des moyens d'action qu'il privilégie⁶⁶. En clair, elle est la projection à l'internationale du paradigme politique national dominant. Le paradigme dominant au Cameroun post-indépendant s'articule autour des chantiers de la consolidation de l'indépendance, de la construction nationale et du développement économique. De ces derniers, se dégagent les quatre « principes cardinaux constants » de la politique extérieure du Cameroun : l'indépendance nationale, le pacifisme, l'unité africaine et l'indépendance économique⁶⁷. L'essentiel de ces principes, à l'exception de la promotion de l'unité africaine, forment l'ossature doctrinale qui oriente

⁶³ Y. A. Chouala, *La politique extérieure du Cameroun. Doctrines, acteurs, processus et dynamiques régionales*, Paris, Karthala, 2014, p.21.

⁶⁴ Battistella, *Théories des relations...*, p.373.

⁶⁵ F. Charillon, *Introduction in politique étrangère : nouveaux regards*, Presse de Science Po, Paris, 2002, p.13.

⁶⁶ M. R. Djalili, *Diplomatie islamique, stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, PUF, 1989, pp.55-56.

⁶⁷ Chouala, *La politique extérieure du Cameroun...*, p.22.

l'action du Cameroun dans la coopération internationale. Car comme le Cameroun, le royaume d'Espagne a toujours eu une vision identique en matière de coopération internationale qui repose sur la mise en place d'un ordre international plus juste et le respect des principes de la politique étrangère de l'Etat.

a- Un ordre international plus juste

Le rapprochement entre les deux pays n'a été possible que grâce à des réformes opérées dans la politique étrangère espagnole à travers notamment l'abandon de la vieille idéologie anti-communiste et nationaliste-catholique des années antérieures au franquisme. Cette politique doit son existence grâce au ministre des affaires étrangères Fernando Maria Castilla, partisan d'un « *aggiornamento* »⁶⁸, politique minimum de la dictature favorable à une ouverture extérieure. Jusqu'en 1958, la sécurité conférée au régime du « *caudillo* », guidé par la signature des accords militaires avec les Etats-Unis s'est traduite par une politique étrangère plus affirmée, marquée par des initiatives nationalistes tel que la position favorable à Nasser durant la crise de Suez, le soutien voilé aux nationalistes maghrébins au grand dam de la France ou même la relance des revendications sur le Gibraltar⁶⁹.

En outre, comme le Cameroun, l'Espagne porte une attention croissante à la réalité de l'Afrique noire. Les deux peuples souffrent le plus des différences irritantes entre les niveaux de développement économique et subissent des affres des survivances du colonialisme. A côté de ça, l'Espagne a toujours fait la promotion d'une coopération internationale basée sur le maintien de la paix de façon solide et durable. En outre, elle a fondé sa politique étrangère sur l'égalité et le développement harmonieux des peuples. Loin d'être un concept statique résultant d'un équilibre mécanique de la force, la paix est une réalité qui trouve son premier appui dans le cœur des hommes. C'est pourquoi l'Espagne s'emploie à renforcer le grand polier sur lequel repose le bien être des peuples : une coopération plus intense portée vers l'amélioration des niveaux de vies des populations⁷⁰. Par ailleurs, l'Espagne a toujours attaché un prix significatif au principe de l'indépendance, la souveraineté nationale et n'accepte pas le dictat d'une puissance étrangère.

⁶⁸ Terme italien qui signifie « mise à jour » ou « actualisation ». C'est un terme souvent utilisé en référence à la modernisation ou à la réforme dans le contexte de l'église catholique, en particulier lors du concile Vatican II dans les années 1960.

⁶⁹ J. C. Pereira, C. Sanz Diaz, « *Todo secreto. Acuerdo secretos, transparenta y acceso a los documentos historicos de Asuntos Exteriores y Defensa* », *Ayer* 97/2015, pp. 243-257.

⁷⁰ Discours prononcé par l'Ambassadeur d'Espagne à l'occasion de la présentation de ses lettres de créance à Yaoundé, Octobre 1981.

b- Respect de l'indépendance nationale et de la souveraineté de l'Etat

Le Cameroun qui débute sa marche au sein des Etats indépendants du monde a opté pour une politique d'ouverture vers tous les pays sans distinction de régime politique ou sociale. Sa politique de coopération internationale reste fondée sur les traditionnels principes de respect de l'indépendance et de la souveraineté, la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres Etats et le non alignement. Ces principes demeurent gages surs d'une véritable coexistence entre les Etats et les nations, ainsi que du droit absolu de tous les peuples, notamment ceux d'Afrique à forger eux-mêmes leur propre destin et à devenir membre à part entière de la communauté internationale⁷¹. Le principe de la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté du Cameroun, mis en évidence dans l'hymne national comme structurant de son comportement international est constamment souligné par les Présidents A. Ahidjo et P. Biya. Pour le premier, « les nations du monde avec lesquelles nous souhaitons entrer en relation doivent nous considérer en partenaire égal et respecter notre souveraineté »⁷². Car « Jaloux de son indépendance et de sa souveraineté, le Cameroun ne pourra que renforcer son indépendance en exigeant, chaque fois que cela est nécessaire, le respect de sa souveraineté dans le cadre global (...) »⁷³. Dans le champ de la diplomatie, l'affirmation de la volonté d'indépendance se traduit par la recherche de la maîtrise des engagements souverains et le développement d'une coopération tous azimuts.

Il va sans dire que cette vision commune de la coopération internationale est ce qui a facilité le rapprochement hispano-camerounais. La concrétisation de cette coopération a été les échanges de bons procédés. En effet, en 1964, le gouvernement espagnol accordait son soutien à la candidature du Cameroun à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et en 1966, le gouvernement camerounais appuyait la candidature de l'Espagne au poste de juge à la Cour Internationale de Justice (CIJ). En outre, les multiples invitations des personnalités camerounaises avaient pour objectif de populariser l'Espagne afin de créer une atmosphère sympathique. Tout ceci fait suite à l'ouverture des représentations diplomatiques de la part des deux Etats et la nomination des personnalités devant représenter les deux pays. Le point culminant fut la visite du roi espagnol Juan Calos I^{er} de Bourbon et de la reine Sofia en terre camerounaise, et de la visite du Président Ahidjo en Espagne.

⁷¹ F. D. Mbesse Akamse, « coopération hispano-camerounaise dès l'aube jusqu'en 2014 », Mémoire de Master II en Relations Internationales, IRIC, Université de Yaoundé II, 2015, p. 40.

⁷² *Ibid.*

⁷³ A. Ahidjo, *Contribution à la construction nationale*, Paris, Présence Africaine, 1964, p. 47.

Photo 2 : Visite de Juan Carlos I^{er} de Bourbon au Cameroun



Source : [https://photo by giani Ferrari/cover/getty image.org](https://photo-by-giani-ferrari/cover/getty-image.org) consulté le 06 mars 2023 de 08h30 à 9h00.

Cette photo a été prise lors de l'arrivée du roi d'Espagne Juan Carlos I^{er} de Bourbon à l'aéroport de Yaoundé Nsimalen le 6 décembre 1980. Elle intervient juste quelques heures après son arrivé à l'aéroport international de Douala où il a été accueilli par le Premier ministre Paul Biya⁷⁴. Il était 15h lorsque le Tupolev 151 des forces aériennes d'Espagne a atterri avec à son bord le couple royal et sa suite⁷⁵. Après une brève escale au salon d'honneur du pavillon présidentiel, le Roi Juan Carlos et sa reine Sophia ont quitté Douala pour Yaoundé à bord d'un Boeing présidentiel alors qu'une partie de sa délégation s'envolait par avion des forces aériennes du Cameroun à destination de Yaoundé où le chef de l'Etat et Mme Ahidjo attendait

⁷⁴ « Le couple royal d'Espagne accueilli à Douala par M. Paul Biya », *Cameroon Tribune*, n° 1845 du 6 Décembre 1980, p.4.

⁷⁵ Elle était constituée de :

- S.E. M. Jose Pedro Perez Liorca, Ministre des Affaires Etrangères,
- Madame Perez Liorca
- S.E. Marquis Mondejar, chef de la maison de S. M le Roi,
- S.E. M. Jesus Ezquerra, Ambassadeur d'Espagne au Cameroun,
- Madame Ezquerra,
- Lieutenant Général Joaquin de Valenzuela, chef du cabinet militaire de la maison de S.M le roi
- Général Sabino Fernande Campo, secretaire général à la maison de S.M le roi
- M. Pedro Lopez Aguirrebengoa, directeur général de politique extérieure pour Efrique et Asie continentale
- Colonel Manuel Blanco, chef de sécurité de la maison de S.M le roi
- Lieutenant-Colonel José Mostojo, aide de camp de S.M le roi
- Commandant José Antonio Alcina, aide de camp de S.M le roi. *Ibid.*

le couple royal d'Espagne⁷⁶. La relation entre les deux pays est sereine malgré quelques divergences sporadiques sur le Gibraltar. Les images suivantes donnent plus amples informations sur le déroulé de cette visite de 48h empreinte de convivialité⁷⁷.

Photo 3 : Descente de l'avion



Photo 4 : Tenue des hymnes nationaux



Sources : https://photo_by_giani_Ferrari/cover/getty_image.org consulté le 06 mars 2023 de 08h30 à 9h00.

Ces photos ont été prises quelques minutes après l'arrivée du roi Juan Calos de Bourbon à Yaoundé, la capitale camerounaise. Il a été accueilli cette fois par le Président de la République Unie du Cameroun Ahmadou Ahidjo. Sur la photo n°3, on voit les deux

⁷⁶ La suite du président de la République Unie du Cameroun était constituée de :

- M. Sadou Daoudou, Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique,
- M. Paul Dontsop, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères,
- M. Beb à Don Philémon, Directeur du cabinet civil,
- M. Doumba Joseph Charles, Ministre chargé de missions à la présidence de la république,
- M. Bakoto Salomon, Ambassadeur de la République Unie du Cameroun en Espagne,
- M. Ekeki Samnick, Chargé de Mission à la présidence,
- Colonel Ousmanou Daouda, Chef de cabinet militaire,
- M. Beleoken Jean Baptiste, Directeur du Protocol
- M. Iya Tidjani, Attaché à la présidence
- M. Bateki Samuel, Directeur du commerce au ministère de l'économie et du plan
- M. Mbom Clément, Inspecteur général de pédagogie au Ministère de l'éducation nationale
- M. Ndam Amadou, Directr des Transports
- M. Elleih Elle Etian, Premier conseiller à l'ambassade de la république unie du Cameroun en Espagne
- M. Owona Vincent, Directeur Adjoint de la Division Europe au Ministère des Affaires Etrangères.

⁷⁷ Note d'information sur la visite du roi Juan Carlos au Cameroun, Archive du Ministère des Relations Extérieure du Cameroun, Yaoundé, 1980.

homologues se serrer la main juste après la descente d'avion du monarque espagnole. On observe aussi à droite du monarque le Ministre des Relations Extérieures Jaques Roger Booh Booh qui faisait partie de la délégation camerounaise chargée d'accueillir le roi. Ceci témoigne de l'importance que la partie camerounaise accorde à cette visite sur son sol. L'accueil chaleureuse et enthousiaste des autorités camerounaises vis-à-vis de l'Espagne témoigne également du sentiment d'amitié sincère et profonde que le peuple camerounais nourrit de façon sincère envers le peuple espagnol comme cela est souligné dans le discours d'accueil du Président Ahidjo en ces mots :

Sire,

Nous sommes très heureux de vous souhaiter la bienvenue à votre majesté et à sa gracieuse majesté la reine Sofia, ainsi qu'aux hautes personnalités de la suite royale. L'accueil chaleureux et enthousiaste que vous ont réservé les populations de Douala et Yaoundé, témoigne de façon éloquente des sentiments d'amitiés sincère et profonde que le peuple camerounais nourrit de façon sincère envers le peuple espagnol⁷⁸.

En outre, sur la photo n° 4, les deux dirigeants assistent à l'exécution des hymnes nationaux de leurs différents pays avant de rejoindre la salle d'audience de l'aéroport de Nsimalen pour un bref échange convivial comme l'illustre la photo n° 5 ci-dessous.

Photo 5 : Bref échange conviviale dans la salle d'audience de l'aéroport de Nsimalen



Source : <https://photo by giani Ferrari/cover/getty image.org> consulté le 06 mars 2023 de 08h30 à 9h00.

⁷⁸ Note d'information sur la visite du roi Juan Carlos..., p. 3.

Cette photo a été prise le même jour peu de temps après l'arrivée du monarque espagnol. Un bref entretien lui a été accordé par le président Ahidjo dans la salle V.I.P de l'aéroport de Yaoundé⁷⁹. Ce bref échange convivial est l'occasion pour les deux dirigeants d'échanger quelques civilités et surtout, de prendre le pouls de la visite de deux jours en cours au Cameroun. Par ailleurs, c'est aussi l'occasion pour les épouses des deux dirigeants de faire plus ample connaissance et d'échanger sur des questions d'intérêts communs. D'un côté nous avons la reine Sofia, compagne du monarque espagnole et de l'autre, Germaine Ahidjo, première dame de la République Unie du Cameroun.

Photo 6 : Diner de gala en l'honneur du monarque espagnol le 6 décembre 1980



Source : [https://photo by giani Ferrari/cover/getty image.org](https://photo.by.giani.Ferrari/cover/getty_image.org) consulté le 07 mars 2023 de 08h30 à 9h00.

Le roi espagnol et la reine Sofia sont conviés le soir à un diner de gala que leur offre le couple présidentiel camerounais M. Ahmadou Ahidjo et son épouse Germaine. Ce diner fait suite à une tête à tête d'une trentaine de minute entre les deux autorités au palais présidentiel de Yaoundé⁸⁰. Le lendemain, le roi a visité les rues de la cité capitale accompagné par le couple présidentiel comme l'illustre les images ci-dessous.

⁷⁹ Note d'information sur la visite du roi Juan Carlos..., p. 2.

⁸⁰ *Ibid.*

Après sa visite en terre camerounaise, la relation entre les deux pays s'est vu être renforcée si bien que le couple présidentiel camerounais a effectué un voyage à Madrid à 1982. Toutefois, Il est important de relever que ces documents ont tous la même source.

Photo 7 : Le roi sillonne les rues de Yaoundé le 7 décembre 1980



Source : [https://photo by giani Ferrari/cover/getty image.org](https://photo.by.giani.Ferrari/cover/getty_image.org) consulté le 06 mars 2023 à 08h30.

Cette photo a été prise le lendemain de l'arrivée du roi dans la capitale politique du Cameroun. Elle illustre les deux dirigeants effectuant le tour de la ville de Yaoundé à l'intérieur du véhicule présidentiel se faisant acclamer par la foule venue nombreuse pour saluer les deux autorités.

III- ENCADREMENT JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE

Dans cette partie consacrée au cadre juridique et institutionnel de la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social, notre ambition est d'abord, de dévoiler les textes qui réglementent la coopération entre les deux pays ensuite, nous relèverons les institutions chargées de conduire cette coopération. Enfin, nous parlerons des leviers de la stratégie espagnole en matière de coopération économique et social. Cependant, un petit rappel historique est essentiel ici pour comprendre le processus de mises en place des institutions dans cette monarchie européenne.

L'Espagne qui sort d'une guerre civile sanglante entre 1936 et 1939, passe sous la coupe du général Francisco Franco. Ce dernier revêt le titre du « caudillo » qui signifie « guide par la grâce de Dieu », et établit un gouvernement autoritaire et dictatorial durant 36ans. Si le *Movimiento Nacional* demeure le seul parti autorisé, les technocrates du régime acquis à l'impératif de la modernisation permettent au pays de connaître un fort développement économique. Il s'ensuit une transformation progressive du pays qui devient de plus en plus industrialisé, urbanisé, aux mentalités modernisées. Les institutions nouvelles émergent, et échappent à l'intervention de l'Etat (négociations collectives, grèves, syndicats semi-libre). Ces dernières favorisent l'émergence d'une tradition démocratique. Dès 1969, malade, Franco désigne officiellement devant les cortes espagnols le petit fils du dernier roi d'Espagne, Juan Carlos, comme devant le succéder après sa mort⁸¹. Il se résout à désigner un premier ministre pour l'aider à gouverner. Le *caudillo* meurt le 20 Novembre 1975 et Juan Carlos se voit officiellement intronisé roi le 22 Novembre de la même année⁸².

S'ouvre alors la période de transition démocratique, un cas modèle où une dictature se défait de façon volontaire en une transition pacifique sans cassure institutionnelle ni épuration, associant à chaque étape l'assentiment populaire. Dès son intronisation, Juan Carlos s'attache à établir un contact direct avec le peuple et à conquérir une légitimité internationale en multipliant les voyages au cours duquel il s'engage à faire de l'Espagne une démocratie⁸³. Il nomme le 3 juillet 1976, Adolfo Suarez chef du Gouvernement, ancien ministre secrétaire du parti unique de Franco. Suarez s'entoure de quelques jeunes réformateurs et soumet à la nation les questions relatives à la réforme constitutionnelle et à l'organisation des élections libres avant le 30 juin 1977. Le parti unique sous Franco, le *Movimiento Nacional* s'auto dissout le 1^{er} Avril 1977, permettant la naissance du pluralisme politique et de là, la mise en place des institutions. Cette date inaugure officiellement le début de la coopération en Espagne, ceci dans le cadre

⁸¹ <https://lyceen.clinantes.org/quelques-éléments-chronologiques-et-documents-sur-la-transition-démocratique-espagnole.html>, *Chronologie et documents sur la transition démocratique espagnole*. Consulté le 03 décembre 2023 de 21h00 à 23h40.

⁸² Une page spéciale annonçant la mort de Franco a été éditée le 21 Novembre 1975. Elle est issue d'un journal français et rappelle, par le *Leseri Noir*, la forme d'un fairepart de décès. Le gros du titre « *Franco ha Muerto* » reprend les mots par lequel le dernier Chef du Gouvernement de Franco, Carlos Arias Navarro, avait annoncé au peuple espagnol la mort du vieux caudillo après une longue agonie. Une copie de cette page se trouve aux annexes.

⁸³ <https://enseignant.lumni.fr/video/liste?partenaires=6--INA&search=1%27Espagne&fiche.media=00000007>, album de vacances en Espagne. 1964. consulté le 04 décembre 2023 de 07h50 à 9h06.

d'un Fonds d'aide au Développement (FAD)⁸⁴. Ceci corrobore avec les paroles du président Ahidjo lors de la visite du roi au Cameroun lorsqu'il affirme que :

*Sire,
Nous saluons en votre auguste personne non seulement le digne héritier de la couronne d'Espagne, mais encore et surtout le monarque éclairé qui préside depuis cinq ans avec sagesse et dévotion aux hautes destinées d'un pays désormais résolument tourné vers l'avenir [...] Cette transformation en profondeur de la société espagnole est l'œuvre de la monarchie qu'incarne votre majesté grâce à une conception éclairée du rôle de la fonction de la monarchie à la tête de la nation. Votre majesté a su faire de l'Espagne une nation démocratique dont le dynamisme économique a pu maintenir l'Espagne au 10^e rang parmi les puissances les plus industrialisées du monde.⁸⁵*

Cependant, le royaume entretenait déjà des relations avec la République Unie du Cameroun depuis 1961. La question qui vaut la peine d'être posée est celle de savoir comment était le cadre juridico-institutionnel de la coopération hispano-camerounaise dès sa mise en place jusqu'en 1961 ? En d'autres termes, existait-il des textes et les institutions chargées d'encadrer et de conduire cette coopération ? Qu'est-ce qui pourrait justifier la particularité de cette relation ?

1. Le corpus juridique de la coopération hispano-camerounaise

L'action diplomatique de chacun de ces acteurs dans le domaine économique et social est menée selon les dispositions légales contenues dans les accords généraux qui structurent la colonne vertébrale normative de leur relation. Ces accords, sans base matérielle dans ces débuts, s'apparentent à des ententes mutuelles passés entre les deux Etats tel que stipuler par leurs préambules :

Le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement du royaume d'Espagne, ci-après dénommé les parties contractantes ; désireux de consolider les relations amicales entre les deux pays ; désireux de promouvoir le développement de la coopération et considérant leurs intérêts communs à l'intensification du développement [...] entre les deux pays sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel, sont convenus ce qui suit [...]⁸⁶.

Ainsi, l'on distingue quatre (02) catégories d'accords signés en la matière. D'abord, les accords généraux de coopération économique, industriel et technique pour le développement, qui regroupent deux autres accords notamment : les accords généraux de coopération économique, industriels et technique ; et les Accords de coopération commerciale. Enfin,

⁸⁴ D. Provansal, *Quelques données fragmentaires sur l'anthropologie du développement et de la coopération en Espagne*, Bulletin de l'APAD 3, 1992, mis en ligne le 06 Juillet 2006, consulté le 08 Septembre 2020 à l'adresse <https://journals.Openedition.org/apad/389>, consulté le 11 décembre 2023 de 15h20 à 18h32, p.5.

⁸⁵ Note d'information sur la visite du roi Juan Carlos..., p. 5.

⁸⁶ Préambule de l'Accords Général de coopération économique, industriel et technique entre la République du Cameroun et le Royaume d'Espagne, 1990, p.1.

l'accord général de coopération scientifique et technique qui englobe l'accord général de coopération scientifique, culturel et technique⁸⁷.

a- L'accords général de coopération économique, industriels et technique pour le développement

C'est un accord de quatorze (14) articles entrés en vigueur le 20 Juillet 1970. Elle donne un aperçu global des secteurs dans lesquels les deux pays ont convenu de coopérer tel que stipulé dans son Article 1. Il s'agit entre autre domaines de l'agriculture, pêche et élevage ; le domaine des mines et de l'énergie ; infrastructures de communication et transport, bâtiments, génie civil et urbanisme ; industrie et artisanat ; échange d'information et de résultats scientifiques et techniques, achat de vente et de licence, transfert *know-how*⁸⁸ ... en outre, les deux parties conviennent de « s'entraider » et de « coopérer » dans les questions économiques, techniques et financières pour le développement de leurs Etats respectifs. Ils conviennent par la même occasion de la conclusion de protocoles spéciaux pour certains projets dans le domaine de la coopération économique, et technique et financière pour le développement⁸⁹. Il convient de souligner que ces protocoles définiront les modalités de coopération pour chacun de ces projets décidés conjointement par les deux Etats tel que souligné dans son Article 2. La coopération économique quant à elle tient compte de l'expérience acquise par chacune des parties contractantes tout en prenant gain de cause aux objectifs prioritaires du Cameroun dont la finalité est « l'étude et la mise en œuvre des projets à caractère économique, technique et financier pour le développement d'intérêts »⁹⁰.

Pour l'atteinte des objectifs dudit accord, la partie espagnole envisage, sur la base des projets jugés prioritaires par les deux partenaires de : mettre en branle les initiatives en matière d'études, de recherches et de prospections dont les résultats seront communiqués uniquement au gouvernement de la république du Cameroun ; de fournir gratuitement l'équipement et le matériel nécessaire à la bonne tenue de ces initiatives ; de mettre à disposition le personnel technique nécessaire en tenant compte des besoins du gouvernement de la république ; d'octroyer aux cadres et techniciens camerounais des bourses de formation en Espagne sanctionnés ou non par un diplôme ; d'inciter les ONG espagnoles à accorder de l'aide aux étudiants boursiers camerounais en Espagne ; de créer des centres de formation au niveau local

⁸⁷ Mbesse Akamse, « coopération hispano-camerounaise... », p. 32.

⁸⁸ Article 1 de l'Accord général de coopération économique, industriel et technique entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne, Juillet 1970, p.1.

⁸⁹ Il s'agit de la disposition mis en exergue dans l'Article 2 du même document.

⁹⁰ *Ibid.*, p 2.

dont les modalités seront réglés par les arrangements particuliers avec possibilité de création des entreprises hispano-camerounaises;

En contrepartie, le gouvernement camerounais devra garantir aux ressortissants espagnols en activité sur son territoire, les mêmes privilèges que ceux accordés aux autres pays étrangers sur sol conformément à la réglementation en vigueur, en ce qui concerne notamment le transfert de salaire, de revenus et capitaux rapatriés⁹¹. Par ailleurs, l'Espagne mettra à la disposition des autorités camerounaises des instruments financiers suivants : des dons destinés aux études, à l'assistance technique et à la formation professionnelle, des crédits d'aides destinés à la réalisation des projets prioritaires à caractère économiques et social et en fin, des crédits aux conditions de consensus OCDE destinés aux projets visant l'accroissement de la production camerounaise des biens et des services exportables⁹². En outre, le gouvernement espagnol s'engage à prendre en charge, dans la mesure des fonds affectés, les frais de voyages allé et retour dans le cadre des études hispaniques pour des brèves périodes fixées d'accords parties ainsi que les dépenses locales liées au logement, et en échange, le gouvernement camerounais devra couvrir toutes les dépenses en matière d'alimentation, blanchissage et de téléphone pour les personnels espagnols envoyés en terre camerounaise pour de brèves périodes.

Dans le domaine de l'assistance technique, les conditions d'assistance en experts ou conseillers espagnols envoyés au Cameroun pour de longues périodes feront l'objet d'arrangements particuliers entre les deux gouvernements. Toutefois, le traitement accordé par le gouvernement camerounais, aux experts espagnols devra être identique à ceux accordés aux ressortissants des autres pays étrangers⁹³. Par ailleurs, la coopération économique, technique et financière devra s'exercer par le biais des agents économiques respectifs (institutions publiques, organisations et sociétés privées) des deux pays conformément aux principes arrêtés par les précédents articles. Des facilités devront être accordées pour l'exécution de ces accords conformément aux lois, normes et règlements en vigueur dans les deux pays.

b- L'accord général de coopération culturelle, scientifique et technique

Signé en 1990, cet accord comprend dix (10) Articles et fixe le cadre général de la coopération entre le Cameroun et l'Espagne en matière scientifique et technique. Sa

⁹¹ Accord général de coopération économique, industriel et technique entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne, Juillet 1970, p.2.

⁹² Accord général de coopération économique..., p.2.

⁹³ *Ibid.*

matérialisation se fait à travers notamment, les échanges d'informations et de documents scientifiques et techniques, les échanges d'hommes de science, d'experts et de techniciens, pour réaliser des services de consultation et de conseils dans la préparation d'études et d'installation des programmes et projets de coopération. En outre, elle octroie des bourses d'études et de recherches, l'installation pratique dans les domaines scientifiques et techniques, la fourniture des équipements et de matériels de fabrication espagnols⁹⁴.

Par cet accord, les deux (02) parties s'engagent à accorder des facilités aux instructions et aux personnels chargés de la mise en œuvre des projets de développement entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne. Ce dernier s'engage à assister le gouvernement camerounais à travers l'envoi du personnel technique et du matériel d'équipement⁹⁵. En outre, il se porte garant de la formation de certains cadres camerounais en octroyant des bourses d'études et de recherches aux ressortissants camerounais, ainsi que l'étude et le financement de certains projets jugés prioritaires par les parties contractantes. En contrepartie, le gouvernement camerounais s'engage à mettre tout en œuvre pour faciliter le travail de la partie espagnole dans la réalisation de sa mission. Par ailleurs, des commissions mixtes pourront se mettre en place en temps besoin pour discuter des sujets d'intérêts commun aux deux pays. L'objectif à terme est d'examiner tous les problèmes liés à la coopération existante entre les deux pays. Il est important de relever qu'une grande commission mixte s'est réunie à Madrid en Septembre 1990 au lendemain de la signature de cet accord lors de la visite du MINAE camerounais Jean Marie Happy Tchankou. Le but visé par ces accords est de renforcer les liens d'amitié et de contribuer au développement réciproque des deux partenaires⁹⁶.

2. Le cadre institutionnel de la coopération hispano-camerounaise

La coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social, en tant que dimension de la politique nationale extérieure de l'Etat se déploie à travers des actions menées conjointement par une constellation d'acteurs. Ceux-ci émanent à la fois de la sphère publique ou gouvernementale et même de la société civile. Ils interviennent à plusieurs niveaux et influencent l'action des deux (02) partenaires de diverses manières. Toutefois, étant en présence de deux (02) Etats au dispositif institutionnel différent, une étude au cas par cas semble être l'approche la mieux indiquée pour notre travail. Nous présenterons d'abord, les institutions

⁹⁴ L'Accord Général de Coopération Scientifique et Technique, Mars 1990.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

camerounaises qui interviennent dans le cadre de cette coopération et en fin, les institutions espagnoles intervenant dans la matière.

a- Les acteurs étatiques et non-étatiques camerounais dans la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique et social

Les acteurs étatiques se rapportent aux « acteurs décisionnels ». Autrement dit, ceux qui jouent un rôle déterminant dans l'initiative, la conduite et le suivi des projets mis en œuvre dans le cadre de cette coopération. Au Cameroun, ces acteurs peuvent être divisés en deux catégories : les acteurs de premier plan notamment Président de la République, le Ministère des Relations Extérieures (MINREX) et les acteurs de second plan qui regroupent les ministères d'attaches⁹⁷. Les deux premiers jouent un rôle déterminant dans l'élaboration et la mise en œuvre tel qu'édicté par la norme suprême au Cameroun à savoir la Constitution du 18 Janvier 1996, en vigueur dans le pays. Cette loi fait de la politique extérieure le domaine réservé du chef de l'État, et du MINREX l'instrument de mise en œuvre de cette politique préalablement défini par le Chef de l'État⁹⁸.

Le Chef de l'État, compte-tenu de sa position au sommet de tous les organes constitutionnels, joue un rôle de premier plan dans la définition et la mise en œuvre de la diplomatie du Cameroun. Cette prééminence du chef de l'exécutif tire ses fondements du réalisme politique incarné par le présidentielisme « autoritaire » ou « fermé » développé dans le pays. En effet, ce régime, calqué sur le modèle français, se caractérise par une hypertrophie des prérogatives constitutionnelles de l'exécutif au détriment du législatif et du judiciaire. Ce qui consacre au Chef de l'État « un véritable privilège de souverain dans le domaine du pouvoir fédératif, et plus précisément dans les domaines tels que : la politique étrangère, la défense et la sécurité nationale. L'analyse de la constitution du Cameroun, met en évidence ces privilèges, qui font de lui « le siège de tous les pouvoirs » et le centre de coordination des activités des autres acteurs institutionnels⁹⁹. Au terme de la constitution du 18 janvier 1996, le législateur camerounais les a résumés en ces termes :

(1) Le Président de la République est le Chef de l'État. (2) Elu de la nation toute entière, il incarne l'unité nationale ; il définit la politique de la nation ; il veille au respect de la Constitution ; il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ; il est le garant de l'indépendance nationale, de

⁹⁷ R. Tayimlong Afuh, « *The embassy of Cameroon Madrid and the execution of the road map of the ministry of external relations for the first semester of 2012* », Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, Université de Yaoundé II, 2012, p. 20.

⁹⁸ Mouelle Kombi, *La politique étrangère...*, p.15.

⁹⁹ M. Kamto, *Pouvoir et droit en Afrique noire*, Paris, LGDJ, 1987, p.280.

l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'État, du respect des traités et accords internationaux¹⁰⁰ ;

Outre ces prérogatives, le chef d'État camerounais jouit d'un pouvoir discrétionnaire lui permettant de nommer et de révoquer aux fonctions civiles en charge de la coopération, d'accréditer les membres du corps diplomatique à l'étranger et de recevoir les diplomates accrédités auprès d'eux¹⁰¹. Cette constitution fait aussi de lui, le représentant de « l'État dans tous les actes de la vie publique »¹⁰². Tous ces pouvoirs lui permettent ainsi d'avoir une mainmise dans toutes les instances de décision et par conséquent une position idéale dans la gestion des affaires internationales (coopération), relevant de son « domaine réservé ».

En outre, « Toutes les affaires officielles traitées avec l'État accréditaire, confiées à la mission par l'État accréditant, doivent être traitées avec le Ministère des Affaires Étrangères de l'État accréditaire ou par son intermédiaire, ou avec tel autre ministère dont il aura été convenu »¹⁰³. Une analyse de cette disposition de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques met en exergue l'implication d'autres administrations publiques, en particulier le Ministère des Relations Extérieures et les Ministères sectoriels ou techniques, dans la gestion des affaires internationales du Cameroun. Le MINREX se positionne au deuxième rang dans la hiérarchie des institutions en charge des questions internationales au Cameroun. Il a pour mission « d'assurer la mise en œuvre de la politique des relations extérieures arrêtée par le Président de la République »¹⁰⁴. À ce titre, il est chargé :

Des relations, avec les États Étrangers, les Organisations Internationales et les autres sujets de la Communauté Internationale ; du suivi de la coopération en relation avec les Départements Ministériels et les Administrations concernées sous réserve des dispositions prévues par des textes particuliers ; [...] il rassemble et diffuse auprès des Départements Ministériels et des Missions diplomatiques du Cameroun des informations relatives aux États étrangers et aux Organisations Internationales qui pourraient faciliter l'action des Services Publics¹⁰⁵.

L'accomplissement de ces missions dans le cadre de la coopération économique et sociale se fait à partir de trois principales actions : la représentation, la négociation et la signature des accords. Pour ce faire, le MINREX s'est doté d'un organigramme conséquent, intégrant l'ensemble des axes d'orientation de la politique étrangère du Cameroun. Ainsi, plusieurs directions de ce ministère sont en action au quotidien. Les plus importantes parmi elles sont :

¹⁰⁰ Titre II, article 5 de la loi n°96/06/ du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972

¹⁰¹ Titre II, articles 8, alinéa 4 et 10 de la loi n°96/06/ du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02

¹⁰² *Ibid.*, alinéa 1.

¹⁰³ Article 41 (2) de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961.

¹⁰⁴ Article 2, alinéa 1er du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures.

¹⁰⁵ *Ibid.*, article 2, alinéas 2 à 5

les Directions des Affaires d'Europe, des Nations Unies et de la Coopération Décentralisée, des Affaires d'Afrique, des Affaires d'Amérique et des Caraïbes, des Affaires d'Asie et des Relations avec l'Organisation de la Coopération Islamique, et des Affaires Juridiques et des Engagements Internationaux de l'État. L'action du MINREX en matière de coopération est aussi soutenue par ses services déconcentrés (missions diplomatiques). Ceci conformément à trois de leurs fonctions telles que définies par la convention de Vienne de 1961 « Représenter l'État accréditant auprès de l'État accréditaire ; négocier avec le gouvernement de l'État accréditaire ; promouvoir des relations amicales et développer les relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'État accréditant et l'État accréditaire »¹⁰⁶.

Le caractère sectoriel des questions économiques et sociales fait intervenir plusieurs autres administrations publiques dans le cadre de cette coopération. Il s'agit des ministères de l'Eau et de l'Énergie (MINEE)¹⁰⁷, de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique (MINIMIDT)¹⁰⁸, de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), et celui de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), des Finances (MINFI), de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), des Petites et Moyenne Entreprises (MINMESA), de la Décentralisation et du Développement local (MINDEVEL), de l'Enseignement Supérieur (MINSUP), du Tourisme et Loisirs (MINTOUL), des Affaires Sociales (MINAS). L'action internationale de ces différentes institutions sectorielles est accompagnée par des structures infra-étatiques.

Les « collectivités infra-étatiques » désignent l'ensemble :

Des composantes territoriales de l'État disposant, en droit interne, de la personnalité morale de droit public et, ce faisant, du droit et de la capacité effective de régler et de gérer une part importante des affaires publiques sous sa propre responsabilité et au profit de sa population. Ces prérogatives trouvent alors à s'exercer via des organes élus ou, plus rarement, par la participation directe de la population ¹⁰⁹.

¹⁰⁶ Article 3, alinéa 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, de 1961

¹⁰⁷ Le MINEE est chargé de l'amélioration quantitative et qualitative de la production d'eau et d'énergie ; de la régulation de l'utilisation de l'eau dans les activités agricoles, industrielles et sanitaires en liaison avec les Administrations concernées ; ainsi que du suivi de la gestion des bassins d'eau. Cf. Article 12, alinéa 1er, de la décision ministérielle n°0009/MINEP/CAB du 16 janvier 2006.

¹⁰⁸ Le MINIMIDT est chargé de la gestion des ressources naturelles minières et gazières ; de la transformation locale des produits miniers, agricoles et forestiers en relation avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, du Ministère des Forêts et de la Faune et des autres Administrations concernées. Cf. Article 26 du décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement

¹⁰⁹ R. Colavitti. Romelien, « III. Le statut des collectivités infra-étatiques européennes. Entre organe et sujet », *Annuaire des Collectivités Locales*, n°34, 2014, p.663.

Cette catégorie d'acteurs est composée des Organisations Non Gouvernementales (ONG), universités, entreprises et associations notamment le Groupement inter-Patronal du Cameroun (GICAM), Centre des Handicapés d'Etoug-ébé, du PROMHANDICAM de Mimboman, de la Société d'actions prioritaires intégrées de développement agricole au Cameroun (SAPIDACAM), l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), l'Université Catholique d'Afrique Centrale (ACATHO), le Centre des Filles et Femmes Actives pour l'Amélioration des conditions socio-économiques et culturelles désert-femme et désert-fille (CEFAP), les lycées Leclerc de Yaoundé, de Nkolndondo, la polyclinique Saint Christophe de Mvog-Ada, l'Association des Camerounais en Espagne (ACES), le Cercle de Réflexion et de Sensibilisation des Camerounais (CRESEC), l'Association Anglo-Bami de Catalogne, l'Association ADNA-Bassa de Barcelone, l'Association des Camerounais d'Aragon, l'Association des Camerounais de Séville, l'Association des Camerounais de Cantabria, l'Association des Camerounais de Girona, l'Association de la communauté camerounaise des Iles Baléares, l'Association des Camerounais de Valence.

b- Les acteurs espagnols de la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social

La coopération hispano-camerounaise est principalement du ressort de l'Ambassade d'Espagne au Cameroun. Cette disposition est instituée à l'internationale par la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques¹¹⁰ qui codifie la pratique des relations entre les Etats. Selon cette disposition, une mission diplomatique a pour fonction de :

(a) représenter l'Etat accréditant auprès de l'Etat accréditaire ; (b) protéger dans l'Etat accréditaire des intérêts de l'Etat accréditant et de ses ressortissants dans les limites admises par le droit international ; (c) négocier avec le gouvernement de l'Etat accréditaire ; (d) s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution des événements dans l'Etat accréditaire et faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'Etat accréditant ; (e) promouvoir des relations amicales et développer les relations économiques, culturelles et scientifique entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire¹¹¹.

Selon cette considération, l'ambassade d'Espagne au Cameroun a pour fonction de protéger les intérêts espagnols, ainsi que celle des ressortissants et entreprises dans la république camerounaise ; informer le gouvernement espagnol sur l'évolution de la politique camerounaise au niveau intérieur et extérieur ; stimuler les relations amicales entre les deux pays et développer les relations économiques, culturelles et scientifiques ; promouvoir l'image de l'Espagne.

¹¹⁰ Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques, Vienne, 1961.

¹¹¹ Article 3 de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques, Vienne, 1961, p.3.

L'ambassadeur d'Espagne au Cameroun est le plus haut représentant de l'Espagne dans la république du Cameroun. Nommé par le conseil de Ministres, il dirige les travaux de tous les bureaux qui dépendent de l'ambassade. Par ailleurs, il informe le gouvernement sur l'évolution des événements dans le pays auprès desquels il est accrédité, il négocie au nom de l'Espagne, peut signer et ratifier les conventions, observe le développement des relations bilatérales dans tous les domaines et s'assure de la protection des intérêts espagnols et de ses compatriotes au Cameroun¹¹². Dans sa mission, il est accompagné par les acteurs étatiques et non étatiques de son pays.

Au nombre des acteurs étatiques figure en bonne place le du Ministère espagnol des Affaires Etrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération¹¹³ sous la direction de M. José Manuel Albares Bueno. Il est assisté de la Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et Globales (SEAEG), Mme Angeles Moreno Bau ; d'un Secrétaire d'Etat à l'Union Européenne (SEUE), Pascual Ignacio Navarro Rios, et d'un Secrétaire d'Etat la Coopération Internationale (SECI), Pilar Cancela Rodriguez. Il est important de relever que ces acteurs sont ceux qui nous intéressent dans le cadre de la coopération hispano-camerounaise. En outre, on note aussi l'implication des ministères sectoriels notamment le Ministère espagnol de l'Enseignement Supérieur (MEES) ; de l'Inclusion, Sécurité Sociale et des Migrations (MEISSM) ; de la Science et de l'Innovation (MESI) ; de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (MEAPA) ; des Finances et de la Fonction Publique (MEFF) ; du Commerce et du Tourisme (MECT).

L'action internationale de ces différentes institutions sectorielles est accompagnée par des structures infra-étatiques au nombre desquels figure en première place l'Agence Espagnole de coopération Internationale au Développement (AECID), organisme créé pour assurer la promotion, la gestion et l'exécution des politiques de coopération au développement mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté et progresser vers le développement durable¹¹⁴. L'intervention de l'AECID est complétée par celle du Fonds d'Aide au Développement (FAD), ainsi que par l'action des entreprises et ONGD espagnoles à savoir : Medicus Mundi ; ACCIONA, une multinationale spécialisée dans la gestion des infrastructures, les énergies

¹¹² <https://www.exteriores.gob.es/cm/politicaExterior/Paginas/EIEspanolEnEIMundo.aspx> consulté le 16 décembre 2023 de 16h34 à 18h15.

¹¹³ Cette appellation date de 2018 à l'effet de mettre un accent particulier sur la vocation européiste de l'Espagne et sur l'importance essentielle que la politique étrangère espagnole attache, par l'intermédiaire du ministère en charge, à l'Union européenne.

¹¹⁴ *Ministerio de Asuntos Exteriores, Union Europa y Cooperacion*, p.2.

renouvelables et des services dans le domaine de l'eau ; le groupe espagnol ELEC NOR-COBRA ; la *Banco Exterior de Espana S.A.* ; la société Dragados ; la Fondation ONCE ; la société espagnole CENTUNION ; la société espagnole EXPANSION EXTERIOR ; Le Centre Culturel Espagnol (Institut *CERVANTES*) ouvert en 1990 à Yaoundé ; l'ONG espagnole « *Solidarios para el Desarrollo* » ; l'entreprise espagnole TOMSA DESTIL (spécialisée dans la transformation agro-industrielle) ; l'entreprise espagnole INCATEMA Consulting & Engineering. Tout ce dispositif institutionnel est adossé sur des leviers mis en place par le gouvernement espagnol.

3. Les leviers de la stratégie espagnole en matière de coopération économique et de coopération sociale

Il faut voir dans ces leviers de la stratégie espagnole, une volonté d'harmonisation de sa coopération internationale sur les plans économique et social. En effet, au lendemain de son entrée dans l'Union Européenne en 1986, précédemment Communauté économique Européenne (CEE), un processus d'homogénéité de sa politique étrangère voit le jour. Une planification stratégique de la coopération espagnole se met en place et s'articule autour de différents instruments, dont le Plan directeur élaboré par le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, avec le concours de diverses institutions du système espagnol de coopération au développement durable.

a- Le Plan directeur de la coopération espagnole

Le Plan directeur de la coopération espagnole pour la période 2018-2021, actuellement en vigueur, est le cinquième du genre depuis le lancement des plans en 2001, conformément au mandat établi dans la loi 23/1998 sur la coopération internationale au développement. Adopté le 23 mars 2018, ce document définit les objectifs et les priorités qui doivent guider l'action de la coopération espagnole au cours de cette période. Le Plan directeur est le principal document de planification sur lequel s'appuient les interventions de la coopération espagnole extérieure au développement¹¹⁵. Le V^e Plan directeur fixe les lignes directrices sur lesquelles tous les acteurs du système espagnol de coopération doivent fonder leur action, notamment les organismes de l'administration publique, tels que l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), les régions et les collectivités locales, les

¹¹⁵<https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20planificacion%20strat%C3%A9gique,espagnole%20entend%20poursuivre.> consulté le 16 décembre 2023 de 18h34 à 21h50.

organisations non gouvernementales (ONG), les syndicats, les entreprises et les universités. En outre, le plan définit quatre grands objectifs, étroitement interdépendants, qui correspondent à quatre des cinq dimensions de l'Agenda 2030 : les personnes, la planète, la prospérité et la paix. Au vu de la complexité et de la multiplicité des acteurs qui composent le système de coopération en Espagne, ce Plan directeur offre une souplesse de gestion afin de répondre aux défis posés par les ODD¹¹⁶. La coopération espagnole a adopté les 16 premiers ODD comme objectifs stratégiques. En outre, du fait de son avantage comparatif dans certains domaines, elle donne la priorité à plusieurs cibles associées aux ODD pour en faire des objectifs spécifiques, en particulier 29 des 169 cibles des ODD qui composent l'Agenda, qui se déclinent en différentes lignes d'action que la coopération espagnole entend poursuivre.

En ce qui concerne les priorités géographiques, le V^e Plan directeur se concentre principalement sur l'Amérique latine, le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il définit en outre trois catégories de pays partenaires, en fonction de leur niveau de développement, pour déterminer le type de coopération à mettre en œuvre selon leurs spécificités : on distingue ainsi, les pays de partenariat moins avancés, les pays de partenariat à revenu intermédiaire et les pays de coopération avancée. Il convient également de noter l'adoption, en juillet 2020, de la stratégie pour la réponse conjointe de la coopération espagnole à la crise du COVID-19, afin de faire face à la crise multidimensionnelle causée par la pandémie et de pouvoir parvenir à une reprise transformatrice. L'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), organisme rattaché au ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, par le biais du secrétariat d'État à la Coopération internationale, est le principal organe chargé de la promotion, de la gestion et de l'exécution des politiques publiques de la coopération espagnole au développement durable. L'AECID compte 48 unités de coopération extérieure (UCE) réparties en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie. Sur ces 48 unités, 31 sont des bureaux techniques de coopération, 13 des centres culturels et 4 des centres de formation, ces derniers étant situés en Bolivie, en Colombie, au Guatemala et en Uruguay¹¹⁷.

¹¹⁶ <https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#> .

¹¹⁷ <https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20planificacion%20strat%C3%A9gique.espagnoles%20entend%20poursuivre>. consulté le 15 décembre 2023 à 16h34.

b- La politique espagnole de coopération internationale au développement

Elle traduit dans les politiques publiques, l'engagement des citoyens espagnols à l'égard des pays et des populations qui souffrent le plus de l'inégalité et de la pauvreté dans leurs multiples dimensions. La coopération espagnole contribue à un nouveau contrat social mondial pour un développement durable et équitable qui s'insère dans le cadre de l'Agenda 2030 et dans lequel personne ne saurait être laissé pour compte¹¹⁸. Depuis l'approbation de la loi 23/1998 sur la coopération internationale au développement, le cadre politique et juridique a connu des changements significatifs avec, en particulier, l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000, la Déclaration de Paris (2005), les forums de haut niveau d'Accra (2008) et de Busan (2011) et l'articulation du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement puis, plus récemment, l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de l'Accord de Paris sur le changement climatique, du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, ou encore l'approbation en 2017 du Consensus européen pour le développement.

Dans ce contexte, l'avant-projet de loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale, approuvé en janvier 2022, adopte la politique espagnole de coopération au développement aux engagements de l'Agenda 2030 et aux paramètres en vigueur à l'échelle mondiale. Ce texte promeut notamment une intégration accrue dans la politique et le système de coopération de l'Union européenne et une gestion efficace et intégrale de l'aide publique au développement, par la mise en place d'une structure plus robuste et d'une action plus coordonnée, plus stratégique et plus efficace de tous les acteurs de la coopération¹¹⁹.

Il ressort de cette analyse que la coopération hispano-camerounaise n'est pas récente. Elle remonte bien avant les indépendances avec les contacts effectués lors des grandes expéditions coloniales. La conséquence directe de ces contacts est le nom « Cameroun » issu de la dénomination « rio dos camaroes » de l'explorateur portugais Fernando Poo. De plus, les arrivées tardives des explorateurs espagnols Ossorio et Eradier pour s'emparer du Cameroun, l'un des vestiges laissé en divers points par le passage portugais témoigne à suffire des prémisses de cette relation. Il faut attendre les indépendances pour que celle-ci se formalise et se concrétise. Les raisons assignées à ce rapprochement sont diverses. Sur le plan politico-

¹¹⁸<https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20politique%20espagnole,de%20la%20coop%C3%A9ration.%C2%A0> consulté le 17 décembre 2023 de 16h50 à 19h23.

¹¹⁹<https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20politique%20espagnole,de%20la%20coop%C3%A9ration.%C2%A0>. Consulté le 18 décembre 2023 de 15h20 à 18h40.

stratégique, la question de la Guinée Équatoriale semble avoir été le mobile principal de la coopération hispano-camerounaise. Sur le plan diplomatique, les deux États souhaitent s'ouvrir sur la scène internationale, avoir plus de visibilité et collaborer aux côtés des autres nations du monde. Sur le plan économique, le désir d'améliorer substantiellement les conditions de vie de leurs populations est au cœur de ce rapprochement. Le tout, couronné par un corpus juridique et un dispositif institutionnel pour l'encadrer. Au niveau du Cameroun, on relève les implications du Président de la République, du Ministère des Relations Extérieures et autres acteurs notamment, le GICAM. Du côté espagnol, c'est l'ambassade espagnole à Yaoundé, le Ministère des Affaires Etrangères et surtout son agence internationale de coopération au développement (AECID).

CHAPITRE II :
COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS
LE DOMAINE ÉCONOMIQUE

LE DOMAINE ÉCONOMIQUE
COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS

L'objectif visé par les deux Etats dès la mise sur pieds de leur coopération le 10 novembre 1961, est de parvenir au développement de leur pays respectif, un besoin inhérent qui ne laisse aucun Etat indifférent¹. Cependant, il faut relever que le Cameroun ne figure pas encore dans la « shortlist » des pays prioritaires avec lesquels coopèrent le gouvernement espagnol en Afrique et dans le monde². Le dynamisme observé dans la conduite de leurs projets économiques communs ne fait aucunement illusion sur la primauté que le royaume accorde au monde latino-américain ou alors, à ses ex-colonies d'Afrique³. A dire que cette coopération paraît très peu prioritaire compte tenu des objectifs fixés dès sa mise en place et surtout, du fait des intérêts recherchés par les deux acteurs sur la scène internationale. Toutefois, le Cameroun et l'Espagne entretiennent une relation solide qui couvre les secteurs aussi variés que ceux du commerce, de la finance, de l'agriculture, de l'industrie, et du partage des connaissances sur le plan technique. Dans cette perspective, il paraît primordial de comprendre quels sont les dynamiques évolutives de cette coopération et quel est son mode de fonctionnement ? Quels sont les initiatives mises en œuvre et pour quels résultats soixante années après ? Pour le faire, il est indispensable d'éclairer le contenu de cette coopération en mettant en lumière les orientations données dans le cadre des différents accords de coopérations signés entre les deux partenaires notamment dans le cadre de sa coopération commerciale, financière et technique, d'exposer les différents produits échangés tout en tenant compte des mutations socio-politiques et économiques ayant cours de 1961 à nos jours.

I- COOPÉRATION COMMERCIALE ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LE CAMEROUN

La coopération commerciale entre le royaume d'Espagne et le Cameroun tourne autour du commerce et des échanges de missions. Cependant, il est important de souligner que le développement économique entre les deux acteurs est peu substantiel dès 1961. Cette situation trouve son explication dans les choix politiques effectués par le gouvernement espagnol qui oriente ses efforts d'aide et d'assistance vers les pays d'Amérique latine et vers les territoires hispanophones du continent africain⁴. De plus, elle pourrait être due au monopole économique et commercial qu'avaient les partenaires classiques du Cameroun, notamment la France dans la

¹ Rapport des études des besoins de développement propre aux petits Etats membres et de la façon dont le système des Nations Unies pour le développement répond à ces besoins, Genève, août 1993.

² MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, UNION EUROPEA Y COOPERATION III^e Plan Afrique, l'Espagne et l'Afrique : défi et opportunités, Mars 2019, p 22.

³ De La Rue, *l'Espagne et sa politique...*, p 13.

⁴ Note d'information sur l'état des relations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne, Ministère des Relations Extérieures, Yaoundé le 10 Avril 1967.

conduite des relations extérieures du jeune Etat nouvellement indépendant. Aussi, les relations entre l'Espagne et le Cameroun se sont exclusivement réduites dans leurs premiers jours à des échanges de mission.

1. Les échanges de mission

Les échanges de mission ont rythmé la relation hispano-camerounaise dès sa sortie des langages jusqu'en 2021. Ces échanges peuvent se subdiviser en deux grandes catégories : les missions économiques et les échanges de bons procédés.

a- Les missions économiques

Les missions économiques sont ce qui a chauffé la machine des relations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne. On a pu observer, dès les premières années de cette coopération, un engouement caractérisé par des voyages effectués de part et d'autre des territoires concernés, et des correspondances diplomatiques adressées aussi bien du côté camerounais que du côté espagnol. Le ton de ce ballet diplomatique a été donné par la partie espagnole qui, dès 1963, a invité le Ministre camerounais de l'Economie à se rendre en Espagne pour une mission de travail. Les premiers entretiens qui ont découlé de cette rencontre ont abouti à l'ouverture des négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération commerciale entre les deux pays. Cet accord, signé en 1964 permettait d'avoir un aperçu des produits commerciaux échangés entre les deux partenaires.

En outre, dans la même mouvance, le Ministre espagnol du Commerce Extérieur s'est rendu à Yaoundé en Février 1964 pour une prise de contact avec le département ministériel concerné⁵. Deux années plus tard, c'est-à-dire, de mars à avril 1966, d'autres personnalités camerounaises ont été conviées à prendre part à la foire de Las Palmas et au congrès hispano-africain de Santa-Cruz pour approfondir les échanges menés les années antérieures par les autorités camerounaises et espagnoles en charge de la coopération⁶. Cependant, cet accord commercial négocié, ne donne lieu à aucune augmentation sensible du volume des échanges alors que les importations camerounaises en provenance de l'Espagne se développent rapidement. On assiste en revanche à une stagnation des importations espagnols en provenance du Cameroun, comme l'indique le tableau des échanges commerciaux ci-dessous⁷.

⁵ Note N° 130/DIPL/1B.-CA-B du 10 Avril 1967.

⁶ *Ibid.*

⁷ Note sur les relations entre le Cameroun et l'Espagne reçu le 1 Mai 1967 et enregistrée sous le N° 893 du 10 Avril 1967, p.2.

Tableau 1 : ECHANGES COMMERCIAUX HISPANO-CAMEROUNAIS de 1961-1966
(1pesetas est équivaut approximativement à 4 Fr CFA)

ANNEES	1964	1965	1966 (de Janvier à juin)
Importations espagnoles au Cameroun	97. 211.555 pesetas	212. 168. 951 pesetas	112. 584. 543 pesetas
Exportations espagnoles au Cameroun	24. 531. 927 pesetas	27. 379. 928 pesetas	11. 086. 660 pesetas
Déficit contre l'Espagne	72. 879. 828 pesetas	184. 729. 023 pesetas	101. 497. 883 pesetas

Source : MINREX, Note N° 129/CAB/DIPL /SG du 10 Avril 1967.

Le tableau ci-dessus montre les échanges commerciaux entre l'Espagne et le Cameroun de 1961 à 1966. Les données sont présentées en pesetas, la monnaie espagnole de l'époque. On peut observer que les importations espagnoles au Cameroun sont beaucoup plus importantes que les exportations espagnoles du Cameroun. En effet, le déficit commercial de l'Espagne est significatif, comme on le voit dans la dernière ligne du tableau. Les données suggèrent que le Cameroun a certainement plus besoin des produits espagnols que l'Espagne en a besoin des siens. Ce qui de fait, souligne un déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays, signe d'une dépendance camerounaise vis-à-vis des produits espagnols et d'une volonté plus active du Cameroun à coopérer.

Par ailleurs, ceci pourrait s'expliquer par la situation sociopolitique délétère en Espagne lié à l'affaiblissement du pouvoir de Franco et l'intérêt que le pays a toujours accordé à ses anciennes possessions d'Amérique latine et d'Afrique. Ces multiples invitations aux personnalités, il faut le souligner, avaient pour but de populariser l'Espagne à l'internationale et de créer une atmosphère sympathique devant une communauté internationale réticente face au pouvoir du général Franco. L'une des manifestations de cette démarche diplomatique est les

échanges de bons procédés effectués entre les deux Etats à partir de 1962⁸. On pourrait également expliquer cette situation par la faiblesse économique espagnole qui vit sous perfusion du FMI. Ceci permet de voir que l'application de cette stratégie convenait aussi bien au royaume d'Espagne qu'à l'Etat camerounais.

En outre, ce tableau traduit clairement le déséquilibre dans les échanges commerciaux au détriment de l'Espagne lors des cinq (05) premières années de l'établissement des relations diplomatiques entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne. Il faut le souligner, la situation économique et sociopolitique dans les deux Etats est totalement différente. Le Cameroun durant cette période connaît une prospérité économique, à la différence du royaume d'Espagne qui mène une politique économique d'austérité⁹. Les échanges entre les deux pays sont restés constants même les années suivantes et de nombreuses initiatives en vue de booster la relation de coopération ont été mises en branle. Dans cette optique, une mission économique espagnole s'est rendue au Cameroun en 1966 en vue d'étudier les possibilités de contribuer au développement économique du pays¹⁰. A la suite de ces discussions, l'entreprise espagnole Tecniberia a proposé sa participation à certains projets inscrits au plan de développement du Cameroun dont l'aménagement du port de Victoria et de Douala, l'étude d'aménagement et développement agro-industriel du MBO, le projet de développement industriel de la pêche et l'étude d'extension des aéroports de Yaoundé et de For-fourreau¹¹. A travers l'inscription de ces projets dans la conduite de leur coopération, les missions économiques ont servi de point de départ pour la relation diplomatique entre l'Espagne et le Cameroun. Il se pose dès lors le souci de concrétiser leur relation par des actions concrètes. Cette volonté manifeste d'apporter plus de vigueur au contenu leur relation a conduit à l'introduction d'une nouvelle phase d'échanges à savoir les missions d'expert. Par ailleurs, cette faiblesse observée les premières années de leur coopération n'a pas véritablement changé la décennie suivante. Les échanges entre les deux pays paraissent toujours aussi faibles et aucune initiative ambitieuse n'a guère

⁸ En 1964, le Gouvernement espagnol a accordé son soutien à la candidature camerounaise à l'OMS et en 1966, le Cameroun appuyait la candidature espagnole un poste de juge de la Cour Internationale de Justice.

⁹ La croissance du Cameroun est en nette augmentation au cours des vingt premières années qui ont succédé son accession à l'indépendance. On distingue ainsi trois périodes à savoir : de 1965 à 1977, le pays croît à un rythme moyen d'environ 4%, permettant une lente amélioration du PIB par tête. De 1977 à 1981, la croissance s'accélère et dépasse 13% en moyenne, avec un maximum de 15% en 1980. Cette envolée correspond à la découverte du pétrole et à sa mise en valeur. De 1982 à 1985, la croissance se maintient à un rythme soutenu (autour de 8%), bien que sensiblement inférieur aux taux enregistrés au cours des années fastes, après un ralentissement marqué en 1982.

¹⁰ MINREX, Note sur les relations entre le Cameroun et l'Espagne N° 130/DIPL/1B-CAB, du

¹¹ *Ibid.*

été envisagée comme le souligne le tableau ci-dessous. Ce tableau retrace le bilan du commerce effectué entre les deux pays durant les années 1975 à 1979.

Tableau 2 : Bilan du commerce entre le Cameroun et l'Espagne (1975-1979) ; valeur en Millions de Fcfa

Année	Exportations du Cameroun	Importation du Cameroun	Solde
1975	3 849, 746	1 333, 634	2 518, 112
1976	4 720, 011	1 082, 833	2 917, 777
1977	3 242, 812	3 411, 205	-168, 393
1978	3 409, 317	3 552, 632	-143,329
1979	13 594, 350	5815, 500	7815, 500
TOTAL	28 816, 236	15 183, 2014	13 623, 032

Source : *Statistical abstract* IFS, 1980.

A travers ce tableau l'on peut observer que les relations économiques restent déséquilibrées en la faveur du Cameroun. Malgré cet excédent relatif dont bénéficie l'Afrique en miniature, on peut voir une stagnation des échanges commerciaux entre les deux pays, au moins jusqu'en 1978. Les autorités sont toutefois disposées à relancer le commerce en encourageant les importateurs camerounais par le biais des « crédits fournisseurs » d'autant plus que Madrid souhaite faire de son Ambassade à Yaoundé une mission diplomatique pilote en Afrique centrale, chargée d'appliquer une coopération qui serait un modèle de la nouvelle politique de coopération avec l'Afrique subsaharienne que le gouvernement espagnol a décidé de mettre sur pied¹².

Dans cette perspective, l'accord commercial de février 1964 a été revisité dans ses annexes (liste des produits) au même moment où se mettait en branle l'Accord Général de Coopération Scientifique et Technique paraphé le 20 Mars 1981 au lendemain de la visite du roi Juan Carlos. Dès ce moment, d'autres missions ont été effectuées au Cameroun en vue de dynamiser la coopération entre les deux partenaires. Il faut relever que cette volonté de dynamisation de la coopération hispano-camerounaise fait suite à la création du Secrétariat d'Etat pour la coopération et pour l'Amérique latine (*Secretaria de Estado para la cooperacion*

¹² Note N° 2116 L/DGTOUR/DP du 27 Juin 1983.

y para Iberoamericano – SECIPI)¹³. Cette délimitation régionale s'explique par les liens séculaires qui lient l'Espagne à ses anciennes colonies, mais aussi par des relations politiques internes : les fondements de la légitimité du nouvel état des autonomies et en son sein, la délimitation stricte du statut particulier des communautés dites historiques à savoir la Catalogne et le Pays Basque¹⁴. De plus, ce moment marque le début officiel de la coopération en Espagne avec la mise en place d'un Fonds d'Aide au Développement (FAD). Dans cette perspective, une délégation espagnole conduite par monsieur José Luis Pardos, alors Sous-Directeur Général de la coopération a séjourné à Yaoundé et a effectué de nombreux entretiens avec des responsables camerounais en vue d'identifier un certain nombre de secteurs prioritaires où pourraient s'intensifier la coopération hispano-camerounaise en mars 1981¹⁵.

Ainsi, le 18 mars 1981, une réunion tenue dans la salle de conférence du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, à 15H s'est faite en vue de l'examen du projet d'accord général de coopération économique et technique entre la République Unie du Cameroun et l'Espagne. La délégation espagnole était constituée de José Luis Pardos, Directeur Général de la coopération scientifique ; Jesus Atienza, Directeur de la coopération bilatérale ; Leopoldo Medina, Directeur de la coopération interministérielle, José Luis Carvalo, Directeur des affaires sociales et Antonio Biga, Directeur de l'institut nationale de la santé. En face se trouvaient, les représentants du ministère camerounais des affaires étrangères, les représentants du ministère de l'agriculture et les représentants du ministère du travail.¹⁶ Sur invitation de la Division des Relations Commerciales avec l'Afrique, de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Navigation de Barcelone, Pouhe Ernest, 2^e Secrétaire a séjourné du 6 au 8 avril 1981, dans la capitale de la Catalogne avec pour objectif d'avoir une séance de travail à la chambre de commerce.¹⁷

Il convient de souligner que les visites de travail des officiels espagnols et camerounais ont permis à la coopération hispano-camerounaise de se maintenir après 1980. Elles se mettent en place dans un contexte tumultueux pour les deux pays. Au Cameroun, la crise économique bat son plein et le pays met tout en œuvre pour endiguer le phénomène. La mort de Franco et la naissance d'une nouvelle Espagne désireuse de s'ouvrir au monde extérieur a également contribué dans cet élan de coopération. Le 12 Aout 1988, une réunion interministérielle s'est

¹³ Provalent, « *Quelques données fragmentaires sur l'anthropologie...* », p. 389.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Note d'Audience N° 39/N/CF/SP/ACE/81 du 26 Octobre 1981.

¹⁶ Note N° 623/MP/MINEP/DC/SDCE/SREE, du 16 Mars 1981.

¹⁷ Rapport Trimestriel N° 034/R/DS/ACE/81 du 07 Octobre 1981.

tenue à 9h dans la salle de conférence de la Direction de la Coopération Economique et Technique du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire à l'issue de laquelle a été parafé l'Accord Générale de Coopération Economique et Technique. Un accord salubre qui permettra de dynamiser la coopération entre les deux pays. Toutefois, c'est à partir du début des années 2000 qu'elles se feront véritablement sentir à travers des échanges de bons procédés.

b- Les échanges de bons procédés

Cette nouvelle initiative qui se met en place au début du nouveau millénaire vise à redonner plus de vigueur et de vitalité à la coopération économique et commerciale en manque de souffle entre les deux partenaires. Cela s'inscrit dès lors dans le cadre des visites dites fructueuses après le constat d'un véritable « flou » existant dans la conduite de leur coopération¹⁸. En effet, du 31 mai au 1^{er} juin 2006, le Secrétaire d'Etat espagnol pour les Affaires Etrangères, Don Bernardino Leon Gross, a effectué une visite au cours de laquelle il s'est entretenu avec certaines autorités camerounaises, notamment le Premier Ministre Inoni Ephraïm et le Ministre des Relations Extérieures Laurent Easo. Il a été question de la mise en place d'un nouveau cadre de coopération entre le Cameroun et l'Espagne plus particulièrement dans le domaine économique, sécuritaire et de la circulation des personnes¹⁹. Au mois de février 2007, Le Ministre du Tourisme, Baba Hamadou, conduisait une délégation camerounaise à la Foire Internationale du Tourisme de Madrid (FITUR)²⁰. L'objectif était de stimuler la coopération dans le domaine économique à travers la promotion du tourisme.

¹⁸ *Embajada de España*, N.V N° 91-86/MAE, 13 novembre 1986.

¹⁹ Le constat fait lors de cet entrevu a été alarmant pour les deux pays qui s'inquiétaient de l'inexistence d'un véritable cadre juridique clairvoyant qui encadre leur coopération.

²⁰ Abréviation de *Feria Internacional de Turismo*, c'est l'une des foires commerciales les plus importantes dans le domaine du tourisme, se déroulant à Madrid, en Espagne.

Photo 8 : Echanges cordiaux entre hautes autorités camerounaises et espagnoles²¹



Source : archives nationales de Yaoundé.

Dans la même veine, du 23 mai au 04 juin 2011 Le Ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana a conduit une délégation officielle en Espagne, afin de célébrer le cinquantenaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Ladite célébration s'est déroulée autour de trois articulations majeures à savoir : un forum économique organisé à Barcelone ; une conférence publique tenue à l'Ecole diplomatique de Madrid et une soirée culturelle camerounaise organisée dans la capitale espagnole. En marge des activités susmentionnées, la délégation camerounaise a rencontré les membres du Club des Exportateurs et Investisseurs de l'Espagne (CEI) et les Chefs d'Entreprises et Organisations Professionnelles (CEOE). Ces occasions ont permis au porte-parole de la délégation camerounaise, le MINCOMMERCE, de présenter les atouts économiques et les opportunités d'investissement

²¹ Au milieu figure le roi Juan Carlos et le Ministre des Relations extérieures du Cameroun Jaques-Roger Booh Booh et à leurs droites figure l'Ambassadeur du Cameroun en Espagne André Ngongang Ouandji et le ministre espagnol des relations extérieures Francisco Fernandez.

au Cameroun. D'autres initiatives de même nature ont tout aussi été mises en branle les années suivantes.

Par ailleurs, une conférence sur la déficience mentale et un forum économique ont été organisés à Madrid en octobre 1981 à laquelle étaient conviés des experts camerounais à la tête de la délégation camerounaise figurait monsieur Makang Ma Mbock. La portée de ces importantes rencontres était de parvenir à un cadre d'échange économique mutuellement bénéfique pour les deux acteurs. Au mois de juillet 1981, quatre (04) autres experts ont séjourné à Douala et Yaoundé pour une mission de treize (13) jours dans le cadre du renforcement de la coopération hispano-camerounaise. Leurs missions étaient de faire un inventaire des sites susceptibles de mener des explorations et l'exploitation forestière. Parmi ces experts, figurait Antonio Perez Sosa, Expert en Administration Forestière ; Francisco Cantero, Expert en Exploitation ordonnée de Bois Tropicaux²².

Les échanges de mission effectués au travers des missions économiques et des échanges de bons procédés ont permis d'établir un dialogue permanent entre les deux acteurs. Ce dialogue a facilité l'entente mutuelle sur des dossiers d'intérêt commun à en juger le nombre important de visites de travail des membres des deux gouvernements qui se sont succédés durant plus d'une vingtaine d'années. Ce qui manifestement a favorisé et facilité l'établissement des échanges commerciaux entre les deux pays.

2. Les échanges commerciaux

La coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun est plus ou moins dynamique en matière d'échanges commerciaux. En 2020 et 2021, l'Espagne a capté 6,8% et 6,1% des exportations camerounaises, se hissant chaque fois dans le top 5 des principaux clients du pays. Dans le même temps, selon les données officielles, la France et l'Espagne ont contrôlé 84,5% du marché des vins au Cameroun en 2022²³. Les dernières données disponibles, en l'occurrence celles de l'année 2020 affichent une valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et le royaume d'Espagne estimée à environ 205,951 milliards de FCFA sur un montant global des échanges de 5 036 milliards de FCFA soit une part globale de 6,8%. Au vu de ce qui précède, la balance commerciale entre le Cameroun et l'Espagne, au cours des quatre dernières années, révèle un excédent commercial en faveur du Cameroun, en dépit de la nature des produits

²² Note Verbale N° 4374/S1/Adj, du 04 Juillet 1981 et reçu sous le N° 3909/D2/ le 28 juillet 1981.

²³ Etat des relations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne..., p. 13.

exportés. En cause, la faiblesse des échanges entre ces deux pays²⁴. Toutefois, nous examinerons tour à tour les exportations et ensuite les importations effectuées entre le Cameroun et l'Espagne.

a- Les exportations

Selon les chiffres rendus publics par le Ministère camerounais du Commerce, l'Espagne est un partenaire commercial important du Cameroun. Pour preuve, entre 2004 et 2005, l'Espagne était le premier partenaire commercial du Cameroun en termes d'exportations, s'élevant à 223 412 et 357 599 millions de FCFA respectivement, représentant près d'un quart de l'ensemble des exportations. Cette dynamique a également été observée en 2010, 2014 et 2016. En effet, le rapport 2010 de la Direction Générale des Douanes (DGD) du Cameroun, révèle que le royaume a été le premier acheteur des produits camerounais avec 1 301 141 tonnes pour une valeur de 353 523 millions de FCFA et l'un des principaux clients du Cameroun au sein de l'Union Européenne pour 28,4% du volume des échanges²⁵. Au cours de l'année 2014, la valeur des exportations de notre pays en direction du Royaume d'Espagne a été de 390 021 424 980 FCFA. Le Cameroun a exporté 1 065 106 tonnes pour un montant global de 426,7 milliards de FCFA faisant du royaume le premier partenaire commercial avec 16,7% des exportations et le premier acheteur des produits camerounais selon la même source en 2016²⁶. Les principaux produits exportés par le Cameroun vers l'Espagne sont entre autres: les carburants et lubrifiants ; bois et dérivés ; les feuilles de placages en bois ; la fonte, fer et acier ; les autres ouvrages en aluminium ; les produits de beauté ou de maquillage ; autres sucres et sucreries ; les graines et fruits oléagineux et plantes médicinales ; le savon de ménage en morceaux ; le bois en contreplaqués ; l'aluminium brut ; le cuir et les peaux ; les appareils d'optique, de photographie et autres, les produits d'origines animale et halieutique, la banane fraîche ou sèche ; le haricot ; le café ; le cacao en fèves et brisures de fèves brute ou torréfiés, la préparation alimentaire, les vins et spiritueux, les minerais, le caoutchouc, le coton, les objets d'art²⁷. Par ailleurs, les principaux produits d'exportation demeurent le pétrole brut (70%) ; le bois brut (20%) ; le café ; l'aluminium et le haricot selon les tableaux ci-après :

²⁴ Etat des relations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne..., p.13.

²⁵ Rapport de la Direction Générale des Douanes, Edition 2010.

²⁶ Annuaire statistique du ministère du commerce, édition de 2016.

²⁷ Ministère de l'Economie et de la Compétitivité, Madrid, 2022.

Tableau 3 : Evolution des principaux produits d'exportations du Cameroun vers le royaume d'Espagne de 2011 à 2015 (Quantité en tonnes ; Valeur en millions de FCFA)

Produits	2011		2012		2013		2014		2015	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Pétrole brut	889 468	276 551	561 625	218 140	668 286	258 467	1 017 747	382 398	394 086	94 556
Cacao	14 483	18 747	9 011	10 166	9430	10387	10705	15442	8266	13886
Bois brut	921	111	898	133	43	19	57	13	160	27
Café	375	378	1 037	972	107	97	4161	3790	660	612
Aluminium	2 423	2 693	718	687	0	0	2213	1810	20	16
Haricot	7 369	2 972	8 629	3 216	8015	3272	8365	3115	7770	3733

Source : Annuaire statistique du Ministère du Commerce, édition de 2016, p.43.

Ce tableau ci-dessus ressort le poids des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Espagne de la période allant de 2011 à 2015. Le pétrole brut selon ces données dépasse largement le taux des autres produits en quantité et en valeur. Si l'année 2011 a connu un important volume des échanges entre les deux pays, on observe par contre une baisse durant l'année 2012. Cette situation pourrait s'expliquer par la récession observée en Espagne du fait de la crise économique de 2008. Cette récession a d'ailleurs conduit à la fermeture du centre culturelle espagnole en raison d'un manque de moyens financiers pour assurer les charges de cette institution. Par ailleurs, une reprise positive des opérations s'est effectuée les années suivantes. L'année 2014 est une année record en matière d'exportation des produits pétroliers en destination de gouvernement d'Espagne signe d'une reprise progressive de l'activité économique dans ce pays. Toutefois, le tableau ci-dessous dévoile la liste des produits exportés par le Cameroun vers l'Espagne durant la même période en quantité et en valeur.

Tableau 4 : Liste des principaux produits exportés du Cameroun vers l'Espagne de la période allant de 2011 à 2015 en quantité (tonne) et en valeur (FCFA).

Produits	2011		2012		2013		2014		2015	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Pétrole brut	889	276	561	218	668	258	1 017	382	394	94
	468	551	625	140	286	467	747	398	086	556
Cacao en fèves & brisures de fèves, bruts ou torréfiés	14 483	18 747	9 011	10 166	9 430	10 387	10 705	15 442	8 266	13 886
Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés	25 534	7 956	17 796	6 203	19 600	7 165	20 626	7 991	25 625	9 868
Caoutchouc naturel, balata, gutta-percha, guayule, chicle & gommes naturelles...ou bandes	432	575	3 300	7 793	4 722	6 236	4 266	3 804	4 663	3 832
Feuilles de placage & feuilles pour contre-plaqués & autres bois sciés longitudinale	1 253	686	1 432	681	1 843	818	1 519	824	1 810	1 165
Café, même torréfié ou décaféiné ; coques ...quelles que soient les proportions du mélange	375	378	1 037	972	107	97	4 161	3 790	660	612
Pâtes de cacao, même dégraissée	0	0	0	0	137	228	507	858	293	606
Bannes, y compris les plantains, fraîches ou sèches	305	86	0	0	929	152	61	10	2075	272
Plantes, parties de plantes, graines & fruits des espèces utilisées...ou pulvérisées	58	47	110	58	148	136	148	194	219	256
Coton brut	0	0	0	0	0	0	148	194	219	256

Plomb sous forme brute	0	0	0	0	0	0	0	0	147	134
Sacs & sachets d'emballage	61	40	23	15	0	0	124	64	129	68
Déchets, rognures & débris de matières plastiques	0	0	0	0	13	4	120	33	170	42
Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris	921	111	898	133	43	19	57	13	160	27
Peroxyde d'hydrogène (eau oxygénée) même solidifié avec de l'urée	0	0	0	0	0	0	0	0	102	25
Total des principales exportations vers l'Espagne		305 177		244 161			283 711		415 703	125 575
Total général des exportations vers l'Espagne		313 250		245 213			285 346		426 793	125 664
Poids des principales exportations vers l'Espagne (%)		97,42		99,57			99,43		97,40	99,93

Source : Direction Générale des Douanes, p.73.

Ce tableau représente l'évolution des produits exportés par le Cameroun en destination du royaume d'Espagne de 2011 à 2015. A travers ces données on observe que la plus grande part de ces exportations est réservée aux hydrocarbures, suivi du cacao, et du bois. Ce qui traduit clairement l'intérêt que le royaume accorde à ces produits. Cependant, le royaume d'Espagne ne se borne pas à l'achat des produits provenant du Cameroun. Il y effectue aussi des ventes conformément aux accords d'échanges commerciaux existant entre les deux partenaires. Dès lors, quels sont les produits que le Cameroun importe du royaume d'Espagne ?

b- Les importations

Sur le plan des importations, le Cameroun a acheté à la péninsule ibérique pour 80,8 milliards de FCFA, soit 2,16% de ses importations en 2016. Au courant de l'année 2014, notre pays a importé du Royaume d'Espagne des biens et services pour une valeur de 65 389 441 150

FCFA. Il en résulte un solde excédentaire en faveur du Cameroun de plus de 324 631 983 150 FCFA²⁸. Ce solde se chiffrait à 225 936 335 000 FCFA en 2012. Il est passé de plus de 166 690 320 000 FCFA en 2013 en raison des effets pervers de la crise économique. Par rapport à 2013, l'excédent de notre balance commerciale avec le Royaume d'Espagne connaît en 2014 une progression de l'ordre de 48%. Le Cameroun importe de l'Espagne les produits finis ci-après : les boissons et liquides alcooliques ; le tabac ; les matières plastiques ; les hydrocarbures ; les ouvrages en fonte, fer et acier ; les tracteurs et véhicules automobiles ; les verres et ouvrages en verre ; les résidus et déchets alimentaires ; les produits cosmétiques ; les produits vestimentaires ; les parfums et les produits de beauté ; les machines et appareils électriques, les machines et appareils mécaniques, les produits chimiques divers, les plumes, les plantes et racines alimentaires, du poisson surgelé et crustacés²⁹. Cette dernière a représenté 2,17% des importations en 2015 selon le tableau ci-après :

Tableau 5 : Evolution des importations du poisson congelé et crustacés de 2011 à 2015
(Quantité en tonnes ; Valeur en millions de FCFA)

Année	Quantité	Valeur
2011	17 906	13 511
2012	10 750	7 415
2013	8 151	5 742
2014	11 047	8 678
2015	19 737	15 043

Source : Annuaire statistique du ministère du commerce, édition de 2016, p24.

Ce tableau retrace l'évolution des importations du poisson et des crustacées de 2011 à 2015. Cet aliment fait partie des produits les plus convoités par l'Etat du Cameroun après le riz. On constate selon ces données les importations camerounaises en la matière évoluent en dent de scie. Après la quantité importante de poissons et crustacées congelés achetés durant l'année 2011, ce volume a considérablement baissé les années suivantes avant de remonter durant l'année 2015. Le niveau d'importations le plus bas est enregistré durant l'année 2013 en raison d'un léger fléchissement de l'économie camerounaise par rapport à 2012 malgré une production pétrolière en hausse³⁰. En effet, selon le Communiqué de presse du comité monétaire et

²⁸ Ministère de l'Economie et de la Compétitivité, Madrid, 2022.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Téléx Bacenac N° 8204 : 8556KN, du 21 Mars 2014.

financier national du Cameroun session du 21 mars 2014, cette situation est imputable à un rythme d'exécution des investissements publics sur la ressource propre en deçà des prévisions. D'ailleurs, le taux de croissance du PIB est passé de 5% en 2012 à 4,9% en 2013 pour une croissance du PIB réel dans la zone CEMAC de 0,8%, son plus bas niveau historique³¹.

Tableau 6 : Evolution des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Espagne, en tonnes et en valeur (en millions de francs CFA) de la période allant de 2009 à 2015.

ANNEE FLUX	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations	141 999	353 500	313 300	245 213	285 346	426 793
Importations	39 889	37 010	56 583	64 646	72 593	80 825
Balance commerciale	102 113	316 490	256 717	180 568	212 753	345 698

Source : Bilan des échanges commerciaux Cameroun-Espagne, Ministère du Commerce 2015, p15.

Le tableau ci-dessus ressort le volume global des importations et des exportations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne entre 2009 à 2015. Le volume des exportations camerounaises par rapport aux importations traduit l'orientation à petite échelle de son économie, portée vers l'extérieur. Cette dépendance du commerce extérieure s'analyse comme une relation commerciale à sens unique où le Cameroun manifeste un intérêt particulier vis-à-vis des produits espagnols. Ce qui pourrait nous amener à déduire que dans cette relation de coopération, le Cameroun a plus besoin de l'Espagne que l'Espagne de lui comme partenaire majeur clé.

Tableau 7 : Quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA

Année	2017		2018		2019		2020	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Export	704 717	171 014	428767	124 168	533 405	136 020	536 145	12 2508
Import	1 481	125 015	928 094	86 620	1 041	101 633	681 546	83 443
	647				563			
Solde		45 998		37 548		34 388		39 065

Source : Rapport du Comité Technique National de la Balance Commerciale (CTNBC), p. 15.

³¹ Contrairement à 2013 où l'on a enregistré une baisse significative du PIB, la croissance du PIB de la CEMAC pour l'année 2012 était de 5,7%, une situation imputable à la crise politique et social en cours en République Centrafricaine et au ralentissement de l'économie équato-guinéen.

Ce tableau permet d'observer le volume des échanges commerciaux issus de la coopération hispano-camerounaise de 2017 à 2020. Ce volume est légèrement en hausse par rapport aux années précédentes et traduit l'importance de la coopération existante entre les deux pays.

II- COOPÉRATION FINANCIÈRE

La coopération financière entre le Cameroun et l'Espagne oscille entre les Accords de crédit, l'annulation de la dette, les dons et l'Aide Publique au Développement (APD). Pour des raisons d'équilibres, nous avons repartis ces éléments en deux grandes catégories : Accords de crédit et Annulation de la dette ; dons et l'APD.

1. Accords de crédit et Annulation de la dette

Le royaume d'Espagne dans sa coopération avec le Cameroun accorde régulièrement des prêts pour le financement des projets de développement.

a- Les accords de crédits

Parlant des accords de crédits, le Cameroun et l'Espagne ont signé plusieurs accords de convention visant à faire bénéficier au Cameroun des crédits de financement pour la réalisation de ses nombreux projets de développement. On peut citer ici la convention de crédit octroyant 11.002.760.000 FCFA signée en Avril 1990, pour la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique Lagdo-Ngaoundere par le groupe espagnol ELEC NOR-COBRA. Cette convention paraphée entre les deux pays, marque le début d'une longue série de crédit contractés par la partie camerounaise au moment où le pays essaie de juguler les effets de la crise économique des années 80 liée entre autres raisons, à l'effondrement des cours des principaux produits d'exportations, la dépréciation du dollar et la détérioration des termes de l'échanges. La conséquence directe fut l'entrée du Cameroun dans les Programme d'Ajustement Structurels (PAS)³². En Décembre 1990, une seconde convention de crédit de 10.963.180.000 FCFA est signée pour l'achèvement des travaux de construction de la Faculté

³² Il s'agit d'un plan de restructuration de l'économie mis en place par le Fonds Monétaire International, capable d'assurer le développement dont l'opérationnalisation tourne autour de huit principes à savoir : l'attention particulière au secteur agricole et au monde rural ; la promotion de l'initiative publique et privée ; la libéralisation du commerce extérieur ; la libéralisation des prix et du marché du travail ; le renforcement de la gestion et du secteur public ainsi que la réduction des fonctions de l'Etat ; la recherche d'une meilleure qualité des ressources humaines ; l'adaptation du taux d'échange pour les pays extérieur à la zone franc.

des Sciences de l'Université de Yaoundé, et l'équipement des laboratoires de l'Ecole Normale Supérieure pendant que se met en place un plan de réforme dans les universités camerounaises.

Suivant la même dynamique, deux (02) autres signatures de conventions de crédit avec la Banco *Exterior de España* S.A viennent étoffer la coopération financière entre le Cameroun et le royaume d'Espagne. La première intervient le 30 juin 1992 pour les projets d'électrification de la Province de l'Adamaoua et la seconde le 08 octobre 1992, qui octroie 4.325.140.000 FCFA pour le parachèvement des travaux de l'immeuble ministériel n°2 (travaux achevés avec la société Dragados comme fournisseur). En outre, Le 29 décembre 1994, le Cameroun bénéficie d'un crédit de 32 millions de dollars U.S. soit 1 6.098.296.620 CFA par le Fonds d'Aide au Développement (F.A.D), à la diligence de l'Institut de Crédit Officiel (ICO), pour la fourniture de 20 bateaux de pêche à moteur pour la pêche industrielle. Le 30 octobre 1996, la signature d'un accord de crédit entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Royaume d'Espagne, d'un montant de 20 milliards de FCFA intervient pour la construction de 20 bateaux de pêche. D'autres conventions de prêts signées entre l'Espagne et le Cameroun interviennent le 26 mars 2007 pour le financement de trois projets- (la construction d'un Institut des Arts et Métiers Nautiques et de la Pêche à Limbe pour un montant de 4.17 milliards de FCFA la fourniture des infrastructures d'énergie électrique pour les zones rurales à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria (6.56 milliards de FCFA) dont le projet fut lancé le 12 août 2008 par le Ministre de l'Eau et de l'Energie et enfin l'implantation du cadastre fiscal dans quatre villes du Cameroun (Yaoundé, Douala, Garoua, Maroua) - 3.875 milliards de FCFA).

b- L'annulation de la dette

Parallèlement, le Cameroun et l'Espagne entretiennent une coopération financière reposant sur l'annulation de la dette. Dans ce cas d'espèce, plusieurs initiatives ont été mises en place au bout des changes concertés. Un accord de conversion de la dette du Cameroun vis-à-vis de l'Espagne est négocié et signé entre le Secrétaire d'Etat de l'Economie, David Vegara Figueras et le Ministre camerounais de l'Economie et des Finances en juillet 2007. Huit (08) années plus tard, en Janvier 2015, le Gouvernement espagnol met sur pied le Programme Swap dont l'objectif consiste à l'annulation d'une partie de la dette bilatérale du Cameroun. Le montant de cette première phase s'est élevé à 9,2 millions de dollars, soit environ 4 milliards 600 millions de FCFA. Ladite dette a servi d'abord, de financement à des projets dédiés à la jeunesse et en suite, à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes des régions du septentrion et de l'Est. Ce dernier volet a été adossée à de nombreuses conditionnalités notamment

l'identification préalable par les deux parties d'une agence du Systèmes des Nations Unies dotée des compétences avérées en matière de l'entreprenariat des jeunes. Ainsi, pour la mobilisation effective de ces ressources, le Gouvernement espagnol a proposé que ce montant soit affecté au financement des activités de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Paludisme. Le Fonds Mondial contre le Paludisme, et le Royaume d'Espagne ont signé à la fin du mois de mai 2016, la Convention de partenariat y relative.

Sur la même veine, le Gouvernement espagnol à travers le Ministère espagnol de l'Économie, de l'Industrie et de la Compétitivité a procédé l'année d'après, c'est-à-dire, le 29 Novembre 2017, à l'annonce officielle de l'annulation des dettes (d'un montant total de 36 millions d'Euros), contractées par trois pays Africains, dont le Cameroun. La somme totale de la dette annulée pour ce dernier est de 9,3 millions d'euros, sur un total de 15,9 millions d'euros et les fonds obtenus ont servi d'une part, à l'investissement dans le Programme National de lutte contre le Sida, et d'autre part, au renforcement du système de santé camerounais, en partenariat avec le Fonds Mondial pour la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Signés dans le cadre de l'initiative Debt2Health du Fonds mondial, ces accords permettront au Cameroun, à la République démocratique du Congo et à l'Éthiopie d'investir un total de 15,5 millions d'euros de leurs ressources nationales dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et dans le renforcement des systèmes de santé³³.

2. Les Dons et l'Aide Publique au Développement

L'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) présente l'Aide Publique au Développement comme :

Toute ressource affectée au financement du Développement, qu'elle soit d'origine publique ou privée, interne ou externe, bilatérale ou multilatérale, financière ou technique, en nature ou en espèces, et qui comporte un élément de « concessionnalité » au moins égal à 25% et dont le destinataire est l'administration publique centrale ou décentralisée³⁴.

Cette définition apparaît comme étant la plus complète dans la mesure où elle intègre un ensemble d'éléments déterminants, notamment : la nature de l'aide accordée (dons ou prêts), la concessionnalité dont la proportion est fonction du niveau d'endettement du pays considéré, son origine (publique ou privée) et son destinataire (administration publique centrale ou

³³ Document d'origine de la transaction Dept2Health et rapport de la Banque mondiale RES29001. En ligne à l'adresse <https://www.theglobalfund.org/media/12311/publication-debt2Health-overvie>. Consulté le 08 janvier 2023 de 16h34 à 19h20.

³⁴ Document de stratégie et de partenariat au Développement du Cameroun, Décembre 2012, p 26.

déconcentrée), etc. Dans le cadre de l'APD, une relation de partenariat peut se traduire par un don ou un prêt concessionnel³⁵. Les résultats de plusieurs analyses convergent vers une conclusion selon laquelle le commerce, les investissements et l'APD sont les moteurs de la croissance et les principales sources de financements extérieurs du développement. C'est le point de vue que le Conseil Economique et Social des Nations-Unies a développé dans un document publié en septembre 2004 par le sous-comité du commerce international et des investissements pour l'Asie et le Pacifique sous le titre : « Financer le Développement par le Commerce et les investissements »³⁶.

D'après les données qui nous proviennent de la Direction Générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale du MINEPAT, notamment sur les accords et conventions signés par le Cameroun et ses partenaires commerciaux, le royaume d'Espagne fait partie des principaux partenaires bilatéraux du Cameroun³⁷. Par ailleurs, il est important de relever que le Cameroun ne fait pas partie des partenaires prioritaires vers qui le royaume d'Espagne oriente son APD. Il bénéficie cependant des initiatives globales en direction du continent africain en général et de l'Afrique subsaharienne en particulier. La plus grande partie de l'aide espagnole au développement est orientée vers l'Union Européenne et surtout l'Amérique latine avec qui le royaume entretient des liens historiques, commerciaux, culturels et linguistiques, économiques, politiques qui lui confèrent un intérêt particulier et des avantages uniques contrairement aux

³⁵ Les dons regroupent l'ensemble des fonds (financiers et matériels) octroyés par le donateur au bénéficiaire, sans contrepartie, dans le but pour ce dernier de faciliter son développement économique et améliorer ses conditions sociales. Quant aux Prêts, Ils sont constitués de l'ensemble des engagements financiers pris ou avalisés par un Etat souverain ou sa banque centrale auprès d'un Etat créancier ou d'une institution financière internationale, remboursable à une échéance fixée, soit d'un commun accord, soit de manière unilatérale par le créancier. Ils peuvent être assortis de conditions avantageuses comportant une part de don qui constitue l'élément de libéralité ou de « concessionnalité ». Cette dernière correspond, soit à une annulation d'une partie des créances, soit à un rééchelonnement de la dette sur une longue période à un taux d'intérêt inférieur au taux de marché approprié. On parle de « concessionnalité », lorsque le traitement de la dette se traduit par une diminution de sa valeur actuelle nette.

³⁶ Document de stratégie et de partenariat..., p. 27.

³⁷ Ces données permettent de classer les partenaires du Cameroun en matière d'APD en deux groupes, à savoir :
 • les partenaires multilatéraux qui comprennent : l'Association Internationale pour le Développement (AID-BM) ; la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)-BM ; le Fonds Monétaire International (FMI) ; le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Banque Africaine de Développement (BAD) ; la Banque de Développement de l'Afrique Centrale (BDEAC) ; la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ; le Fonds Européen de Développement (FED) ; la Banque Islamique de Développement (BID) ; le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) ; le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA) ; la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) ; le Fonds d'Abu Dhabi ; le Fonds Saoudien pour le Développement (FSD). Les Agences du Système des Nations Unies (SNU).

• les partenaires bilatéraux qui peuvent être regroupés selon leurs origines géographiques de la façon suivante : Europe de l'Ouest et du Centre : France (AFD et SCAC) ; Belgique ; Allemagne (GIZ et KfW) ; Pays-Bas ; Suisse ; Espagne ; Italie ; Turquie. Asie : Chine ; Japon (JICA) ; Corée du Sud (KOICA) ; Inde. Moyen Orient : Koweït ; Arabie Saoudite. Amérique du Nord : Canada ; USA. Amérique du Sud : Brésil.

autres partenaires³⁸. La série de Sommets ibéro-américains organisée par l'Espagne en est un exemple éloquent. Ainsi, l'APD espagnole accordée au Cameroun est de deux ordres : directe à travers la coopération bilatérale, indirecte via les appuis venant de l'Union Européenne.

a- L'aide bilatérale

Parlant de l'aide bilatérale, le Cameroun a vu sa dette vis-à-vis de l'Espagne s'amenuiser au fil des années. Cet appui vise son développement et intervient au moment où le pays vient de retrouver sa crédibilité financière à travers son atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE³⁹. L'allégement observé a permis au Cameroun d'augmenter sa capacité d'endettement, et de formuler des objectifs de développement à moyen et à long termes. Ainsi, le nombre de bailleurs de fonds par pays intervenant au Cameroun en matière d'APD s'est accru avec l'arrivée de nouveaux partenaires tels que la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, etc. De plus, les apports des principaux partenaires techniques et financiers ont connu une évolution exponentielle de leur volume qui a atteint la valeur de 2070,722 milliards de FCFA au cours des trois dernières années⁴⁰. Le tableau présenté ci-après permet d'illustrer cette évolution :

Tableau 8 : Classement des principaux bailleurs de fonds par pays actifs au Cameroun suivant leurs apports d'APD (base engagements) pour la période allant de 2009 à 2011.

N°	Bailleurs/pays	Apports cumulés d'APD de 2009 à 2011	
		En milliards de FCFA	En pourcentage
1 ^{er}	Chine	704,758	34,034%
2 ^{ème}	France	359,14	17,344%
3 ^{ème}	Association Internationale Pour le Développement (AID-BM)	310,924	15,015%
4 ^{ème}	Banque Africaine de Développement (BAD, FAD, FAT)	228,19	11,020%
5 ^{ème}	Fonds Monétaire International (FMI)	75	3,622%
6 ^{ème}	Espagne	74,07	3,577%
7 ^{ème}	Banque Islamique de Développement	54,778	2,645%

³⁸ Rapport du comité d'Aide au Développement (CAD), Espagne : examen par les pairs, Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE), Novembre 2007, p 21.

³⁹ Document de stratégie et de partenariats..., p. 48.

⁴⁰ *Ibid.*

8 ^{ème}	Fonds Européen de Développement (FED)	49,84	2,407%
9 ^{ème}	Japon	45,01	2,174%
10 ^{ème}	Belgique	30,551	1,475%
11 ^{ème}	Fonds de l'OPEP pour le Développement International	28,578	1,380%
12 ^{ème}	Banque Européenne d'Investissement (BEI)	26,8	1,294%
13 ^{ème}	Allemagne (GIZ et KFW)	19,68	0,950%
14 ^{ème}	Inde	18,88	0,912%
15 ^{ème}	Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	16,213	0,783%
16 ^{ème}	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	14,14	0,683%
17 ^{ème}	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe	9,04	0,437%
18 ^{ème}	Fonds Saoudien pour le Développement	5,13	0,248%
	TOTAL	2070,722	100,000%

Source : MINEPAT/DGCOOP.

Sur ce tableau, on observe qu'à la période allant de 2009 à 2011, le royaume d'Espagne a été classé 6^e bailleurs de fonds des pays actifs au Cameroun en termes d'apport d'aide publique au développement. Celle-ci avoisine les 75 milliards de FCFA pour 3,58% des parts. Compte tenu des conséquences de la crise économique que traverse les pays européens en général et particulièrement ce partenaire traditionnel, le Cameroun a momentanément été suspendu de la liste des pays en développement éligibles aux guichets sous forme de prêts souverains au titre de l'Aide Publique au Développement du royaume d'Espagne⁴¹. Toutefois, les négociations en matière d'APD sur le plan indirect n'ont rencontré aucune interruption.

⁴¹ Note sur la coopération entre le Cameroun et l'Espagne, inconnue.

b- L'aide publique multilatérale

L'APD espagnole sur le plan multilatéral repose sur l'assistance apportée au Cameroun par l'Union Européenne. En effet, l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne depuis le 01^{er} Janvier 1986 a insufflé une dynamique à sa transformation en une économie de marché au solide ancrage démocratique⁴². L'Espagne est depuis lors à la fois un promoteur et un ardent défenseur des mécanismes européens de coopération pour le développement. Son rôle est clé et son avis en matière décisionnel est capital au sein de l'organisation. Ainsi, lorsqu'elle assurait la présidence de l'Union européenne (UE) en 2002, dans le respect des engagements souscrits par la communauté des donateurs à Monterrey, elle a œuvré à l'adoption d'objectifs intermédiaires en vertu desquels les États membres devaient porter leur aide publique au développement à 0.39 % du revenu national brut en moyenne en 2006, 0.51 % en 2010 et 0.7 % à l'horizon 2015⁴³. Un accord européen entérinant ces objectifs a été signé à Barcelone en 2002. Plus récemment, l'Espagne a activement soutenu le Consensus européen pour le développement et continue d'appuyer les initiatives européennes en faveur de la cohérence des politiques⁴⁴.

En outre, le pays est l'un des principaux partenaires commerciaux du Cameroun et a participé au processus de négociation conduisant à la signature d'un accord de partenariat économique bilatérale entre le Cameroun et l'Union Européenne. Cet accord, encore appelé accord par étape, ratifié et notifié par le Cameroun à l'Union Européenne est devenu le nouveau cadre de référence des relations commerciales entre les deux parties conformément aux règles de l'OMC⁴⁵. Le choix du Cameroun de conclure cet accord de libre-échange s'inscrit dans la perspective d'émergence du pays à l'horizon 2035 à l'effet de faire du commerce extérieur un levier potentiel de développement et de création des richesses⁴⁶. Dans ce sens, Les facilités

⁴² L'Espagne a participé activement au projet de construction européenne au cours des deux dernières décennies. Depuis son entrée dans le *club européen*, le 1er janvier 1986, son haut degré d'implication a été reconnu de façon unanime. Les observateurs nationaux et internationaux ont évoqué le succès de la gestion de l'Espagne en tant qu'État membre et décrit le pays comme le « géant du Sud », faisant allusion tant à sa population (plus de 46 millions d'habitants, qui font de l'Espagne le cinquième pays le plus peuplé de l'Union) qu'à la rapidité de sa croissance économique.

⁴³ J. M. Fernández Fernández-Cuesta, « *L'Espagne dans l'Union Européenne (1992-2010)* », en ligne à l'adresse <http://www.cvce.eu/obj/l-espagne-dans-l-union-europeenne-1992-2010.fr-7d6933cb-1a23-468-bb15.htm> consulté le 20 janvier 2024 de 16h40 à 18h45.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Y. P. Mandjem, « *Le Cameroun face aux APE : risque ou opportunité ?* », Friedrich Ebert Stiftung, Cameroun, Yaoundé, Mars 2015, p. 6.

⁴⁶ L'objectif principal des APE est de promouvoir l'intégration progressive et harmonieuse des Etats ACP dans l'économie mondiale, dans le respect de leurs choix politiques et de leurs priorités de développement, encourageant ainsi leur développement durable et contribuant à l'éradication de la pauvreté. *Ibid.* p 7.

d'accès au marché de l'UE avec l'APE sont une incitation à l'investissement au Cameroun pour les investisseurs et producteurs locaux mais également les investisseurs internationaux qui souhaitent s'installer au Cameroun pour produire localement et exporter dans l'UE⁴⁷. Cette incitation à l'investissement au Cameroun est en outre renforcée par les perspectives de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) qui a été signé, ratifié par le Cameroun qui est soutenu politiquement et financièrement par l'UE. Ainsi, l'aide au développement de l'UE ces dernières années s'est concentrée, par exemple, sur le renforcement de la productivité et de la compétitivité agricoles. Le Programme d'Appui à l'Amélioration de la Compétitivité de l'Economie camerounaise, 2013-2018 (PACOM) de 10 millions d'euros a facilité le développement d'infrastructures de qualité, le dialogue public-privé et l'amélioration de la productivité des entreprises camerounaises ; PACOM a été remplacé en 2018 par un autre programme de 10 millions d'euros au titre du 11^e Fonds européen de développement (FED) à savoir le Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun (DACC). Depuis plus de 10 ans, l'UE avec d'autres partenaires internationaux, soutient le « *Cameroon Business Forum* » en tant que plateforme de dialogue entre le gouvernement et le secteur privé. La Banque européenne d'investissement (BEI) soutient également les entreprises camerounaises dans leur accès aux financements. Sa ligne de crédit a permis de financer les PME camerounaises à hauteur de 34 millions d'euros sur la période 2019-2020. Le programme *Fit for Market* de COLEACP accompagne des producteurs agricoles pour atteindre la conformité aux règles phytosanitaires européennes dans la filière horticole. Les financements pour la période 2016-2020 pour le Cameroun se sont élevés à 1,9 millions d'euros. L'accompagnement adapté bénéficie également à des chaînes de valeur camerounaises, tels que le café, le coton ou le cacao. Une assistance technique et un soutien pour la modernisation des douanes ont également été apportés. L'UE continuera à accompagner le Cameroun et ses entreprises dans la mise en œuvre de l'APE dans son nouveau cadre financier 2021-2027⁴⁸.

3. Le financement des projets

De nombreux projets sont à l'actif de la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique. On distingue les projets prioritaires jugés important par le Cameroun, et les projets d'ordre général choisis d'un commun accord entre les deux partenaires.

⁴⁷ Accord de Partenariat Economique : Guide pratique pour les opérateurs camerounais, p.15.

⁴⁸ Accord de Partenariat Economique ..., p.16.

a- Les projets prioritaires

Au lendemain de la crise économique financière de 2008, une mission économique a été effectuée du 20 au 25 novembre 2011, par une délégation d'entrepreneurs espagnols en vue d'échanger avec les autorités camerounaises sur les possibilités et les modalités de mise en œuvre de Partenariat Public-Privé pour la réalisation des grands projets porteurs de croissance au Cameroun à travers une ligne de crédit acheteur. Dans le cadre de cette mission économique, des pourparlers entre le Cameroun et l'Espagne, relatives à l'ouverture d'une ligne de crédit acheteur pour le financement des projets porteurs de croissance au Cameroun, à l'instar de la modernisation de la filière avicole, bovine et porcine, ainsi que le projet d'assainissement et de valorisation touristique du Lac municipal de Yaoundé ont été entrepris. Le projet de construction des abattoirs et des entrepôts frigorifiques a fait l'objet d'un décret d'habilitation signé par le Président de la République camerounaise respectivement le 10 décembre 2014. La convention de financement quant à elle a eu lieu le 12 mars 2015. Il est important de souligner que ces projets ont été retenus par le Plan d'urgence triennal mis en place par Etoudi se chiffrant à 13 millions d'Euro, soit 8,5 milliards de FCFA. Deux ans plus tard, l'on a assisté à la signature en février 2013 de la Convention cadre de financement de deux projets (abattoirs et lac municipal) pour un montant de 100 millions d'euros (65,6 milliards de FCFA). Depuis lors, ces deux projets n'ont pas connu une évolution importante.

Par ailleurs, le gouvernement depuis Juillet 2011 a entrepris des négociations avec des grands groupes industriels et financiers espagnols. Ces négociations poursuivies par le chargé d'affaire de l'Ambassade du Cameroun à Madrid, se sont traduites par une série de rencontres avec les partenaires officiels et privés espagnols et ont abouti à la mobilisation d'une vingtaine de groupes industriels et financiers déterminés à investir au Cameroun. Dès Septembre 2016, le Gouvernement camerounais (à travers le MINEPAT) et la Deutsche Bank d'Espagne et de Dubaï ont signé, le mardi 13 septembre 2016, deux conventions de prêts, d'un montant total de 21, 173 milliards de FCFA, destinées au financement de la phase I du projet d'aménagement du lac municipal de Yaoundé et de la vallée de la Mingoa (allant du Camp Yeyap à la voirie municipale)⁴⁹. Ce Projet négocié depuis 2016 est toujours en cours et est mené par l'entreprise espagnole ACCIONA, une multinationale spécialisée dans la gestion des infrastructures, les énergies renouvelables et des services dans le domaine de l'eau. Sa première phase prévoit d'abord l'aménagement des abords immédiats du lac, ensuite la construction d'un complexe

⁴⁹ *Elecnor group, comunicado de prensa, Madrid, 8 de febrero de 2022, p.2.*

hôtelier luxueux moderne cinq étoiles de 300 chambres et enfin, la création d'espaces verts, d'espace de détente et des restaurants⁵⁰. Arrivé à terme, il contribuera certainement à l'embellissement du paysage urbain de Yaoundé et renforcera la capacité de ses établissements hôteliers. En outre, dans le cadre du plan d'urgence triennal jeune, d'autres projets ont été mis en œuvre notamment le projet de renforcement et de stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Yaoundé. Une convention d'un montant cumulé de 45 282 441 euros, soit environ 29,7 milliards de FCFA a été destiné au financement de ce projet. Ledit prêt a été décomposé en crédit acheteur d'un montant de 17 890 158,05 euros soit 11,74 milliards de FCFA, en crédit commercial d'un montant de 13 193 282,05 d'euros, soit 8,6 milliards de FCFA et en crédit financier du Ducroire belge d'un montant de 15 000 000 d'euros, soit 9,84 milliards de FCFA. A ces projets prioritaires se greffent des projets d'ordre général socles de la coopération hispano-camerounaise.

b- Les projets d'ordre général

Les projets d'ordre général sont entre autres la construction et l'équipement d'un hôpital de 150 lits à Sangmelima par l'Entreprise *Dragados y Construcciones*, pour un montant de 22 millions de dollars U.S, soit 11.067.578.986 CFA. Le financement de ce projet est divisé en deux notamment 50% de crédit octroyés sous forme de crédit du Fonds d'Aide au Développement (FAD), et de 50% sous forme de crédit commercial⁵¹. On note aussi un projet visant la desserte téléphonique de 74 localités rurales au Cameroun. Ce projet d'une valeur de 2,7 milliards FCFA, devrait améliorer la qualité du service téléphonique au Cameroun ainsi qu'améliorer les conditions de vie des populations en facilitant leur accès au réseau d'interconnexion déjà disponible. Dans le même sillage en Avril 2010, le royaume a octroyé au Cameroun un don de 17 millions d'euros, environ 11,5 milliards de FCFA pour le financement de trois (03) projets notamment, l'électrification rurale de 18 localités situées le long de la frontière Cameroun-Nigeria. Le pays a aussi financé la construction d'une 2^{ème} ligne de 225 KV de haute tension dans la localité de Songloulou à Yaoundé⁵². Cette seconde ligne est de 144 Km environ, évalué à 1.520.000.000 CFA. Il y va aussi du projet d'électrification de l'Aéroport de Yaoundé-Nsimalen d'une valeur de 3 milliards FCFA, qui vient s'ajouter à la liste des réalisations issues de la coopération hispano-camerounaise.

⁵⁰ *Elecnor group, comunicado de prensa, Madrid, 8 de febrero de 2022, p.2.*

⁵¹ *État des relations...., p.24.*

⁵² *Ibid.*

En outre, l'autre pan de coopération hispano-camerounaise s'illustre à travers de nombreuses réalisations dans le domaine infrastructurel avec la fourniture et le montage du mobilier de l'immeuble ministériel n°2 d'une valeur de 220.000.000 CFA ; on relève aussi le projet visant le parachèvement de l'immeuble ministériel n°1, d'une valeur de 1.970.000 CFA, ainsi que celui de l'extension de l'immeuble du SESI, estimée à 690.000 000 CFA. Les ONG espagnols ne sont pas en reste de cette dynamique. L'ONG espagnole SETEM a contribué à la création de petites entreprises à la Cité Verte de Yaoundé financées à hauteur d'un (1) milliard FCFA. Ces projets sont loin d'être le seul fruit de la coopération entre le Cameroun et le royaume d'Espagne. Lors d'une audience accordée à l'Ambassadeur espagnole Ignacio Garcia Lumbreras par le Ministre camerounais des Travaux Publics Nganou Djoumessi, le mercredi 19 juillet 2023, le diplomate espagnol a signifié au représentant du gouvernement camerounais l'intérêt des entreprises de son pays à accompagner le gouvernement camerounais dans le développement du programme d'infrastructures routières et des ponts. A cet effet, l'entreprise Centunion a publiquement manifesté son intérêt pour la construction des ponts métalliques. Une liste de cinq (05) ouvrages dont les études techniques a déjà été réalisé et transmise à l'entreprise Centunion pour qu'elle produise une offre technico-financière⁵³. Ce projet il faut le rappeler, tire son origine de la manifestation d'intérêt de l'entreprise Centurion exprimée lors d'une correspondance du 05 Octobre 2022 adressée au Ministère camerounais de l'Economie dans laquelle l'entreprise présente une offre de financement pour la construction de pont et d'échangeurs au Cameroun d'un montant de 60 millions d'euros structuré avec un crédit sous la couverture de l'Etat espagnole. Il s'agit du pont sur le Mayo Deo long de 150 ml à Kontcha, situé sur l'axe Tignere Kontcha dans l'Adamaoua ; du pont sur la rivière Mayo Thiel (127ml) de la localité de Basheo à 40km de Garoua dans la région du Nord ; le pont sur le fleuve Nyong (165 ml) à Molombo sur la route Ngoumou-Minka-Malombo ; le pont sur le fleuve Noun (131ml) du village de Sankié. Après des descentes sur le terrain, l'entreprise Centurion est prête à faire ces ouvrages pour une valeur de 38 630 743 000 FCFA. Toutes ces réalisations sont le fruit de la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique et contribue substantiellement au développement du Cameroun. Toutefois, elle est complétée d'un appui technique⁵⁴.

⁵³ MINTP.

⁵⁴ *Ibid.*

III- COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE CAMEROUN ET L'ESPAGNE

La coopération technique entre le Cameroun et l'Espagne est tributaire de la stratégie espagnole de cohérence des politiques au service du développement mise en place par le royaume depuis 2002. Elle tourne autour de l'assistance dans le domaine de l'agriculture et de l'agroindustrielle, la promotion des PME/PMI, ainsi que des initiatives visant à améliorer la gouvernance.

1. Coopération dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-industrie

La Coopération dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-industrie entre les deux pays est récente et en pleine expansion. Ces deux domaines semblent de plus en plus intéresser les investisseurs espagnols⁵⁵. A ce titre, le 09 juin 2016, une Convention de partenariat ambitieuse entre une ONG camerounaise dénommée société d'actions prioritaires intégrées de développement agricole au Cameroun pour la reconversion économique de la filière banane-plantain (SAPIDACAM) et l'entreprise espagnole Tomsa Destil (spécialisée dans la transformation agro-industrielle) a été signée. Cette convention d'un montant de 125 milliards de F CFA permettra à court-terme (au bout de 3 ans), de créer une unité de transformation de la banane-plantain implantée dans l'arrondissement d'Esse (village Ebolzock)⁵⁶. L'autre volet de la convention signée entre le groupe espagnol Tomsa Destil et la société camerounaise SAPIDACAM est la production d'électricité, du biogaz. Pour Jules Abanda, président de SAPIDACAM, son ambition est de contribuer à minimiser le coût du carburant à la pompe à travers la transformation des autres dérivées de la banane plantain en carburant vert. Son entreprise entend produire 200 mégawatts d'électricité et 120 000 m³ de biogaz par an⁵⁷. L'ONG camerounaise était représentée par son Directeur Général, M. Giles Herman FOKA ; tandis que, le partenaire espagnol l'y était, par son Vice-président Roman Rudkowskyj. Ladite Convention permettra la construction de trois autres unités de production dans des régions du Cameroun, propice à cette culture ; de même que, la création de 20 agropoles de culture de la banane-plantain. Il est à noter que hormis la valorisation de cette denrée alimentaire, il y' aura d'autres aménagements destinés à la fabrication de la farine de plantain, de chips, de l'éthanol et du biogaz, pouvant permettre la création de plus de 15 000 emplois directs.

⁵⁵ MINREX, Note sur l'état des relations..., p.17.

⁵⁶ L'usine de transformation de la banane plantain qui sera construit non loin de Yaoundé devra produire 500 000 tonnes de banane plantain, 300 000 tonnes de farine de plantain, 200 000 tonnes de chips et près de 2milliards d'éthanol. Le Cameroun pourra combler son déficit en matière de demande locale de banane plantain.

⁵⁷ M. Mefenza, « Bientôt une usine de transformation de banane plantain et du biogaz au Cameroun », Média terre Afrique Centrale, publiée le 22 Juin 2016.

En outre, Depuis le début de l'année 2016, le Royaume d'Espagne offre de plus en plus des formations, des stages de perfectionnement et de recyclage, en faveur des hauts fonctionnaires camerounais ainsi que l'organisation de nombreuses journées portes ouvertes. L'on peut ainsi en citer : l'organisation par le Royaume d'Espagne des journées de formation sur le thème de « l'immigration illégale », dans le cadre du Programme Général de Coopération et Assistance Technique International du Corps National de Police (CNP). Deux fonctionnaires de police y avaient été invités. Au mois de Mai 2017, une cérémonie de signature d'un Mémoire d'Entente avec l'entreprise espagnole INCATEMA Consulting & Engineering a été signé dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique. A cet effet, des études techniques et des travaux d'aménagement de 35 000 ha de périmètres hydro-agricoles dans la Région de l'Adamaoua a été effectuée.

2. La promotion des PME

Le Cameroun et l'Espagne entretiennent des relations fructueuses dans le domaine des PME. Le tissu économique espagnol est majoritairement le fait des PME dont il tire toute la puissance de son économie. Cependant, cette coopération pour l'heure est en pleine gestation. Lors d'une audience accordée par le Ministre des PME, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat Achille Bassilekin III à l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Cameroun, S.E. Ignacio Rafael Garcia Lumbreras, le 03 novembre 2022, il est ressorti que : « L'Espagne est un pays fard dans le dispositif de l'accord de partenariat économique signé avec l'Union Européenne et dispose en effet d'un potentiel immense en termes de développement des PME, des secteurs importants comme agro-industrie, la transformation du bois, la transformation de cuir et du textile »⁵⁸. Le Cameroun pourrait par exemple capitaliser l'expertise espagnole dans le secteur agroalimentaire, « secteur de première importance pour les deux pays dont la structuration en matière de coopération s'organisera le plus tôt possible autour d'un webinar impliquant le plus d'acteurs possible, intervenant dans divers secteurs d'activités », a annoncé l'Ambassadeur⁵⁹.

Au-delà des PME, l'Espagne est un modèle à suivre « en termes de développement de l'Économie Sociale et Solidaire avec son réseau autonome et sa forte expérience en matière de décentralisation », a rappelé Achille Bassilekin III. « Il y a lieu de capitaliser son expérience en matière de développement des réseaux régionaux, locaux, et communaux de l'Économie

⁵⁸ A. Eteki, anonyme, Diplomate, Ministre plénipotentiaire, entretien réalisée à Yaoundé le 23 Mai 2024.

⁵⁹ Pour plus d'informations, se référer à l'adresse

<https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/51770/fr.html/cameroun-espagne-lamitie-magniffee.cm> consulté le 12 mars 2024 de 16h 20 à 19h15.

Sociale et Solidaire (ESS) », a-t-il poursuivi. Le Cameroun pourrait, au profit des promoteurs de l'Économie Sociale, envisager une mission de benchmarking et de recyclage à l'école Andalouse, ainsi qu'au sein du groupe Mondragon qui fédère un réseau de coopérative de 80 000 personnes. Ces bénéfices pourraient s'étendre dans les domaines de la formation et du développement, de l'innovation et de la coopération internationale. En matière d'artisanat, « l'Espagne regorge d'un trésor artisanal riche, d'un savoir-faire millénaire et historique, notamment dans la transformation du cuir, de la céramique, et du textile », a indiqué le Ministre des PME. La participation des artisans camerounais aux foires espagnoles d'envergure internationale, notamment la Foire internationale du textile et de la décoration d'intérieur de Valence, et la Foire ibéro-américaine d'artisanat de Santa Cruz de Tenerife pourrait ainsi ouvrir des réelles perspectives d'internationalisation de l'artisanat camerounais⁶⁰.

Tous ces éléments mis ensemble ont donné, au cours de l'audience, d'identifier un certain nombre de pistes de coopération « traduites en feuille de route à mettre en œuvre pour que le Cameroun et l'Espagne ramènent leur coopération au niveau des potentialités encore inexploitées », a précisé le Ministre. Les deux personnalités n'ont pas manqué, lors de l'audience, d'évoquer la possibilité pour le Cameroun d'adhérer à l'initiative *Casa Africa* dont la mission est de faire connaître les opportunités économiques qu'offre le Continent africain aux professionnels, aux entreprises et aux investisseurs espagnols. Mais déjà, dans les mois à venir, précisément les 08 et 09 février 2023, les deux pays seront en parfaite symbiose à l'occasion de la 2^{ème} édition « d'Impulso Africa », rencontre annuelle d'affaires entre entreprises espagnoles et africaines, prévue à Madrid (Espagne), et à laquelle les entreprises camerounaises prendront une part active⁶¹.

3. Incitations aux échanges de bonnes pratiques

Dans le souci d'atteindre ses objectifs de coopération au développement, le royaume d'Espagne accompagne ses partenaires au développement en mettant sur pieds des mécanismes visant à améliorer la transparence dans leur ligne d'action. Cette stratégie tire sa source de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, la loi de 1998 et particulièrement du Plan directeur 2005-2008 qui constituent la boussole en la matière⁶². Elle apparaît également tributaire des

⁶⁰<https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/51770/fr.html/cameroun-espagne-lamitie-magnifiee.cm> consulté le 12 mars 2024 de 16h 20 à 19h15.

⁶¹ Pour plus d'informations, se référer à l'adresse :

<https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/51770/fr.html/cameroun-espagne-lamitie-magnifiee.cm>. Consulté le 13 mars 2024 de 16h 20 à 18h00.

⁶² Rapport du comité d'Aide au Développement..., p. 20.

réformes mises en place par le pays depuis 2004, qui voudrait que leur aide en destination de leurs partenaires soit efficace. Ceci va de l'organisation des ateliers à l'organisation des missions d'experts.

a- L'organisation des ateliers

Le royaume organise des ateliers qui se positionnent comme des sphères d'échanges et de vulgarisation des bonnes pratiques. Il peut compter sur l'expérience engrangée depuis son entrée au sein de l'Union Européenne pour le réaliser. Dans ce sillage, le 06 mars 2020 la capitale camerounaise a accueilli un atelier de validation de l'étude de faisabilité et d'avant-projet sommaire du projet de réhabilitation de la ligne de chemin de fer long de 330 km, qui relie l'Est du pays et Ngaoundéré. Ces travaux ont été réalisés par le groupe espagnol Tyspa⁶³. Les études financées par un don de l'UE d'un montant de 360 millions de FCFA via la facilité de coopération technique, un instrument financier qui permet la maturation des projets en *blending* (mix prêt-subvention). La réhabilitation de la ligne ferroviaire Belabo-Ngaoundéré coutera plus de 100 milliards de FCFA. Plus de 58 milliards de FCFA ont déjà été mobilisé par la Banque européenne d'investissement et 15,5 milliards de FCFA de la part de l'UE. Le reste de l'enveloppe pourrait parvenir de l'Agence Française de Développement (AFD) avec laquelle le gouvernement camerounais est en négociation⁶⁴.

b- Les missions d'experts

Les missions d'experts ont joué un rôle capital dans la volonté manifeste des deux pays à apporter un contenu concret à leur coopération. Ces missions se sont effectuées parallèlement aux missions économiques. Pour ce faire, en date du 16 Janvier 1978, Eleh-Elle Etian, chargé d'affaire *a.i* à l'Ambassade du Cameroun en Espagne a rencontré Fdo Moneo, Président du Conseil d'Administration des Architectes et de l'Urbanisme de Madrid. Ce dernier a dévoilé son expérience vis-à-vis du Cameroun et manifesté sa volonté de l'élargir et de l'intensifier en prenant à sa charge, en stage dans son cabinet, un jeune architecte camerounais pour une durée allant de six mois à un an. Une correspondance a par la suite été adressée à certaines institutions camerounais susceptibles d'être intéressées par cette offre, notamment le Ministère de

⁶³ Tyspa est un groupe constitué de firmes d'ingénierie-conseils indépendantes mais qui travaillent comme une seule entreprise dans les domaines aussi variés que le génie civil, l'architecture, la technologie du bâtiment, l'énergie et l'environnement.

⁶⁴ Investir au Cameroun, Edition du 10 mars 2020.

l'Équipement et de l'Habitat, le Ministère de l'Économie et du Plan, la Chambre de Commerce et de l'Industrie ainsi que les Mairies de la ville de Yaoundé⁶⁵.

De plus, Sur invitation de son homologue espagnol, Miguel Angel Moratinos, Henri Eyebe Ayissi, Ministre des Relations Extérieures d'alors, a conduit une délégation camerounaise à Madrid les 13 et 14 avril 2009 pour une visite de travail. Lors de cette visite, le Ministre a eu des échanges fructueux avec de hautes autorités espagnoles, visant à intensifier les relations entre le Cameroun et l'Espagne. Les deux Ministres ont également signé un Mémorandum d'entente instituant des consultations politiques entre le Cameroun et l'Espagne. Par ailleurs, le Ministre a rencontré la diaspora camerounaise afin de l'encourager à contribuer de manière plus efficace au développement du pays. Suite à cette visite, le Cameroun a été élevé au rang des « pays prioritaires », qui bénéficient d'une coopération plus étroite avec l'Espagne⁶⁶. La partie espagnole a transmis à cette occasion un projet d'accord portant sur les questions migratoires et un second projet d'accord relatif à la promotion et la protection réciproque des investissements. A ce jour, Le MINREX attend du président camerounais l'autorisation d'ouvrir les négociations sur ces différents projets, pour lesquels la partie espagnole fonde des attentes fortes. Par ailleurs, la partie espagnole s'est dite prête à instituer une Commission mixte avec le Cameroun. Ce qui donne lieu à des possibilités d'affaires nouvelles sur lesquelles peuvent s'appesantir les deux partenaires.

Dans cette logique, le Ministre de l'Énergie et de l'Eau, Michael Ngako Tomdio, a conduit une délégation officielle en Espagne du 07 au 11 février 2010, notamment à Madrid, à Villalarbo, à Soria et à Pampelune⁶⁷. Lors de cette visite, le Ministre a eu une séance de travail au Parc Technologique de Madrid avec l'entreprise *Valoralia*, spécialisée dans le traitement de l'eau. A Villalarbo, le Ministre a visité les installations de l'entreprise *GCE Cuadros-GCE Solar*, spécialisée dans l'énergie solaire, et désireuse de s'installer en zone franche au Cameroun. A Soria et à Pampelune, le Ministre a rendu visite à l'entreprise *Mtorres*, spécialisée dans l'énergie éolienne avec laquelle le Cameroun désire coopérer. Et le 08 octobre 2010, le Secrétaire d'Etat Espagnol aux Affaires Etrangères, Juan Pablo de Laiglesia Y Gonzalez De Peredo a conduit une délégation espagnole à Yaoundé pour une visite de travail⁶⁸. En outre,

⁶⁵ MINREX, Correspondance N° 7/ACE/78, Madrid le 11 Janvier 1978.

⁶⁶ Ce changement de paradigme ne s'est pas accompagné d'actions concrètes sur le terrain. Le IIIe plan espagnol de développement de l'Afrique pour la période allant de 2019 à 2021 a fait état de la liste des pays prioritaires et stratégiques avec lesquels le royaume coopère en Afrique et le Cameroun n'y figure pas.

⁶⁷ MINREX, état des relations entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne, Yaoundé le 10 Janvier 2023.

⁶⁸ MINREX, Correspondance N° 7/ACE/78, Madrid le 11 Janvier 1978.

plusieurs autres projets ont également attiré l'attention des investisseurs. La frime MEILLA CASTILLA s'est proposée de créer une raffinerie de canne à sucre, tant dis que TECHNIBERIA a émis le vœu de participer au projet de la création d'un complexe agro-industriel dans la plaine des MBO⁶⁹. En octobre 1981, une correspondance a été adressées au MINEA camerounais annonçant la visite d'experts espagnols en matière d'élevage au Cameroun. Dans cette perspectives le ministère de l'agriculture a désigné six (06) fonctionnaires camerounais devant les accueillir notamment Eko Ebongue Françoise, Inspecteur Général au Ministère de l'Agriculture ; Amougou Jean Fidèle, Conseiller Technique au Ministère de l'Agriculture ; Yougang Jacques, Directeur des eaux et forêts de Mbalmayo.

c- La promotion du Tourisme

La coopération en matière de tourisme entre l'Espagne et le Cameroun repose sur le partage d'expérience et surtout la viabilisation de certains site touristique au Cameroun. Pour le comprendre, il est primordial de ressortir l'importance de cette filière pour l'Etat espagnole. En effet, l'Espagne est une grande puissance touristique⁷⁰. C'est à partir du 19^e siècle que le pays fera le pari de se servir des atouts de son territoire, que lui a offert « dame nature », pour développer une économie liée au tourisme⁷¹. Toutefois il est important de dire que ce n'est qu'à partir des années 50 que le tourisme prendra véritablement une place importante dans le pays avec en prime, la composition du territoire en communautés autonomes qui a eu un impact positif sur le développement de cette filière⁷². Après les politiques publiques mises en œuvre dans les années 90 à l'effet de dynamiser le pays, le moderniser, et le rendre plus attractif, les infrastructures de transport ont subi une véritable mue et se sont développées. Ainsi, l'Espagne a d'abord donné la priorité aux pays limitrophes et européens puis, a graduellement commencé à ouvrir des routes aériennes vers des pays plus proches linguistiquement mais plus éloignés géographiquement⁷³. C'est dans cette perspective que se mettra en place la coopération avec

⁶⁹ Note de Synthèse N° 044/2/ sur l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Yaoundé le 24 Aout 1981.

⁷⁰ La culture espagnole : un soft power redoutable, In « *l'influence culturelle espagnole* », Le Matin, 17 Juillet 2013 en ligne à l'adresse <https://www.lematin.ma/journal/2013/La-culture-espagnole-Un-soft-power-redoutable/185288.html> consulté le 15 avril 2024 de 16h20 à 19h01.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Les communautés autonomes en Espagne sont chacune responsables de la promotion et de la gouvernance du tourisme dans son espace territorial, et chacune a le droit de mettre en place des politiques publiques en la matière. Cette filière il faut le dire est intimement rattaché au processus de développement du pays en étant le premier secteur sur lequel le gouvernement du « codillo » s'est appuyé pour redonner belle figure à son pays après la guerre civile et la période d'isolement international.

⁷³ Le début des années 1990 marque les premières initiatives nationales en matière de développement d'infrastructures de transport dans le pays. En 1992, dans son optique d'ouverture sur l'extérieur, est créée l'Entité Publique de Ports d'État et l'AENA (Aéroports Espagnols pour la Navigation Aérienne) pour la gestion des

l'Etat du Cameroun en la matière. Cette coopération intervient après que le royaume ait mis en place ses « Plan pour la Compétitivité du Tourisme Espagnol » aussi appelés FUTURES I et II afin de rendre le pays plus attractif. Ainsi, les officiels camerounais ont régulièrement pris part aux foires organisées par le royaume espagnol dans le cadre de ce programme. C'est le cas de la foire organisée du 21-24 janvier 2010 où le Ministre camerounais du Tourisme de cette période, Baba Hamadou, a conduit une délégation camerounaise à la Foire Internationale du Tourisme de Madrid (FITUR). En marge de cet évènement, il a également pris part à la première édition du Forum INVESTOUR, organisé conjointement par l'Organisation Mondiale du Tourisme, l'Institut des Foires et Expositions de Madrid (IFEMA) et le Gouvernement espagnol, à travers *Casa Africa* et le Secrétariat d'Etat au Tourisme⁷⁴.

Aussi, afin de promouvoir les relations socio-économiques et culturelles entre le Cameroun et l'Espagne, un centre hispano-camerounais dont le siège est à Madrid, a été créé. Ledit Centre qui a été inauguré par le MINTOURL le 02 février 2015, pourrait offrir une belle tribune pour la promotion de l'image du Cameroun auprès de l'opinion publique aussi bien espagnole que de la Communauté européenne en général. De plus, il pourrait constituer un cadre propice pour le prolongement de la sensibilisation des opérateurs économiques, notamment ceux du secteur Touristique, Agricole, Industriel et Minier, sur les atouts et potentialités économiques du Cameroun.

Par ailleurs, le gouvernement espagnol accorde des financements pour que des sites touristiques camerounais soient inscrits dans le patrimoine culturel de l'UNESCO⁷⁵. C'est le cas des Chutes de la Lobé au Cameroun dont les Fonds en dépôts espagnols ont principalement apporté leur soutien sous forme d'assistance financière en vue de la réalisation du plan de gestion et du dossier de proposition d'inscription de ce site au patrimoine mondial. Ce plan de gestion, placé actuellement sous l'égide des autorités camerounaises de la Direction du

aéroports et du trafic aérien. Ces politiques ont principalement comme but d'encadrer et moderniser les infrastructures existantes.

⁷⁴ D'autres participations à cette foire s'est effectuée les années suivantes. 20-26 janvier 2014 : participation d'une délégation Camerounaise au Salon International du Tourisme (FITUR) et au Forum Touristique sur les Investissements et les Opportunités d'Affaires en Afrique (INVESTOUR) en Espagne, sous la conduite du Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs, BELLO BOUBA MAIGARI. Le 02 février 2015 : Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs a inauguré lors de son séjour à Madrid dans le cadre de l'édition 2015 de la Foire Internationale du Tourisme (FITUR), le Centre Hispano-camerounais pour la Promotion Economique, Commerciale et Culturelle, dont le siège est à Madrid.

⁷⁵ Avec ses 45 sites classés « patrimoine mondial matériel » et ses 11 sites classés « patrimoine mondial immatériel » par l'UNESCO, l'Espagne se place à la troisième place mondiale selon le classement récent de l'OMT. Elle met en place sa politique de protection et restauration du patrimoine matériel avec notamment le Plan National d'Abbayes, Monastères et Couvents issu de la synergie entre l'Etat et l'Eglise Catholique et le Plan Culture 2020.

patrimoine culturel, bénéficie aussi de la collaboration du bureau de l'UNESCO à Yaoundé et de l'expertise technique du Centre du patrimoine mondial.

En définitive, la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique couvre de nombreux secteurs notamment, le commerce, la finance, l'agriculture, l'industrie et l'assistance technique. Malgré ce paysage multicolore, il ressort que le Cameroun ne fait pas partie des Etats clés avec lesquels le royaume coopère dans le continent.

CHAPITRE III :
COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE
DANS LE DOMAINE SOCIAL

DANS LE DOMAINE SOCIAL
COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE

La coopération entre le Cameroun et le royaume d'Espagne a un fort enracinement sur le plan social. Elle se décline entre autres dans les secteurs de l'éducation, la santé, la culture, la lutte contre les inégalités homme-femme, l'accès à l'eau potable et aux projets d'assainissement des environnements pollués, l'action humanitaire et le respect des droits de l'homme. Par cette relation, les deux partenaires manifestent leur volonté commune d'honorer chacun à leurs engagements internationaux respectifs, afin de contribuer substantiellement à un nouveau contrat social mondial pour un développement durable et équitable qui s'insère dans le cadre de l'agenda 2030 pour le développement durable, et dans lequel personne ne saurait être laissé pour compte¹. Depuis l'approbation en Espagne de la loi 23/1998 sur la coopération internationale au développement, le cadre juridique en la matière a connu des changements conséquents avec en particulier, l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000, la Déclaration de Paris de 2005, les forums de haut niveau d'Accra (2008) et de Busan en 2011 et l'articulation du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement puis, plus récemment, l'adoption en 2015 des ODD auxquels a souscrit le gouvernement camerounais. Il convient de rappeler que le Cameroun ne fait pas partie des acteurs prioritaires du gouvernement espagnol mais bénéficie des initiatives mises en place par l'Agence espagnole de coopération au Développement (AECID) et de divers ONG espagnols. Dès lors, quels sont les réalisations faites dans le cadre de la coopération sociale entre le Cameroun et l'Espagne ? Notre ambition dans cette partie est de montrer les réalisations qui découlent de la coopération hispano-camerounaise d'abord dans le domaine de l'éducation, ensuite en matière sanitaire et humanitaire et enfin, dans le domaine culturel.

I- COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

L'Espagne et le Cameroun entretiennent une coopération fructueuse en matière d'éducation. Ce dernier constitue un élément majeur du *soft power* espagnol à travers lequel il reprend aisément son influence politique et culturelle dans le monde. Pour ce qui est de la coopération hispano-camerounaise, les points essentiels sur lesquels reposent cette stratégie sont entre autres : l'octroi des bourses d'études, de recherche et de formation, la coopération universitaire et la promotion de l'éducation à travers l'apprentissage de la langue et la culture

¹ *Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación, L'Espagnol, une langue universelle en expansion, 2014.*
http://www.exteriores.gob.es/portal/es/saladeorensa/multimedia/publication/documents/2014_IDIOMA
consulté le 12 avril 2024 de 16h 20 à 19h40.

espagnole dans des lycées et collèges du Cameroun ainsi que l'organisation des séances gratuite de travaux dirigés.

1. L'octroi des bourses

L'Espagne, depuis la mise en place de sa coopération avec le Cameroun, octroie régulièrement des bourses aux ressortissants camerounais. Ces bourses sont offertes par voie bilatérale, mais surtout multilatérale à travers des programmes notamment le programme *Erasmus Mundo, Escuela Diplomatica*. Toutefois, ces mobilités sont modestes et encadrées par la signature de l'accord général de coopération scientifique et technique et surtout, l'accord de coopération culturel en 1990². Ainsi, nous distinguons tour à tour les bourses d'études, les bourses de recherche et les bourses de formation octroyées par le gouvernement espagnol aux ressortissants camerounais.

a- Les bourses d'études

Chaque année depuis 1975, le royaume d'Espagne accorde des bourses d'études dans des spécialités variées aux ressortissants camerounais. Elles sont pour ces derniers, une opportunité de poursuivre les études supérieures en Espagne dans des disciplines choisies en avance par le royaume ou d'un commun accord entre les deux partenaires ceci dans le but de promouvoir l'éducation et la coopération internationale. Cependant, les conditions à remplir pour bénéficier de ces bourses varient d'une année à l'autre, selon les directives données par le royaume d'Espagne. Il est important de souligner que cet aspect a servi de tremplin pour la coopération hispano-camerounaise durant de nombreuses années. Ainsi, l'année académique 1976/77 a vu les étudiants Tsanga Solange, Dempaawai Denis et Martin Jumbam bénéficier d'une bourse d'études partielle du gouvernement espagnol pour l'Ecole des Etudes Hispaniques pour les étrangers, un institut dépendant de la Faculté de Philosophie et de Lettres de Madrid³. Selon la clause convenue entre les deux partenaires, la partie camerounaise devait la compléter avec les frais d'inscription, une prime de trousseau et un complément de trois mois de bourses. Compte tenu des difficultés dans lesquelles se trouvaient les trois étudiants dès leur arrivée en Espagne, l'Ambassade s'est vue contraindre de leur avancer 14.000 pesetas à chacun pour leur permettre de s'installer et de payer leurs droits d'inscription⁴. Il faut attendre Avril pour voir une décision

² MINREX, Note de synthèse de l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, premier trimestre 1987, p.4.

³ *Ambajada de España*, N.V. N°16/77/ MAE, du 26 Avril 1977.

⁴ Le cas de l'étudiant Denis Dempaawai illustre le retard observé par la partie camerounaise pour honorer à ses engagements. Il traduit également la lenteur administrative de l'Ambassade espagnole à Yaoundé. En effet, l'intéressé est arrivé en Espagne le 28 Octobre 1977 et n'a pas pu toucher à sa pension du mois d'Octobre pour

du Ministère camerounais de l'Education Nationale, allouant une somme de 56.000 FCFA chacun représentant les frais d'inscriptions exigés par l'Ecole des Langues de l'Université de Madrid pour l'année universitaire 1976/1977 comme l'illustre le document 2 en annexe⁵.

Ce fâcheux événement intervient au moment où la coopération culturelle entre les deux pays n'est qu'à ses débuts avec seulement une dizaine d'étudiants camerounais en sol espagnol, ce d'autant plus qu'aucun accord de coopération culturelle n'encadre ces mobilités⁶. A côté de ça figure quelques contradictions quant à la nature de la bourse octroyée au sujet des études hispaniques. En effet, dans la note verbale N° 56/78 de l'Ambassade espagnole à Yaoundé du 17 Novembre 1976, le gouvernement espagnol précise que la gratuité des frais d'inscription soulignée dans son offre de mobilité se rapporte uniquement aux études hispaniques. Si les étudiants boursiers se sont inscrits dans les universités d'études hispaniques, il est tout à fait normal qu'ils aient payés leurs frais d'inscription, quant aux frais de scolarité ils sont payés de leur propre bourse.

Toutefois, ces contradictions n'ont d'aucune façon entaché la coopération culturelle entre les deux Etats pour les années à venir. Pour le compte de l'année académique 1981/82, le gouvernement espagnol a mis à la disposition du Cameroun trois bourses d'une valeur de 60.000 FCFA⁷. En outre, la partie espagnole souhaite que ces bourses soient octroyées de préférences aux professeurs camerounais d'espagnol et aux étudiants titulaires d'une Licence avec des connaissances de la langue espagnole. Par ailleurs, les frais du voyage international Cameroun-Espagne sont à la charge du gouvernement camerounais⁸.

Dans une correspondance datant du 20 avril 1987, le Ministère espagnol des affaires étrangères informait l'Ambassade camerounaise de la mise à disposition de vingt (20) bourses d'études à divers pays parmi lesquels figure le Cameroun. Cette bourse d'une valeur de 80.000 pesetas soit 200.000 FCFA par mois couvre une période allant de 1 à 3 mois ainsi que les billets d'avions aller et retour en classe touristique, et des crédits médicaux non pharmaceutiques. Le gouvernement camerounais s'en tire avec cinq bourses d'études attribuées selon les modalités suivantes :

cause, l'Ambassade espagnole à Yaoundé n'a pas pu lui fournir à temps toutes ses pièces et aussi par-ce-que les bourses sont payées à la fin du processus et non au début.

⁵ Décision ministérielle N° 00175/4/170/MINEDUC/SG/DPOES/SBS/1

⁶ Ambassade du Cameroun en Espagne, correspondance N° 11/ACE/77, du 31 Janvier 1977.

⁷ N.V. N° 58/80/M. A. E du 26 Juin 1981.

⁸ Correspondance N° 6653/DH/EEA, du 7 Juillet 19981.

1) Les candidats à cette bourse doivent justifier d'une bonne connaissance de la langue espagnole pour être en même de suivre avec profit l'enseignement dispensé à l'Université ; dans le but de tester leur connaissances en espagnol, les candidats auront un entretien avec un fonctionnaire de l'ambassade d'Espagne.

2) Les bourses seront accordées de préférences aux étudiants désireux de s'inscrire en cycle Doctorat en Espagne, et priorité sera donnée à ceux qui se destinent à l'enseignement de la langue espagnole. Néanmoins, les demandes d'inscriptions pour d'autres études seront prises en considération, pourvu qu'il s'agisse d'étude supérieures⁹.

En outre, on note aussi l'octroi des bourses d'études à trois professeurs d'espagnols au titre de l'année universitaire 1987/88 notamment : monsieur Kemogne Jean, monsieur Mendogo Minsougui Dieudonné et monsieur Mbarga Jean Claude¹⁰. Par ailleurs, les autorités espagnoles soulignent une reconduction de bourses des camerounais boursiers déjà présent sur le sol espagnol pour le compte de l'année académique prochaine. Il s'agit entre autres de mademoiselle Abila Augustine, monsieur Ambadiang Théophile, monsieur Bamela Emvana David, monsieur Dempaawai Denis, monsieur Mbol Nang, monsieur Onomo Abena, monsieur Bikoula Abessolo Théophile¹¹. Au cours de l'année académique 1988/89, une correspondance adressée au Ministre camerounais de l'Enseignement Supérieure, de l'Informatique et de la Recherche Scientifique faisait état de l'octroi de quatorze autres bourses d'études offertes aux ressortissants camerounais dont celles accordées à monsieur Ofogo Nkama Boniface et monsieur Bekono Mvoe¹². Ces bourses sont adossées à de nombreuses conditionnalités notamment :

1) Les bourses seront de préférence attribuées à des diplômés de l'enseignement supérieur, en vue de leur perfectionnement ou de la préparation d'un doctorat en Espagne ; toutefois, les candidats envisageant l'enseignement de la langue et de la culture espagnole dans leur pays d'origine, auront priorité sur les autres.

2) Les candidats devront justifier d'une maîtrise suffisante de la langue espagnole pour mener à bien leurs études. Leur niveau de connaissance de la langue sera vérifiée à l'occasion d'un test qui aura lieu à l'Ambassade espagnole.

3) Les candidats finalement retenus devront se munir des diplômes et équivalent nécessaires à leur inscription en qualité d'élèves officiel dans les Centres Universitaires espagnols choisis. Ils subiront si nécessaire, une épreuve d'admission à l'Université ou au Centre choisi par eux-mêmes et y réserveront leurs places aux dates fixées par ladite Université ou ledit Centre [...] en temps opportun par cette Ambassade¹³.

Suite aux réformes mises en place par le gouvernement espagnol depuis 2000 visant à se doter d'une coopération cohérente, les mobilités offertes au gouvernement camerounais sont maintenant, pour la plupart, du ressort de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au

⁹ N.V. N° 94-85/M. A. E du 2 décembre 1985. Vous trouverez la liste complète en Annexes.

¹⁰ Correspondance N° 07356/SG/SFF, Yaoundé le 27 Aout 1987.

¹¹ *Ibid.*

¹² Correspondance N° 5654/SG/SFF, Yaoundé le 10 Aout 1988.

¹³ *Ambajada de España*, N.V. N° 100-87/M.A. E, Madrid le 21 décembre 1987. Vous trouverez la liste complète en annexes.

Développement (AECID). Toutefois, l'absence de cette institution majeure sur le sol camerounais limite son champ d'action et les possibilités pour le pays de bénéficier davantage d'opportunités mises à disposition par le royaume.

b- Les bourses de formation professionnelles

L'offre des bourses de formation professionnelle est l'œuvre conjointe des partenaires publiques et privés espagnols. Lors d'une audience accordée à 15h précise par le Secrétaire Général du Ministre des Affaires Etrangères camerounais assisté par monsieur Yong Dominique, Chef de service d'Europe, à deux architectes espagnols à leur demande notamment monsieur Antonio Moneo Redondo et monsieur Ricardo Navaro Bocco, tous deux Professeurs d'Universités et responsables des problèmes d'urbanismes dans une municipalité de Madrid, une offre de bourse a été offerte au gouvernement camerounais dans le domaine de l'urbanisme pour une période allant de six à un an avec possibilité de renouvellement¹⁴. Cette période pourrait faire l'objet d'un aménagement si la partie camerounaise en exprime le besoin. Le but de ces deux architectes il faut le souligner, n'est pas de rechercher un quelconque marché mais de permettre aux architectes urbanistes camerounais de s'épanouir davantage en prenant connaissance de l'expérience espagnole¹⁵. Cette offre intervient au moment où le royaume est en phase de développement intermédiaire entre l'Europe et l'Afrique, et où les problèmes d'urbanismes tendent à devenir une priorité pour le gouvernement camerounais compte tenu du développement précaire des villes africaines et du Cameroun en particulier¹⁶.

Arrivé au début des années 80, le bilan des vingt premières années de coopération entre les deux pays fait état d'un quota annuel de trois bourses par an mis à la disposition du Cameroun et d'un professeur coopérant de l'université de Yaoundé I. En 1981, on relève une trentaine d'étudiants et stagiaires séjournant en Espagne, tous boursier camerounais mais à l'actif du royaume depuis 1975¹⁷. Les principaux bénéficiaires de cette coopération dans le domaine de l'enseignement sont les étudiants de l'Ecole Normale Supérieure, dont l'Espagne assure annuellement la formation linguistique et méthodologique¹⁸. La même dynamique s'est faite observer en 1986 avec la mise à disposition de quatre bourses par le royaume d'Espagne au gouvernement camerounais répartie comme suit : trois (03) bourses pour les étudiants et une

¹⁴ Note d'Audience N° 23/78/DIPL/2 du 16 Janvier 1978.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Ministère des relations Extérieures, Note de synthèse de l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Yaoundé le 24 Aout 1981, p. 4.

¹⁸ *Ibid.*

(01) bourse pour un enseignant de l'Ecole Nationale Supérieure des Industries Agricoles et Alimentaires du Cameroun (ENSIAAC) dans le domaine de l'agroalimentaire et de la technologie alimentaire¹⁹. Cette bourse s'adressant à l'enseignant de l'ENSIAAC est prévue pour un cours complet de neuf mois et rétribuée au taux de 80.000 pesetas par mois, soit un équivalent de 4000 Franc Français. Les critères d'éligibilités à cette bourse sont entre autres : être titulaire d'une Licence, savoir parler espagnol et être capable de traduire l'anglais. Les frais de voyage de cet enseignant sont entièrement couverts par le gouvernement espagnol.

En ce qui concerne les bourses réservées aux étudiants de l'ENSIAAC, elles s'étendent sur une durée de trois mois au taux de 60.000 pesetas soit environs 3000 Franc Français par mois. Les conditionnalités greffées à cette bourse sont entre autres : l'obligation de parler espagnol et le choix d'une filière entre l'agroalimentaire et la technologie alimentaire. Par ailleurs, les frais de transport des trois étudiants doivent être couverts par le gouvernement camerounais²⁰. Dans la même veine, l'Ambassade espagnole a offerte au gouvernement camerounais dans le cadre de la coopération culturelle deux bourses pour des cours spéciaux d'été, exclusivement réservée aux professeurs d'espagnols. Cette bourse d'une valeur de 90.000 pesetas, soit 275 000 FCFA environ, se fera aux Universités de Salamanca et de Navarra et vise le recyclage et la formation des professeurs camerounais d'espagnols²¹.

c- L'offre des livres, manuels scolaire et l'organisation des ateliers de réflexions

Le gouvernement espagnol participe au rayonnement de l'éducation au Cameroun en offrant des livres et manuels scolaires. En effet, en marge de sa visite en terre camerounaise du 8-15 Mars 1979, monsieur Amaro Gonzales De Mesa, Directeur Général des Affaires Culturelles au MINAE à Madrid, et chef de la délégation culturelle espagnole a offert un important don de livre aux autorités camerounaises pour renflouer les bibliothèques de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines ainsi que celle de l'Ecole Normale de Yaoundé comme le souligne la correspondance n° 4492 du 30 avril 1979 correspondant au document 3 en annexe.

En outre, le gouvernement espagnol organise régulièrement au sein de son ambassade à Yaoundé, des séminaires et ateliers de réflexions impliquants des étudiants et professionnels divers sur des thématiques sociales. C'est le cas du séminaire organisé le 29 novembre 2022

¹⁹ Correspondance N° 08760 SG/ SFP du 16 décembre 1986.

²⁰ *Embaja de España*, N. V. N° 102-86/M.A.E. du 5 décembre 1986.

²¹ N.V. N° 60/81/ M.A.E, du 2 Juillet 1981.

intitulé « Face aux violences des femmes : comment briser le silence ? », en collaboration avec le Centre de Recherche en Paix, Environnement et Gouvernance (CREPEG)²². On note aussi l'organisation en Septembre 2021 d'un atelier de réflexion sur le thème « rendre effective la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques au niveau régional et local », en partenariat avec le CREPEG et l'UE. Il y va aussi de l'organisation des saisons d'apprentissages des cours de langues espagnoles au sein de sa représentation diplomatique, des séances de formation sur l'entrepreneuriat jeune. C'est le cas de l'organisation de la séance de formation organisée par Pablo RENESSES grâce à la collaboration de la Fondation INCYDE, dans le cadre des journées de l'entrepreneuriat de la paroisse *Immacula de Concepción* de la Briqueterie. La coopération hispano-camerounaise en matière d'éducation s'observe aussi à travers la promotion de la recherche, offre de mobilités et des partenariats entre universités dans le cadre de la coopération universitaire.

2. La coopération Universitaire

Dans le contexte universitaire, la coopération a, plus que par le passé, un rôle déterminant à jouer dans l'arrimage des pays en développement à la modernité. Elle est un levier incontournable dans le village planétaire du partage des connaissances, du savoir, des savoir-faire et de la science au service du développement humain et économique²³.

Ces paroles du Ministre de l'Enseignement Supérieur, Jacques Fame Ndong, met en exergue le rôle crucial de la coopération universitaire dans le contexte actuel de la mondialisation. Cette coopération il faut le souligner, a été conçue par les responsables de l'université et les autorités dirigeantes de l'État comme le moyen d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer les services rendus par l'institution universitaire au développement économique et social par l'affermissement des compétences des étudiants, du potentiel de recherche des facultés, et des prestations en formation continue²⁴. Il s'agit primordialement d'un moyen pour les universités d'échanger un certain nombre d'informations et de mettre en commun des objectifs ou des ressources pour améliorer leur fonctionnement²⁵. Prenant acte du

²² Ambassade d'Espagne au Cameroun.

²³ *Recueil des fiches de coopération*, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Yaoundé, juin 2007, p. 5.

²⁴ H. P. Pokam, « *La participation des universitaires au processus de construction/reconstruction de l'espace public au Cameroun* », *L'anthropologue africain*, Vol. 17, Nos. 1&2, 2010, p. 81-116

²⁵ La coopération universitaire peut être éclairée si l'on prend en considération les acteurs possibles de la vie de l'université que sont les étudiants et les enseignants. Pour les étudiants, la coopération internationale leur assure non seulement une prestation de meilleure qualité, mais la possibilité de disposer de choix élargis, y compris en matière de réorientation ou de poursuite d'études, dès lors que leur mobilité entre les différentes universités sera bien assurée. S'agissant des enseignants, cette coopération offre de meilleures synergies pour leurs recherches et des perspectives de mobilité et de carrière valorisantes. Tel est ce qui ressort de la conférence mondiale tenue par Unesco, *L'enseignement supérieur au XXIe siècle : vision et actions, Conférence mondiale sur l'enseignement*

contexte international en matière d'éducation, qui évolue à un rythme effréné, les acteurs majeurs de l'enseignement supérieur public au Cameroun ont développé un réseau de coopération avec des États, institutions internationales et autres, qui exporte des services éducatifs, conduisant non seulement à l'élaboration de la politique d'enseignement supérieur, mais aussi à sa mise en œuvre²⁶. Au nombre de ces pays figure le gouvernement espagnol dont la coopération en la matière est encadrée par la signature de la convention de coopération scientifique et culturelle du 27 Mai 1988 ainsi que plusieurs accords signés entre certaines universités camerounaises et espagnoles. Bien qu'elle soit ancienne, ce n'est que tout récemment que des initiatives sont prises véritablement pour consolider et renforcer cette coopération.

a- Une coopération naissante

La coopération universitaire entre le Cameroun et l'Espagne est certes ancienne, mais commence réellement à occuper une place importante ces dernières années. En effet, le sujet était au centre des discussions d'une rencontre accordée le 16 décembre 2022, à l'Ambassadeur Ignacio Garcia Lumbreras par le Ministre camerounais de l'Enseignement Supérieure, Jacques Fame Ndong. Réunies dans l'enceinte du Centre National de Supervision du Réseau Interuniversitaire du Cameroun et de Développement du Numérique, les deux parties ont échangé sur un projet de mémorandum d'entente initié par le gouvernement espagnol. Cette initiative envisage de promouvoir la recherche, de favoriser l'échange d'expérience et de consolider les partenariats interuniversitaires. Un vœu amorcé depuis la mise en place de la réforme engagée en 1993, visant à transformer le paysage universitaire camerounais²⁷. Les deux parties ont convenu en outre, de la mise sur pied d'un groupe de travail technique, une instance constituée des représentants des ministres camerounais et espagnols en charge de l'enseignement supérieur, avec pour mission de revisiter le projet de mémorandum d'entente, de s'appesantir sur les différents axes de la coopération universitaire entre les deux pays. Par ailleurs, l'on relève quelques réalisations à l'actif de cette coopération.

supérieur, 9 octobre 1998, en ligne à l'adresse http://www.unesco.org/education/educprog/wche/declaration_fre.htm. Consulté le 02 mai 2024 de 16h20 à 19h40.

²⁶ *Recueil des fiches de coopération*, p. 55.

²⁷ Cette réforme participe à la redéfinition de la place de l'université dans l'espace public. Outre les franchises universitaires et l'accroissement de l'autonomie de gestion ainsi que l'affirmation de la professionnalisation, elle procède à une ouverture de l'espace en autorisant l'existence d'institutions privées et la création de plusieurs nouvelles universités publiques. Elle recommande également l'ouverture de l'université sur son environnement local, national et international, à travers des partenariats.

Le premier fruit de cette coopération est la facilitation d'accès aux mobilités par les étudiants et enseignants camerounais. En effet, comme nous l'avons relevé plus haut, le gouvernement espagnol accorde régulièrement des bourses d'études, de formations et de recherches aux étudiants camerounais ainsi que des stages de formation. Ces stages sont parfois réalisés dans des pays tiers notamment la Guinée Equatoriale. Ainsi, le stage linguistique annuel de formation des étudiants camerounais de l'ENS, qui se déroulait autrefois en Espagne, a été transposé en Guinée Équatoriale et les étudiants de la filière espagnole de l'Université de Douala effectuent également leur stage dans le même pays. Toutefois, le clair de cette coopération repose sur l'offre des mobilités à travers des programmes auxquels bénéficient de nombreux camerounais chaque année. Ces derniers sont d'autres canaux à partir duquel le royaume d'Espagne accorde des bourses au gouvernement camerounais. On distingue entre autres programmes le programme de bourse hispanique et de traducteur Escuela *diplomatica*, *Erasmus +* et le programme *Learn africa*.

b- Le programme Erasmus plus

Le programme *Erasmus plus*, précédemment appelé *Erasmus Mundo* est un programme de coopération européenne visant à donner aux étudiants, stagiaires, personnels et aux jeunes de moins de trente ans la possibilité de séjourner à l'étranger pour renforcer leurs compétences et accroître leur employabilité²⁸. Il participe à la coopération hispano-camerounaise en servant de canal à travers lequel le gouvernement espagnol octroie des bourses aux ressortissants camerounais. En effet, l'Espagne et le programme *Erasmus*, c'est un mariage de plus de 30 ans²⁹. Le pays est au cœur de son dispositif à en juger la hausse de 3.22% de son budget au sein dudit programme, portant sa contribution à 128.35 millions d'euros³⁰. Au-delà de la diffusion de l'idéal européen, le Gouvernement espagnol compte diffuser sa culture via le programme. Dans cette optique, le royaume est le pays accueillant le plus d'étudiants étrangers suivi de la France et de l'Allemagne. Ce programme a une importante dimension internationale notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur lui offrant la possibilité de mettre en branle des activités de coopération institutionnelles, de mobilité des jeunes et du personnel et ce, au niveau mondial. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'en Septembre 2019, une

²⁸ Pour plus d'informations, se référer à l'adresse https://www.eeas.europa.eu/node/50043_en Consulté le 02 janvier 2024 de 20h 40 à 23h05.

²⁹ L'Espagne demeure la destination Erasmus n°1, CANDAU Marion, EURACTIV Espagne, 15 mars 2016. <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/lespagne-demeure-la-destination-erasmus1/> Consulté le 02 mars 2024 de 06h 20 à 9h45.

³⁰ *Ibid.*

coopération entre l'Université camerounaise de Dschang et l'Université espagnole de *Huelva*. Cette relation naissante a fait suite à la mise en place d'un comité chargé de la mise en œuvre du programme *Erasmus* dénommé *Erasmus +*³¹.

Par ailleurs, un appel à candidature a été lancé par le Recteur de l'Université de Dschang pour la mobilité d'une période de quatre (4) à cinq (5) mois à l'attention des étudiants des Facultés de Lettres et Sciences Humaines (FLSH), des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) et de Sciences (FS). Les critères d'éligibilités tournaient autour de quatre (4) points à savoir : être âgé de moins de trente (30) ans, ne pas être travailleur, écrire et parler couramment l'anglais et / ou l'espagnol, et être régulièrement inscrit dans un Master ou Doctorat de l'une des Facultés suscités. Au nombre des multiples postulants, trois (3) étudiants de la FLSH ont été retenus dont deux (2) du Département des Langues Etrangères Appliquées à savoir Achankeng Atabong et Diabe Epote Agillotten ; Sipa Mesode Noëlla du Département de Géographie. A titre de rappel, l'Université de *Huelva* accueille chaque année à travers le monde près de 1000 professeurs, 12500 étudiants de premiers cycle et environs 2000 étudiants de cycle Doctorat. En outre, la *Douala Institute of Technology* fait partie des institutions camerounaises qui bénéficient des bourses de mobilités *Erasmus +*. Les étudiants Ndop Jonathan, Cheutsua Jakam Larry, Nkakou Thene Ornella, tous en troisième année *Bachelor* ont bénéficié de cette opportunité³².

c- Les programmes Learn Africa et Escuela Diplomatica

Le programme « Apprendre l'Afrique » ou encore « *Learn Africa* » est un programme de mobilité académique du gouvernement espagnol, en partenariat avec la *Fundacion Mujeres Por Africa (Women for Africa)* destiné exclusivement aux femmes africaines³³. Son objectif est de briser les stéréotypes de genre qui persistent dans le monde universitaire. Depuis sa mise sur pied en 2013, de nombreuses femmes africaines et surtout camerounaises participent activement à ce programme. C'est le cas de l'entrepreneure, leader politique et activiste camerounaise Kah Walla qui a participé les 19 et 20 Mai 2022 à un colloque organisé par la fondation sur le thème intitulé : « Les ponts des femmes. Proposition du Sud pour un

³¹ <https://www.univ-dschang.org/category/campusinfos/> du 4 Mars 2020. Consulté le 23 décembre 2023 de 17h00 à 20h12.

³² Pour plus d'informations, se référer à l'adresse www.douala-it.com Consulté le 23 décembre 2024 de 16h 20 à 18h15.

³³ La Fondation « *Mujeres por Africa* » est une organisation privée à but non lucratif créée en 2012 par Maria Teresa Fernandez de la Vega, ancienne vice-présidente du gouvernement espagnol. Son objectif est de contribuer au développement du continent africain grâce au soutien et à l'accompagnement de ses femmes, qui constitue son moteur de progrès.

changement global ». A cette occasion, une centaine de femmes leaders de l’Afrique, de l’Europe et d’Amérique Latine étaient conviées pour prendre part aux échanges. Le but en effet était d’écouter ces femmes afin de prendre en compte leur visions du monde sur les thématiques qui préoccupent la planète. En outre, dans le cadre des mobilités organisées chaque année, la Fondation Femmes pour l’Afrique a publié le 1^{er} appel au programme « *Learn Africa-Canarias* », qui propose, grâce au parrainage du gouvernement des îles Canariens en Espagne, cinq (5) masters en ligne de l’Université de *Las Palmas de Gran Canaria*. Dans le cadre de ce nouveau programme, plusieurs appels seront proposés tout au long de l’année 2021 dont une grande diversité de cours en ligne et de cours de langues³⁴. Pour la vague précédente, une étudiante camerounaise a reçu une bourse de formation « *Mujeres por Africa* » pour réaliser un Master en qualité d’eaux continentale à l’Université *Automa* de Madrid.

S’agissant du programme *Escuela Diplomática*, il s’agit d’un programme de formation réservé aux fonctionnaires stagiaires faisant carrière dans le domaine diplomatique. Elle s’effectue à l’école diplomatique espagnole et est offerte par l’Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID). Dans cette perspectives, un mémorandum d’entente a été signé le mercredi 20 novembre 2019 entre l’Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et l’Académie Diplomatique du Royaume d’Espagne³⁵. Le contexte de cette signature est celui de la tenue d’une conférence portant sur « *Les relations Afrique-Espagne* » en présence de Ramon Moreno, Ambassadeur du royaume d’Espagne au Cameroun et les représentants des MINREX et de l’Enseignement Supérieur, ainsi que du représentant de l’Université de Yaoundé II. A cette rencontre figurait aussi le Dr Salomon Eheth, Directeur de l’IRIC. Les deux institutions ont convenu de coopérer, s’échanger des informations ou des opportunités relatives au développement de l’enseignement, de la recherche et des programmes d’intérêt commun. Concrètement, ce mémorandum d’entente porte entre autres sur l’échange scientifique et technique, le renforcement des capacités institutionnelles y compris le personnel enseignant, l’organisation conjointe de séminaires et autres conférences, la mobilité académique pour les étudiants et enseignants, la publication et la vulgarisation des travaux scientifiques, et la mise en place des programmes en matière de suivi et d’évaluation³⁶. Cette facilité a permis notamment, à Mbesse Akamse François Désirée d’obtenir une bourse de cinq ans financés entièrement par l’AECID à l’école diplomatique de

³⁴ Pour plus d’informations, se référer à l’adresse <https://mujeresporafrica.es/programa-learn-africa-canarias-1-convocatoria/> consulté le 11 janvier 2024 de 16h45 à 19h30.

³⁵ Pour plus d’informations, se référer à l’adresse www.ircuy2.com, consulté le 11 mars 2024 de 21h45 à 23h13.

³⁶ *Ibid.*

Madrid de la période allant de 2010 à 2015. Elle lui a permis à son avis, d'accéder à des « études de son choix »³⁷. Ladite bourse allait du Master au Doctorat et à la suite du Master, il a sollicité un prolongement pour la suite de ses études. Il fallait néanmoins, à son avis, remplir plusieurs conditionnalités notamment :

« Être camerounais d'origine, avoir un niveau DEA, être capable de rentrer dans son pays d'origine pour mettre à disposition les compétences acquises tout au long de ses études en territoire espagnol, ceci sans oublier les éléments de compétence qui vont avec ainsi qu'une connaissance assez poussée de la langue officielle espagnole »³⁸.

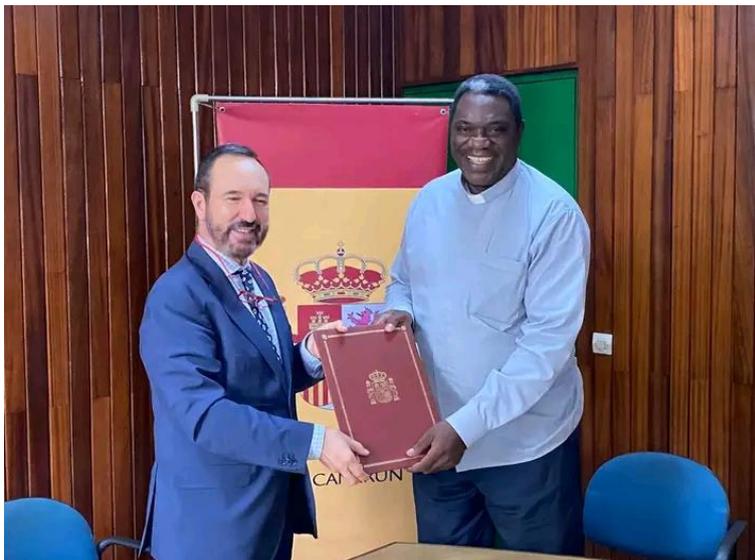
En outre, il convient de relever que de nombreux camerounais reçoivent une formation ou renforcent leurs capacités à l'Académie diplomatique de Madrid. A l'IRIC, la langue espagnole y est enseignée et bien des étudiants s'intéressent aux études hispaniques, notamment l'Espagne. Pour le Dr Salomon Eheth, Directeur de l'IRIC, cette coopération permettra d'« enrichir les programmes d'enseignements et de recherche, mais aussi d'accroître le rayonnement de l'Institut sur la scène internationale. La compétence de l'Académie diplomatique de Madrid est Mondialement reconnue, l'expérience pertinente de l'IRIC est également avérée ». La signature de cet autre acte intervient une semaine après la conclusion d'un mémorandum d'entente, le 14 Novembre 2019 au Vatican (Saint-Siège à Rome) entre l'IRIC et l'Association Internationale *Carita Politica*, un organisme de droit pontifical et de droit italien. Ce réseau confessionnel permet à d'autres instituts universitaires de se déployer afin de capter des opportunités offertes par cette coopération. C'est le cas de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) d'Ekounou-Ayééné qui, lors d'un conseil restreint du recteur du mardi 15 mars 2022 est parvenu à la signature d'un protocole général d'action avec l'AECID³⁹. Par ailleurs, il convient de souligner que les enseignants camerounais eux aussi, ne sont pas en reste de cette dynamique car ils favorisent la mobilité des étudiants en dehors des circuits institutionnels établis à travers notamment la délivrance des lettres de recommandation exigées par certaines universités espagnoles ou instituts de recherche.

³⁷ F. D. Mbesse Akamse, anonyme, Diplomate, professeur d'Université et Expert en Coopération Internationale et Coopération Décentralisée. Il est par ailleurs Directeur de Cabinet du Président du groupe parlementaire RDPC au sein de l'Assemblée Nationale du Cameroun, entretien réalisée à Yaoundé le 3 juin 2024.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Pour parapher ce document officiel, il y avait coté UCAC le Rév. Père Professeur Jean Bertrand SALLA, Recteur, assisté par les deux Secrétaires Généraux de l'UCAC. Et du coté AECID, l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne monsieur Ramon Maria Moreno Gonzalez assisté du premier Secrétaire de l'Ambassade. Pour plus d'informations, consultez le lien suivant : <https://ucac-icy.net/cooperation-ucac-aecid/>

Photo 9 : Signature du protocole général d'action entre le Recteur de l'UCAC et l'Ambassadeur d'Espagne



Source : <https://ucac-icy.net/cooperation-ucac-aecid/> consulté le 26 janvier 2024 de 14h30 à 15h05.

Cette photo a été prise dans la salle de réunion de l'Université Catholique d'Afrique Centrale le mardi, 15 mars 2022 lors d'un conseil restreint entre autorité espagnoles et représentant de l'Université. Sur cette photo, l'on observe l'ambassadeur espagnol monsieur Ramon Maria Moreno Gonzalez et le Rév. Père Professeur Jean Bertrand SALLA, recteur de l'UCAC.

3. Les initiatives en matière de promotion de l'éducation

La coopération entre le Cameroun et l'Espagne s'illustre aussi à travers moult initiatives visant à promouvoir l'éducation, secteur vital pour le développement des pays émergents. En effet, la coopération espagnole considère l'éducation comme un Droit de l'Homme, un levier adéquat pour renforcer l'équité et la cohésion sociale dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, avec une influence multisectorielle déterminante pour la santé, le niveau de revenus, la mobilité sociale, l'égalité entre hommes et femmes ou le maintien de l'environnement⁴⁰. Ainsi, ils sont organisés régulièrement par l'Ambassade d'Espagne en partenariat avec des organisations espagnoles religieuses ou non, des séances d'apprentissage de la langue espagnole, les visites éducatives et des dédicaces des livres.

⁴⁰ Pour plus d'informations, se référer à l'adresse <https://www.aecid.ht-educacionyfp.gop.es>, consulté le 12 avril 2024 de 20h45 à 23h16.

a- Visites éducatives

Les organisations espagnoles à caractère religieuse ou non, en partenariat avec l'Ambassade espagnole organise régulièrement des visites éducatives dans des établissements scolaires du Cameroun. En retour, les élèves camerounais effectuent des visites éducatives dans les locaux de l'ambassade espagnole. On relève pour l'illustrer, la visite éducative effectuée le 26 février 2018 à l'école Maternelle Notre Dame de Rosaire par des religieuses espagnoles en partenariat avec l'Ambassade espagnole. Cette visite précède la visite éducative effectuée par les élèves du collège Jean Tabi le 18 décembre 2017 à l'Ambassade d'Espagne à Yaoundé. On note aussi la visite des élèves du collège Les Sapins au Centre culturelle espagnole lors des journées portes ouvertes le 14 décembre 2017. Dans la même veine, les officiels de l'Ambassade d'Espagne ont procédé à la visite du Centre espagnol de Formation Professionnelle en Hôtellerie et Restauration, Sorawell, où les filles qui étudient dans cette institution ont la possibilité d'apprendre à gérer les hôtels et les restaurants grâce à l'excellente éducation qu'elle y reçoivent. Le 31 Juillet 2017, l'Ambassadeur d'Espagne au Cameroun procédait à la remise des attestations à la première promotion des élèves infirmiers du Centre Médical espagnol *Insolafrika*.

En outre, on note la visite des élèves du club espagnol du lycée de Nkoldongo de Yaoundé au Centre Culturel Espagnol (CCE) le 22 mai 2017 où ils ont assisté à une conférence sur les études supérieures en Espagne dans le cadre du programme *StudyinSpain*. Parallèlement, des représentants du CCE ont procédé à la visite du lycée général Leclerc qui accueille plus 7000 élèves dont plus de 2000 étudient l'espagnol⁴¹. Le 31 mai 2017, c'est le Foyer de l'Espérance du père Alfonso, jésuite espagnol, qui recevait la visite des responsables du CCE. Ce centre destiné aux enfants en difficultés leur offre une maison, une éducation et la chance d'avoir un avenir meilleur. Le chef adjoint de la mission diplomatique espagnole a également procédé à la visite du Centre de Formation Professionnel géré par la congrégation espagnole les Salésiens où près de soixante (60) enfants et adultes bénéficient d'une éducation pratique en informatique et aux métiers du bois. Ces quelques images illustrent cette coopération fructueuse.

⁴¹ Ambassade d'Espagne au Cameroun.

Photos 10 & 11 : Visite du club espagnol du lycée de Nkoldongo au CCE



Source : Ambassade d'Espagne au Cameroun.

Ces photos ont été prises le 22 mai 2017 lors d'une visite organisée au sein de l'Ambassade d'Espagne au Cameroun par les élèves du lycée de Nkoldongo. Il s'agit en effet du club espagnol de ce lycée convié à prendre part à une visite guidée dans le cadre des journées portes ouvertes organisées par cette mission diplomatique. Cela s'illustre d'ailleurs sur la photo de gauche où l'on observe des élèves prendre part à la conférence sur « *Study in Spain* » (les études supérieures en Espagne). Il est essentiel de relever que cela va en droite ligne avec les objectifs espagnols de promotion de l'éducation au Cameroun. Cette visite s'est close par une photo de famille observable sur la photo de droite. L'on peut voir des élèves en tenue, accompagnés d'un enseignant d'espagnol du lycée avec une plaque où est inscrite club d'espagnol.

En outre, l'autre initiative espagnol en matière de promotion de l'éducation est la construction de nombreux centres de formation professionnels notamment le Centre de formation professionnel Sorrawel spécialisée dans l'hôtellerie et la restauration observable sur la photo ci-dessous.

Photo 12 : Visite des responsables du CCE au Centre de Formation Sorawell



Source : Ambassade d'Espagne du Cameroun.

Cette photo illustre la visite des responsables du CCE au Centre de formation professionnel en hôtellerie et restauration Sorrawel. Elle a été prise le 31 octobre 2017 entre les étudiants de ladite institution et les responsables de l'ambassade d'Espagne.

L'éducation est un secteur crucial sur lequel s'implique véritablement l'ambassade d'Espagne au Cameroun et cela est confirmé par Special Valère Victory Afa'a lorsqu'il relève que :

L'éducation est la première clé de la participation citoyenne des jeunes et des femmes. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les résultats obtenus dans des pays comme Taïwan, Singapour, la Chine ou la Corée. La clé du succès c'est l'éducation et le gouvernement espagnol l'a compris. L'éducation est un investissement sûr et rentable qui permet de développer une culture productive et constructive dont les fruits sont immanquablement perceptibles au bout de deux décennies⁴².

⁴² S. V. V. Afa'a, anonyme, Responsable pôle démocratie et droit constitutionnel du CREPEG, par ailleurs Directeur au Laboratoire interdisciplinaire d'études internationales et juridique (LIDEIJ), entretien du 20 Octobre 2023.

b- Séances d'apprentissage de la langue espagnole

Dans le but de promouvoir l'éducation et la langue espagnole, l'Ambassade espagnole à Yaoundé à travers le CCE organise des séances d'apprentissages de la langue espagnole. C'est le cas des séances d'apprentissages aux cours d'espagnols lancés le 14 décembre 2020. En outre, dans le cadre de la 4^e édition du Salon International de l'éducation des Etudes étrangères et de la coopération universitaire en 2017 (ISAAF 2017), l'Ambassade espagnole a organisé des séances d'apprentissages de la langue espagnole à Douala et à Yaoundé à l'effet de préparer les étudiants camerounais intéressés par les études supérieures en Espagne de s'y coller à la tâche. Cette annonce succède la tenue de l'examen DELE (diplôme d'espagnol comme langue étrangère) au CCE le 25 novembre 2016, où six (6) étudiantes camerounaises coucoueraient dans l'optique d'obtenir ce diplôme. On note également l'organisation des séances de cours d'été au CCE intitulé « *Aprender Jugando* », en direction des étudiants jeunes jusqu'à 18ans dans l'optique d'apprendre de façon ludique et dynamique la langue espagnole. Il y va aussi de l'organisation des séances de travaux dirigés gratuit au sein de l'Ambassade d'Espagne pour les niveaux BEPC, Probatoire et Baccalauréat.

Photos 13 & 14 : Flyers de l'annonce des travaux dirigés et de la tenue de l'examen DELE



Source : Ambassade d'Espagne au Cameroun

Il s'agit des flyers publiés par le CCE annonçant la tenue des travaux dirigés à l'effet de préparer les élèves pour affronter les épreuves aux examens officiels au Cameroun. Il est important de souligner que des flyers comme ceux-ci sont publiés chaque année dans toutes les plates-formes officielles de l'ambassade d'Espagne au Cameroun et cadre avec les interventions espagnoles en matière de promotion de l'éducation au Cameroun.

c- Dédicaces des Livres et séances de lecture

Des intellectuels camerounais produisent régulièrement des livres mettant en lumière la culture espagnole et en contrepartie, ils reçoivent des dédicaces de la part de son Ambassade à Yaoundé. En outre, des intellectuels espagnols produisent des ouvrages qu'ils présentent à un public camerounais. C'est le cas de la présentation effectuée à l'ambassade espagnole le 22 Janvier 2021, du livre « *Edjengui se ha dormido* », de l'auteur Chema Caballero en partenariat avec l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos*. En outre, il est organisé des concours du livre au sein du CCE. Les professeurs Bille et Moukoudi ont gagné grâce à leur œuvre « *Hispanoamerica : vision contemporanea* », le prix du Grand Prix des Associations Littéraires GPAL dans la catégorie Recherche. D'autres intellectuels camerounais se sont illustrés dans le même domaine. C'est le cas de l'écrivain et acteur de cinéma hispano-camerounais, Roland Fosso, qui a suscité beaucoup d'attention lors de la conférence que lui a accordé le CCE sur son livre intitulé « *La última frontera* »⁴³. A la fin de son exposé, il procéda à des dédicaces et a offert une copie de son livre au CCE afin que tout le monde puisse avoir l'occasion de le lire. Par ailleurs, l'Ambassade espagnole par le biais du CCE met à disposition du public camerounais, la documentation présente dans la bibliothèque de son centre ouvert chaque Jeudi de 15H à 18H. On y trouve une large gamme d'ouvrage en espagnol à consulter gratuitement.

4. Les semaines culturelles

La coopération sociale entre l'Espagne et le Cameroun touche également le volet culturel. Ce dernier occupe une place de choix dans la gradation de leur relation diplomatique. Elle œuvre depuis 1961, à la promotion d'une entente mutuelle et profonde entre les peuples espagnols et camerounais, et participe à bien des égards au rayonnement et au renforcement de cette relation d'amitié. En effet, l'Espagne comme le Cameroun dispose d'un riche patrimoine culturel qui sont à la fois moteur de son économie et de son identité nationale⁴⁴. Ces traits de caractère sont de l'avis de Natalia Laguras Prat, ce qui fait sa particularité. C'est ce qui lui permet de dire que :

« Il y'a une grande ressemblance entre la culture camerounaise et la culture espagnole. Si la culture espagnole est une culture basée exceptionnellement sur la fête, c'est également le cas au

⁴³ Ambassade d'Espagne au Cameroun.

⁴⁴ Compte tenu de l'importance de la culture dans la société espagnole, le pays compte en faire une arme d'expansion. En effet, l'Espagne a mis en place plusieurs structures pour l'encadrement et la gestion de son soft power en matière culturelle. C'est ainsi que des structures comme *l'Instituto Cervantes*, le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports et le ministère des Finances et des Administrations publiques, l'organisme *Acción Cultural Español (AC/E)* et la coopérative Mondragon se battent pour la promotion de la culture de l'Espagne à travers l'art, le sport, la religion, la langue, l'éducation, etc.

Cameroun. Si c'est une expression de joie et de danse, c'est aussi la même atmosphère au Cameroun. Tout comme le sport est une activité fondamentale ici au Cameroun, il est aussi pour l'Espagne. Ceci pour dire que l'objectif espagnole est de faire le parallélisme qui existe entre les deux peuples »⁴⁵.

Ces paroles de la Directrice du Centre Culturel espagnol de Yaoundé traduisent le rôle joué par ce secteur dans le rapprochement diplomatique entre les deux Etats et surtout son importance en matière d'ouverture, d'entente et de compréhension entre les peuples. Ainsi, il est régulièrement organisé au sein de l'ambassade espagnol des cours de langues espagnoles, de danse notamment le *Flamenco*, des semaines dédiées à la culture, des ateliers de formation ainsi que des concours d'art, de peinture, sculpture et des projections cinématographiques. Ce qui permet à Natalia Laguras de souligner que « de nombreux camerounais s'intéressent beaucoup à la langue et à la culture espagnole. Pas moins de 60 élèves et étudiants chaque année, s'inscrivent au CCE de Yaoundé à l'effet soit d'obtenir un DELE, ou de poursuivre un programme en rapport avec la culture et la langue espagnole »⁴⁶. Ceci montre la part significative du CCE dans le dynamisme de cette relation. Toutefois, Cette coopération s'opère aussi à travers la promotion du tourisme et de la langue espagnole.

a- Le centre culturel espagnol (CCE)

Le premier fait marquant à relever dans le cadre de la coopération culturelle espagnole au Cameroun est la présence du Centre Culturel Espagnol (CCE) re-ouvert depuis le 4 décembre 2016⁴⁷. Cette institution il faut le souligner est celle qui chapeaute toutes les activités en la matière au sein de l'ambassade espagnole à Yaoundé. En effet, il est organisé régulièrement des semaines culturelles espagnoles qui voit la participation de nombreux clubs répartis dans les lycées, collèges et établissements universitaires du Cameroun. C'est l'occasion pour ceux-ci de monter leurs talents et savoir-faire dans des disciplines divers à savoir la littérature, l'histoire, la danse, le théâtre et le cinéma. Volontairement, nous nous limiterons à quelques exemples d'activités de la semaine culturelle effectués lors de la réouverture du CCE. Ainsi, durant la semaine de sa réouverture, un concert de *flamenco* a été donné ainsi que des expositions artistiques. L'artiste camerounais Williams Nsai a pu monter ses œuvres pour une

⁴⁵ N. Laguras Prat, anonyme, Directrice du Centre Culturel espagnol, entretien réalisé à Yaoundé le 6 juin 2024.

⁴⁶ N. Laguras Prat, anonyme, Directrice du CCE..., *Ibid.*

⁴⁷ Le CCE a été fermé pour la deuxième fois en Juillet 2013 après sa fermeture survenue à la fin des années 80 pour des raisons économiques. Depuis trois ans, l'institution ne parvenait plus à organiser avec panache des semaines culturelles espagnoles au Cameroun auxquels participaient de nombreux clubs répartis dans des lycées, collèges et établissements universitaires. Les activités meublées par des conférences tournaient autour de la littérature, l'histoire, la danse, le théâtre et le cinéma. Des sources révèlent que le budget de ce rendez-vous annuel tant apprécié par les camerounais avait été divisé en quatre en 2010, puis en dix en 2012.

première fois. En outre, une table ronde dédiée à la culture espagnole a été organisée devant un public jeune, tous camerounais. Par ailleurs, il est important de dire que le CCE abrite la plus riche bibliothèque au Cameroun en termes de livres portant sur la culture hispanique⁴⁸. Avec son volume de plus de 2500 livres, elle est d'une grande importance non seulement pour les enseignants et étudiants de du département espagnol de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, mais aussi à toutes les personnes qui serait intéressées par la culture espagnole⁴⁹. Force est de relever que la principale source de financement des activités du CCE proviennent essentiellement de l'AECID.

Photo 15 : Flyer annonçant la semaine culturelle espagnole du 22 au 28 novembre 2021



Source : Ambassade d'Espagne au Cameroun.

⁴⁸ P. R. Essomba, « *La crise économique qui secoue l'Espagne est la cause principale de cette fermeture* », stagiaire à *Cameroon Tribune*, Yaoundé le 12 Juillet 2013.

⁴⁹ Essomba, « *La crise économique... Ibid.*, p.3.

Ce flyer a été publié dans toutes les plates-formes officielles de l'ambassade espagnole au Cameroun annonçant le soixantième anniversaire des relations diplomatiques entre l'Espagne et le Cameroun. Pour l'occasion, un concert de Flamenco a été organisé ainsi que la diffusion de nombreux films camerounais et espagnols à l'effet de mettre en valeur la coopération entre les deux pays. D'autres activités ont meublé les festivités de cette journée notamment, des jeux concours, des ateliers de réflexion et des activités sportives.

b- L'organisation des concours, projections cinématographiques et autres activités culturelles

Les ateliers de formation dans le domaine de l'art, la peinture, la sculpture, la musique et le cinéma contribue également à la coopération culturelle espagnole au Cameroun. Ces activités financées également par l'AECID permet d'élaborer des séminaires et conférences ayant trait à des thèmes culturels. Il y va aussi de l'organisation de nombreux concours auxquels participent des artistes camerounais. Ainsi, entre 2002 et 2008 l'on dénombre une dizaine d'ateliers organisés au sein du CCE notamment l'atelier de peinture dirigé par Lesiane Ogg offert à des camerounais qui s'est achevé par des expositions. On note aussi un séminaire organisé sur la musique latine organisé en 2004, un atelier de peinture court métrage organisé en 2007 ainsi que divers ateliers de valorisation du patrimoine culturel camerounais organisé par Esperanza Garcia Salmones de l'école de conservation et de restauration des meubles de Madrid. En outre le 5 mai 2017, un concours international organisé en Chine a été remporté par la Confédération camerounaise de la Mode, du Textile et de l'Habillement, institution qui reçoit un appui de la part de l'ambassade. On a également en souvenir la conférence de presse organisée par le CCE en prélude à la 4^e édition du Festival du film « *Yarha* » à l'effet de promouvoir l'œuvre cinématographique d'un jeune réalisateur camerounais. Autre exemple, la projection le 2 octobre 2017 au CCE du film « *Un novio para Yasmina* ». Ces exemples il faut le souligner, sont relevés volontairement parmi tant d'autres exemples de même nature. On n'a guère la prétention d'être à mesure d'épuiser la question vue la batterie d'initiative du genre.

II- COOPERATION DANS LE DOMAINE HUMANITAIRE ET DE LA SANTE

L'action humanitaire et la coopération sanitaire sont aussi deux domaines à partir desquels la présence espagnole se fait remarquer au Cameroun. En effet, même si le pays n'abrite pas l'organe technique de coopération espagnole au développement d'où viennent majoritairement ces projets, les fruits issus de cette coopération sont visibles et palpables sur le terrain. Il convient néanmoins de souligner que l'importance de ces deux domaines pour le

gouvernement espagnol n'exclut point les réalisations observées dans d'autres secteurs à l'instar de la culture et de l'éducation. Par ailleurs, l'ensemble des projets développés en la matière sont l'œuvre conjoint des ONGD espagnoles en collaboration avec l'AECID, principale source de ces projets.

1. L'action humanitaire espagnole au Cameroun

Le gouvernement espagnol attache un prix aux actions humanitaires au Cameroun. Il s'agit concrètement de la mise à disposition aux populations des services sociaux de bases et la satisfaction de leurs besoins primaires notamment l'accès à l'eau, à l'électrification, aux services de santé et d'éducation ainsi que la lutte contre la pollution à travers la conduite des projets d'assainissement des environnements pollués. Toutefois, la concentration de ses activités dans le domaine sont beaucoup plus visibles dans des zones rurales, périphériques camerounais où les populations ont de sérieux problèmes d'accès aux services sociaux de bases.

a- L'accès à de l'eau potable et l'offre de dons multiformes

Les ONGD espagnoles mènent des projets visant à doter des communautés enclavées du Cameroun en points d'eaux. C'est le cas de l'ONGD *Zerca y Lejos* qui a effectué en 2019, des travaux dans la région de l'Est Cameroun en offrant un point d'eau au village pygmée de Mimbil, dans l'arrondissement de Bengbis. Ces travaux qui ont duré un an sont l'œuvre de volontaires espagnols et camerounais, des populations riveraines ainsi que des donateurs privés. Il faut souligner que plus de 320 millions de personnes en 2019 n'ont pas accès à l'eau potable, ce qui est un problème criard pour l'Afrique en général et les peuples Baka en particulier. Les effets dévastateurs liés au manque de ce précieux liquide sont présent dans de nombreux villages⁵⁰. En outre, l'ONG Abaraka, fruit d'une coopération entre l'Espagne, la France et l'Angleterre, a conduit de nombreux projets visant à mettre à la disposition des populations défavorisées du Cameroun des points d'eaux. C'est le cas du projet Wali (eau de vie) qui a été réalisé à Bangoua, dans la région de l'ouest Cameroun à l'été 2018. En partenariat avec la Fondation WebDev, cette ONG a contribué à la formation des personnes aux technologies EMAS avec la connaissance de la fabrication des pompes. Elle a procédé à l'installation de la pompe EMAS sur un puit pour le test, ainsi que la construction d'une citerne de 6000 litres etc.

⁵⁰Pour plus d'informations, se référer au site internet de l'organisation à l'adresse : <https://www.zerca-y-lejos.org> consulté le 20 avril 2024 de 20h45 à 23h13.

De plus, on relève une multitude de dons octroyé par les organisations confessionnelles camerounaises à des ONGD espagnoles. C'est le cas de l'église adventiste du Cameroun qui a offert le 16 Aout 2021, du matériel de première nécessité parmi lesquels figure notamment 25 matelas, 2 cartons de savons, 1 congélateur, 1 sac de haricot au siège de l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos* à Bengbis dans la région du Sud Cameroun. Ceci intervient lors de l'inauguration de la paroisse de cette communauté chrétienne et s'inscrit dans une démarche de soutien des différents protagonistes engagés dans la lutte pour l'égalité sociale, l'autonomie des couches vulnérables et la promotion des droits humains. En outre, l'ONG espagnole *Kids of Camerùn* se pose régulièrement au chevet des enfants orphelins de la région du Sud Cameroun dans ses efforts en faveur du développement durable des enfants en Afrique⁵¹.

Photo 16 : Forage réalisé par l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos* aux populations pygmées de Mimbil en 2021



Source : <https://www.zerca-y-lejos.org> consulté le 06 février 2024 de 08h30 à 9h00.

Cette photo a été prise en 2019 lors de l'inauguration du point d'eau construit dans la localité de Mimbil, région de l'Est Cameroun par l'ONG espagnole *Zerca y Lejos*. Ce point d'eau a permis de résorber le déficit d'eau observé dans ce village en proie à la pauvreté et au manque d'eau. On relève aussi l'offre des dons de nombreux fournitures scolaires aux écoliers de la localité ainsi qu'à ceux de l'école de N'drock en proie à la précarité⁵².

⁵¹ *Kids of Camerùn* est une ONG fondée en 2008 dont la mission principale est de maintenir en vie l'orphelinat, leur offrir un avenir meilleur. Elle a intervenu dans l'orphelinat « *A better World* », situé à Mbengwi, dans la partie anglophone du Cameroun. Pour plus d'informations, se référer à l'adresse : <https://www.zerca-y-lejos.org> consulté le 19 avril 2024 de 20h45 à 22h32.

⁵² Dons de nombreux fournitures scolaires aux écoliers de la localité de N'drock. Pour plus d'informations, consulter le site <https://www.zerca-y-lejos.org>

b- La condition des réfugiés tchadiens et centrafricains

Dans sa collaboration avec l'État du Cameroun, le gouvernement espagnol déploie des efforts pour apporter un élan de cœur aux réfugiés tchadiens et centrafricains présent sur le sol camerounais. Cela est l'œuvre de la Croix Rouge espagnole en partenariat avec son homologue camerounais, qui assiste ces populations en leur apportant le strict minimum indispensable à leur survie. Il s'agit concrètement de l'installation des structures durables permettant de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et à l'épanouissement des déplacés vivant en harmonie avec les populations camerounaises notamment, du développement et du renforcement de ses branches locales, tout ceci en accord avec le principe de différenciation entre les organes de gouvernance et de gestion. Ce qui explique le vaste programme de renforcement de capacités des huit structures nationales de l'organisation mis en branle dès 2008 pour optimiser son intervention et faire face aux potentiels défis auxquels ils seront confrontés⁵³. Il y va aussi de l'organisation des campagnes d'éducation et de sensibilisation visant à installer un climat de paix, d'égalité et d'équité entre réfugiés tchadiens, centrafricains et les réfugiés mbororos. Ces campagnes se sont étendues au volet sanitaire afin d'inciter les populations aux pratiques régulières d'hygiène et de salubrités pour limiter au maximum les cas de maladies liés à l'insalubrité. À travers le projet DISAC c'est-à-dire Développement Institutionnel de la croix rouge camerounaise, l'action de la croix rouge en destination des couches vulnérables de la population a été renforcée⁵⁴. Ce projet envisage améliorer les capacités de la croix rouge camerounaise avec pour ambition de renforcer son rôle humanitaire dans l'ensemble du pays au bénéfice des populations nécessiteuses. Elle se greffe également au projet ambitieux mis en branle par le gouvernement espagnol en 2008 visant à renforcer les capacités d'action de ses neuf sociétés d'Afrique Centrale, en lui accordant plus de financement venant de l'AECID⁵⁵.

En outre, la croix rouge espagnole intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire auprès des populations de la région de l'Est Cameroun et des réfugiés centrafricains présents sur le sol camerounais. Si ce projet a d'abord été destiné aux réfugiés centrafricains, la précarité des populations vivant dans cette partie du Cameroun a amené la croix rouge espagnole à étendre sa zone d'intervention de manière à amenuiser les possibilités d'injustices d'une action trop centré sur les réfugiés sans comprendre pour autant les besoins des populations

⁵³ C. R. Española, *Memoria* 2009, Madrid 2010, p.17.

⁵⁴ In : *Revue croix rouge infos N°41*, mai-juin, p.10.

⁵⁵ Espanola, *Memoria...*, p. 18.

autochtones. C'est d'ailleurs ce que confirme Gonzalo Isturiz Biguiristain, ex délégué de la croix rouge espagnole en Afrique dans un entretien que lui a offert un média camerounais lorsqu'il dit que « je voudrais commencer par signaler que le projet sécurité alimentaire ne comprend pas uniquement les réfugiés car environs 25% des bénéficiaires sont des camerounais dans des villages autour desquels se sont installés les réfugiés ». Dans la même veine, la croix rouge camerounaise en partenariat avec la croix rouge espagnole s'est illustrée dans 11 sites cibles des Départements de la Kadéï et du Lom et Djerem durant la période allant de 2008 à 2011 touchant près de 2200 familles⁵⁶. Il faut tout de même signaler que l'appui de l'ambassade à la croix rouge espagnole est absolu et c'est grâce à elle que l'AECID octroi des financements de plus en plus important à cette ONG. Ce projet est l'un des premiers financés directement par l'organe de coopération espagnole au développement. La visite en 2010 de Ortueta Spiegelberg, Ambassadeur d'Espagne de 2008 à 2012, a permis de donner plus de visibilité à ce projet.

c- Les initiatives espagnoles en matière de promotion de la femme

Le gouvernement espagnol à travers son Ambassade à Yaoundé accorde une place importante aux actions visant à promouvoir la place de la femme dans la société. En effet, Le Gouvernement espagnol majoritairement féminin et « europhile » compte 17 ministères, soit quatre de plus que l'exécutif de Rajoy, avec 11 portefeuilles confiés à des ministres femmes, et 06 portefeuilles aux hommes, ce qui en fait une nouveauté dans l'histoire de la démocratie espagnole⁵⁷. Dans cet élan, l'Ambassade soutient des initiatives en faveur de la promotion, de la protection et de l'autodétermination des femmes. Elle a ainsi visité le Centre des Filles et Femmes actives pour l'amélioration des Conditions socio-économiques et culturelles désert-femmes et désert-fille (CEFAP), sis au quartier Fanta Citron à Yaoundé. Cette organisation coordonnée en 2017 par Anne Pélagie Yotchou a pour objectif d'autonomiser les femmes africaines de façon à ce qu'elles obtiennent leur propre revenu et deviennent indépendantes. Pour ce faire, des ateliers et des cours sont organisés où on leur apprend différentes professions ainsi que de nombreux concerts en soutiens à la cause féminine sont organisés.

En outre, on note aussi l'organisation par l'Ambassade de nombreuses causeries éducatives. C'est le cas de la causerie éducative portant sur l'importance de la participation des femmes dans les processus de paix en période électorale. Cette assise a été organisé par l'Association *Women International League for Peace and Freedom* du Cameroun et le site

⁵⁶ *Revue croix rouge infos N°41*, mai-juin, p. 11.

⁵⁷ État des relations Cameroun-Espagne..., p. 3.

ayant abrité la rencontre a été la maison de la femme de Nkoldongo à Yaoundé le 22 septembre 2017. De plus, « le 26 février 2018, la salle de presse de l’Ambassade d’Espagne à Yaoundé a accueilli une conférence de presse avec plusieurs acteurs de la presse écrite, orale en vue d’apporter soutien à la femme lors de la célébration du 8 Mars 2018 »⁵⁸. Cette conférence de presse a été présidée par l’Ambassadeur espagnole, Jorge de Oretta Permartin assisté par son adjoint madame Lola Estéban Martin ainsi que de la coordinatrice du CEFAP. Il a été prévu pour l’occasion, diverses activités notamment la projection du film « *Makeba* » de Christian Kengne qui dénonce les violences faites aux femmes dans la société camerounaise.

Photo 17 : Conférence de presse en prélude à la célébration de la journée internationale de la femme du 8 Mars 2018



Source : Ambassade d’Espagne au Cameroun.

Cette photo a été prise le 7 mars 2018 lors d’une conférence de presse tenue au sein de l’ambassade d’Espagne en prélude à la journée internationale de la femme. En image nous observons en face et au milieu, l’Ambassadeur espagnole, Jorge de Oretta Permartin assisté par son adjoint madame Lola Estéban Martin ainsi que de la coordinatrice du CEFAP.

2. La coopération dans le secteur de la santé

La coopération entre l’Espagne et le Cameroun en matière sanitaire n’est pas récente et remonte au début des années 80 avec la visite du roi Juan Carlos en terre camerounaise. Cette visite a servi de stimulant pour ce pan de la relation qui lie les deux partenaires. Avec la

⁵⁸ M. P. Yene Atangana, 43ans, Chef service Adjoint de la coopération décentralisée et des partenariats à la Marie de Yaoundé V, entretien réalisée à Yaoundé le 31 mai 2024.

pandémie de la covid19, cette coopération s'est vu être renforcée à l'initiative des ONGD espagnoles en partenariat avec l'AECID et l'ambassade espagnole à Yaoundé. Ainsi, on relève entre autres orientations données à ce secteur les dons et envois de techniciens de la santé, la mise en place de programmes de promotion sanitaire, construction des districts de santé, la fabrication des kits de protection contre la covid19 ainsi que la lutte contre de nombreuses maladies à l'instar du VIH, le paludisme...

a- Don des ambulances et envoi de techniciens de la santé

Au cours d'une audience accordée à l'Ambassadeur espagnol Mariano Uriarte accompagné par l'un de ses collaborateurs le 24 Juin 1983 à 9 H 30, par Happy Tchankoun, Directeur Europe-Amérique-Océanie assisté par Ebede de la même Direction du MINREX, trois points étaient inscrits à l'ordre du jour parmi lesquels figurait le bilan de la coopération sanitaire entre les deux pays⁵⁹. Durant cette audience, il a été souligné que la coopération entre les deux pays dans le domaine est naissante. Le Ministre camerounais de la santé Eteme ELOA avait été saisi par message pour une offre d'assistance technique espagnole. Toutefois, la partie espagnole était en attente d'une réponse de sa part.

Par ailleurs, l'Ambassadeur espagnole a annoncé l'offre d'un don de deux ambulances équipées au gouvernement camerounais. En outre, il s'est prononcé en faveur d'un détachement pour une durée d'un an au Cameroun et dans le cadre de la coopération technique espagnole, de cinq ou six médecins et de quatre ou cinq techniciens de la santé devant exercer dans les hôpitaux camerounais à la charge du gouvernement espagnol. Il restait pour la partie camerounaise de régler le problème du logement⁶⁰. Cette annonce intervient au moment où s'organise la venue du monarque espagnol au Cameroun. D'autres annonces ont d'ailleurs été faites en vue de dynamiser la coopération dans le domaine de la santé publique, de la formation professionnelle des adultes, de l'agriculture, de l'équipement, de l'industrie et de l'élevage... ainsi, la coopérative pour le développement (la CODESCAM) a financé divers projets au Cameroun dans le domaine sanitaire, agricole avec la participation au projet de développement intégré de Bokito, et piscicole avec la création d'une société de pêche à Kribi (SOCOPEK).

⁵⁹ Note d'Audience N° 17-81/DIPL/2 du 29 Juin 1983.

⁶⁰ *Ibid.*

b- Les programmes de promotion sanitaire

Plusieurs programmes de promotion sanitaire sont à l'actif du gouvernement espagnol notamment le cas du programme VITA. Ce programme conduit de concert par l'AECID et l'ONG *Medicus Mundi*, a été essentiellement orienté sur la promotion sanitaire du district de santé de Lolodorf en s'appuyant sur le « le plan national de développement sanitaire 1998-2008 » adopté par le gouvernement camerounais en 1998⁶¹. Ce projet a d'abord, contribué efficacement au redressement du système sanitaire de ce village, en suite favorisé la formation et le recyclage du personnel soignant à travers l'organisation des ateliers de formation. L'offre sanitaire s'est vue sensiblement amélioré et la fréquentation des centres de santé a été relevé. Ce dynamisme n'avait plus été observé quelques années avant compte tenu de la situation précaire du village et de la prise en charge qui ne se faisait plus efficacement d'ailleurs, les riverains préféraient recourir à des solutions parallèles. En fin, ce programme a revitalisé l'offre sanitaire de cette contrée et favorisé une meilleure intégration de la médecine traditionnelle, dernier rempart des populations durant des années au détriment de la médecine classique. Les bâtiments et équipements tombés en désuétude ont pu être rénovés. L'empreinte laissé par la mise en place de ce programme depuis 2005 sont encore visibles aujourd'hui⁶².

Par ailleurs, d'autres projets de même nature ont pu être fait dans divers autres régions rurales du Cameroun en vue de desservir les populations en manque de soins de bases. Les ONG espagnoles d'obédience religieuse se sont illustrées dans les régions du Nord Cameroun, du Centre, le l'Ouest et du Nord-ouest. Le bilan de ces projets est encourageant et facilite les initiatives gouvernementales dans ce secteur. Ainsi, le 29 Mai 2017, des officiels de l'Ambassade espagnole à Yaoundé ont visité l'hôpital des Sœurs Hospitalières de *San Juan de Dios*, une formation sanitaire espagnole qui travaille de façon désintéressée, et qui s'occupe des maladies mentales⁶³. En outre, deux jours plus tard, c'est-à-dire le 31 Mai 2017, la visite s'est déportée au Foyer de l'Espérance du Père Alfonso Ruiz, un jésuite espagnol. Il s'agit en réalité d'un centre pour enfants en proie à des difficultés à qui l'Espagne offre une maison, une éducation et la chance d'avoir un avenir. Ce travail s'effectue tous les jours depuis quarante ans (40) ans pour donner aux enfants les plus défavorisés les meilleures opportunités. Le gouvernement espagnol à travers l'ONG *Lanzarote Help* a contribué à la construction d'un hôpital à Ebome, une zone rurale situé sur la côte sud du Cameroun tout proche de la frontière

⁶¹ Mballa Bimen, « la coopération internationale... », p.101.

⁶² Espanola..., p. 18.

⁶³ Pour plus d'informations, se référer au site officiel www.hospitalby.fr, consulté le 15 février 2024 de 17h30 à 19h40.

avec la Guinée Equatorial⁶⁴. La mise en place de cette formation sanitaire a amélioré l'offre de santé dans cette communauté en proie à de nombreuses difficultés. Cet hôpital qui offre également une attention technique et humaine, représente pour beaucoup de patients la seule possibilité de recevoir des soins de santé. Actuellement, sa dotation est de 62 lits d'hospitalisation, consultations externes, un service d'urgence permanent, un bloc opératoire, un espace mère-enfant, une radiologie, un laboratoire, une pharmacie et une équipe de 65 professionnels camerounais formés et disponible pour apporter des soins à cette communauté de 180 000 âmes⁶⁵. En outre, cet hôpital bénéficie de la précieuse collaboration de médecins espagnols, sages-femmes, infirmiers et pharmaciens qui viennent travailler sur le terrain en tant que bénévoles et transportent également du matériel pour l'hôpital dans leurs bagages⁶⁶. On note aussi l'offre d'un centre pilote de médecine le 7 mai 1999, par l'ONG espagnole *Solidaros para el desarrollo* qui œuvre abondamment en Afrique et particulièrement au Cameroun dans le secteur de la santé.

Photos 18 & 19 : Hôpital d'Ebomé de Kribi



Source : <https://www.ambala-ong-cameroun.org> consulté le 06 décembre 2023 de 08h30 à 9h45.

Sur ces photos l'on l'observe l'un des ouvrages de la coopération hispano-camerounaise dans le domaine social. Il s'agit d'un l'hôpital, construit autour des années 2000 à l'effet de répondre à l'un des besoins primaires des populations de la localité d'Ebomé à savoir, l'accès aux soins de santé de base. Les populations sont régulièrement prises en charge comme l'illustre

⁶⁴ Cet hôpital a été créé en Septembre 2005 par l'ONG *Lanzarote Help* qui depuis 2013 se fait appeler l'ONG Ambala. Avec son cout annuel moyen de 450.000 euros, cette formation arrive à s'auto-financer à hauteur de 70-75%. La collecte provient de concert avec les entreprises installées dans la zone qui ont assuré leurs travailleurs à l'hôpital. Par ailleurs, Ambala envoie 1000 euros par mois pour assurer le fonctionnement de l'hôpital.

⁶⁵ Pour plus d'informations, se référer au site officiel <https://www.ambala-ong-cameroun.org>, consulté le 12 mars 2024 de 20h45 à 22h32.

⁶⁶ *Ibid.*

la photo n°2 où l'on administre le vaccin contre le paludisme à une petite fille âgée de 9 mois. Ce qui contribue à améliorer les conditions de santé des populations de cette localité.

c- Organisation des campagnes de santé

Le royaume d'Espagne à travers son ambassade à Yaoundé et les appuis multiformes de l'AECID et des ONGD espagnoles, organise régulièrement des campagnes de sensibilisation, de prise en charge, de prévention des maladies par les vaccins. En contrepartie, l'efficacité de ces campagnes est dû à la participation massive de nombreuses formations sanitaires et bénévoles camerounais impliqués d'arrache-pied à la réussite de ces projets. Ainsi, du 1^{er} juin au 15 juillet 2021, une campagne de chirurgie orthopédique et traumatologique a été organisée au Centre Hospitalier Nicolas Barré d'Ekounou à Yaoundé à l'initiative de l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos*. En outre, dans le but d'offrir un accès simple aux soins bucco-dentaires à des populations issues des milieux vulnérables, cette ONGD organise chaque mois des campagnes de santé bucco-dentaire afin de réduire l'incidence de ces affections qui touche près de 3,5 milliards de personnes dans le monde⁶⁷. Il est important de souligner que ces maladies sont à l'origine d'une importante charge de morbidité tel que la gêne, des douleurs des lésions défigurantes et peuvent même conduire à la mort⁶⁸. Par ailleurs, en collaboration avec les institutions académiques, cette ONGD espagnole participe également au Cameroun à la promotion de la recherche scientifique en encadrant les étudiants en thèse de Doctorat au travers de son Centre de Recherche sur l'émancipation de la santé communautaire. L'étudiante Aurore Mankongo, en fin de cycle Doctorat en médecine bucco-dentaire a bénéficié de ce programme et orientée ses recherches sur le comportement en santé bucco-dentaire des Baka tenant compte de leurs déterminant socio-culturels et économiques⁶⁹. En outre, pour faire face à la pandémie de la covid-19, l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos* s'est illustré dans la sensibilisation aux mesures d'hygiènes préventives visant à barrer la route à la cette maladie hautement contagieuse. Elle a également contribué à former gratuitement des personnes et à la fabrication des caches nez et des gels hydroalcooliques pour aider les populations de la région de l'Est Cameroun à s'autoprotéger et à protéger les autres. Du 11 avril au 7 mai 2022, cette ONG a organisé une campagne annuelle de chirurgie dans ses blocs opératoires situés à la maison

⁶⁷ Pour plus d'informations, se référer au site officiel <https://www.zerca-y-lejos.org>, consulté le 12 mars 2024 de 22h00 à 23h45.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Tenant compte de cette considération, elle a découvert que 8 Baka sur 10 présentaient des dents cariées nécessitant un traitement. Ceci est à son avis le résultat d'une inégalité et du difficile accès aux soins de santé bucco-dentaire de base associé aux mauvaises pratiques d'hygiène bucco-dentaire.

catholique d'Adjoli (Bengbis, région du Sud Cameroun) dans le cadre de son programme de promotion de l'accès aux soins spécialisés pour tous. Par ailleurs, l'ONG Ambala organise régulièrement des campagnes de chirurgie ophtalmologiques à l'hôpital d'Ebome. Ces campagnes sont régulièrement effectuées grâce au concours de l'ONG espagnol *Idiwaka* dont les activités sont concentrées à Dschang et à *Widikum*, au Nord-ouest Cameroun⁷⁰.

Photos 20 & 21 : Fabrication des gels hydroalcooliques et des caches nez par l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos* pour faire face à la covid-19



Source : <https://www.zerca-y-lejos.org> consulté le 06 décembre 2023 de 16h30 à 17h 23.

Il s'agit ici d'un atelier de fabrication des gels de main hydroalcooliques et de caches nez à usage multiple. Elle a été mise sur pieds au plus fort de la crise sanitaire de la covid-19 par l'ONG espagnole *Zerca y Lejos* à l'effet d'aider des populations à lutter efficacement contre cette pandémie. Aujourd'hui, cet atelier a été reconvertie en atelier de formation en couture pour permettre aux populations de s'auto-employer.

3. Programmes de coopération espagnols

Le Cameroun bénéficie des initiatives espagnoles dans le cadre des programmes mis en place par le royaume vis-à-vis du développement de l'Afrique. En effet, depuis l'adhésion espagnole au Fonds africain de développement (FAD) en 1973, et surtout la Banque africaine de développement (BAD) en 1984, la politique étrangère de l'Espagne vis-à-vis de l'Afrique repose sur des principes opérationnels clés, tels que le soutien à la paix et la sécurité, la consolidation des droits de l'homme et la bonne gouvernance, ainsi que la lutte contre la faim,

⁷⁰ « *Idiwaka* » est une ONG espagnole implanté depuis 2016 au Cameroun mais aussi dans divers autres pays notamment en Ouganda (depuis 2018) et aussi en Côte d'Ivoire depuis 2021. Elle effectue régulièrement des campagnes de santé (néonatale et ophtalmologie), chirurgies ainsi que des campagnes de sensibilisation sur l'éducation sexuelle etc.

la pauvreté et l'exclusion sociale. A ces éléments se greffent les plans directeurs I, II et III élaborés par le gouvernement espagnol de manière à déployer une politique cohérente et logique en destination des pays traditionnels et surtout, élargir la zone d'action vers les pays périphériques à la culture hispanique⁷¹. Ces plans s'organisent autour de quatre objectifs majeurs à savoir : contribuer à la paix et à la sécurité dans le continent, contribuer et participer au développement durable et à la croissance économique inclusive et résiliente, soutenir le renforcement institutionnel et l'ouverture politique et favoriser une mobilité ordonnée, régulière et sûre, aussi bien entre l'Afrique et l'Europe qu'à l'intérieur du continent africain⁷². Il faut souligner que du fait de sa proximité géographique, historique et culturelle, le royaume d'Espagne se considère comme le pays le plus concerné par le développement de l'Afrique en dehors du continent et donc, le mieux indiqué pour accompagner et piloter les projets européens de coopération et de développement⁷³. Toutes fois, ces projets dont bénéficient le gouvernement camerounais se font dans une dynamique de coopération malgré que le pays ne fasse pas encore partie des Etats d'Afrique prioritaires avec lesquels coopère le gouvernement espagnol. Ainsi, considérant les multiples domaines de coopération du royaume d'Espagne dont bénéficie le Cameroun, un choix délibéré de notre part a été porté sur quelques-uns d'entre eux notamment la promotion de la paix et de la sécurité, les droits de l'homme et la bonne gouvernance, les infrastructures et le numérique.

a- Coopération en matière de paix et de sécurité

Le III^e Plan directeur de coopération espagnole pour l'Afrique adopté en 2019, accorde une place de choix aux problèmes de paix et de sécurité du fait de leur importance stratégique pour l'Afrique elle-même et surtout le continent européen. En effet, La prolifération de réseaux de délinquance et d'instabilité à savoir : les mouvements terroristes, la présence de pirates au large des côtes du golfe de Guinée et de la Corne de l'Afrique ou les conflits internes ayant des retombées transfrontalières et régionales, constituent des problèmes à l'échelle du continent qui ont, à ce jour, un impact véritable sur la sécurité européenne et nationale⁷⁴. Il est présent notamment au Sahel, au Nigeria, dans la région du lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique, des zones où opèrent Al-Qaida, Daesh et ses filiales, Boko Haram et Al-Shabaab. A cet égard,

⁷¹ L'Espagne a toujours accordé une importance particulière aux territoires avec qui il partage les mêmes valeurs culturelles. En Afrique subsaharienne, le royaume accorde une importance stratégique à cinq Etats spécifiques à savoir : l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie, l'Angola et le Sénégal.

⁷² Stratégie pour l'internationalisation de l'économie espagnole 2017-2027, adoptée par le Conseil des ministres dans sa réunion du 8 septembre 2017. Disponible sur : <https://www.mineco.gob.es/>

⁷³V^e Plan directeur de la coopération espagnole 2018-2021, adopté par le Conseil des ministres du 23 mars 2018

⁷⁴ *Ibid.* p 29.

L'Espagne a fait sienne l'approche contenue dans la Stratégie mondiale pour la politique étrangère et la sécurité commune de l'UE, adoptée en juin 2016, qui préconise d'abord la prévention et en fin, une approche reposant sur le binôme « sécurité et développement »⁷⁵. Cette dernière a pour but de contribuer à la sécurité de la population et à la stabilisation des pays ciblés par la stratégie dans leur cadre régional. Ainsi, depuis sa première participation en 1989, l'engagement de l'Espagne vis-à-vis des questions de maintien de la paix et de la sécurité en Afrique et au Cameroun en particulier n'a point faibli. Par voie multilatérale, le pays contribue significativement aux missions africaines des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité auxquelles prend régulièrement part des soldats camerounais. En outre, le royaume apporte régulièrement un soutien multiforme au G5 Sahel et fait partie des décideurs des missions de paix et de sécurité mis en branle par l'UE en Afrique subsaharienne⁷⁶. A cet effet, il est régulièrement envoyé des messages de soutien de l'Ambassade, à l'armée camerounaise pour son professionnalisme et sa capacité à refréner les actes de terrorisme, d'insécurité et de piraterie maritime. Cette dynamique concorde avec le discours prononcé par l'ambassadeur espagnole lors de sa présentation des lettres de créances au président Ahidjo en octobre 1981 lorsqu'il déclare que :

L'Espagne [...] œuvre dans la promotion d'une coopération internationale basée sur le maintien de la paix de façon solide et durable. La paix ne saurait être un concept statique, résultat d'un équilibre mécanique de la force, mais plutôt une réalité qui trouve son premier appui dans le cœur des hommes. Voilà pourquoi l'Espagne s'emploie à renforcer le grand polier sur lequel repose le bien être des peuples : une coopération plus intense qui réduit les différences irritantes entre les niveaux de développement économiques. Un monde efficace et prospère doit être un monde à visage humain⁷⁷

D'ailleurs, le 8 mai 2017, l'ambassade exprimait déjà sa joie et sa satisfaction pour la libération des 80 filles kidnappés par Boko Haram. Le soutien espagnol est également perçu à travers l'offre des dons aux victimes touchés par les affres de la guerre dans la région de l'extrême Nord du pays. Les populations de Tourou, dans le Mayo Tsanga, ont bénéficié d'aliments et de matériels de première nécessité dans le cadre du programme souveraineté alimentaire de l'ONGD *Zerca y Lejos* le 22 mai 2022⁷⁸. Cette même zone a bénéficié de la phase 1 du programme paix et réconciliation avec la visite au Cameroun de CHEMA

⁷⁵ III^e Plan directeur de la coopération espagnole pour l'Afrique 2019-2021, p 34.

⁷⁶ Soutien aux opérations françaises Serval et Barkhane ; participation au plus haut niveau à toutes les missions de l'UE déployées dans la zone EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali et EUCAP Sahel Niger ; appui aux efforts du G-5 Sahel pour la stabilisation de la région ; participation espagnole à la MINUSMA suite à un accord conclu entre EUROGENDFOR et les Nations Unies, et contribue aussi à la stabilisation de la République centrafricaine où prend part l'armée camerounaise (mission PCSD EUTM RCA et mission MINUSCA).

⁷⁷ Extrait de discours prononcé par l'ambassadeur d'Espagne au Cameroun à l'occasion de la présentation de ses lettres de créances au président Ahidjo en octobre 1981.

⁷⁸ Don offert aux populations de Tourou dans le Mayo Tsanaga, région de l'Extrême Nord Cameroun. Pour plus de détails, se référer au site officiel <https://www.zerca-y-lejos.org> consulté le 14 mars 2024 de 20h45 à 23h15.

GABALLERO, un expert international qui s'occupe des questions de paix et de résolution de conflits.

Dans le golfe de Guinée, l'Espagne apporte un soutien aux efforts des pays et des organisations présentes dans cette région. La contribution est à la fois bilatérale et multilatérale. En effet, les forces armées espagnoles mènent des activités relevant de la sécurité coopérative avec de nombreux pays notamment le Cameroun, le Sénégal et le Cap-Vert pour le renforcement des capacités militaires et déploient périodiquement un navire pour renforcer les capacités en termes de sécurité maritime des pays riverains, tandis que la Police nationale et la Garde civile collaborent sous forme de déploiement de personnel, d'aéronefs et de patrouilleurs dans les pays de la zone. C'est d'ailleurs ce qui justifie la Présence au Cameroun du navire de la Marine Espagnole, *la Centinela* 16 au 20 octobre 2018, dont le Commandant est monsieur Fernando Garcia, en vue d'un échange d'expériences et le renforcement des capacités des hauts officiels de la Marine camerounaise. Sur le plan bilatéral, l'Espagne a conclu des conventions de coopération en matière de lutte contre la criminalité et contre le terrorisme avec différents pays africains, dont le Cameroun. C'est le cas notamment de l'accord de coopération sur la marine marchande signée le 10 mai 1986 et l'accord de coopération sur la lutte contre la criminalité transfrontalière du 26 janvier 2011⁷⁹. Par ces accords, le pays octroi régulièrement du matériel aux forces de défenses camerounaises. Ainsi, du 8 au 12 février 2010 le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense, Edgard Alain Mebe Ngo'o a séjourné à Madrid, Barcelone, Santiago de Compostelle et Séville, conduisant une mission dans le but d'acquérir du matériel pour la sécurisation des frontières maritimes et terrestres camerounaises⁸⁰. De plus, le 22 août 2013, une délégation du MINDEF conduite par le Général de brigade aérienne Jean Calvin Momha, Chef d'état-major de l'armée de l'air, a séjourné à Séville pour assurer la réception technique d'un avion de transport militaire, un Air Bus CN 235, qui sera acheminé au Cameroun. Il est important de souligner que le Cameroun n'est pas resté spectateur devant toutes ces actions espagnoles car durant la matinée du 4 mai 1981, le Cameroun a apporté soutien et réconfort au peuple espagnol après les attaques perpétrées par

⁷⁹ Le projet d'accord de coopération en matière de marine marchande a fait l'objet d'une intense activité diplomatique entre les deux pays entre 1980 et 1987, à travers l'envoi de nombreuses correspondances diplomatiques échangés entre les deux pays. Pour cause, certaines dispositions peinaient à faire l'unanimité entre les deux partenaires. On relève pour l'illustrer les articles 9, 13 et 15 de cet accord de coopération. Par ailleurs, Il est à noter qu'un Accord de coopération entre les Gouvernements espagnol et camerounais, représentés par leurs Ministères de la défense respectifs, concernant la coopération entre la Marine Nationale camerounaise et l'Armada espagnole est en cours de négociation. Le Ministère de la Défense du Cameroun a fait tenir, mi-mai 2016, la version amendée dudit accord de coopération, contenant les contre-propositions de la partie camerounaise, en vue de sa finalisation au Département. Ladite version peaufinée a été transmise à la partie espagnole pour son avis.

⁸⁰ Etat des relations Espagne-Cameroun, p. 4.

le groupe terroriste *Grapo* à Madrid et à Barcelone qui ont conduit à la mort de quatre personnes dont un général d'armée, un policier et deux gardes civiles⁸¹.

Par ailleurs, les ONG espagnoles participent régulièrement aux journées internationales pour la paix en compagnie de nombreux volontaires camerounais. C'est le cas de la journée internationale pour la paix « Irun » organisée en 2017 à laquelle a pris part l'ONG Abarka. Elle a participé aussi aux marches de solidarité aux côtés d'ONG camerounaises à l'instar de l'ONG Pikume⁸². On note également le projet mis en place par l'ONG *Manos Unidas* dans la région de Tourrou, à l'extrême nord du Cameroun intitulé « processus de réconciliation et de paix humanitaire dans la zone de Boko Haram ». Le but de ce projet est d'apporter une réponse globale aux problèmes des populations de cette localité en proie déjà aux difficultés du quotidien, à laquelle viendra s'ajouter les affres terroristes perpétrés par la secte Boko Haram depuis 2013.

b- La promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et d'égalité de genre

L'Espagne et le Cameroun sont des pays profondément attachés aux droits de l'homme dont la protection et la promotion constituent une priorité dans l'architecture de leur politique étrangère. Si la question de la peine de mort divise les deux partenaires, il n'en demeure pas moins que la coopération en la matière soit principalement centrée sur le dialogue, même dans des situations de violation grave des droits humains, car la rupture du dialogue entraîne la perte presque totale de toutes capacités d'influence⁸³. Il ne fait aucun doute que l'axe emprunté par cette coopération relève essentiellement du domaine du multilatéralisme, sachant que la protection des droits humains exige des efforts concertés visant à empêcher le recours au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. A cet égard, les Nations Unies et l'UA défendent activement les droits humains. En sa qualité d'État membre, l'Espagne déploie ses actions en la matière par l'intermédiaire de l'UE, en concertation avec ses partenaires européens, sans renoncer toutefois à ses instruments bilatéraux⁸⁴. Sa stratégie

⁸¹ Rapport Trimestriel N° 034/R/DS/ACE/81 du 07 octobre 1981.

⁸² Pour plus d'informations, se référer à l'adresse www.abarka.org consulté le 17 mars 2024 de 20h45 à 22h15.

⁸³ Lors du deuxième cycle de l'examen périodique universel (EPU) en 2013, treize recommandations avaient été faites à l'Etat du Cameroun concernant spécifiquement l'abolition de la peine de mort et/ou le moratoire sur les exécutions. Lesquels recommandations avaient été émises par treize Etats au nombre desquels figurait le royaume d'Espagne. Toutes ces recommandations ont été rejetées par le gouvernement camerounais et la justification donnée par ce refus est que l'application de la peine de mort au Cameroun n'est plus qu'une chimère. D'ailleurs, depuis l'accession au pouvoir du président Paul Biya, une seule exécution a été commise dans le cadre de la peine de mort.

⁸⁴ III^e Plan directeur de la coopération espagnole pour l'Afrique 2019-2021, p 56.

africaine en la matière repose essentiellement sur lutte contre la peine de mort ; lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; lutte en faveur des droits des personnes en situation de handicap ; droits humains à l'eau et à l'assainissement ; entreprises et droits humains ; défenseurs des droits humains⁸⁵. Il est en outre organisé des ateliers de réflexions visant à promouvoir la participation citoyenne des populations camerounaises. Cette participation permet l'expression des opinions à travers l'exercice du droit de vote, et l'influence dans les prises de décisions pour de contribuer au développement local. En effet, le citoyen participe à la vie politique d'une collectivité territoriale à travers l'exercice de son droit de vote, par lequel il exerce le pouvoir direct c'est-à-dire être élu, ou indirect, c'est-à-dire qu'il devient membre d'un groupe de contre-pouvoir, encore appelé groupe d'opposition. A cet effet, les ateliers organisés entre l'ambassade espagnole et le CREPEG vise à inciter le citoyen camerounais à s'investir pleinement dans la vie politique du pays.

Pailleurs, des appels incessants en faveur d'une gestion transparente des deniers publics sont orienté vers les autorités camerounaises par le gouvernement espagnol à l'effet d'encourager son partenaire à lutter efficacement contre la corruption qui influence négativement sur son image à l'international. Cette mauvaise image est alimentée par le mauvais classement du Cameroun à l'Indice de Perception de la Corruption de *Transparency International* et sa mauvaise cotation auprès des agences de notation⁸⁶. Les principales parties prenantes au développement des IDE au Cameroun sont unanimes sur la faiblesse de la gouvernance, du fait d'une corruption généralisée, d'une mauvaise gestion des affaires

⁸⁵ L'Espagne fait, sur la scène internationale, une promotion active de ces droits, qui sont particulièrement importants en Afrique subsaharienne.

⁸⁶ Le Cameroun a occupé en 2003 le 8ème rang des pays les plus corrompus de la planète avec 1,8 point contre 2,2 en 2002, année au cours de laquelle le pays s'est classé 13ème sur les 122 de l'échantillon arrêté. Pour l'édition 2003, le Cameroun s'est classé au rang de deuxième pays africain le plus corrompu derrière le Nigéria. En 2010, le Cameroun avec 2,2 points est classé à la 146ème position. Classement *Doing Business* de la Banque Mondiale : 171ème sur 183 pays en 2010, 165ème sur 183 pays en 2011 et 161ème sur 183 pays en 2012. Il convient de souligner que ce classement est de plus en plus important et de plus en plus consulté par les investisseurs internationaux. C'est une sorte de carte qui présente les opportunités et les risques d'un pays pour les investisseurs ; Classement de *Transparency international* : 146ème sur 180 pays en termes d'indice de perception de la corruption en 2010. Classement de l'indice de compétitivité mondiale, '*Growth competitiveness index*' de *World Economic Forum* : 114ème sur 134 pays en 2009 (score inchangé par rapport à 2008). Cet indice mesure les perspectives de croissance d'un pays à moyen et long terme ; classement de l'indicateur « *Enabling Trade Index* » (ETI) : 92ème sur 118 pays en 2008, avec un score de 3,4, inférieur à la moyenne de 3,90 pour l'Afrique subsaharienne. Cet indice élaboré par le Forum économique mondial met en lumière les forces et faiblesses des pays en matière d'obstacles aux échanges internationaux et les actions qu'ils doivent engager pour tirer profit desdits échanges ; classement selon le rapport sur le développement humain du PNUD : 153ème sur 182 en 2009, 150ème sur 182 pays en 2011.

publiques et d'une faible promotion de la destination Cameroun. Toutefois, dans la SND30, les stratégies sont proposées pour améliorer la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat.

c- Les initiatives en matière de promotion du développement durable et inclusif

La coopération espagnole globalement, joue un rôle important en ce qui concerne la création des conditions favorisant le développement économique et l'épanouissement des capacités des femmes et des hommes. Ces conditions sont la base d'une croissance économique inclusive, durable et permettent de faire reculer la pauvreté et les inégalités⁸⁷. En outre, cette coopération œuvre en faveur du renforcement des services sociaux de base, de la lutte contre la faim et la malnutrition, de l'égalité des genres, de la lutte contre la pauvreté extrême, de la résilience, et participe par ailleurs à la prise en charge des crises humanitaires⁸⁸. C'est ce que confirme Akamba ornella, originaire de la localité de Djoum dans le Sud Cameroun et heureuse bénéficiaire d'un programme de formation technique et d'accompagnement rural aux métiers lancé par l'ONGD espagnol *Zerca y lejos* en 2021. Elle déclare que :

« Faute de moyens pour continuer mes études dans une université, j'ai eu vent par le canal de l'ONGD espagnol *Zerca y lejos*, d'un appel à candidature du programme de formation technique et d'accompagnement rural aux métiers d'agriculture et d'élevage. Sans savoir ce que j'allais y faire exactement j'ai composé le concours et je l'ai réussi. Grâce à l'entretien avec les moniteurs et aux programmes de formation théoriques et pratiques, j'ai été mieux éclairée et j'ai décidé de me lancer dans la culture du cacao. Après mon diplôme de fin de formation, je souhaite mettre sur pied mes propres cultures de cacao grâce à l'appui financier et favoriser une transformation locale afin de desservir les autres régions de mon pays et pourquoi pas la sous-région »⁸⁹.

Il convient de souligner que l'outil le plus efficace utilisé par le royaume d'Espagne en la matière, et dont bénéficie grandement le Cameroun est la coopération OCDE-Afrique pour la promotion des bonnes pratiques, de la transparence et de la reconnaissance des systèmes économiques africains à l'échelle internationale. Si les investisseurs espagnols sont encore peu nombreux en Afrique et au Cameroun en l'occurrence, les entreprises (essentiellement des PME-PMI) quant à elle gagnent de plus en plus en nombre et en importance⁹⁰. Ces entreprises sont présentes dans les secteurs d'activité suivants : pêche, infrastructures et bâtiment, énergies (fossiles ou renouvelables), le tourisme et la logistique. On relève entre autres exemple la mission effectuée du 24 au 27 mars 2015 de L'Ambassadeur d'Espagne au Cameroun, Marcelino Cabanas ANSORENA qui a conduit une délégation de huit hommes d'Affaires

⁸⁷ III^e Plan directeur de la coopération espagnole pour l'Afrique 2019-2021, p 38.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ O. Akamba, 23 ans, Bachelière et heureuse bénéficiaire du programme de formation technique et d'accompagnement rural aux métiers d'agriculture et d'élevage en 2021, entretien téléphonique réalisée le 29 décembre 2023 à 18h 34.

⁹⁰ ICEX/Rapport 2020 *Casa Africa*

espagnols opérant dans le secteur de l'agro-industrie, de la santé et du négoce, pour une mission de prospection économique et commerciale. Cette mission s'est déroulée en trois étapes à savoir, d'abord les audiences avec : le MINEPAT où les échanges ont porté sur divers domaines d'investissement, entre autres, la création des structures, le transfert de technologie dans des secteurs comme l'Agro-industrie, la fabrication des médicaments et la transformation du poisson ; l'audience accordée au Ministre des Affaires Sociales, au cours de laquelle Monsieur Ignacio Tremiño Gómez, Directeur Général des politiques d'appui aux personnes handicapées de la Fondation ONCE, a souligné tout l'intérêt de la Fondation ONCE à promouvoir au Cameroun l'accessibilité universelle et l'autonomisation des personnes en situation de handicap. La Fondation ONCE a de plus, fait référence de son projet de convention avec le MINAS qui depuis lors attend finalisation ; et enfin l'audience accordée au Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, au cours de laquelle la Fondation ONCE a présenté son projet avec le MINHDU, dans le domaine de l'accessibilité universelle. Dans la même mouvance, des audiences ont été accordées à cette délégation espagnole par le Ministre du Tourisme et des Loisirs, au cours de laquelle les investisseurs espagnols ont évoqué les différents projets en cours portant sur la construction et la réfection des hôtels, sur le projet Charter, dans les domaines d'agriculture, de santé, et de construction des stades de football⁹¹.

La seconde étape s'est effectuée à l'Agence de Promotion des investissements (API). Au cours de celle-ci, le groupe d'investisseurs a pris part à un séminaire sur la thématique : « Doing Business in Cameroun ». Il y a eu ensuite des visites au Centre des Handicapés d'Etoug-ébé et à PROMHANDICAM de Mimboman. Par ailleurs, pendant la dernière étape de cette mission, les investisseurs se sont rendus à Douala pour une visite au Port Autonome de Douala et une rencontre à la Communauté Urbaine de Douala.

⁹¹ Aussi, les investisseurs espagnols ont été reçus par le Délégué Général à la Sûreté Nationale, et par le Directeur Général du Fonds National de l'Emploi ainsi que par le Ministre de la Justice, au cours de cette audience, les investisseurs espagnols ont relevé leur domaine d'investissement notamment la construction des prisons, la formation et la promotion des petits métiers dans les prisons.

CHAPITRE IV :
APPRÉCIATION DE LA COOPÉRATION HISPANO-
CAMEROUNAISE DANS LES DOMAINES
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
CAMEROUNAISE DANS LES DOMAINES

Le Cameroun et l'Espagne entretiennent des relations diplomatiques qui dure plus d'un demi-siècle aujourd'hui¹. Si elles restent silencieuses, les deux parties présentent néanmoins les raisons de se réjouir de cette coopération durable. Il existe malgré leurs spécificités, des retombées profitables aussi bien du côté camerounais que du côté espagnol. Dès lors, quelles sont les retombées de la coopération hispano-camerounaise ? Si elle demeure sujette aux influences structurelles et conjoncturelles de l'environnement économique et socio-politique national et international, quels pourraient être les facteurs dépréciatifs ayant auréolés cette relation ? Et quelles pistes d'analyse pourraient-on émettre pour contribuer à la dynamiser de manière à la rendre plus efficace ? La réponse à ces questions permettra d'abord, d'examiner tour à tour l'intérêts dont bénéficie chacun des acteurs en présence sur les plans économiques ; et social ensuite, elle permettra de faire une analyse sur les problèmes répertoriés y afférent en ressortant les écueils sur lesquels s'est heurtée la relation diplomatique entre l'Espagne et le Cameroun sur le plan économique et sur le plan social ; et enfin, elle permettra d'émettre quelques hypothèses pouvant améliorer la relation diplomatique entre le Cameroun et l'Espagne dans les domaines qui font l'objet de cette étude.

I- RETOMBÉES DE LA COOPÉRATION ESPAGNE-CAMEROUN

À la question de savoir qu'est-ce qui justifie la présence espagnole en sol camerounaise seulement une année après l'accession du Cameroun à la souveraineté interne et externe ? Il faut préalablement dire que la réponse est à rechercher dans l'histoire politique du Cameroun. Effet, le pays n'a pas été une colonie bien qu'il fût administrée comme partie intégrante de l'Afrique Équatoriale Française (AEF)². Il a été territoire international placé d'abord sous la mandature de la Société des Nations ensuite sous tutelle de l'ONU. Cette réalité suppose l'ouverture du petit État à l'ensemble de la communauté internationale. Autrement dit, le Cameroun de par cette vérité historique avait légitimité de collaborer avec tous les acteurs internationaux au nombre desquels figure l'Espagne. C'est ce que confirme le Diplomate Enganemben Bekemen Marie Madeleine lorsqu'elle souligne que : « Le Cameroun n'est la chasse gardée d'aucun Etat. Une fois l'avoir dit à un partenaire aussi stratégique que la France, il faut voir ailleurs, diversifier ses partenaires et dans le cas d'espèce, l'Espagne est un

¹ Le 10 novembre 2021, le Cameroun et l'Espagne célébraient le 50^e anniversaire de leur coopération.

² Au lendemain des accords dits de Picots en 1916, la France à qui revenait les ¾ du territoire camerounais ne s'est pas privé de le préparer à son autonomie interne en le considérant comme l'une de ses colonies d'Afrique Équatoriale malgré son statut de territoire international.

partenaire clé »³. Ce fait est ce qui constitue *de facto*, le premier avantage de cette coopération : la reconnaissance internationale.

1. Ouverture diplomatique et reconnaissance internationale

Au lendemain de son indépendance obtenue dès Janvier 1960, le Cameroun souhaite très vite être reconnu comme un État à part entière sur la scène internationale. Ce désir est ce qui justifie son déploiement diplomatique pour signer et ratifier des accords de coopération avec les autres États du monde. La relation avec l'Espagne se met en place le 10 Novembre 1961 et se concrétise par la mise sur pieds des Ambassades respectivement à Yaoundé et à Madrid. Cependant, ce premier bénéfice dont jouit la coopération hispano-camerounaise n'est pas dans le cadre de cette relation une affaire exclusivement camerounaise car elle profite aussi au gouvernement espagnol.

En effet, après son admission au sein de l'ONU en 1955-56, le royaume d'Espagne souhaite avoir bonne presse au sein de l'opinion publique internationale. Cette relation tissée avec le jeune État camerounais est pour lui un acte fort, signe de la vitalité de sa politique et de sa diplomatie sur le plan international. L'opportunité actuelle est le lieu de rappeler qu'après le coup d'État perpétré par l'armée de 1936-1939, cette monarchie européenne a été rangée au banc de touche des États avec qui collaborer sur la scène internationale. Il s'en suit l'isolement total du royaume jusqu'à son acceptation au sein du « temple du multilatéralisme » à savoir l'ONU.

a- Un outil de solidarité internationale

L'autre point névralgique ayant profité aux deux États dès la mise en place de cette coopération est la solidarité internationale. En effet, cette coopération a servi d'outils à travers lequel les deux partenaires pouvaient se soutenir mutuellement. Régulièrement, les deux États se sollicitent pour leurs différentes candidatures au sein des instances internationales. L'actualité récente remonte au mois Septembre 2022 lorsque l'Espagne a sollicité le soutien du Cameroun pour sa candidature à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). On note aussi un échange de soutien de candidatures, notamment le soutien du Gouvernement espagnol pour la candidature du Cameroun à la présidence de la 79^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2024. En retour, l'Ambassadeur a sollicité le soutien du

³ M. M. Enganemben Bekemen, anonyme, Diplomate au Minrex, entretien réalisé à Yaoundé le 4 novembre 2023.

Cameroun pour la candidature de la Ville de Malaga à l'Expo 2027. Au mois de Février 2018, le Royaume d'Espagne a sollicité le soutien du Cameroun en faveur de la candidature de l'espagnol M. Odon Palla Sagues, au poste de Directeur Exécutif de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO).

En outre, en Janvier 2018, l'Espagne a sollicité le soutien camerounais à la candidature de Madame Ana Pelaez Narvaez au Comité de l'ONU pour l'élimination des discriminations faites à l'égard des femmes (CEDAW), pour la période 2019-2022, lors des élections qui ont eu lieu le 07 juin 2018, à New York. En Décembre 2017, le Cameroun a apporté son soutien à l'élection du Royaume d'Espagne (Catégorie B), au Conseil Exécutif de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), lors des élections en marge de la 13^{ème} Session Ordinaire de son Assemblée Générale, tenue à Londres du 27 novembre au 6 décembre 2017.

De plus, en Juin 2017, le Royaume d'Espagne a proposé au Gouvernement camerounais, d'effectuer un échange de soutien croisé où il se disait disposée à soutenir les candidatures camerounaises portées soit par Emmanuel Kalngui à la Commission des Limites de la Plateforme Continentale (CLPC), pour la période 2017-2022, lors des élections prévues du 12 au 16 juin 2017, à New York, ou alors celle de M. Ngango Ebandjo au IOPC Funds Audit Body. Tout ceci, en échange du soutien du Gouvernement Camerounais à la candidature de l'Espagne à sa réélection en Catégorie C au Conseil de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), lors des élections qui se tenaient à Londres du 27 novembre au 8 décembre 2017, à l'occasion de la 30^{ème} session ordinaire de son Assemblée Générale.

b- Un instrument de lutte internationale

La coopération hispano-camerounaise a permis aux deux partenaires de trouver une parade vis-à-vis de l'aide internationale jugée peu avantageuse pour les États pauvres et en voie de développement. C'est le lieu de rappeler que jusqu'en 1975 le Royaume d'Espagne recevait l'aide internationale de la part des grandes puissances mondiales notamment des Etats-Unis. En effet, l'assistance économique américaine était de l'ordre de 600 millions de dollar les premières années qui ont succédées la signature des accords hispano-américains d'assistance militaire et économique⁴. Les échanges commerciaux effectués dans le cadre de cette relation ancienne ont permis aux deux États de s'affranchir partiellement des différences irritantes du niveau de développement observées entre le Nord et le Sud, en contribuant sensiblement à

⁴ De la Rue, *l'Espagne et sa politique ...*, p.13.

l'amélioration des conditions de vies de leurs populations. Si les premières années ont tourné en l'avantage du Cameroun, les années suivant le développement du royaume d'Espagne ont permis à cet acteur majeur de participer au développement économique du Cameroun. L'initiative Health2debt n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

2. Analyse des atteintes des objectifs de la coopération hispano-camerounaise

Le royaume d'Espagne à travers le gouvernement espagnol en collaboration avec l'AECID finance des projets économiques et sociaux au Cameroun. Ces projets sont d'une part, le fruit d'une collaboration entre les entreprises espagnoles et le gouvernement camerounais et d'autres part, ils proviennent des initiatives conduites par les ONG espagnoles à caractère laïcs ou religieuses. Cette coopération il faut le souligner visait le développement des deux partenaires. Ainsi, dans quelles mesures les objectifs fixés ont-ils été atteint ? cette section apprécie les résultats de la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique et sur le plan social.

a- Sur le plan économique

Le Cameroun tout comme l'Espagne gagnent énormément de ce partenariat vieux de plusieurs années. En effet, si le premier bénéficie d'un appui multiforme pour le financement de ses projets, le second gagne en reconnaissance international. Les appuis dont bénéficient le Cameroun passent premièrement par les initiatives espagnoles d'aide publique au développement à travers l'octroi de dons, de prêts ou encore d'allègement ou de suppression de la dette. Ainsi, divers projets menés entre les deux acteurs valent la peine d'être examinés.

Le tout premier est celui du projet d'aménagement du lac municipal de la vallée de la Míngoa à Yaoundé qui est dans sa phase I. Issu d'un accord passé entre le gouvernement camerounais (à travers le MINEPAT) et la Deutsche Bank d'Espagne et de Dubaï, ce projet d'une valeur de 21, 173 milliards de FCFA, est mené par une entreprise espagnole, ACCIONA, une multinationale spécialisée dans la gestion des infrastructures, les énergies renouvelables et des services dans le domaine de l'eau. La première phase de ce projet de développement phare prévoit d'abord l'aménagement des abords immédiats du lac, qui vont complètement être rénovés⁵. Pour la suite, un complexe hôtelier luxueux moderne, cinq étoiles, de 300 chambres, de même que la création d'espaces verts, d'espace de détente et des restaurants sont prévus par

⁵ Elecnor group, « comunicado de prensa », Madrid, 8 de febrero 2022.

le Contrat. Cette initiative permettra de régénérer le site et d'améliorer ses infrastructures pour lui donner un usage sportif, culturel et touristique. La dépollution du lac non seulement contribuera au développement durable de la ville mais aussi favorisera les activités traditionnelles de la zone et créera de nombreux emplois locaux⁶. Ce projet traduit clairement l'état de la coopération hispano-camerounaise en raison de sa lenteur et de sa finalité qui demeure dans l'ordre de l'abstrait. Ce projet il faut le souligner était prévu pour la CAN total énergie 2019 qui, pour des raisons structurelles et conjoncturelles, a connu un « glissement de date »⁷. Même s'il est difficile pour l'heure d'être péremptoire sur ce projet parce qu'étant encore dans sa première phase d'exécution plus de six années plus tard, il n'en demeure pas moins que cela pourrait difficilement impacter sur l'effectivité de la coopération hispano-camerounaise qui, malgré le temps, a toujours recherché un nouveau souffle et des moyens de se donner du contenu visible et appréciable⁸.

En outre, dans le domaine halieutique, le même constat est visible. L'objectif déclaré était d'améliorer les capacités camerounaises dans le domaine de la pêche de manière à accroître sa production afin de l'aider ainsi à parvenir à son autosuffisance. Sachant que la consommation du poisson est prisee au Cameroun⁹, les espoirs déposés en cette coopération étaient énormes. Cependant, durant soixante années de coopération, l'on fait état de quelques réalisations notamment, la construction d'une école de pêche à Limbé, de la fourniture de 20 bateaux de pêche à moteur pour la pêche industrielle à l'issue d'un crédit octroyé en faveur du Cameroun le 29 décembre 1994 (se chiffrant à hauteur de 32 millions de dollars U.S. soit 1 6.098.296.620 CFA) par le Fonds d'Aide au Développement (F.A.D), à la diligence de l'Institut de Crédit Officiel (ICO), de l'octroi d'un crédit d'une valeur de 20 milliards de FCFA pour la construction de 20 bateaux de pêche. Si la flotte camerounaise a pu être élargie¹⁰, la production en matière de la pêche demeure insuffisante pour couvrir les besoins de la population¹¹. Le Cameroun importe le poisson pour 60.000 tonnes pour couvrir le déficit non couvert par la production nationale¹². En outre, la volatilité des prix, la faiblesse des rendements et l'insuffisance des

⁶ Elecnor group, « comunicado de prensa », Madrid, 8 de febrero 2022.

⁷ Expression ressortie dans l'adresse à la nation du 31 décembre 2019 par le président de la république Paul Biya pour traduire les impréparations du Cameroun lors de la Coupe d'Afrique des Nations et le retrait de la compétition à son pays.

⁸ Correspondance N°9697/DIPL/2/SDE du 22 novembre 1989.

⁹ J. Laure, « Vingt ans de pêche au Cameroun », Fonds Documentaire N° 903, O.R.S.T.O.R.M, 31 Janvier 1973.

¹⁰ Le Cameroun est passé d'un chalutier en 1912 (date du début de la pêche industrielle) à 3 chalutiers en 1954. La flotte a atteint 38 unités en 1990 pour atteindre 48 chalutiers en 1996 avec une puissance moyenne de 53KW.

¹¹ Annuaire statistique du sous-secteur de l'élevage, de la pêche et de industries animales, édition 2021.

¹² P. Nna Abo'o ; T. Djama, « Aperçu de la pêche camerounaise », Aqua Docs, Sénégal, Dakar, 12-23 Avril 1999, p.6 en ligne à l'adresse <http://hdl.handle.net/1834/946> consulté le 23 avril 2024 de 20h45 à 23h42.

infrastructures marginalises la contribution de ce secteur dans le PIB¹³. Ce qui manifestement est une entorse pour cette coopération qui s'est donné pour mission d'améliorer la production camerounaise dans le domaine de manière à la rendre autosuffisante. De ce point de vue, cette coopération se révèle être un véritable échec.

Par ailleurs, le volet infrastructurel, un autre pan sur lequel repose véritablement la coopération hispano-camerounaise est lui aussi modeste. L'objectif déclaré était de permettre au Cameroun d'avoir des infrastructures compétitifs et durables. Cependant, ce qui est observé ne reflète pas cet objectif. Le projet phare mis en valeur par cette coopération est la construction de l'immeuble abritant la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Photo 22 : Immeuble CAA construit par l'entreprise espagnole *Construcciones Galdiano S.A.*



Source : <file://storage/emulate/0/download/immeuble-siège-de-la-cao.jpg.webp> consulté le 15 avril 2024 de 18h45 à 19h23.

¹³ P. Nna Abo'o ; T. Djama, « *Aperçu de la pêche.....*, p. 6.

Les autres infrastructures réalisées se limitent au projet de la desserte téléphonique de 74 localités rurales au Cameroun d'une valeur de 2,7 milliards FCFA, la construction d'une 2^{ème} ligne (225 KV) haute tension Songloulou-Yaoundé long de 144 Km environ et évalué à 1.520.000.000 CFA, la fourniture et le montage du mobilier de l'immeuble ministériel n°2 (estimation 220.000.000 CFA), le parachèvement de l'immeuble ministériel n°1 pour un montant estimé à 1.970.000 CFA ainsi que l'extension de l'immeuble du SESI estimé à 690.000 000 CFA, la création de petites entreprises à la Cité Verte de Yaoundé avec l'ONG espagnole SETEM pour un montant d'un milliard FCFA. On relève aussi la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique lagdo-ngaoundéré par le groupe espagnol *elecnor-cobra*, l'électrification rurale de 70 localités par kits solaires individuels dans 10 régions se chiffrant à 6 millions d'euros ainsi que d'autres projets d'adduction d'eau potable de 50 localités rurales d'une valeur de 5 millions d'euros¹⁴. Ces projets à impact direct sur les populations, surtout les projets se rapportant à l'électrification et aux voies de communications ont permis à plus de 1,3millions de camerounais à bénéficier des fruits de cette coopération¹⁵. Ce qui manifestement est positif et accord avec les objectifs de départ.

En fin, sur le plan des échanges commerciaux, l'objectifs déclaré à savoir améliorer les conditions de vie des populations au moyen des échanges commerciaux trouve très peu satisfaction quant au bilan des soixante années de coopération. En effet, les premières décennies de cette collaboration donnent la balance commerciale des échanges entre les deux pays déficitaires à l'avantage du Cameroun et à la défaveur de l'Espagne atteignant les 101 497 883 pesetas¹⁶. Cette situation pourrait s'expliquer par le peu d'intérêt espagnol accordé à la coopération avec les pays autres que ceux de son pré-carré colonial. L'autre raison importante est surtout la situation économique difficile que traversait le pays durant la dictature de Franco. Cependant, le boom économique observé en Espagne dans la seconde moitié des années 1990¹⁷ en raison de la transition démocratique opéré dans le pays, a permis au royaume de se positionner par deux fois (2004-2005 ;2014-2015) comme le premier partenaire commercial du Cameroun en termes d'exportation avec plus de 357 599 millions de FCFA¹⁸.

¹⁴ Février 2010, Le gouvernement espagnol a octroyé au Cameroun un don de 17 millions d'euros (environ 11,5 milliards de FCFA) pour les trois projets suivants : électrification rurale de 18 localités situées le long de la frontière Cameroun-Nigeria. Il y va aussi de la construction et équipement d'un hôpital de 150 lits à Sangmélina par l'Entreprise *Dragados y Construcciones*, pour un montant de 22 millions de dollars U.S. soit 11.067.578.986 CFA (crédit FAD 50% commercial 50%).

¹⁵ Ministère de l'économie et de la compétitivité, Madrid 2002.

¹⁶ Note N°129/CAB/DIPL/SG du 10 Avril 1967.

¹⁷ « *L'Espagne entre le néo-conservatisme, le néo-libéralisme et un certain volontarisme politique : des populations fragilisées* », source inconnue, p. 488.

¹⁸ Rapport de la Direction Générale des Douanes..., p. 40.

Toutefois, les agriculteurs seraient les seuls véritables bénéficiaires de ce rendement en raison de la primeur accordée aux produits tel que le Cacao et le café (375 tonnes pour le café en 2011 pour passer à 4161 tonnes pour l'année 2014)¹⁹

En définitive, la coopération hispano-camerounaise soixante années après est très peu satisfaisante sur le plan économique. Les projets réalisés demeurent modestes et les objectifs fixés par les deux Etats dès la mise sur pieds de leur coopération sont loin d'avoir véritablement aboutis. Le développement tant promu par les deux parties n'est toujours pas atteint et la coopération semble toujours rechercher ses marques²⁰. Laissant entrevoir qu'elle n'est qu'un entrain de décoller justifiable à travers le « flou » observé dans la structure juridique de leurs conventions et surtout, avec l'absence de l'agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID) en sol camerounais. Si les objectifs économiques sont un échec qu'en est-il des objectifs sur le plan social ?

b- Sur le plan social

Divers projets réalisés dans ce cadre sont aussi à l'actif de la coopération entre le Cameroun et l'Espagne. Ils sont à la fois fruits des initiatives du gouvernement espagnol, mais aussi l'œuvre des ONGD en collaboration avec l'AECID à l'effet de participer au développement du Cameroun. Il s'agit concrètement des projets de promotion sanitaires, d'assainissement urbain et rural, de lutte contre les inégalités homme-femme, de diverses maladies. Ces projets ont un fort impact positif sur la population camerounaise s'alignant avec les objectifs fixés par cette coopération.

Ainsi, parmi les projets existants figure entre autres réalisation, le lancement du programme VITA essentiellement orienté sur la promotion sanitaire du district de santé de Lolodorf en s'appuyant sur le « le plan national de développement sanitaire 1998-2008 » adopté par le gouvernement camerounais en 1998. Ce projet a d'abord, contribué efficacement au redressement du système sanitaire de ce village en suite, favorisé la formation et le recyclage du personnel soignant à travers l'organisation des ateliers de formation²¹. C'est le lieu de

¹⁹ Annuaire statistique du Ministère du Commerce..., p.40.

²⁰ Le Cameroun depuis la loi constitutionnelle N°06/18 du 18 Janvier 1996 s'est dotée d'une vision de développement à l'horizon 2035 qui tient sur son processus de décentralisation amorcée avec la mise en place des conseils régionaux. De plus, les initiatives espagnoles semblent seulement se mettre en place comme cela est le cas avec les consultations politiques amorcées depuis quelques années au sujet de la coopération décentralisée entre les deux partenaires.

²¹ S. ydalgo, « Ayudar por control remoto : tercer indice de repuesta humanitarian 2009 », *Revue Foreign Policy edition Espanola : politica, economica, ideas globales*, N°36.

souligner les ateliers sur la lutte contre le paludisme ainsi que les maladies causées par l'eau. L'offre sanitaire s'est vue sensiblement améliorée et la fréquentation des centres de santé a été relevé à la hausse allant de 200 à 400 personnes se faisant consulter ou soignés chaque semaine. En fin, Il a revitalisé l'offre sanitaire de cette contrée et favorisé une meilleure intégration de la médecine traditionnelle, dernier rempart des populations durant des années au détriment de la médecine classique²².

Dans la même dynamique, on note aussi la construction de divers centres et districts de santé à l'instar de l'hôpital d'Ebome, d'une capacité de 62 lits d'hospitalisation, un service de consultations externes, un service d'urgence permanent, un bloc opératoire, un espace mère-enfant, une radiologie, un laboratoire, une pharmacie. Cet hôpital situé sur la côte sud du Cameroun tout proche de la frontière avec la Guinée Équatoriale a permis d'améliorer l'offre de santé de cette contrée. On note aussi l'offre d'un centre pilote de médecine le 7 mai 1999, par l'ONG espagnole *Solidaros para el desarrollo* qui œuvre abondamment en Afrique et particulièrement au Cameroun dans le secteur de la santé.

En outre, à l'initiative des ONGD espagnoles, des campagnes de santé sont régulièrement organisées au Cameroun. C'est le cas de la campagne de chirurgie orthopédique et traumatologique organisée au Centre Hospitalier Nicolas Barré d'Ekounou à Yaoundé par l'ONGD espagnole *Zerca y Lejos*. Dans le but d'offrir un accès simple aux soins bucco-dentaires à des populations issues des milieux vulnérables, cette ONGD organise aussi chaque mois des campagnes de santé bucco-dentaire afin de réduire l'incidence de ces affections qui touche près de 3,5 milliards de personnes dans le monde.

Par ailleurs, le gouvernement espagnol participe à la lutte contre diverses maladies notamment le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose. Le programme *debt2health* a permis au gouvernement espagnol, en partenariat avec la BM d'orienter 9,2 milliards de FCFA dans la lutte contre ces maladies²³. On note aussi la mise sur pieds des programmes dédiés à la jeunesse. C'est le cas du Programme Swap consistant à l'annulation d'une partie de la dette bilatérale du Cameroun vis-à-vis du Royaume d'Espagne, et dont le montant s'élève à 9,2 millions de dollars, soit environ 4 milliards 600 millions de FCFA. Ladite dette a servi au financement des projets

²² S. ydalgo, « *Ayudar por control remoto* »

²³ L'initiative *Debt2Health* constitue un dispositif financier innovant conçu de telle sorte à encourager le financement national de la santé en convertissant des remboursements de dettes en investissements essentiels dans la santé. Dans le cadre d'accords d'échange de dette négociés au cas par cas, un pays créateur renonce au remboursement d'un prêt qu'il a accordé dès lors que le pays bénéficiaire accepte d'investir tout ou partie des ressources ainsi dégagées dans un programme soutenu par le Fonds mondial.

dédiés à la jeunesse et au financement des activités de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Paludisme. La partie camerounaise (à travers (le MINFI), le Fonds Mondial contre le Paludisme, et le Royaume d'Espagne ont signé fin mai 2016, la Convention de partenariat y relative.

L'autre élément important de cette coopération est la contribution importante du royaume à l'éducation au Cameroun. Cette contribution passe par l'octroi des bourses d'études et de formation aux étudiants et professionnels camerounais qui vont se former chaque année en Espagne. Au travers de l'ambassade, il est régulièrement organisé des semaines culturelles où sont exposés des éléments culturels aussi bien camerounais qu'espagnols. Le Cameroun bénéficie également de la formation de ses enseignants, des cadres de l'État et de la promotion de ses valeurs dans le cadre de sa coopération culturelle avec le royaume d'Espagne car la culture sert de facilitateur des relations d'amitié et réduit les barrières entre les peuples. Il ressort à travers ces éléments ci-dessus cités que la coopération hispano-camerounaise a des retombées aussi bien pour le royaume d'Espagne que pour l'État du Cameroun. Toutefois, elle se heurte à divers écueils qui, assurément, ne sont pas sans influence sur la relation entre les deux pays.

En somme, contrairement à l'économie, la coopération hispano-camerounaise sur le plan social est appréciable en raison de son impact positif et direct sur la population. Elle vise à stimuler le développement à la base en se focalisant prioritairement aux zones périphériques, ayant des difficultés d'accès aux services sociaux de base. Cette démarche cadre avec les objectifs déclarés le 10 novembre 1961 et participe substantiellement au processus de décentralisation en cours dans le pays. De ce point de vue, il paraît évident qu'elle est une réussite. Cependant, malgré cette note positive, nombreux sont les écueils sur lesquels se sont heurtés espagnols et camerounais dans la conduite de leur coopération. Des lors, quels sont les facteurs négatifs de la collaboration entre l'Espagne et le Cameroun sur le plan économique et social ?

II- FACTEURS DEPRECIATIFS DE LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIAL

La coopération hispano-camerounaise dans les domaines économique et social a jusqu'ici fait face à de nombreuses difficultés qui pourraient expliquer son caractère silencieux et modeste. Celles-ci sont dû aux problèmes internes et externes rencontrés par les deux pays. À

cette réalité figure aussi le poids de l'histoire qui n'a pas beaucoup joué en la faveur de cette relation.

1. Les difficultés conjoncturelles

Ce premier *package* prend en compte l'ensembles des mutations socio-politiques et économiques ayant intervenus dans les deux pays, et dont l'influence a eu un effet dépréciatif dans la conduite de la coopération hispano-camerounaise. L'un des problèmes fondamentaux a été les changements de régimes et d'hommes politiques en Espagne et au Cameroun.

a- Les Changements de régime, d'hommes politiques et les difficultés liées à la conjoncture

Le grand mal dont a souffert la coopération hispano-camerounaise dès sa mise en place en 1961 est la situation politique dans les deux États. Même s'il est difficile de mesurer l'impact d'un changement radical de régime sur la politique étrangère d'un pays, il est évident qu'à la suite du passage de la dictature imposée par Franco au système démocratique mis en place par Juan Carlos en Espagne, une transformation des principes, des moyens et du processus de décision s'est opérée. La même réalité s'observe au Cameroun en 1982 après que le président Ahidjo ait décidé laisser le pouvoir au président Paul Biya. Si les premières années se sont inscrites dans le sens de la continuité, les années suivantes ont été bien différentes. En Espagne comme au Cameroun, les éléments de rupture ont permis d'établir une nouvelle approche dans la conduite de la politique étrangère. Ce qui manifestement a eu des conséquences drastiques sur la coopération hispano-camerounaise. En effet, durant la période phalangiste, le royaume d'Espagne est un pays relativement fermé vivant sous les affres de la dictature franquiste. Sa politique étrangère est centralisée sur trois principes majeurs à savoir : la catholicité de l'État, son ouverture vers l'occident et la constitution d'une entité ibérique. Ces éléments suscités ont de fait, montré quelles étaient les priorités du royaume d'Espagne en interne et sur la scène internationale.

Parallèlement, le Cameroun qui vient d'observer un changement à la tête de l'État plonge aussitôt dans une crise économique qui l'oblige à opérer de nombreuses réformes. Très vite, l'urgence de l'action le contraint à souscrire au plan d'Ajustement Structurel (PAS) mis en place par le FMI. Si la politique étrangère du président Paul Biya attache un prix significatif à la coopération sans exclusive, le pays a par ailleurs centralisé sa coopération avec les partenaires pourvoyeurs d'opportunités, mettant volontairement ou non les partenaires non essentiels en

second plan. On pourrait citer ici la France, l'Allemagne et les institutions onusiennes avec qui la coopération avec le Cameroun a connu un accroissement majeur au tour des années 90. Cette situation n'a pas manqué d'avoir de nombreuses répercussions sur la relation diplomatique entre les deux pays. Ce qui d'ailleurs pourrait expliquer les années d'absence d'un ambassadeur camerounais en Espagne²⁴. Au-delà d'un manque de moyens financier pour assurer la continuité dans ses différentes représentations diplomatiques, le Cameroun a compris les véritables orientations de politique étrangère du royaume. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Juan Carlos Ier de Bourbon pour que cette tendance montre les signes d'un véritable changement. Toutefois, le Cameroun en 2022 ne fait toujours pas partie des États prioritaires avec lesquels coopère le royaume et n'abrite pas une agence technique de coopération internationale de ce pays. C'est la confirmation donnée par ESSAMA BEKOLO Patrick Martial Samy, diplomate au MINREX du Cameroun lorsqu'il affirme que :

L'amitié entre deux États est fonction des engagements des chefs d'États. La coopération entre le Cameroun et l'Espagne est peu florissante et moins dense pour diverses raisons. Premièrement, l'Espagne a toujours accordé une importance significative à sa relation avec le monde latino-américain qu'avec les autres pays du monde. Deuxièmement, le dispositif juridique censé encadrer cette coopération est peu étoffé et divers accords de coopération sont en cours et attendent validation de la présidence de la république²⁵.

b- L'influence des crises mondiales

La coopération hispano-camerounaise a payé le prix des multiples crises ayant frappées le monde depuis 1973 avec les chocs pétroliers jusqu'à la pandémie de coronavirus en 2020. Pour deux pays appartenant ou non au « Sud globale »²⁶, dans un monde interconnecté bien que le phénomène de la mondialisation ait débuté autour de la décennie 1990, il est logique que ce qui se passe ailleurs ait des répercussions chez nous et vice versa. De plus, il faut convenir avec Aurélien Eteky que « la logique observée durant le déroulement d'une crise, à l'aune de la théorie réaliste, est le réflexe pour les États de réagir en fonction de leurs intérêts nationaux notamment, par l'adoption des mesures protectionnistes, des politiques économiques de réduction ou d'atténuation des risques »²⁷, de manière à maximiser leurs avantages relatifs par rapport aux autres acteurs internationaux. La crise économique mondiale qui survient autour de

²⁴ Durant de nombreuses années, la représentation diplomatique camerounaise était assurée par un chargé d'affaire *a.i.* et non un ambassadeur. Cette situation a fait l'objet d'un rappel de la part du gouvernement espagnol qui souhaitait voir cette représentation être chapeauté par un ambassadeur.

²⁵ P. M. S. Bekolo Essama, 41ans, Diplomate en charge de la coopération entre le Cameroun et le Royaume d'Espagne, entretien réalisé le 15 Octobre 2023 à 9h00. Pour plus d'informations, se référer au numéro de téléphone : (+237) 677462484/694623292, email : essama.bekolo@diplocam.com

²⁶ Expression de plus en plus en vogue dans le jargon des relations internationales pour qualifier les pays en voie de développement. Elle est attribuée au Ministre russe des Affaires Etrangère Serguei Lavrov.

²⁷ A. Eteki, anonyme, Diplomate, Ministre plénipotentiaire, entretien réalisée à Yaoundé le 23 Mai 2024.

la décennie 1980 force le Cameroun à reléguer au second plan sa coopération avec l'Espagne pour se concentrer sur ses partenaires classiques. Cette situation s'est manifestée par l'absence d'un ambassadeur camerounais en Espagne durant plusieurs années et la négligence en termes de traitement de sa représentation diplomatique à Madrid²⁸. En outre, la crise économique de 2008 a conduit le royaume d'Espagne à fermer de nouveau son centre culturel au Cameroun, déjà fermé en 1990 pour des raisons similaires²⁹. Le même constat se voit en 2001 après les attentats du 11 Septembre où le royaume, faisant face aux actions terroristes a délaissé sa coopération avec le Cameroun pour se focaliser sur ses problèmes internes. Il est important de relever que l'Espagne depuis des décennies faisait face aux actions des groupes terroristes notamment, le groupe terroriste Grapo, qui avait perpétré des attaques le 4 Mai 1981 tuant un général d'armée, un policier et deux gardes civiles³⁰. Toutes ces crises ont eu un impact négatif concourant à refroidir et à ralentir de plus en plus la coopération entre les deux acteurs.

c- Une absence de volonté réelle de coopération de la part du Cameroun

Il est à déplorer une absence de volonté réelle de coopération de la part du Cameroun. Cette volonté se traduira concrètement par la mise en place des structures conséquentes chargées d'animer cette coopération et une plus grande attention portée à l'examen des dossiers y afférents. Sur le premier point, il convient de relever que l'Espagne souhaite fermement voir l'ambassade du Cameroun être coiffée par un ambassadeur résident, c'est-à-dire par un interlocuteur permanent de plus haut rang qu'un simple chargé d'affaire *a.i.* ceci constitue aux yeux du gouvernement espagnol une preuve supplémentaire de la confiance que le Cameroun lui fait vis-à-vis de l'ancien régime³¹. Ce d'autant plus que Madrid est la capitale du monde hispanique qui regroupe 22 pays et la capitale camerounaise pourrait devenir un lieu géographique de la coopération avec le monde hispanique. Seulement, Yaoundé semble ne pas y accorder un grand intérêt. Sur la Correspondance N° 403/ACE/77, il est relevé que :

La chancellerie et la résidence camerounaise est prise très au sérieux en Espagne mais ne reflète pas l'idée que l'on se fait du Cameroun. En effet de toutes les 24 ambassades que compte le Cameroun en 1981, Madrid est sans doute la seule qui loue aussi bien la résidence que la chancellerie. Si le budget de fonctionnement est passé de 23 108 166 FCFA en 1977/78 à 30 748 597 FCFA en 1981/82, il faudra sans doute plus de moyen pour hisser l'ambassade camerounaise à Madrid à la hauteur de ses grandes ambitions³².

²⁸ Rapport de fin de mission N°001/CE/R/SP/ACE/81, du 8 Janvier 1982.

²⁹ Etat des relations entre l'Espagne et le Cameroun, p.30.

³⁰ Rapport trimestriel N°034/R/D/DS/ACE/81, Madrid, le 7 Octobre 1981.

³¹ R. Tayimlong Afuh, « *The embassy of Cameroon Madrid...* », p. 80.

³² Correspondance N° 403/ACE/77, Madrid, le 7 Octobre 1981.

En outre, lors de la visite de l'ambassadeur espagnol monsieur Mariano Uriarte à Yaoundé le 24 Juin 1983, il a été déploré un manque de volonté réelle de coopération. Ceci s'est traduit par un refus plus ou moins avéré des autorités de Yaoundé de répondre favorablement à une mission effectuée par deux enseignants espagnols. En effet, en raison de nombreuses lenteurs administratives, les deux professeurs d'espagnols qui devaient être enseignés au titre de l'année académique 1982-1983 à l'Université de Yaoundé dans le cadre de l'assistance technique espagnole n'ont pas pu le faire. Toujours est-il que les bourses des deux professeurs ont été reconduites par le gouvernement espagnol au titre de l'année académique 1983-1984. Le même constat est fait au niveau des bourses espagnoles octroyées au gouvernement camerounais en matière de formation professionnelle, ainsi que de la coopération dans le domaine sanitaire. L'Espagne s'est inquiétée du retard pris dans les négociations amorcées entre les deux gouvernements au sujet de la convention de coopération technique en matière de formation professionnelle. Un appel espagnol à la relance de coopération dans le domaine sanitaire s'est fait ressentir après le départ de monsieur Eteme Oloa comme Ministre de la santé du Cameroun. Avec l'arrivée des premiers coopérants espagnols en Juillet 1983, l'ambassadeur a émis le vœu que le gouvernement se prononce rapidement sur la proposition de coopération dans le domaine³³.

2. Les problèmes liés à la pratique de la coopération

Ce second panier est réservé aux difficultés observées dans la conduite des dossiers sur lesquels les deux États ont tablé. Elle prend également en compte les difficultés matérielles, techniques et logistiques observés durant la période qui fait l'objet de notre travail.

a- La gestion des stagiaires et d'étudiants camerounais

La gestion des stagiaires et d'étudiants Cameroun est un casse-tête pour l'ambassade camerounaise en Espagne du fait d'un véritable manque d'organisation. En effet, la représentation diplomatique camerounaise n'est pas prévenue en avance de l'arrivée des stagiaires. Ces derniers leur tombent sur la main comme par enchantement, avec de nombreux problèmes liés à leur séjour. Les bourses ne couvrent que neuf mois de l'année sur douze ; les frais d'inscription et du retrait des dossiers sont à la charge des boursiers ; les étudiants sont confrontés dès leurs arrivés en Espagne à un sérieux problème de logement, certains débutent tardivement les cours à causes des longues procédures de répartition des bourses ; les études

³³ Note d'Audience N° 2/DIPL/7-81 du 29 Juin 1983.

menées à l'institut des études hispaniques de Madrid ne leur assurent pas une maîtrise suffisante de la langue espagnole³⁴. Tant de soucis qui nécessite des clarifications avec la partie espagnole.

Ces imprévus que doivent gérer la partie camerounaise, amène l'ambassadeur à puiser dans les caisses pour parer aux plus pressés. L'années académique 1979-1980 a été une année record. L'ambassade camerounaise a dû s'acquitter des frais d'allocation de vacances en puisant dans sa trésorerie, se mettant elle-même en délicatesse financière pour s'acquitter de ses propres charges de fonctionnement. Malgré les mesures prises pour apporter solution au problème notamment la saisie de l'université de Yaoundé pour remboursement, aucune once de lumière n'est venue éclaircir cette situation. Dans une correspondance datant du 13 Avril 1979 et adressée aux responsables de l'Université de Yaoundé, le chargé d'affaire *a.i* à Madrid demandait au secrétaire général de l'Université de Yaoundé de lui faire parvenir le plus tôt possible la somme de 2. 359. 771, 59 FCFA au titre des bourses et aux frais à verser à 14 stagiaires de l'École Normale Supérieure (ENS) arrivé en fin de séjour et qui souhaitaient recevoir leurs bourses avant le départ définitif de Madrid fixé le 15 Mai 1979³⁵. Toutefois, les autorités en charge de l'université ont reproché à l'ambassade d'intervenir sans autorisation préalable de leur part. Couplées aux lenteurs administratives et aux délais longs pris par l'université pour répondre à des correspondances qui leurs sont adressées, l'ambassade camerounaise en Espagne est prise au milieu de deux feux. Ce qui est peu rayonnant pour l'image du Cameroun à l'extérieur. Le cas de l'étudiant Denis Dempaawai en dit long sur les faits qui sont relevés ici. Ce dernier vit dans une précarité des plus préoccupantes sans allocations de vacances, et en proie depuis plusieurs mois à la maladie. Le cas de l'étudiant Fotso Toche Rodrigue en dit aussi long sur les lenteurs administratives observées du côté de la partie camerounaise. En effet, Ce dernier a bénéficié d'une bourse de cotutelle entre l'université de Yaoundé I et l'Université d'Oviedo en Espagne pour une durée de 9mois³⁶. A son avis,

« La grosse difficulté est venue du fait que l'Université de Yaoundé I n'a pas signé à temps la convention qui lui avait été envoyée deux fois de suite par l'Université d'Oviedo. Ce qui fait qu'une grosse opportunité qui devait permettre aux étudiants de Yaoundé I de se rendre en Espagne a été perdue car la convention une fois signée par l'Université de Yaoundé I était hors délai »³⁷.

³⁴ Correspondance N° 403/ACE/77, Madrid le 5 Septembre 1977.

³⁵ Téléx N° 40/T/ACE/79 du 30 Avril 1979.

³⁶ Cette bourse de cotutelle était en réalité une bourse de Doctorat financée entièrement par l'Université espagnole d'Oviedo. Cette convention s'intitulait : « *Convencio de colaboracion entre la Universidad de Oviedo (reino de España) y la Universidad de Yaounde I (Camerun)* ». Pour plus d'informions, voir ladite convention en annexes.

³⁷ R. Toche Fotso, 45 ans, Enseignant au Département des Langues, Littérature et Civilisations Ibériques, Ibéro américaines et Italienne à l'Université de Yaoundé I, entretien réalisée le 4 juin 2024 à 10h00.

Par ailleurs, c'est le lieu de rappeler les difficultés que rencontre l'ambassade dans son rôle de protection des camerounais. S'il est vrai qu'un camerounais en difficulté attend absolument tout de son ambassade, il faut cependant rappeler que l'action de l'ambassade obéit au moins à trois préalables à savoir : que le requérant soit réellement camerounais, qu'il soit en règle par rapports aux lois camerounaises et aux lois du pays hôte, et que l'ambassade ait les moyens nécessaires d'action. Or nombreux sont les camerounais dépourvu de leurs pièces d'identités qui sollicitent l'aide de l'ambassade. Parfois, ce sont des camerounais munis de leurs pièces d'identités mais en situation d'irrégularité du point de vue de la loi espagnole. Il faut également signaler le cas des camerounais désirant obtenir de l'argent, un passeport ou qui sollicite un hébergement à l'ambassade sans que celle-ci n'ait la possibilité d'accéder à leurs demandes.

b- Le manque d'organisation, de discipline et les problèmes de coexistences

Il est à déplorer le manque d'organisation dans la tenue de cette coopération. Sur invitation de la Division des Relations Commerciales avec l'Afrique, de la chambre de commerce de l'industrie et de Navigation de Barcelone, monsieur Pouhe Ernest, deuxième secrétaire a séjourné du 06 au 08 Avril 1981 dans la capitale de la Catalogne, dans le double but de représenter le Cameroun à la Foire internationale de construction et d'avoir une séance de travail à la chambre de commerce. La participation camerounaise à cette foire a été un échec et pour cause l'organisation a été des plus bâclée car jusqu'à une semaine avant la Foire, la chambre d'agriculture chargée d'organiser la participation camerounaise n'avait ni réservée de stand, ni communiqué à cette mission la composition de la délégation³⁸. Les organisateurs de la foire s'en était inquiété et avait saisi l'ambassadeur à plusieurs reprises sans que celui-ci ne puisse faire quoique ce soit. Ce n'est qu'à trois ou quatre jours avant la Foire que l'ambassadeur avait été informé de la composition de la délégation camerounaise. Autre point à déplorer, la gestion des stagiaires³⁹. L'ambassade du Cameroun à Madrid a de plus, fait face à de nombreux problèmes logistiques notamment le manque de véhicule. La vieille DS achetée en 1968 était hors usage tant-dis que la Mercedes était bloquée au garage. La modique somme de 600.000 FCFA était réclamée par le garagiste pour la réparation du véhicule. Malgré l'achat des deux Mercedes 230, il manque tout de même d'énormes problèmes pour se déplacer.

³⁸ Rapport Trimestriel (Avril-Mai-Juin 1981) N° 034/R/DS/ACE/81, Madrid le 7 Octobre 1981.

³⁹ *Ibid.* p 6.

Par ailleurs, il convient de déplorer le manque de coordination entre l'ambassade et le Département en charge des Affaires d'Europe entre 1975 et 1982. En effet, l'ambassadeur n'est informé d'aucune conduite des dossiers traités à Yaoundé⁴⁰. Qu'il s'agisse de la préparation de la visite du roi Juan Carlos, des accords de coopération de la nomination des ambassadeurs d'Espagne à Yaoundé voire même de l'incendie qui a ravagé le département en charge de la coopération avec l'Europe, l'ambassadeur est systématiquement tenu à l'écart des actions menées par le département⁴¹. Ce n'est que très rarement que lui est adressé une correspondance. Parfois, comme dans le cas des accords parafés ou signés entre les deux parties, c'est *Cameroon Tribune* qui a servi de source d'information et dans d'autres cas, les espagnols eux-mêmes. La même situation prévaut au niveau de l'information générale qui ne parvient pas à temps au niveau de l'ambassade⁴². Seul *Cameroon Tribune* sert de source d'information ou dans le meilleur des hypothèses, lors des grands événements à travers Radio France Internationale (RFI). Il est évident qu'un chargé de mission faut-il *a.i.*, placé dans de telle condition, perd toute crédibilité auprès de ses interlocuteurs toujours mieux informés que lui. A la limite, cela pourrait éteindre l'enthousiasme et tuer tout esprit d'initiatives⁴³.

En ce qui concerne les problèmes liés à la discipline, le personnel en fonction durant les premières années de coopération se réduisait à : un chauffeur, un deuxième conseiller chargé d'affaire *a.i.*, un secrétaire sténodactylo bilingue de nationalité hispano-française, un huissier, un préposé à l'entretien, un attaché. En 1981, ces effectifs ont presque doublé avec : un premier conseiller chargé d'affaire *a.i.*, un attaché, un deuxième secrétaire, un agent administratif venu du département, un secrétaire sténodactylo, un secrétaire dactylo venu du département, un secrétaire dactylo recruté sur place, un huissier, un préposé à l'entretien à la chancellerie, un chauffeur, un maître d'hôtel, un jardinier, un préposé à l'entretien de la résidence⁴⁴. Cet accroissement des effectifs a causé de sérieux problèmes de discipline et de coexistence. Nombreux sont les membres du personnel qui ont posé des actes empreints de maladresse notamment les menaces physiques ou verbales, recours aux marabouts, lettres anonymes, des accusations fausses portées contre les responsables de la représentation diplomatique à Yaoundé, des mensonges et actes de calomnie⁴⁵.

⁴⁰ Rapport Trimestriel (Avril-Mai-Juin 1981) N° 034/R/DS/ACE/81, Madrid le 7 Octobre 1981.

⁴¹ Rapport Trimestriel...p.7.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.* p.8.

⁴⁵ Rapport Trimestriel (Avril-Mai-Juin 1981), p. 8.

III- QUELQUELS HYPOTHÈSES POUVANT AMÉLIORER LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE

La coopération hispano-camerounaise malgré les écueils a résisté et résiste à l'usure du temps. Elle a célébré le 10 novembre 2021 son soixantième anniversaire mais malgré son caractère vétuste, présente toujours un visage pal. Notre ambition dans cette partie est d'apporter quelques hypothèses pouvant améliorer cette coopération de manière à la rendre plus consistante et dynamique. Le laxisme observé durant toutes ces années amène à revoir fondamentalement le fonctionnement de cette collaboration. Il est essentiel premièrement, de redéfinir certains aspects de cette coopération notamment, le statut et la considération que les deux acteurs portent et se donne pour un résultat bien plus important que celui d'aujourd'hui ; et deuxièmement, de clarifier leur corpus juridique en établissant des normes et institutions adéquat pouvant encadrer conduire leur relation ; et en fin, réorganiser leur coopération de manière à percevoir plus d'action aussi de la part du gouvernement camerounais.

1. Redéfinition du statut et de la considération des partenaires : faire du Cameroun un acteur clé en Afrique

Le premier point susceptible d'améliorer substantiellement cette coopération est d'accorder le statut et la considération qui va avec au partenaire avec qui l'on collabore. Cela devrait être fait par le royaume espagnol qui ne considère pas le Cameroun comme un partenaire clé et un acteur majeur avec qui collaborer en Afrique⁴⁶. En effet, le royaume d'Espagne collabore avec l'État du Cameroun depuis plus de soixante ans sans que le pays ne soit compté parmi ses partenaires privilégiés, prioritaires ou stratégiques en Afrique. Cette situation n'est pas sans influence dans la conduite de leurs relations diplomatiques. Si opportunités espagnoles il y' en a en Afrique, cela va prioritairement aux partenaires « phares » du royaume espagnol⁴⁷. Les États non-prioritaires parmi lesquels figure l'État du Cameroun bénéficieront uniquement des effets parallèles à ces opportunités. Dans de telles circonstances, il paraît logique qu'une telle coopération vieille de plus de soixante ans ne reste que modeste en termes de réalisations.

⁴⁶ III^e Plan Directeur de la coopération espagnole 2019-2021, adopté par le Conseil des ministres en mars 2019.

⁴⁷ Les critères de sélection des partenaires « phares » ou important du royaume d'Espagne, conformément au III^e plan directeur de coopération espagnole pour l'Afrique (2019-2021), dépend des indicateurs de puissances qu'ils exercent dans le sous-continent. De ce fait, trois pays selon cette même source exercent un leadership politique, économique et sécuritaire dans leurs sous-régions respectives. Il s'agit en effet de l'Afrique du Sud, du Nigeria et de l'Éthiopie. Le royaume souhaite faire de ces pays, des pôles de souveraineté fournissant la stabilité et des opportunités à leurs populations et à celles des pays voisins dans un contexte où 80% des migrations en Afrique concernent les pays d'Afrique subsaharienne. Outre ces trois pays, s'est proposé de concentrer ses ressources sur sept autres pays partenaires à savoir : Sénégal, Angola, Mozambique, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, et Tanzanie.

Le royaume pourrait également se servir du Cameroun comme pôle de départ des initiatives visant à implémenter sa stratégie africaine de coopération dans la région Afrique centrale comme cela est le cas avec l'Éthiopie ou encore le Nigéria dans leurs régions respectives. Pour rappel, la stratégie espagnole en Afrique a pour but de permettre le déploiement et l'utilisation des ressources du royaume d'Espagne d'une manière coordonnée et de guider l'action extérieure des différents acteurs, ceci autour de quatre objectifs à savoir : contribuer à la paix et à la sécurité dans le continent, participer et contribuer au développement durable, la croissance économique inclusive et résiliente, soutenir le renforcement institutionnel et l'ouverture politique, favoriser une mobilité régulière, ordonnée et sûre aussi bien entre l'Afrique et l'Europe que dans le continent africain lui-même⁴⁸.

En outre, il est important pour la suite de cette coopération de faire apparaître les mécanismes prévus par la stratégie espagnole de coopération extérieure conformément à sa politique étrangère vis-à-vis de l'Afrique. Ces mécanismes ont pour but d'accroître l'impact direct ou indirect de l'actions espagnole à travers le renforcement des instruments de coordination entre tous les acteurs en vertu du principe d'association. Le but étant de dynamiser la coopération hispano-camerounaise, elle permettra d'avoir sur le terrain des résultats plus satisfaisant et de les implémenter dans d'autres pays d'Afrique centrale conformément à la vision espagnole de faire du continent un espace de croissance inclusive et durable, de paix et sécurité, de stabilité politique et de respect des droits de l'homme et de l'environnement⁴⁹. Pour ce faire, cela passe primordialement par la clarification du corpus juridique qui encadre la coopération hispano-camerounaise et surtout, la mise sur pied en sol camerounais de l'institution technique en charge de la coopération espagnole à savoir : son agence de coopération internationale au développement (AECID).

2. Clarification du corpus juridique et mise en place de l'AECID au Cameroun

La coopération hispano-camerounaise de par sa durée pourrait gagner en importance et en intensité en se dotant d'un cadre juridique claire et avec la mise en place en sol camerounais, d'une agence espagnole de coopération internationale au développement. Il s'agit en effet, de l'organe pilote et de gestion des programmes de coopération au développement du royaume

⁴⁸ III^e Plan Directeur de la coopération espagnole 2019-2021, adopté par le Conseil des ministres en mars 2019, p. 17.

⁴⁹ La vision et l'intérêt national de l'Espagne sont, dans une large mesure, les mêmes que ceux des pays africains, à savoir ceux figurant dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, que ceux figurant dans les stratégies révisées des pays de leur voisinage et que ceux de l'Union européenne, contenus dans sa Stratégie globale entre autres documents de référence.

d'Espagne, rattaché au ministère des affaires étrangères et de la coopération à travers le secrétariat d'État à la coopération internationale et à l'Amérique latine (SECIPI). Par ailleurs, le Cameroun doit pouvoir redonner au Ministère des Relations Extérieur son rôle cardinal dans la négociation des accords, des traités et conventions. Ce flou existant dans le corpus juridique existant entre les deux pays est lié au fait que certaines conventions auraient été négociées et signées parfois directement à la présidence de la République, ou entre l'Ambassade d'Espagne et certains Ministères techniques au Cameroun sans informer préalablement l'ambassade du Cameroun à Madrid ou même le ministère de tutelle (Minrex)⁵⁰. Le même constat est fait aujourd'hui selon l'avis de nombreux diplomates qui voient en ça une véritable cacophonie⁵¹. Dans ces conditions, il est crucial de résoudre cette difficulté pour le bien de la coopération hispano-camerounaise. A travers ces deux éléments, le Cameroun pourrait bénéficier directement des initiatives espagnoles sans attendre les effets parallèles venant de d'autres pays d'Afrique. En plus, les défis auxquels font face l'État du Cameroun sont les mêmes que le royaume combat et contribue à leur annihilation dans sa stratégie de coopération au développement sur le continent africain⁵². De ce point de vue, il appert en toute évidence que le manque de cette institution est un frein majeur pour cette coopération. Toutefois, les efforts à mobiliser ne sont pas que du ressort du royaume d'Espagne. Le gouvernement du Cameroun devrait lui aussi apporter du sien pour contribuer au rayonnement de cette relation.

3. Plus d'actions de la part du gouvernement camerounais

La part contributive du Cameroun dans le dynamisme de cette coopération est elle aussi modeste depuis sa mise en place le 10 novembre 1961. Néanmoins, des actions à mettre œuvre par le gouvernement pourrait aider à accroître sa marge de manœuvre en termes d'apports et de réalisations. Pour ce faire il pourra compter sur sa diaspora espagnole.

Il existe une forte communauté camerounaise en Espagne. En effet, les statistiques fournies par les Mairies espagnoles en 2022 indiquent qu'il y a environ 5524 camerounais

⁵⁰ Cette situation est mise en exergue dans le rapport de fin de mission soulignant que c'est parfois à travers le quotidien *Cameroon Tribune* que l'Ambassadeur camerounais à Madrid, Eleh Elle Ethian, prenait connaissance de la signature de certaines conventions. Rapport de fin Mission N°001/CE/R/SP/ACE/81, du 8 Janvier 1982.

⁵¹ Les diplomates en question ont souhaité taire leur identité. Néanmoins, cette réalité est apparue lors de mon stage au Ministère des Relations Internationales du Cameroun.

⁵² Il s'agit entre autres défis du maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, de stimuler une croissance économique résiliente et inclusive de manière à se développer durablement, de renforcer ses institutions dans l'unicité de l'État, du respect des droits de l'homme et de la démocratie, du respect de l'environnement etc.

officiellement enregistrés, parmi lesquels quelques 4000 seraient en situation régulière⁵³. Selon les analyses de l'ambassade camerounaise à Madrid, cette colonie se singularise par son caractère profondément hétéroclite⁵⁴. En outre, il importe aussi de souligner l'existence, de treize (13) associations camerounaises telles: l'Association des Camerounais en Espagne (ACES), le Cercle de Réflexion et de Sensibilisation des Camerounais (CRESEC), l'Association Anglo-Bami de Catalogne, l'Association ADNA-Bassa de Barcelone, l'Association des Camerounais d'Aragon, l'Association des Camerounais de Séville, l'Association des Camerounais de Cantabria, l'Association des Camerounais de Girona, l'Association de la communauté camerounaise des Iles Baléares, l'Association des Camerounais de Valence. Le gouvernement camerounais pourrait actionner ce levier pour dynamiser sa coopération avec le royaume d'Espagne et user de ce canal pour faire connaître sa culture et intensifier son influence culturelle en Espagne. Des semaines culturelles et des journées portes ouvertes pourraient être organisées comme cela est le cas avec l'ambassade espagnole à Yaoundé avec le soutien inconditionnel de l'État du Cameroun. Dans de telles circonstances, le Cameroun cessera d'être un acteur passif pour agir véritablement et accroître son influence extérieure à l'internationale. C'est ce que pense Eteky, coordonnateur de la Sous-Direction des Affaires d'Europe Méridionale et Septentrionale au Minrex du Cameroun lorsqu'il affirme que « la coopération culturelle est une forme de domination pas dans le sens d'écraser mais dans le sens d'être connu, influent dans le monde. L'agenda caché d'une coopération culturelle est la notoriété, la domination »⁵⁵. Ce pas important pourra être franchi si le pays actualise sa politique étrangère en l'orientant vers les défis du moment. Toutefois, le respect des délais dans la conduite des dossiers est un point majeur sur lequel devra s'atteler le gouvernement camerounais pour améliorer sa coopération avec le royaume d'Espagne.

⁵³ État des relations entre le Cameroun et le royaume d'Espagne, en ligne à l'adresse www.diplocam.cm consulté le 12 janvier 2024 de 20h45 à 00h10.

⁵⁴ Il faut en outre souligner que cette majorité n'a généralement pas d'activité fixe et vit principalement des emplois du secteur agricole et de la construction. L'autre partie restreinte de la colonie camerounaise qui pourrait être qualifiée d'élite, exerce dans divers secteurs d'activités qui vont de la médecine au commerce, en passant par l'ingénierie, l'enseignement supérieur et la culture. De plus, une bonne partie de cette élite a pris la nationalité espagnole.

⁵⁵ Propos recueillis lors d'un entretien avec E. J. H. Eteky, anonyme, Coordonnateur à la Sous-Direction de l'Europe Méridional et Septentrional à la Direction des Affaires d'Europe du MINREX, le 17 octobre 2023.

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le Cameroun et le royaume d'Espagne officialisent leur coopération au lendemain des indépendances et le concrétise par l'établissement des représentations diplomatiques de part et d'autre des deux Etats. Cette relation est à la fois politico-diplomatique, sécuritaire, économique, sociale et culturelle. Toutefois, nous nous sommes bornés à aborder cette coopération sur le plan économique et social. Ce désir est motivé par la célébration des soixante années de leur relation intervenu le 08 août 2021, suscitant la curiosité intellectuelle de solutionner cette coopération ancienne. Il est établi que les deux partenaires entretiennent depuis des siècles, des liens fructueux qui remonteraient au XV^e siècle avec le phénomène des grandes découvertes. Leur volonté manifeste d'établir des relations diplomatiques au lendemain des indépendances trouve sa source dans le désir ardent des deux partenaires d'améliorer substantiellement le niveau de vie de leurs populations. Bien plus, il a été pour le Cameroun d'intégrer le train du développement, et pour l'Espagne, de sortir de l'isolement absolu de la scène internationale opéré au lendemain de la guerre civile espagnole¹. Dans cette logique, comprendre les mobiles de cette relation est devenu un enjeu crucial.

Au regard des analyses menées dans ce travail, il est ressorti que les raisons assignées à ce rapprochement sont diverses et antérieur au Cameroun. En effet, le facteur géographique est ce qui facilite le rapprochement entre le royaume d'Espagne et l'Afrique au XV^e siècle². Il faut attendre la signature du traité du « Padro » pour que l'Espagne prenne contact avec le golfe de Guinée³ et surtout le « rio dos camaroes ». C'est dès ce moment que débiterait la relation entre les deux acteurs. En outre, sur le plan politico-stratégique, la question de la Guinée Équatoriale semble avoir été le mobile principal de la coopération hispano-camerounaise. La répression instaurée en 1955 par la puissance coloniale espagnole va conduire les autorités de Yaoundé à abriter des réfugiés guinéens et soutenir des fractions politiques qui souhaitaient un rattachement avec le Cameroun. De plus, avoir plus de visibilité sur la scène internationale et collaborer aux côtés des autres nations du monde semble avoir été le mobile diplomatique. Par ailleurs, le désir d'améliorer substantiellement les conditions de vie de leurs populations est au cœur du rapprochement entre l'Espagne et le Cameroun sur le plan économique. Très vite, un corpus juridique et des institutions ont été mis en place pour encadrer cette coopération.

¹ Cette guerre qui s'achève en 1939, inaugure une nouvelle ère dans la vie politique de l'Espagne : la prise de pouvoir de Francisco Franco.

² Perez, *Histoire de l'Espagne...*, p. 28.

³ Novas, « *l'évolution de la politique africain...* », p. 9.

Il est aussi ressorti que le Cameroun n'est pas un partenaire clé du gouvernement espagnol en Afrique et dans le monde. Cela est dû à l'importance que la monarchie accorde à ses ex-colonies d'Amérique latine et d'Afrique. Toutefois, la coopération sur le plan économique est diversifiée et repose sur trois axes majeurs à savoir : la coopération commerciale, la coopération financière et la coopération technique.

Le bilan de cette coopération soixante ans plus tard est très peu satisfaisant. Sur le plan commercial, les échanges entre les deux partenaires sont relatifs dès 1961 et se développent timidement. La balance commerciale est déficitaire en la faveur du Cameroun et l'essentiel de leur relation repose sur des missions économiques et les échanges de bons procédés. Les produits échangés sont entre autres le pétrole, le cacao, le café, le poisson surgelé etc. En outre, sur le plan financier, la coopération hispano-camerounaise oscille entre les Accords de crédit, l'annulation de la dette, les dons et l'Aide Publique au Développement (APD). De nombreux prêts sont accordés à l'État du Cameroun pour le financement des projets de développement notamment, le projet d'électrification de la Province de l'Adamaoua en 1992, la construction de l'immeuble CAA la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique Lagdo-Ngaoundere d'un montant de 11.002.760.000 FCFA contracté sous forme de crédit octroyé par le gouvernement espagnol. En fin, sur le plan technique, cette coopération tourne autour de l'assistance dans le domaine de l'agriculture et de l'agroindustrielle, de la promotion des PME/PMI, ainsi que des initiatives visant à améliorer la gouvernance. Ces réalisations demeurent modestes avec très peu d'incidence sur la population. L'amélioration des conditions de vies des populations est abstraite montrant que les objectifs fixés sont loin d'avoir été atteints.

Par contre, la coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun sur le plan social est appréciable. La cible de cette coopération est la périphérie où il existe très peu de services sociaux de base et se décline entre autres, dans les secteurs de l'éducation, la santé, la culture, la lutte contre les inégalités homme-femme, l'accès à l'eau potable et aux projets d'assainissement des environnements pollués, l'action humanitaire et le respect des droits de l'homme. Elle est l'œuvre des ONGD espagnoles en partenariat avec l'AECID, créancier majoritaire du financement de ces projets et son impact est direct sur la population. Plus 1,3 millions de camerounais ont vu leur mode de vie être sensiblement amélioré⁴. Ce qui, globalement cadre avec les objectifs de départ.

⁴ Ydalgo, « *Ayudar por control remoto...* », p. 40.

Tout ceci permet de dire que la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social soixante ans après est mitigé. Selon l'avis du Ministre plénipotentiaire, Eteki Aurélien, « la coopération entre le royaume d'Espagne et le Cameroun est naissante et des consultations politiques sont en cours à l'effet d'exploiter de nouveaux domaines pour dynamiser la coopération entre les deux partenaires ». ⁵Si cette coopération est un échec dans le domaine économique, il est par contre une réussite sur le plan social. Ce bilan mitigé est dû à de nombreux problèmes notamment, le changement de régime et d'hommes politiques en Espagne et au Cameroun, les crises économiques mondiales, le peu d'engouement des camerounais à apprendre la langue espagnole ce qui, couplés aux soucis financiers ont conduit à la fermeture du CCE. On note aussi à maints reprises, l'absence d'un ambassadeur plein à la tête de l'ambassade du Cameroun en Espagne. Ce qui malheureusement a contribué au refroidissement de la coopération entre les deux partenaires, du manque de volonté politique véritable de coopération du Cameroun ou encore, de la mauvaise gestion des étudiants boursiers. Toutefois, la courbe de cette coopération pourrait s'inverser si les deux partenaires redéfinissent les clauses de leur relation en clarifiant le corpus juridique existant et en mettant sur pieds les institutions clés notamment, l'AECID pour hisser la coopération hispano-camerounaise au niveau de ses ambitions.

⁵ A. Eteki, anonyme, *Diplomate...*, *Ibid.*

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE I : Attestation de recherche

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 PAIX-TRAVAIL-PATRIE

 UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

 FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
 SCIENCES HUMAINES

 DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
 PEACE-WORK-FATHERLAND

 THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

 FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
 SOCIAL SCIENCES

 DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, chef de Département d'histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **NGAE BITANG Christian Vital**, Matricule **16A795** est inscrit depuis Octobre 2022 en **Master 2** dans ledit Département, option Histoire des relations internationales. Il mène sous la direction du **Pr. BEKONO Cyrille Aymard** (*Maître de Conférences*), une recherche universitaire portant sur le thème : **“Coopération hispano-camerounaise dans le domaine de décentralisation et du développement durable” (1960-2022)**

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le **26 JUL 2023**

Le chef de Département



Bokagne Betobo Edouard
Maître de Conférences

**ANNEXE II : Planning de stage à la direction des affaires d'Europe au MINREX pour
la période allant du 04 au 31 octobre 2023**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

DIRECTION DES AFFAIRES D'EUROPE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

DEPARTMENT OF EUROPEAN AFFAIRS

N° 0247 /D2/jne-s

Yaoundé, le 09 OCTOBRE 2023

**PLANNING DE STAGE DE MONSIEUR NGAË BITANG CHRISTIAN VITAL, A LA
DIRECTION DES AFFAIRES D'EUROPE, POUR LA PERIODE ALLANT DU 04 AU 31
OCTOBRE AU 30 OCT 2023.**

STRUCTURES	PERIODES
Secrétariat-Courrier -Archives	Le 04 Oct
Sous-direction de l'Europe Centrale et Orientale (SDECO)	Du 05 AU 06 Oct
Sous-direction de l'Europe Occidentale (SDEO)	Du 09 AU 10 Oct
Sous-direction des Affaires de l'Union Européenne (SDUE)	Du 11 AU 12 Oct
Sous-direction de l'Europe Méridionale et Septentrionale (SDEMS)	Du 13 AU 31 Oct

NB: Les Responsables des différentes Structures sont priés de recevoir ce stagiaire, conformément aux instructions de S.E.M. le Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Exterieur, chargé de la Coopération avec le Commonwealth./-

Ampliations :

- CAB/MINREX
- CAB/MINDELS
- SG/MINREX



Aurelien Etiki
Ministre Plénipotentiaire

DIRECTION DES AFFAIRES D'EUROPE
DEPARTMENT OF EUROPEAN AFFAIRS
TEL: 222 20 33 66, B.P. 18 Yaoundé I, Courrier Central, Site web : www.diplocam.cm
Ministère des Relations Extérieures, 703, Rue 1025 Hippodrome

**ANNEXE III : Guide d’entretien à l’attention des diplomates de la Sous-Direction
des Affaires d’Europe Méridional et Septentrional du Ministère des Relations
Extérieures du Cameroun**

THEME : « État des lieux de la Coopération hispano-camerounaise depuis sa mise en place jusqu’à nos jours »

Sous-thème : « coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social 1961-2021 »

I- Identification de l’interviewé

- Noms et prénoms et l’informateur
- Profession
- Poste
- Âge

II- Questionnaires

- 1- A quand remonte la relation entre le royaume d’Espagne et le Cameroun?
- 2- Quels sont à votre avis les mobiles ayant favorisé le rapprochement entre les deux acteurs?
- 3- Quelle est la stratégie espagnole en terre camerounaise?
- 4- Quel est l’intérêt du Cameroun à coopérer avec le royaume d’Espagne?
- 5- Quelles sont les conventions qui encadrent la coopération hispano-camerounaise?
- 6- Sur quels leviers s’appuie l’Espagne pour accompagner le Cameroun dans son processus de développement?
- 7- Quels sont à votre avis les dessous de la visite du roi Juan Carlos de Bourbon en 1980?
- 8- Quels sont les acteurs qui interviennent dans la conduite et l’implémentation des projets issus de cette coopération?
- 9- Faut-il s’intéresser aux réalisations du Fonds Européen de Développement dans le cadre de cette coopération?
- 10- Quelle appréciation faites-vous de la coopération hispano-Cameroun?
- 11- Existe-t-il en Espagne des réalisations camerounaises dans le cadre de cette coopération?
- 12- La décentralisation a-t-elle toujours existée en Espagne?
- 13- Quel est l’état actuel de la décentralisation en Espagne?
- 14- Qu’est-ce qui pourra expliquer l’absence d’un ambassadeur camerounais en Espagne durant 11 années?
- 15- Le Cameroun a-t-il des raisons de poursuivre cette coopération?
- 16- Quelles sont à votre avis les limites de cette coopération?
- 17- Quelles perspectives pour la coopération entre les deux pays?

ANNEXE III : Convention de collaboration entre l'Université espagnol d'Oviedo et l'Université de Yaoundé I



Universidad de Oviedo
Universidá d'Oviéu
University of Oviedo



CONVENIO DE COLABORACIÓN ENTRE LA UNIVERSIDAD DE OVIEDO (REINO DE ESPAÑA) Y LA UNIVERSIDAD DE YAOUNDÉ I (CAMERÚN)

De una parte, el Sr. D. Santiago García Granda, Rector Magnífico de la Universidad de Oviedo en virtud del Decreto 15/2016 de 11 de Mayo de la Consejería de Educación y Cultura del Principado de Asturias, por el que se dispone su nombramiento, y con las atribuciones que le confiere el artículo 60 de los Estatutos de la Universidad de Oviedo aprobados por Decreto 12/2010 de 3 de febrero del Principado de Asturias, con domicilio en c/ San Francisco nº 3, 33003 Oviedo (Asturias).

De otra parte, el Sr. D. Maurice Aurélien Sosso, Rector de la Universidad de Yaoundé I, en virtud del Decreto 2012/333 de 29 de junio de 2012 del Presidente de la República, por el que se dispone su nombramiento, con domicilio en Ngoa-Ekelle Campus, Universidad de Yaoundé I, Yaoundé y que dicha Institución tiene carácter público.

INTERVIENEN

Ambas partes, actuando en el ejercicio de sus respectivos cargos y en la representación que ostentan, reconociéndose mutuamente capacidad para contratar y obligarse en los términos de este convenio, y en su virtud:

MANIFIESTAN

Que ambas instituciones están autorizadas para impartir enseñanzas que permiten la obtención de títulos oficiales de nivel universitario con validez en todo el territorio de sus respectivos países y tienen objetivos comunes en cuanto a la realización de proyectos docentes y de investigación la formación de nuevos docentes e investigadores en los diversos campos de la ciencia y la tecnología, el intercambio de estudiantes, docentes e investigadores y PAS, por lo que consideran oportuno establecer un Convenio de Colaboración.

Por todo ello, ambas instituciones firman el presente Convenio de Colaboración con base en las siguientes:

CLÁUSULAS

PRIMERA: objeto del convenio

El objetivo del presente convenio es facilitar y promover la colaboración entre la Universidad de Oviedo y la Universidad de Yaoundé I, con el propósito de desarrollar las siguientes actividades:

- a. Intercambio académico de docentes y alumnos y PAS.
- b. Proyectos de investigación conjunta.
- c. Estancias sabáticas.
- d. Desarrollo conjunto e intercambio de materiales para la investigación y la enseñanza.
- e. Organización de conferencias, seminarios y otras actividades similares.
- f. Otras formas de colaboración en áreas de interés para ambas instituciones.

SEGUNDA: condiciones generales de actuación

Para la realización del objeto señalado en la cláusula anterior, la Universidad de Oviedo y la Université de Yaoundé I se comprometen a:

- a. Promover, planificar y ejecutar coordinadamente las acciones y mecanismos operativos de colaboración necesarios para el cumplimiento de este convenio.
- b. Contribuir, en la medida de sus posibilidades, en buscar fuentes de financiamiento de organismos nacionales o internacionales competentes en materia de colaboración universitaria y científica.

TERCERA: intercambio de profesores

Con carácter general, y en ausencia de fuentes de financiación derivadas de organismos nacionales o internacionales, los aspectos financieros relacionados con los intercambios de personal se regularán como sigue:

- a. Los gastos de desplazamiento estarán a cargo del profesor o de la Institución que envíe al personal siempre que exista disponibilidad presupuestaria.
- b. Los gastos de estancia, alojamiento y manutención, seguro médico y seguro de responsabilidad civil, serán cubiertos por el profesor o por la Institución de origen siempre que exista disponibilidad presupuestaria.

CUARTA: condiciones generales del intercambio de estudiantes

Cada Institución acuerda intercambiar hasta un máximo de 3 estudiantes por curso académico.

Los intercambios se entienden en base a la reciprocidad, intentando mantener un equilibrio entre aquellos. No obstante, si el equilibrio no se produce en cada periodo académico se intentará obtener a lo largo de la duración del Convenio de Colaboración.

La selección de los estudiantes de intercambio se realizará en cada Institución por una comisión designada al efecto, entre aquellos cuyos perfiles sean los más adecuados académica y personalmente y reúnan los requisitos de idioma indicados por la Universidad de destino. Formará parte de la comisión de selección el profesor coordinador del Convenio de Colaboración.

La Universidad receptora no rechazará a los estudiantes propuestos a no ser que no reúnan los requisitos establecidos para la admisión de estudiantes internacionales, o que no se puedan cursar los estudios solicitados por ellos.

Los alumnos abonarán las tasas de matrícula en su Universidad de origen, estando exentos en la de acogida. Los gastos de viaje, alojamiento, manutención, seguro médico obligatorio y otros gastos serán cubiertos directamente por el alumno.

La Universidad anfitriona se compromete a que los estudiantes, reciban asistencia para orientarlos dentro de la misma, así como para encontrar alojamiento adecuado.

Los estudiantes de intercambio deberán sujetarse a las normas y horarios que establezca la Institución anfitriona.

Los estudios realizados en la Universidad de destino serán reconocidos en la Universidad de origen de acuerdo con la normativa propia de cada Institución.

En la Universidad de Oviedo, las clases son evaluadas numéricamente siendo 5 la calificación mínima aprobatoria y 10 la calificación máxima.

En la Universidad de Yaoundé I, todas las clases son evaluadas en una escala de 0 a 20 ó 0 a 100 puntos siendo 10 y 50 la calificación mínima aprobatoria y 20 ó 100 la calificación máxima.

En concreto la tabla de referencia será la siguiente:

Universidad de Oviedo	Universidad de Yaoundé I
9 a 10 - SOBRESALIENTE	16 u 80 – Mención de Muy Bien
7 a 8,9 - NOTABLE	14-15,99 o 70-79,99 Mención de Bien
5 a 6,9 - APROBADO	10-11,99 o 50-59,99 Mención de Pasable / 12-13,99 o 60-60,99 Mención de Bastante Bien
0 a 4,9 - SUSPENSO	0 a 4,99, o menos de 14,99- Suspenso

Asimismo, la mención de «Matrícula de Honor» podrá ser otorgada a alumnos que hayan obtenido una calificación igual o superior a 9.0. Su número no podrá exceder del cinco por ciento de los alumnos matriculados en cada grupo de una asignatura en el correspondiente curso académico, salvo que el número de alumnos matriculados sea inferior a 20, en cuyo caso se podrá conceder una sola «Matrícula de Honor».

Las Universidades emitirán una certificación acreditativa de las calificaciones obtenidas por los estudiantes de intercambio.

QUINTA: gestión de intercambio de estudiantes

Para el desarrollo de los objetivos a que se refiere la cláusula primera del presente Convenio de Colaboración cada una de las instituciones designará un profesor coordinador responsable, que tendrá como función la gestión ordinaria de los programas y demás actividades a que dé lugar la aplicación del presente convenio. Las responsabilidades de los profesores coordinadores en relación a las movilidades de estudiantes amparadas en el Convenio de Colaboración son las siguientes:

1. Determinar los estudios a realizar por el estudiante de intercambio de acuerdo con la Universidad extranjera.
2. Facilitar a la Universidad extranjera los datos personales de los estudiantes de intercambio.

3. Firmar un contrato de estudios con el estudiante de intercambio y la universidad extranjera, con el visto bueno del coordinador responsable de cada universidad.
4. Someter a la aprobación de los órganos competentes de su universidad el reconocimiento de los estudios de los estudiantes de intercambio.
5. Asistir a los estudiantes de intercambio sobre aspectos relacionados con su estancia en el extranjero.
6. Para este Convenio de Colaboración el profesor coordinador por la Universidad de Oviedo será Vicente Enrique Montes Nogales del departamento de Filología Inglesa, Francesa y Alemana y por la Universidad de Yaoundé I, será Monique Nomo Ngamba, y Wilfried Mvondo como coordinador adjunto, del Departamento de Langues étrangères de l'École Normale Supérieure.

SEXTA: intercambio del P.A.S.

Con carácter general, y en ausencia de fuentes de financiación derivadas de organismos nacionales o internacionales, los aspectos financieros relacionados con los intercambios de personal se regularán como sigue:

- a. Los gastos de desplazamiento estarán a cargo del personal de Administración y Servicios o de la Institución que envíe al personal siempre que exista disponibilidad presupuestaria.
- b. Los gastos de estancia, alojamiento y manutención, seguro médico y seguro de responsabilidad civil, serán cubiertos por el personal de administración y servicios o por la Institución de origen siempre que exista disponibilidad presupuestaria.

SÉPTIMA: publicaciones conjuntas y derechos de propiedad

Todo producto final que surja de la participación conjunta de las dos instituciones en el marco del presente instrumento, como publicaciones o audiovisuales, podrán utilizarse por ambas con fines educativos, académicos y de promoción social y cultural, sujetos únicamente al previo acuerdo por escrito de las partes.

En caso de que las partes decidan publicar los resultados de los instrumentos derivados, estipularán de común acuerdo las condiciones bajo las que ha de realizarse la publicación.

Las partes convienen que los derechos de propiedad resultantes del presente convenio corresponderán a la parte que los haya producido, o a ambas en proporción a sus aportaciones, dando el debido reconocimiento a quienes hayan intervenido en la realización del mismo.

OCTAVA: del personal adscrito a cada institución

El personal involucrado en las actividades derivadas del presente convenio dependerá contractualmente de su Universidad de origen sin que en ningún caso se entienda que existe relación laboral con la Universidad de acogida.

NOVENA: gestión de conflictos

Se crea una Comisión Paritaria Permanente de la que formarán parte los responsables de Relaciones Internacionales de ambas Instituciones y los profesores coordinadores del Convenio de Colaboración, cuya función consistirá en resolver de mutuo acuerdo las dudas y controversias que pudieran surgir con motivo del desarrollo del convenio de colaboración, durante la vigencia del mismo.

Si durante la ejecución de las actuaciones previstas en el presente Convenio de Colaboración surgieran diferencias de interpretación entre las partes, éstas acudirían a la negociación directa para superarlas. En el caso de que las discrepancias persistieran, serían sometidas a la decisión inapelable de un único árbitro, elegido de común acuerdo.

DÉCIMA: naturaleza y duración del convenio

El presente convenio de colaboración tiene carácter administrativo y por tanto está sometido a la Jurisdicción Contencioso-Administrativa competente, de las posibles cuestiones litigiosas surgidas sobre su contenido y aplicación.

Entrará en vigor a partir de la firma del mismo por los Rectores de ambas Universidades y tendrá una duración de cuatro años. En cualquier momento antes de la finalización del plazo indicado anteriormente, los firmantes del convenio podrán acordar unánimemente su prórroga por un periodo de hasta cuatro años adicionales o su extinción.

UNDÉCIMA: resolución del convenio

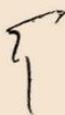
El convenio de colaboración podrá resolverse en virtud de las siguientes causas:⁴

- a. Finalización del periodo estipulado para su vigencia mutuo acuerdo entre las partes.
- b. Acuerdo mutuo de las partes.
- c. Incumplimiento por alguna de las partes de cualquiera de las cláusulas establecidas en el mismo.
- d. Denuncia de una de las partes, por escrito con una antelación mínima de un mes.

En el supuesto de extinción del Convenio de Colaboración, las acciones específicas concertadas se seguirán desarrollando en la forma, condiciones y plazos previstos hasta su total cumplimiento.

DUODÉCIMA: administración y gestión del convenio

La administración de este convenio de colaboración será responsabilidad del Vicerrectorado de Extensión Universitaria y Proyección Internacional de la Universidad de Oviedo y del Vicerrector de "Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises" de la Université de Yaoundé I.



Cualquier adición, cambio o modificación a este Convenio de Colaboración debe ser tramitado ante estos representantes institucionales. Todas las comunicaciones deben ser dirigidas a estas entidades a las siguientes direcciones:

Universidad de Oviedo

Vicerrectorado de Extensión Universitaria y Proyección Internacional
C/ Principado, 3- 2ª planta
33007 Oviedo, Asturias, España
viceextint@uniovi.es

Universidad de Yaoundé I

Vice- Recteur chargé de la Recherche, de la Coopération et des Relations avec le Monde des Entreprises
The Rector's Office
B.P. 837 Yaoundé - Tél/Fax: (237) 222-22-13-20
cab_rect@uy1.uninet.cm

Universidad d'Oviedo
L'niversida d'Uvieu
Universidad d'Oviedo

ACCORD DE COLLABORATION ENTRE L'UNIVERSITE D'OVIEDO (ROYAUME D'ESPAGNE) ET L'UNIVERSITE DE YAOUNDE I (CAMEROUN)

D'une part, M. Santiago García Granda, Recteur Magnifique de l'Université d'Oviedo, conformément au Décret 15/2016 du 11 mai 2016 du Ministère de l'Éducation et de la Culture de la Principauté des Asturies, par lequel il a été nommé, et avec les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 60 des statuts de l'Université d'Oviedo approuvés par le décret 12/2010 du 3 février de la Principauté des Asturies, dont le siège social est situé c/ San Francisco n° 3, 33003 Oviedo (Asturies).

D'autre part, M. Maurice Aurélien Sosso, Recteur de l'Université de Yaoundé I, en vertu du Décret 2012/333 du 29 juin 2012 du Président de la République, portant sa nomination, résidant au Campus de Ngoa-Ekelle, Université de Yaoundé I, et que ladite institution est un établissement public.

INTERVIENNENT

Les deux parties, agissant dans l'exercice de leurs fonctions respectives et en qualité de leurs représentants, reconnaissant mutuellement leur capacité à contracter et à s'engager aux termes du présent accord, et en vertu de celui-ci :

DÉCLARENT

Les deux établissements sont autorisés à dispenser des cours conduisant à la délivrance des diplômes officiels de niveau universitaire valables sur l'ensemble du territoire de leur pays respectif et ont des objectifs communs en termes de réalisation de projets d'enseignement et de recherche pour les nouveaux enseignants et chercheurs dans les différents domaines de la science et de la technologie. L'échange d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs et le pas, pour lesquels ils jugent opportun d'établir un accord de collaboration.

Pour toutes ces raisons, les deux institutions concluent le présent accord de collaboration sur la base des éléments suivants :

CLAUSES

PREMIEREMENT : Objet de l'accord

Le présent accord a pour objectif de faciliter et de promouvoir la collaboration entre l'université d'oviedo et l'université de yaoundé1 afin de développer les activités suivantes :

- a. Échange académique d'enseignants, d'étudiants et de personnel administratif et de service.
- b. Projets de recherche conjoints.
- C. Séjours sabbatiques.
- d. Développement et échange conjoints de matériel de recherche et d'enseignement.
- e. Organisation de conférences, de séminaires et d'autres activités similaires.
- f. Autres formes de collaboration dans des domaines présentant un intérêt pour les deux institutions.

DEUXIÈMEMENT : conditions générales d'action

Afin de réaliser l'objet indiqué dans la clause précédente, l'Université d'Oviedo et l'Université de Yaoundé I s'engagent à :

- a. Promouvoir, planifier et exécuter de manière coordonnée les actions et les mécanismes opérationnels de collaboration nécessaires à la réalisation de l'objet susmentionné.
- a. Promouvoir, planifier et exécuter de manière coordonnée les actions et les mécanismes opérationnels de collaboration nécessaires à la réalisation du présent accord.
- b. Contribuer, dans la mesure de leurs possibilités, à la recherche de sources de financement auprès organismes nationaux ou internationaux compétents dans le domaine de la formation universitaire et scientifique.

TROISIÈMEMENT : échange de professeurs

En règle générale, et en l'absence de sources de financement provenant d'organismes nationaux ou internationaux, les aspects financiers de l'échange de professeurs sont pris en charge par l'université ou d'organismes internationaux, les aspects financiers relatifs aux échanges de personnel sont réglés comme suit :

- a. Les frais de voyage sont à la charge de l'enseignant ou de l'institution qui envoie le personnel, pour autant que le budget soit disponible.
- a. Les frais de voyage sont à la charge de l'enseignant ou de l'institution qui envoie le personnel, dans la limite des disponibilités budgétaires.
- b. Les frais de logement, de nourriture et d'hébergement, d'assurance médicale et d'assurance responsabilité civile sont pris en charge par l'enseignant ou l'institution qui envoie le personnel, dans la limite des disponibilités budgétaires.
- b. Les frais de voyage, d'hébergement et de repas, l'assurance médicale et l'assurance responsabilité civile sont pris en charge par l'enseignant ou l'institution d'envoi, dans la limite des disponibilités budgétaires.
- b. Les frais de voyage, d'hébergement et de repas, l'assurance médicale et l'assurance responsabilité civile sont pris en charge par l'enseignant ou l'institution d'envoi, dans la limite des disponibilités budgétaires.

L'université d'accueil s'engage à fournir aux étudiants une aide à l'orientation au sein de l'université d'accueil, ainsi qu'à la recherche d'un logement adéquat. Les étudiants d'échange doivent se conformer aux règles et aux horaires établis par l'établissement d'accueil.

Les études effectuées dans l'université d'accueil seront reconnues dans l'université d'origine conformément au règlement de chaque institution.

À l'université d'Oviedo, les cours sont évalués numériquement, 5 étant la note minimale de passage et 10 la note maximale de passage. 5 est la note minimale de passage et 10 la note maximale.

A l'Université de Yaoundé I., tous les cours sont évalués sur une échelle de 0 à 20 ou de 0 à 100 points, 10 et 50 étant la note minimale de passage et 10 la note maximale.

L'évaluation se fait sur une échelle de 0 à 100 points, 10 et 50 étant la note minimale de passage et 20 ou 100 la note maximale. Plus précisément, le tableau de référence sera le suivant :

Université d'Oviedo Université de Yaoundé I 9 à 10 - EXCELLENT 16 à 80 - Très bien 7 à 89- NOTABLE 14-15,99 ou 70-79,99 Mention Bien 5 à 69- APPROUVÉ 10-11,99 ou 50-59,99 Passable ! 12-13,99 ou 60-60,99 Mention assez bien 0 à 4,9- ÉCHEC 0 à 4,99 ou moins de 14,99- ÉCHEC

De même, la mention "Honours" peut être attribuée aux étudiants qui ont obtenu une note égale ou supérieure à 9,0. Une note égale ou supérieure à 9,0. Leur nombre ne peut excéder cinq pour cent des étudiants inscrits dans chaque groupe. Le nombre d'étudiants inscrits dans chaque groupe d'une matière pour l'année académique correspondante ne peut excéder cinq pour cent des étudiants inscrits dans chaque groupe.

Le nombre d'étudiants inscrits ne peut dépasser cinq pour cent du nombre d'étudiants inscrits dans chaque groupe de matières au cours de l'année académique correspondante.

3 Signer un contrat d'études avec l'étudiant d'échange et l'université étrangère, avec l'accord du coordinateur responsable de chaque université.

4. Soumettre à l'approbation des instances compétentes de leur université la reconnaissance des études de l'étudiant d'échange.

Soumettre à l'approbation des instances compétentes de leur université la reconnaissance des études de l'étudiant en échange.

5. d'assister les étudiants d'échange sur les aspects liés à leur séjour à l'étranger.

6. Pour cet Accord de collaboration, le professeur coordinateur pour l'Université d'Oviedo sera Vicente Enrique Montes Nogales.

Le professeur coordinateur pour l'Université d'Oviedo sera Vicente Enrique Montes Nogales du Département de Philologie anglaise, française et espagnole. Français et pour l'Université de Yaoundé I. Monique Nomo Ngamba. Et Wilfried Mvondo comme coordinateur adjoint. Mvondo comme coordinateur adjoint, du département des langues étrangères de l'École Normale Supérieure.

SIXIÈMEMENT : échange de personnel administratif et de service.

En règle générale, et en l'absence de sources de financement provenant d'organismes nationaux ou internationaux, les aspects financiers liés à l'échange de personnel administratif et de service ne sont pas pris en compte.

En règle générale, et en l'absence de sources de financement provenant d'organismes nationaux ou internationaux, les aspects financiers liés aux échanges de personnel sont réglés comme suit:

a. Les frais de voyage sont pris en charge par le personnel de l'administration et des services ou par l'institution qui envoie le personnel.

a. Les frais de voyage sont pris en charge par le personnel de l'administration et des services ou par l'institution qui envoie le personnel, dans la limite des disponibilités budgétaires.

b. Les frais de séjour, de nourriture et d'hébergement, d'assurance médicale et d'assurance responsabilité civile sont à la charge du personnel de l'administration et des services ou de l'institution qui envoie le personnel, dans la limite des disponibilités budgétaires.

b. Les frais de logement, de nourriture et d'hébergement, d'assurance médicale et d'assurance responsabilité civile sont à la charge du personnel de l'administration et des services ou de l'institution d'origine, dans la limite des disponibilités budgétaires. L'institution d'origine, dans la limite des disponibilités budgétaires.

SEPTIÈMEMENT : Publications communes et droits de propriété

Si, au cours de l'exécution des actions prévues dans le présent accord de collaboration, des divergences d'interprétation apparaissent entre les parties, celles-ci recourent à la négociation

directe pour les surmonter. les surmonter. Si les divergences persistent, elles seront soumises à la décision sans appel d'un arbitre unique, choisi d'un commun accord. La décision d'un arbitre unique, choisi d'un commun accord, est sans appel.

DIXIÈMEMENT : Nature Et Durée De L'accord

Le présent accord de collaboration est de nature administrative et est donc soumis aux dispositions de la Convention de Bruxelles. Juridiction Contentieuse-Administrative pour toute question litigieuse éventuelle découlant de son contenu et de son application. Il est soumis à la juridiction contentieuse-administrative pour toute question litigieuse éventuelle liée à son contenu et à son application. Il entre en vigueur dès sa signature par les recteurs des deux universités et a une durée de quatre ans. Il entre en vigueur dès sa signature par les recteurs des deux universités et a une durée de quatre ans. À tout moment avant la fin de la période susmentionnée, les signataires de l'accord peuvent, à l'unanimité, décider de ne pas renouveler l'accord.

Les signataires de l'accord peuvent convenir à l'unanimité de sa prorogation pour une période allant jusqu'à quatre années supplémentaires ou de sa résiliation.

ONZIÈME : résiliation de l'accord

L'accord de collaboration peut être résilié pour les raisons suivantes :".

- a. Fin de la période prévue pour sa validité d'un commun accord entre les parties.
- b. D'un commun accord entre les parties.
- c. Violation par l'une des parties de l'une des clauses du contrat.
- a. Le contrat est résilié. b. Le contrat est résilié d'un commun accord entre les parties.
- d. Dénonciation par l'une des parties, par écrit, avec un préavis d'au moins un mois.

En cas de résiliation de l'accord de collaboration, les actions spécifiques convenues continuent d'être menées et sont soumises aux conditions suivantes se poursuivent et

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)

**ANNEXE IV : Les condoléances du chef de l'État à son Altesse Royale Juan Carlos 1^{er}
de Bourbon, Roi d'Espagne**

« Sire,

J'ai appris avec une réelle émotion le décès de dizaines de vos compatriotes au cours d'une catastrophe ferroviaire survenue à Santiago, près de Saint Jacques de Compostelle, mercredi soir.

Je tiens à vous adresser, en cette tragédie circonstance, au nom du peuple camerounais et en mon nom propre, à vous-même, aux familles des victimes et à la nation espagnole meurtrie, mes sincères condoléances.

Veillez agréer, Sire, les assurances, renouvelées de ma très haute considération.

Paul Biya
Président de la République du Cameroun

Source : <https://www.prc.cm>

**ANNEXE V : Présentation des lettres de créances de l'Ambassadeur Camerounais
Paulin Godfried Yanga au Roi Felipe VI, souverain espagnol.**



Source : <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/35869/en.html/espagne-le-nouvel-ambassadeur-du-cameroun.en>

**ANNEXE VI : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et
au peuple camerounais en langue espagnole**



CASA DE SU MAJESTAD EL REY

**PALABRAS DE SU
MAJESTAD EL REY AL
PRESIDENTE DEL
CAMERÚN AHMADOU
AHIDJO Y AL PUEBLO
CAMERUNÉS**

Madrid, 20.09.1982

Señor Presidente, siguen muy vivas en nuestro recuerdo las sinceras muestras de amistad y de hospitalidad cordial que marcaron nuestra estancia en Camerún, hace casi dos años, junto a Vuestra Excelencia y vuestra ilustre esposa, así como la extraordinaria simpatía con que en todo momento y lugar fuimos acogidos la Reina y yo por el pueblo camerunés.

Duala, Yaundé y Ngaunderé fueron los hitos de aquella visita que nos permitieron conocer y admirar directamente la variada belleza de vuestro gran país, así como la calidad humana y la laboriosidad de vuestro pueblo, unido en la gran tarea colectiva de desarrollar las riquezas de la nación y acrecentar su propio bienestar.

Nos sentimos hoy la Reina y yo, y junto a nosotros el gobierno y todo el pueblo español, especialmente felices por tener la oportunidad de recibirlos en España y daros la prueba del sincero afecto y la profunda admiración que sentimos hacia vuestra excelencia y de la firme amistad de nuestro pueblo hacia el vuestro.

Conocemos bien vuestra obra y lo que significáis no sólo para la nación camerunesa, sino para el África entera y lo que, bajo vuestra prudente y decidida dirección, representa Camerún, activamente presente en tantos y tan importantes foros internacionales, para la cooperación y la paz en el mundo.

Las Naciones Unidas, la OUA, el Movimiento de los Países No Alineados, la Conferencia Islámica y los organismos de la cooperación regional de África central, han recibido siempre la positiva influencia de la acción diplomática camerunesa, caracterizada por la ponderación y la reflexión en el examen de los problemas y la prudencia y la equidad en la propuesta de soluciones.

Gracias a tales virtudes, Camerún aparece como pieza clave del equilibrio político y de la estabilidad, no sólo en la región subsahariana sino también a escala continental, y vuestra opinión y consejo, señor Presidente, son con toda justicia buscados y apreciados.

El día 20 del pasado mes de mayo se cumplió el décimo aniversario de la Reunificación del Camerún. Permitidme, señor Presidente, que os reitere ahora nuestra felicitación por tan significativa conmemoración, constatación histórica del éxito del proceso político emprendido por el pueblo camerunés, dirigido por vuestra excelencia, que ha hecho de la República Unida del Camerún un modelo ejemplar de construcción nacional.

características de país tan variado como Camerun -que no en vano ha sido afectuosamente llamado «un Africa en miniatura»- con el necesario proceso de modernización de las estructuras económicas y sociales y con la concentración de todas las energías en un esfuerzo unitario colectivo hacia metas superiores de progreso, bienestar y justicia para el pueblo.

Desde nuestras conversaciones en Yaundé y Ngaunderé, señor Presidente, parece necesario constatar que, lamentablemente, el panorama internacional no ha hecho sino complicarse.

Pocos son, en verdad, los acontecimientos que invitan hoy al optimismo, aunque países de profundas convicciones como España y Camerún no pueden jamás perder la fe en el hombre ni abandonar su confianza en el éxito final de sus altos ideales.

El mundo se ha visto rodeado, en estos últimos tiempos, por un auténtico cinturón de conflictos que, desde el sudeste asiático, pasando por la región del golfo, el oriente medio, el cuerno de Africa y Africa noroccidental, se ha extendido hasta nuevas áreas, hasta ahora insospechadas, al otro lado del Atlántico.

En vuestro continente sigue sin encontrar solución suficiente la tragedia de los refugiados: un problema en el que se os debe general reconocimiento, señor Presidente, por vuestra humanitaria actitud en relación con el éxodo masivo de víctimas inocentes del conflicto en el vecino Chad, tan generosamente acogidas por Camerún; persiste la inestable, peligrosa e injusta situación en el Africa meridional; se recrudece la tensión en el cuerno de Africa; y los problemas económicos y sociales no hacen sino agravarse de día en día.

Y en tal difícil coyuntura, la propia Organización para la Unidad Africana ha entrado en una de las más serias crisis de su historia, precisamente en unos momentos en que, por estar a punto de lograrse el objetivo de la liberación total del continente, se plantea ante la Organización, como prioritario, el reto de los problemas económicos para los que existe ya afortunadamente el marco del Plan de Acción de Lagos de 1980.

En estos dos años transcurridos desde nuestro último encuentro, señor Presidente, España ha continuado desarrollando y profundizando los principios generales de su política exterior.

Así, y de manera coherente con su pertenencia natural al mundo europeo y occidental, España ha proseguido el proceso de integración en las instituciones políticas y económicas propias de ese área, sin que aquello haya significado en absoluto abandono ni despreocupación por las otras dimensiones constitutivas de nuestra presencia y nuestra acción en la escena internacional.

Por ello presta España destacada atención a los problemas de Africa y ha continuado apoyando activamente en todos los foros, sobre todo en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, las justas causas del continente, muy especialmente la lucha por la independencia de Namibia, proveyendo ayuda humanitaria para las víctimas de la injusta situación que prevalece en la región austral.

Se ha esforzado España por diversificar e intensificar sus programas de cooperación técnica y económica con diversos países africanos. A este respecto debo señalar la acción de la cooperación con Guinea Ecuatorial, bien

conocida en vuestro país y a la que presta Camerún generoso y valiosísimo apoyo logístico, cooperación que está ofreciendo ya muy positivos resultados, no sólo para ese país hermano, sino también para la estabilidad global de la región.

Por lo que respecta a la OUA, la esencial sensibilidad del pueblo español hacia las realidades y problemas de las naciones africanas, fundamentada tanto en razones históricas como en nuestra proximidad física al continente africano, hace que España siga con gran interés, no exento de preocupación, la actual crisis por la que atraviesa la Organización. Quede constancia de nuestra total disposición a una cooperación global con la OUA, dentro del pleno respeto a nuestra vocación y características nacionales.

En cuanto a la grave situación en el próximo oriente, España, tan unida también histórica y culturalmente a la gran nación árabe, se ha esforzado activamente en el marco internacional de las Naciones Unidas por encontrar soluciones para poner fin a la violencia, haciendo cuantos esfuerzos le ha sido posibles por aliviar el sufrimiento de los pueblos que padecen por el conflicto. ☺

Por ello, España ha acogido con esperanza y simpatía el Plan elaborado en Fez por los Jefes de Estado de la comunidad árabe, como un elemento constructivo y positivo para el logro de la tan deseada paz en el próximo oriente.

En el plano de nuestras relaciones bilaterales, creo, señor Presidente, que podemos justamente felicitarnos por la puesta en marcha de varios de los proyectos de cooperación convenidos en Yaundé durante nuestra visita y elaborados por las misiones que hemos venido intercambiando en estos últimos meses.

El hecho de haber elegido precisamente, como primer paso, el sector de la formación profesional revela que, por ambas partes, se concibe la cooperación para el desarrollo como un esfuerzo fundamentado principalmente en la capacitación del elemento humano.

Con todo, pienso que la amistad sincera que nos une y la confianza mutua que caracteriza las relaciones entre nuestros gobiernos y nuestros pueblos, nos incita a marchar francamente por el camino iniciado hacia más ambiciosas metas de cooperación, al servicio tanto del bienestar de nuestras dos naciones como de la paz

**ANNEXE VII : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et
au peuple camerounais en langue française**



CASA DE SU MAJESTAD EL REY

la-rectoria@quirota.es

**MOTS DE SA MAJESTÉ
LE ROI AU PRÉSIDENT
DU CAMEROUN
AHMADOU AHIDJO ET
AU PEUPLE
CAMEROUNAIS**

Madrid, 20.09.1982.

S Monsieur le Président, les marques sincères d'amitié et d'hospitalité cordiale qui ont marqué notre séjour au Cameroun, il y a presque deux ans, en compagnie de Votre Excellence et de votre illustre épouse, sont encore très vives dans notre mémoire, ainsi que l'extraordinaire sympathie avec laquelle de tous temps et où la Reine et moi avons été accueillis par le peuple camerounais.

Duala, Yaoundé et Ngaouéré ont été les jalons de cette visite qui nous a permis de connaître et d'admirer directement la beauté variée de votre grand pays, ainsi que la qualité humaine et le travail de votre peuple, uni dans la grande tâche collective de développer les richesses de la nation et accroître leur propre bien-être.

Aujourd'hui, la Reine et moi-même, et avec nous le gouvernement et tout le peuple espagnol, nous sentons particulièrement heureux d'avoir l'occasion de vous recevoir en Espagne et de vous donner une preuve de l'affection sincère et de la profonde admiration que nous éprouvons pour votre excellence et la fermeté de l'amitié de notre peuple envers le vôtre.

Nous sommes bien conscients de votre travail et de ce que vous représentez non seulement pour la nation camerounaise, mais pour l'ensemble de l'Afrique et de ce que, sous votre direction prudente et déterminée, le Cameroun représente, activement présent dans tant de forums internationaux importants, pour la coopération et la paix, dans le monde.

L'ONU, l'OUA, le Mouvement des pays non alignés, la Conférence islamique et les organisations de coopération régionale en Afrique centrale ont toujours reçu l'influence positive de l'action diplomatique camerounaise, caractérisée par l'importance et la réflexion dans l'examen des problèmes et prudence et équité dans la proposition de solutions.

Grâce à ces vertus, le Cameroun apparaît comme un élément clé de l'équilibre politique et de la stabilité, non seulement dans la région subsaharienne mais aussi à l'échelle continentale, et votre avis et vos conseils, Monsieur le Président, sont à juste titre sollicités et appréciés.

Le 20 mai dernier marquait le dixième anniversaire de la réunification du Cameroun. Permettez-moi, Monsieur le Président, de réitérer nos félicitations pour une commémoration aussi significative, confirmation historique de la réussite du processus politique entrepris par le peuple camerounais, conduit par Votre Excellence, qui a fait de la République-Unie du Cameroun un modèle

que le fait de la République Omo du Cameroun un modèle exemplaire de construction nationale.

Vous avez su allier, Monsieur le Président, le respect des valeurs positives de la tradition et des particularités caractéristiques d'un pays aussi varié que le Cameroun - qu'on n'a pas affectueusement surnommé "une Afrique en miniature" pour rien - avec les nécessaires processus de modernisation des structures économiques et sociales et avec la concentration de toutes les énergies dans un effort collectif unitaire vers des objectifs plus élevés de progrès, de bien-être et de justice pour le peuple.

Depuis nos conversations à Yaoundé et Ngaouéré, Monsieur le Président, il semble nécessaire de constater que, malheureusement, le paysage international n'a fait que se compliquer.

Il y a, en vérité, peu d'événements qui invitent à l'optimisme aujourd'hui, même si des pays aux convictions profondes comme l'Espagne et le Cameroun ne pourront jamais perdre confiance dans l'homme ni abandonner leur confiance dans le succès final de leurs idéaux élevés.

Le monde a été entouré, ces derniers temps, par une véritable ceinture de conflits qui, de l'Asie du Sud-Est, en passant par la région du Golfe, le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord-Ouest, se sont étendus à de nouvelles zones, jusqu'à présent. insoupçonné, de l'autre côté de l'Atlantique.

Sur votre continent, le drame des réfugiés n'a toujours pas trouvé de solution suffisante : un problème pour lequel vous devez, Monsieur le Président, une reconnaissance générale pour votre attitude humanitaire face à l'exode massif de victimes innocentes du conflit au Tchad voisin, si généreusement accueillie par le Cameroun ; la situation instable, dangereuse et injuste en Afrique australe persiste ; la tension dans la Corne de l'Afrique s'intensifie ; et les problèmes économiques et sociaux ne font qu'empirer de jour en jour.

Et dans une situation aussi difficile, l'Organisation de l'unité africaine elle-même est entrée dans l'une des crises les plus graves de son histoire, précisément au moment où, alors que l'objectif de la libération totale du continent est sur le point d'être atteint, il est écarté devant l'Organisation, en priorité, le défi des problèmes économiques pour lesquels il existe heureusement le cadre du Plan d'action de Lagos de 1980.

Au cours des deux années écoulées depuis notre dernière rencontre, Monsieur le Président, l'Espagne a continué à développer et à approfondir les principes généraux de sa politique étrangère.

Ainsi, et de manière cohérente avec son appartenance naturelle au monde européen et occidental, l'Espagne a poursuivi le processus d'intégration dans les institutions politiques et économiques spécifiques à cette zone, sans que cela ait signifié un abandon ou une indifférence absolue envers les autres dimensions constitutives de la région. notre présence et notre action sur la scène internationale.

C'est pourquoi l'Espagne accorde une attention particulière aux problèmes de l'Afrique et continue de soutenir activement dans toutes les instances, notamment au Conseil de sécurité des Nations Unies, les justes causes du continent, en particulier la lutte pour l'indépendance de la Namibie, en fournissant des aides humanitaires. aide aux victimes de la situation injuste qui prévaut dans la

region au sua.

L'Espagne s'est efforcée de diversifier et d'intensifier ses programmes de coopération technique et économique avec divers pays africains. A cet égard, je dois souligner l'action de coopération avec la Guinée équatoriale, bien connue dans votre pays et à laquelle le Cameroun apporte un soutien logistique généreux et inestimable, une coopération qui donne déjà des résultats très positifs, non seulement pour ce pays frère, mais aussi pour la stabilité globale de la région.

En ce qui concerne l'OUA, la sensibilité essentielle du peuple espagnol aux réalités et aux problèmes des nations africaines, basée à la fois sur des raisons historiques et sur notre proximité physique avec le continent africain, signifie que l'Espagne poursuit avec un grand intérêt, non sans inquiétude, la crise actuelle que traverse l'Organisation. Il faut dire que nous sommes pleinement préparés à une coopération globale avec l'OUA, dans le plein respect de notre vocation et de nos caractéristiques nationales.

Quant à la grave situation au Proche-Orient, l'Espagne, qui est aussi historiquement et culturellement très unie à la grande nation arabe, a déployé un effort actif dans le cadre international des Nations Unies pour trouver des solutions pour mettre fin à la violence, en mettant tout en œuvre cela a été rendu possible en allégeant les souffrances des peuples touchés par le conflit.

C'est pourquoi l'Espagne a accueilli avec espoir et sympathie le Plan élaboré à Fès par les chefs d'État de la communauté arabe, comme un élément constructif et positif pour la réalisation de la paix tant souhaitée au Proche-Orient.

Dans le cadre de nos relations bilatérales, je crois, Monsieur le Président, que nous pouvons à juste titre nous féliciter de la mise en œuvre de plusieurs des projets de coopération convenus à Yaoundé lors de notre visite et élaborés par les missions que nous avons échangées ces derniers mois.

Le fait d'avoir précisément choisi, dans un premier temps, le secteur de la formation professionnelle révèle que, de part et d'autre, la coopération pour le développement est conçue comme un effort basé principalement sur la formation de l'élément humain.

Cependant, je pense que l'amitié sincère qui nous unit et la confiance mutuelle qui caractérise les relations entre nos gouvernements et nos peuples, nous encouragent à marcher franchement sur le chemin commencé vers des objectifs de coopération plus ambitieux, au service à la fois du bien-être l'être de nos deux nations ainsi que la paix mondiale.

Avec ce désir, permettez-moi maintenant de lever mon verre pour porter un toast à la prospérité et au bonheur personnels de Son Excellence le Président de la République Unie du Cameroun et de Mme Ahidjo et des membres de la distinguée délégation qui les accompagnent, ainsi qu'au bien-être de le peuple camerounais et l'amitié grandissante entre l'Espagne et le Cameroun.

© PAGE OFFICIELLE DE LA MAISON DE SA MAJESTÉ

ANNEXES VIII : Correspondance du Secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun adressée à monsieur le Ministre des Relations Extérieures en vue d'une réexamination des modalités d'attribution de bourses espagnoles aux étudiants Camerounais.

REPUBLICUE UNIE DU CAMEROUN
Paix — Travail — Patrie

Présidence de la République
SECRETARIAT GENERAL
N° B1699 /SG/PR II

UNITED REPUBLIC OF CAMEROON
Peace — Work — Fatherland
Presidency of the Republic
SECRETARIAT GENERAL
Yaoundé, le 8 MAI 1976 19

Objet :
Subject :

Le Secrétaire Général
The Secretary General

à M. on sieur le Ministre des Affaires Etrangères
to Mr.

22

YAOUNDE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
RECU LE 11 MAI 1976
SOUS No 5020
SORTIE LE 11 MAI 1976
A traiter avant le: _____

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir saisir l'Ambassade d'Espagne à YAOUNDE en vue de réexaminer les modalités d'attribution des bourses espagnoles aux étudiants camerounais.

En effet, comme il en est de l'ensemble des offres de bourses étrangères, les bourses espagnoles devraient :

- 1° prendre en charge les frais de scolarité pour la préparation du diplôme d'études hispaniques de l'Université de Madrid ;
- 2° prendre en charge le voyage Yaoundé-Madrid-Paris, qui est à l'heure actuelle à la charge du Cameroun ;
- 3° s'étaler sur 12 mois c'est-à-dire couvrir les 3 mois de vacances, actuellement pris en charge par le Cameroun (complément de bourse) ;
- 4° prévoir une indemnité de trousseau versée à l'arrivée (actuellement versée par le Cameroun).
- 5° être alignées sur le taux des bourses nationales (le taux est actuellement inférieur).

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître les résultats auxquels votre démarche aura abouti.

M. le Ministre de l'Education Nationale.

11 MAI 1976
MOS

Reçu le
Sous le No
Sorti le

REPUBLICUE UNIE DU CAMEROUN
UNITED REPUBLIC OF CAMEROON
LE SECRETAIRE GENERAL
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
PRESIDENCE DE LA REPUBLIC
S. EBOUA

ANNEXE IX : Liste des candidats aux bourses espagnoles 1976/1977

CANDIDATS AUX BOURSES ESPAGNOLES 1976/1977			
Noms et Prénoms, date et lieu de naissance	Orientations	S C O L A R I T E	Avis de la Commission : Observations
1. BAMEIA EMVANA David 26/7/1950 à Momebili	Interprète	71/72 = Seconde = Succès 72/73 = 1ère A5 = Succès 73/75 = 2 ans de Tle "A5" 75/76 = Université = EFL	N Professeur au C.E.S. Akon II
2. BILLONG NYEMB 7/2/1953 à Kokoa II	Interprétariat Traduction	72/73 = Seconde "A" = 73/74 = Première "A" = Succès 74/75 = Tle "A" = Succès 75/76 = Université = ILEFL Option Espagnol	T
3. CHATUE Jacques 7/9/1958 à Ngam	Interprète	73/74 = Seconde = Succès 74/75 = 1ère "A4" = succès 75/76 = Tle "A4"	
4. ELLA Emile Tchadou 2/2/1954 à Ebemvak	Interprète Traducteur	71/72 = Seconde "A4" = succès 72/74 = 2 ans de lè D 74/75 = Tle "A4" = Succès 75/76 = 1ère année BTS	N
5. ETOUNDI Antoine 29/1/52 à Mvengue I	Interprète Traducteur	71/72 = Seconde 72/73 = Première "A" 73/75 = 2 ans Tle "A" 75/76 = U.Y. = ILEFL	N
6. KAMDEM Nestor 1/8/52 à Bayangam	Traduction Interprétariat	71/72 = Seconde = Succès 72/74 = 2 ans lè "A4" 74/75 = Tle "A" = Succès 75/76 = U.Y. 1ère année de ILEFL option Espag.	N
7. MBILONG NDZANA Norbert 27/8/52 à Ydé	Interprétariat Traduction	69/70 = Seconde 70/71 = 1ère A4 = Succès 71/73 = 2 ans de Tle A4 + 73/76 = ? ? ? ? ? L'attestation d'inscription à l'U.Y. mentionnée sur la demande n'est pas jointe au dossier de l'intéressé.	N

Source : archives du MINREX

ANNEXE X : Article du journal le Leseri Noir annonçant le décès de FRANCO

FRANCO

FRANCO HA MUERTO



Arias Navarro
ha comunicado
al país (por RTVE,
a las diez de esta
mañana),
el testamento
político del Caudillo

(REPRODUCCION INTELIGIA
DEL YUCAO, EN PAGINAS
INTERIORES)

*Los poderes,
asumidos por
el Consejo
de Regencia*

EDICION ESPECIAL
*Toda la información sobre la muerte
del Caudillo hasta las once de la
mañana de hoy (Nuevas ediciones
en las próximas horas)*

Libertad
DIARIO NACIONAL - SINDICALISTA • FUNDADO POR OBREROS REDONDO EN 1931
VALLADOLID, JUEVES, 20 DE NOVIEMBRE DE 1975. — 24 PAGINAS — PVP: 100 Ptas.
Director: JUAN JESUS RIBERO

Source : <https://lyceen.clinantes.org/quelques-éléments-chronologiques-et-documents-sur-la-transition-démocratique-espagnole.html>

ANNEXE XI : Article du journal Cameroon Tribune sur la visite de Juan Carlos au Cameroun

Page 2

VISITE DU COUPLE ROYAL D'ESPAGNE

LE COUPLE ROYAL D'ESPAGNE ACCUEILLI A DOUALA PAR M. PAUL BIYA



Arrivée à l'aéroport de Yaoundé.



Le Roi se fait présenter les membres du gouvernement.

Il était 14 h 15 quand le Tupolev 151 des forces aériennes d'Espagne a atterri à l'aéroport international de Douala avec à son bord le Roi d'Espagne, Sa Majesté Juan Carlos et la Reine Sofia.

Le couple royal et sa suite ont été accueillis à leur descente d'avion par le Premier ministre M. Paul Biya qu'entouraient l'Ambassadeur d'Espagne au Cameroun, S.E. Jesus Ezquerra,

le gouverneur de la province du Littoral, M. Marcel Akono, le délégué du gouvernement auprès de la commune de Douala, M. André Michel Epée, le président de la section départementale de l'UNC du Wouri El Hadj Tanko Hassan et de nombreuses autres personnalités politiques et administratives de la province du Littoral. Une foule de militants et militantes de notre grand parti national a tenu également à souhaiter au couple Royal d'Espagne la bienvenue en

terre camerounaise.

Après une brève escale au salon d'honneur du Pavillon présidentiel, le Roi Juan Carlos et la Reine Sofia ont quitté Douala pour Yaoundé à bord du Boeing présidentiel pendant qu'une partie de leur suite s'envolait par un avion des forces aériennes du Cameroun à destination de notre capitale où le Chef de l'Etat et Mme Ahidjo attendaient le couple royal d'Espagne.

Suite du Président de la République Unie du Cameroun

- M. SADDU DAUODOU, Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique,
- M. Paul DONTSOP, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères,
- M. BEB a DON Philémon, Directeur du Cabinet Civil,
- M. DOUMBA Joseph Charles, Ministre chargé de Mission à la Présidence,
- M. BAKOTO Salomon, Ambassadeur de la République Unie du Cameroun en Espagne,
- M. EKEDI SAMNIK Joseph, Chargé de Mission à la Présidence,
- Colonel OUSMANOU DAUODA, Chef du cabinet militaire,
- M. BELEOKEN Jean Baptiste, Directeur du Protocole,
- M. IYA TIDJANI, Attaché à la Présidence,
- M. BATEKI Samuel, Directeur du Commerce au Ministère de l'Economie et du Plan,
- M. MBOM Clément, Inspecteur général de Pédagogie au Ministère de l'Education Nationale,
- M. NDAM AMADOU, Directeur des Transports,
- M. ELLEIH ELLE ETIAN, Premier Conseiller à l'ambassade de la République Unie du Cameroun en Espagne,
- M. OWONA Vincent, Directeur Adjoint de la Division Europe au Ministère des Affaires Etrangères.

Suite du Roi Juan Carlos et de la Reine Sofia

- S.E. M. José Pedro PEREZ LIORCA, Ministre des Affaires étrangères,
- Madame PEREZ LIORCA,
- S.E. Marquis MONDEJAR, chef de la maison de S.M. le Roi,
- Marquise Mondejar,
- S.E. M. Jesus EZQUERRA, Ambassadeur d'Espagne au Cameroun,
- Madame EZQUERRA,
- Lieutenant Général Joaquin de VALENZUELA, chef du cabinet militaire de la Maison de S.M. le Roi,
- General Sabino FERNANDE CAMPO, Secrétaire Général de la maison de S.M. le Roi
- M. Pedro LOPEZ AGUIREBENGUA, directeur général de politique extérieure pour Afrique et Asie continentale,
- Colonel Manuel Bianco, chef de sécurité de la Maison de S.M. le Roi,
- Lieutenant Colonel José MOSTOJO, Aide de Camp de S.M. le Roi,
- Commandant José Antonio ALCINA, Aide de Camp de S.M. le Roi.



Les deux chefs d'Etat passent en revue les troupes.



Le Roi Juan Carlos et le Président Ahidjo suivent l'exécution des hymnes nationaux.

Le Cameroun doit son nom à l'appellation du «fleuve Cameroun»

Le Cameroun tire son nom d'un mot portugais, «camara» (pluriel : «camaroes»), qui signifie «caverne», et non pas «arabes», comme on l'a parfois écrit.

Sous le règne du roi Alphonse V (1459-1481), des navigateurs au service d'un riche bourgeois de Lisbonne, Fernão Gomes, atteignent, vraisemblablement en 1471-1472, le fond du golfe de Guinée et découvrent ainsi une partie du littoral du «Cameroun». Ils furent frappés par un phénomène qui se produit encore de nos jours, tous les trois ans : le paillement dans une rivière de la côte (aujourd'hui le Wouri) de cristaux de couleur blanchâtre que les Douala appellent «mbat-tat» et dont le nom scientifique est «Callanasa Turcorana White». Aussi donnerent-ils à cette rivière le nom de «Rio dos camaroes», rivière des crevettes.

Aucun document historique, à notre connaissance, ne permet d'identifier de façon certaine le ou les Portugais qui ont découvert l'estuaire du Wouri et lui ont donné le nom de «Rio dos camaroes», contrairement à l'hypothèse avancée par un certain nombre d'auteurs qui attribuent cette découverte à Fernando Po. Le vaillant navigateur est bel et bien arrivé dans la baie de Biafra en 1472, mais, nous ne savons rien sur les conditions de son séjour ; nous ignorons tout du détail de ses activités. Le capitaine Avetot note à ce propos : «Si les découvreurs portugais reconquirent de 1463 à 1481, les bates de Bénin et de Biafra jusqu'au cap Sainte-Catherine, ils ne nous ont laissé aucune relation détaillée de leurs voyages».

Pourtant, les historiens portugais signalent ce voyage de Fernando Po; mais, ils ne nous disent pas si, de l'île Formose, Fernando Po s'est dirigé vers l'estuaire du Wouri ou s'il est retourné directement au Portugal. On peut, en effet, penser, mais, là, nous sommes bien loin de l'histoire : que Fernando Po, tira fier des deux grandes découvertes qu'il venait de faire (d'abord le Mont Cameroun, qu'on a parfois désigné de «Serra de Fernao do Po», et l'île Formose qui a été appelée «l'île de Fernando Po»), soit retourné dans son pays pour aller visiter la nouvelle découverte.

Le fait, en revanche, que Lopez Gongalves, partant du Mont-Cameroun et se dirigeant vers le sud, ait pu découvrir, au cours de son voyage effectué probablement en 1473, la rivière Gaboun, et un pays qui s'appelle «Cameroun», est une hypothèse qui n'est pas prouvée.

découvert l'estuaire du Wouri et lui a donné le nom de «Rio dos camaroes».

Quoi qu'il en soit, nous pouvons tenir pour acquis le point suivant : le Cameroun tire son nom d'un mot portugais, «camara» (pluriel : «camaroes»). Incontestablement, c'est un Portugais qui le lui a donné. Mais, quant à savoir qui était exactement ce Portugais, c'est une question qui, à l'heure actuelle, ne peut pas recevoir de réponse définitive.

Sous l'influence espagnole, l'estuaire du Wouri fut désigné sous la forme de «Rio dos camaroes» ou de «Rio dos camerones». Sous l'influence anglaise, le nom se transforme au XIXe siècle en «Cameroun» et en «Camerouns».

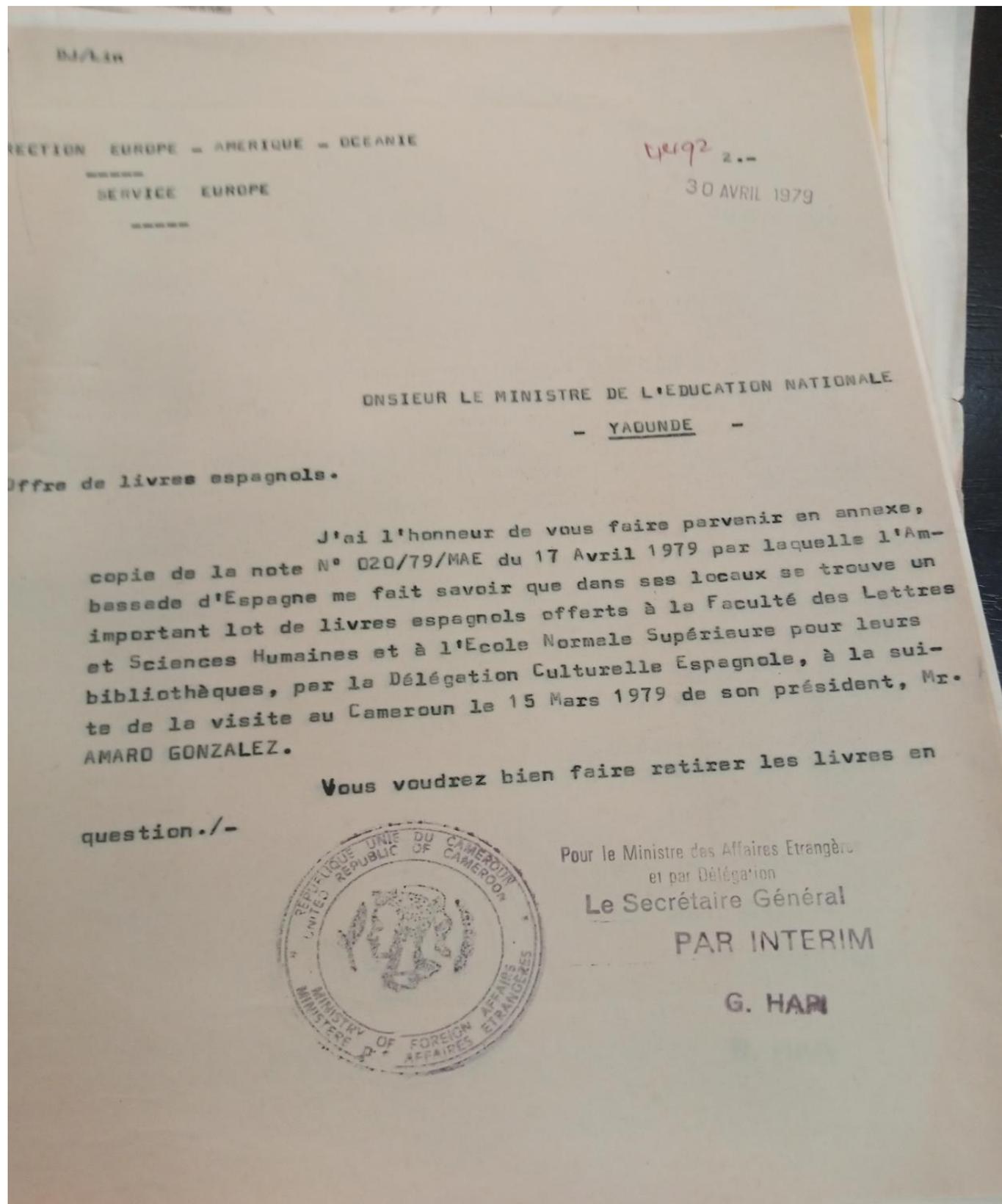
Outre son acception première, le nom fut attribué à la contrée sise de part et d'autre des rives du «fleuve Cameroun» et aux habitants de cette même contrée. Le terme de «Camerouns» fut également donné à l'actuelle ville de Douala, à la montagne voisine et à un cap. Le 1er avril 1901, les Allemands étendirent la dénomination, de forme germanique, «Kamerun», à l'ensemble du pays, c'est-à-dire à leur colonie, distinguant ainsi le pays de «la ville de Cameroun» qui reçut à partir de cette date, le nom de «Douala», du nom des populations qui habitent cette région. Les Français en ont fait «Cameroun».

Ainsi, le terme de «Cameroun» a été donné à l'estuaire du Wouri. Mais, cette appellation, modifiée dans les diverses langues européennes («Camaroes», «Camarouns», «Camerouns», «Camerouns», «Camerouns», «Cameroun»), a fini par s'appliquer à une région bien plus étendue que le bassin de «Rio dos camaroes». C'est que, après avoir désigné, non seulement les basses terres côtières de l'estuaire, mais aussi la ville de Douala, la superbe montagne qui constitue sur la terre ferme la chaîne des Dors, d'Ankobon à Fernando Po, et un cap, le terme a été étendu à tout le territoire guinéen que les Allemands ont délimité sur la carte comme devant constituer leur colonie dans cette partie de l'Afrique.

Adalbert Ouwon / Chargé de cours à la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Yaoundé.

SHOTON A56
itel DUAL CAMERA

ANNEXE XII : Correspondance relevant l'offre des livres espagnols à l'Université de Yaoundé ainsi qu'à l'Ecole Normale Supérieur



ANNEXE XIII : Décision ministérielle accordant les frais d'inscriptions aux étudiants boursiers de l'Ecole des Langues de Madrid année universitaire 1976/1977

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN
 Paix - Travail - Progrès
 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

UNITED REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace - Work - Fatherland
 MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION

D E C I S I O N N° 00175/H/170 /MINEDUC/SG/DPOES/SBS/1

Vu la Constitution de la République Unie du Cameroun en date du 2 juin 1972, modifiée et complétée par la Loi n°75/1 du 9 mai 1975;
 Vu le décret n° 75/457 du 28 juin 1975 portant réorganisation du Gouvernement de la République Unie du Cameroun;
 Vu le décret n° 75/478 du 30 juin 1975 portant nomination des membres du Gouvernement de la République Unie du Cameroun.
 Vu le décret n°74/406 du 24 avril 1974 portant réorganisation du Ministère de l'Education Nationale, modifié par le décret n° 76/254 du 30 juin 1976;
 Vu l'arrêté n° 038/H1/40/MINEDUC du 5 avril 1974 portant création et organisation des Commissions d'Orientation et de Bourse d'Enseignement Supérieur;
 Vu l'arrêté n°0039/H1/40/MINEDUC du 5 avril 1974 déterminant les catégories et fixant les taux correspondants de Bourses d'Enseignement Supérieur en faveur des étudiants poursuivant leurs études au Cameroun ou à l'Etranger, complété et modifié par les arrêtés n°075/H1/40/MINEDUC du 24 juin 1974 et 00126/H1/40/MINEDUC du 9 juillet 1976;
 Vu l'arrêté n°0119/H1 /40/MINEDUC/SG/DPOES/SBS/2 du 13 septembre 1974 fixant les avantages en faveur des étudiants boursiers de l'Etat à l'Etranger;
 Vu la décision n° 1 704/H1 /40/MINEDUC/SG/DPOES/SBS/1 du 5 novembre 1976 attribuant complément de bourse et indemnité de trousseau aux étudiants Camerounais boursiers du Gouvernement Espagnol à Madrid;
 Vu la lettre n° B1699/SG/PR du 24 janvier 1977 relative au frais d'inscription de nos étudiants en Espagne;

D E C I S I O N

Article 1. Une somme de 56.000 FCFA (cinquante six mille) chacun, représentant les frais d'inscription exigés par l'Ecole des Langues de l'Université de Madrid pour l'année universitaire 1976/1977, est accordée aux étudiants Camerounais boursiers du Gouvernement Espagnol dont les noms suivent :

Mademoiselle TSANGA EMBOLO Solange
 Messieurs -- NDEMPAAWAI Denis
 -- JUMPAW KONGNYUY

Article 2. Cette dépense sera imputable sur les crédits du Chapitre 15-501-170 du budget de la République Unie du Cameroun, Exercice 1976/1977 et mandatée au nom de Monsieur l'Ambassadeur du Cameroun à Madrid, qui se chargera du versement de ces allocations aux bénéficiaires.

Article 3. La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

AMPLIATIONS :
 - CONTROLE FINANCIER AUPRES MINEDUC
 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 - MINAE
 - AMBASSADE DE MADRID
 - MINEDUC/SG
 - ARCHIVES,

Le Secrétaire Général
 YAOUNDE, le _____

17 FEVR. 1977

**SOURCES ET REFERENCES
BIBLIOGRAPHIQUES**

ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΚΕΣ

I- SOURCES

1. Sources orales

N°	NOMS ET PRENOMS	AGE	FONCTION	DATE ET LIEU DE L'ENTRETIEN
01	Afa'a, Valère Spécial	Anonyme	Responsable Pôle Démocratie et Droit Constitutionnel du CREPEG, Directeur au Laboratoire Interdisciplinaire d'Études Internationales et Juridique (LIDEIJ).	Yaoundé, le 20 Octobre 2023
02	Akamba Ornella	23 ans	Bachelière et heureuse bénéficiaire du programme de formation technique et d'accompagnement rural aux métiers d'agriculture et d'élevage en 2021	Entretien téléphonique réalisée le 29 décembre 2023
03	Bekolo Essama Patrick Martial Samy	41ans	Diplomate en charge de la coopération entre le Cameroun et le Royaume d'Espagne au MINREX	Yaoundé, le 15 Octobre 2023
04	Enganemben Bekemen Marie Madeleine	Anonyme	Diplomate	Yaoundé, le 4 Novembre 2023
05	ETEKI Aurélien	Anonyme	Diplomate, Ministre plénipotentiaire	Yaoundé, le 23 Mai 2024
06	Fotso Toche Rodrigue	45 ans	Enseignant au Département des Langues, Littératures et Civilisations Ibériques, Ibéro américaines et Italiennes de l'Université de Yaoundé I	Yaoundé, le 4 juin 2024
07	Mbesse Akamse François Désirée	Anonyme	Directeur de Cabinet du Président du Groupe Parlementaire RDPC à l'Assemblée Nationale du Cameroun, Diplomate, Spécialiste des relations Ibéro-camerounaise, Expert en Coopération Internationale et Coopération Décentralisée, Universitaire.	Yaoundé le 3 Juin 2024

08	Mbongue Eteky Jean Henri	Anonyme	Diplomate, Coordonnateur de la Sous-Direction de l'Europe Mériidionale et Septentrionale (SDEMS) au MINREX	Yaoundé, le 17 Octobre 2023
09	Natalia Lagunas Prat	Anonyme	Directrice du Centre Culturel Espagnol de Yaoundé, enseignante d'espagnol et Orthophoniste	Yaoundé, le 6 Juin 2024
10	Yene Atangana Marc Patrick	43 ans	Chef service Adjoint de la Coopération Décentralisée et des Partenariats de la Mairie de Yaoundé V	Yaoundé, le 31 Mai 2024

2. Archives

a- Archives de l'Ambassade d'Espagne

- Cabana, *Anuario Estadístico de España*, 1995. (Cabana, Annuaire statistique de l'Espagne, 1995).
- Coello, *Atlas de España y sus posesiones de ultramar posesiones de Africa* (Atlas de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer. Possessions africaines), Madrid, année 1888.
- Cronjé S, *Equatorial Guinea- The Forgotten Dictatorship. Forced Labor and Political Murder in Central Africa*, Research Report N°2, London, Anti-Slavery Society, 1976.
- *Reseña geografica y estadística de España por la dirección general del instituto geografico y estadístico*, Madrid, 1888. (Notice géographique et statistique sur l'Espagne publié par la Direction Général de l'Institut de Géographie et de Statistique, Madrid, 1888).
- Quick Read N° 8, « *Décentralisation et participation politique des femmes* », Centre de Recherche en Paix, Environnement et Gouvernance (CREPEG), AECID, octobre 2023.
- Ydalgo S, « *Ayudar por control remoto : tercer indice de repuesta humanitarian 2009* », *Revue Foreign Policy edition Espanola : politica, economica, ideas globales*, N°36.
- Ydalgo S, « *Ayudar por control remoto : tercer indice de repuesta humanitarian 2009* ».
- *Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación*, L'Espagnol, une langue universelle en expansion, 2014.

- Pereira J. C, DIAZ C. S, « *Todo Secreto. Acuerdo secretos, transparanta y acceso a los documentos historicos de Asuntos Exteriores y Defensa* », Ayer 97/2015.
- *Ambajada de España*, N.V. N°16/77/ MAE, du 26 Avril 1977.
- *Ambajada de España*, N.V. N° 100-87/M.A. E, Madrid le 21 décembre 1987.
- *Ministerio de Asuntos Exteriores, Union Europa y Cooperacion.*(Ministère des Affaires Etrangères
- *Embaja de España*, N. V. N° 102-86/M.A.E. du 5 décembre 1986.
- Cruz Roja Espanola, *Memoria 2009*, Madrid 2010.
- L'Espagne demeure la destination Erasmus n°1, CANDAU Marion, EURACTIV Espagne, 15 mars 2016.
- ICEX/Rapport 2020 *Casa Africa*.
- III^e Plan Directeur de la coopération espagnole 2019-2021, adopté par le Conseil des ministres en mars 2019.

b- Archives du Ministère camerounais des Relations Extérieures

- Minrex, Note de synthèse de l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, premier
- Trimestre 1987.
- *Embajada de España*, N.V N° 91-86/MAE, 13 novembre 1986.
- N.V. N° 58/80/M. A. E du 26 Juin 1981.
- Correspondance N° 6653/DH/EEA, du 7 Juillet 19981.
- N.V. N° 94-85/M. A. E du 2 décembre 1985. Vous trouverez la liste complète en Annexes.
- Correspondance N° 403/ACE/77, Madrid le 5 Septembre 1977.
- Téléx N° 40/T/ACE/79 du 30 Avril 1979.
- Correspondance N° 07356/SG/SFF, Yaoundé le 27 Aout 1987.

- Correspondance N° 403/ACE/77, Madrid, le 7 Octobre 1981.
- Correspondance N° 5654/SG/SFF, Yaoundé le 10 Aout 1988.
- Note d'Audience N° 23/78/DIPL/2 du 16 Janvier 1978.
- Ministère des relations Extérieures, Note de synthèse de l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Yaoundé le 24 Aout 1981.
- N.V. N° 60/81/ M.A.E, du 2 Juillet 1981.
- Note de Synthèse N° 044/2/ sur l'état des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Yaoundé le 24 Aout 1981.
- Décision ministérielle N° 00175/4/170/MINEDUC/SG/DPOES/SBS/1
- Ambassade du Cameroun en Espagne, correspondance N° 11/ACE/77, du 31 Janvier 1977.
- Note d'information sur la visite du roi Juan Carlos au Cameroun, Archive du Ministère des Relations Extérieure du Cameroun, Yaoundé, 1980.
- Etat des relations entre le Cameroun et l'Espagne, Archive du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun, Yaoundé, 1967.
- Agenda 2018 du Ministère de l'Economie et de la Planification du Territoire (MINEPIAT).
- Ministère de la Communication du Cameroun, « Le Cameroun en Action », magazine publié en 2021.
- Rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le Développement Humain du Cameroun 2020.
- Extrait de discours prononcé par l'ambassadeur d'Espagne au Cameroun à l'occasion de la présentation de ses lettres de créances au président Ahidjo en octobre 1981.
- Rapport Trimestriel N° 034/R/DS/ACE/81 du 07 octobre 1981.
- Préambule de l'Accords Général de coopération économique, industriel et technique entre la République du Cameroun et le Royaume d'Espagne, 1990.

- Article 1 de l'Accord général de coopération économique, industriel et technique entre la République du Cameroun et le royaume d'Espagne, Juillet 1970.
- L'Accord Général de Coopération Scientifique et Technique, Mars 1990.
- Titre II, article 5 de la loi n°96/06/ du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972.
- Titre II, articles 8, alinéa 4 et 10 de la loi n°96/06/ du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02.
- Article 2, alinéa 1er du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures.
- Article 12, alinéa 1er, de la décision ministérielle n°0009/MINEP/CAB du 16 janvier 2006.
- Article 26 du décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.
- Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques, Vienne, 1961.

c- Archives Nationales de Yaoundé

- Correspondance N° 08760 SG/ SFP du 16 décembre 1986.
- Note N° 129/CAB/DIPL /SG du 10 Avril 1967.
- Rapport de la Direction Générale des Douanes, 2015.
- Rapport de fin de mission N°001/CE/R/SP/ACE/81, du 8 Janvier 1982.
- Note d'Audience N° 2/DIPL/7-81 du 29 Juin 1983.
- Recueil des fiches de coopération, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Yaoundé, juin 2007.
- Rapport Trimestriel (Avril-Mai-Juin 1981) N° 034/R/DS/ACE/81, Madrid le 7 Octobre 1981.
- Note d'Audience N° 17-81/DIPL/2 du 29 Juin 1983.

3. Discours

- Discours prononcé par l'Ambassadeur d'Espagne à l'occasion de la présentation de ses lettres de créance à Yaoundé, Octobre 1981.
- Extrait du discours de Kofi Annan à l'Assemblée Générale de l'ONU tenue le 24 Septembre 2001.

4. Dictionnaires et Brochures

- IFA, Dictionnaire universel, Paris, Hachette Edicef, 1995.
- Madoz, *Diccionario geografico estadistico historico dy España y sus posesiones de Ultramar* (Dictionnaire géographique, statistique et historique de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer), Madrid, année 1849.
- Colavitti R. Romelien, "III. Le statut des collectivités infra-étatiques européennes. Entre organe et sujet", *Annuaire des Collectivités Locales*, n°34, 2014.
- Decraene Ph, « *Tension internes et convoitises étrangères : la Guinée Equatoriale toujours menacée de déstabilisation* », *Le Monde Diplomatique*, Paris, Juin 1981.
- Penell R, « *Africa now* », Londres, Octobre 1981.
- Mandjem Y. P., « *Le Cameroun face aux APE : risque ou opportunité ?* », Friedrich Ebert Stiftung, Cameroun, Yaoundé, Mars 2015.
- Novas J. A., « *L'Evolution de la politique africaine du Golfe de Guinée à Zanzibar* » n°4, Juin 1999.
- Sanz P. R. M., « *La politique extérieure espagnole de la fin du franquisme et son héritage sur la transition démocratique* », *Histoire politique*, N°29, Mai-Aout 2016.
- Perdriault M. et Fraticeli M., « *Le Cameroun et les Enjeux de Développement Liés aux Ressources Naturelles* », Centre pour l'Environnement et le Développement, Mars 2012.

- Pokam de Pince H., « *La participation des universitaires au processus de construction/reconstruction de l'espace public au Cameroun* », *L'anthropologue africain*, 2010.
- Provansal D., « *Quelques données fragmentaires sur l'anthropologie du développement et de la coopération en Espagne* », *Bulletin de l'APAD* 3, 1992, mis en ligne le 06 Juillet 2006.
- *Elecnor group, comunicado de prensa, Madrid, 8 de febrero 2022.*

II-BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

- Aaron R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962.
- Ahidjo A., *Contribution à la construction nationale*, Paris, Présence Africaine, 1964.
- Banning E., *Le partage de l'Afrique d'après les transitions internationales les plus récents (1885-1888)*, Librairie européenne C. Muquard, Bruxelles, 1888.
- Bayon Z. M., *Breve historia del siglo de Oro*, Madrid, 2011.
- Bloch M., *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand colin, 2^e édition, 1952.
- Batistella D., *Théories des relations internationales- 2^e édition, revue et augmentée-* Paris : Presses de Sciences Po, 2006.
- Cardonne D. D., *Histoire de l'Afrique et de l'Espagne sous la domination des Arabes volume 2*, édition Saillait, Paris, 1765.
- Chouala Y. A., *La politique extérieure du Cameroun. Doctrines, acteurs, processus et dynamiques régionales*, Paris, Karthala, 2014.
- Charillon F., *Introduction à la politique étrangère : Nouveaux regards*, Paris, Presse de Science Pô, 2002.
- De La Rue P. A., *L'Espagne et sa politique étrangère*, Centre d'Etudes de Politique Etrangère, Paris, 54 Rue de Varenne, 1961.

- Duroselle J. B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Daloz 7^e Edition, Paris, 1978.
- Djalili M. R., *Diplomatie islamique, stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, PUF, 1989.
- Dominguez G., *Carrero se opuso a la independencia de Guinea*, Dario 16, Madrid, 1976.
- Ebale R., *Le concept de développement : fondements historiques et débat*, Fabrication et impression Litchasonic Formations, Yaoundé, Avril 2014.
- Eboua S., *Ahidjo et la logique du pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 1995.
- Etoga E. F., *Sur les chemins du développement : Essai d'Histoire des Faits Economiques du Cameroun*, centre d'Edition et de production de Manuels et Auxiliaires de l'enseignement, Yaoundé, Cameroun, 1971.
- Hirschman A., *The strategy of economic development 3rd Ed*, Yale University Press, 1962.
- Junco M. A., *Leyes coloniales legislacion de los territorios espagnoles de Golfo de Guinea*, Im prenta sucesores de rivadeneyra, Madrid, 1945.
- Kamto M., *Pouvoir et droit en Afrique noire*, Paris, LGDJ, 1987.
- Koufan J., *Les relations entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale de 1960 à 1990 : vicissitude et perspectives d'un bon voisinage*, NKA, Revue Interdisciplinaire de la FLSH de l'Université de Dschang, N°7, 2008.
- Mouelle Kombi N., *Politique étrangère du Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1996.
- Mohammad-Rezza D., *Diplomatie islamique, stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, PUF, 1989.
- Mveng E., *Histoire du Cameroun Tome 2*, Edition CEPER, Yaoundé 1985.
- Ndam Njoya A., *Le Cameroun dans les relations internationales, Préface de Charles Rousseau*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1976.
- Ngonon L. P., *Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun Tome I : 1884-1945*, Monde en devenir, Berger Levrault, Paris, 1860.

- Owona A., *La naissance du Cameroun (1884-1914)*, cahier d'étude africaine, vol. 13, 1973.
- Perez J., *Histoire de l'Espagne*, Paris Fayard, 1961.
- Slaughter A. M., Moravcski A., Burke-White W., *A liberal theory of international law*, USA, Oxford University Press, 2000.

2. Articles

a- Article de Revues Scientifique

- Campos T. M., « *L'Espagne en Afrique* », *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, Bureau de la Revue, Bruxelles, 1892.pp 223-250.
- Nicomedes S. C., « *El negros en Iberoamerica* », *Cuadernos hispanoamericanos*, Janvier-Février 1988, pp.7-46.
- Ripa Y., *Vingtième siècle*, *Revue historique* 2006, pp. 200-239.

b- Articles de journaux

- Essomba P. R., « *La crise économique qui secoue l'Espagne est la cause principale de cette fermeture* », stagiaire à *Cameroon Tribune*, Yaoundé le 12 Juillet 2013.
- Ibrahim D., « *Le couple royal d'Espagne accueilli à Douala par M. Paul Biya* », *Cameroon Tribune*, n° 1845 du 6 Décembre 1980.
- Laure J., « *Vingt ans de pêche au Cameroun* », *Fonds Documentaire N° 903*, O.R.S.T.O.R.M, 31 Janvier 1973.
- *Jeune Afrique Economique*, bulletin N° 417, du 28 Octobre 2021.
- *Revue croix rouge infos* N°41, mai-juin 2015.
- HCR, *Guinée Equatoriale : la situation des réfugiés en l'an 2001*, N°17, London 2001.
- Mefenza M., « *Bientôt une usine de transformation de banane plantain et du biogaz au Cameroun* », *Média terre Afrique Centrale*, publiée le 22 Juin 2016.
- Musseau F., « *Prise de Grenade : La controverse du 2 janvier resurgit* », *Libération*, janvier 2013.

- Chapados M., « *L'Espagne entre le néo-conservatisme, le néo-libéralisme et un certain volontarisme politique : des populations fragilisées* », Le Monde, 2021.

c- Articles d'ouvrages collectifs

- Doumerc B., *Vénitiens et espagnols en Afrique du Nord (1492-1535)*, In : *Le partage du Monde : échange et colonisation dans la méditerranée médiévale*, Paris, édition de la Sorbonne, 1988 généré le 04 Novembre 2023. pp.385-397.
- Lesourne J., « *La rénovation de l'équilibre général et le comportement individuel en face de l'incertain*, Economie Appliquée, 1979, pp. 287-300 In Revue de l'Economie Appliquée, *Révision de la théorie de l'équilibre :de la mécanique de l'équilibre à l'équilibrage par des unités actives*, Tome XXXII, Librairie Droz, Genève, 1979.
- Liniger-Goumaz M., « *La Guinée Equatoriale : l'enfer de la terreur ngeumiste* », Peuples Noirs Peuples Africains, Paris, 1982, pp. 19-35.
- Tsafack D., « *Cameroon, Equatorial Guinea, and the management of Equatoguinean refugees from 1960 to 1979* », Council for the Development of Social Science Research In Africa and Association of African Historicans, 2018, Afrika Zamani, N°25, 2017, pp.8-30.

3. MÉMOIRES ET THÈSES

- Bekono C. A., « *La politique migratoire de la France au Cameroun (1916-1960)* », Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2014.
- Melengui Ayissi A. N., « *Relation de Coopération Economique pour le Développement entre la France et le Cameroun, 1960-2006 : Analyses et Perspectives* », Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, Année Académique 2013-2014.
- Moussavou U., *Aquel Maravilloso Trozo del Solar Patrio*, « *l'Espagne en Guinée Equatoriale : entre représentation et hispanisation (1778-1913)* », Thèse de Doctorat, Université Paul Valery de Montpellier 3, 2019.
- Ngameni Goms G. É. I., « *Le Commerce Extérieur du Cameroun : Une Analyse Historique de 1960 à 2010* », Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2016.

- MFO A. B., « La coopération décentralisée germano-camerounaise : cas des communes de l'ouest Cameroun (1988-2019) », Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2022.
- Mballa Bimem Honore Eugene, « La coopération internationale entre l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID) et l'Afrique subsaharienne de 1988 à 2012 : le cas du Cameroun », Mémoire de Master II Histoire des Relations Internationales, Université de Yaoundé I, Année 2012-2013.
- Mbesse Akamse F. D., « Coopération hispano-camerounaise dès l'aube jusqu'en 2014 », Mémoire de Master II en Relations Internationales, IRIC, Université de Yaoundé II, 2015.
- Tayimlong Afuh R., « *The embassy of Cameroon Madrid and the execution of the road map of the ministry of external relations for the first semester of 2012* », Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, Université de Yaoundé II, 2012.

III- SOURCES NUMÉRIQUES

- Garcesius, « *Le Franquisme* », article en ligne, à l'adresse : <https://histoiredespagne.wordpress.com/2011/07/18/le-franquisme/>, publié le 18 juillet 2011, consulté le 11 Janvier 2024.
- Cerutti Omar Paolo, Ingram Verina, Songwa Denis, « *Les Forêts du Cameroun en 2008 Chapitre2 (Présentation de la situation macro-économique du pays)* », article en ligne à l'adresse <https://www.observatoire-comifac.net> consulté le 20 décembre 2023.
- Paquin S., « Les Organisations Internationales dans les Théories des Relations Internationales », *Revue québécoise de Droit international*, Quebec, <https://doi.org/10.7202/1087379.ar>, consulté le 25 mars.
- « La transition démocratique en Espagne après la mort de Franco », Institut National de l'Audiovisuel, en ligne à l'adresse : <https://enseignants.lumni.fr/video/liste?partenaire=6INA&search=I%27Espagne&fiche-media=00000000796>, diffusé le 18 février 1976, consulté le 11 Janvier 2024.
- Nna Abo'o P., Djama T., « *Aperçu de la pêche camerounaise* », Aqua Docs, Sénégal, Dakar, 12-23 Avril 1999, p.6 en ligne à l'adresse <http://hdl.handle.net/1834/946>, consulté le 25 mai 2024.

- « L’histoire de l’Espagne au XX^e siècle : quelques éléments chronologiques et documents sur la transition démocratique en Espagne », article en ligne <https://lycee.clionautes.org/quelques-elements-chronologiques-et-documents-sur-la-transition-democratique-espagnle.html>, consulté le 11 Janvier 2024.
- « La transition démocratique en Espagne », article en ligne à l’adresse : <https://enseignats.lumni.fr/videos/liste?partenaires=6---INA&search=I%27Espagne&fiche-media=000000001107> Vidéo-reportage sur l’attentat du 11 mars 2004, consulté le 11 Janvier 2024.
- <https://www.ina.fr/video/3056609001025/Juan-carlos-d-espagne-video.html> Vidéo-reportage sur le roi Juan Carlos I. consulté le 12 Janvier 2024.
- <https://www.ina.fr/video/VDD10018578/bilan-de-25ans-de-l-espagne-dans-l-union-europeenne-video.html> Vidéo bilan de 25 ans de l’Espagne dans l’Union européenne. 2010. consulté le 13 Janvier 2024.
- Fernández Fernández-Cuesta J. M, « *l’Espagne dans l’Union Européenne (1992-2010)* », en ligne à l’adresse <http://www.cvce.eu/obj/l-espagne-dans-l-union-europenne-1992-2010.fr-7d6933cb-1a23-468-bb15.htm>. Consulté le 30 Janvier 2024.
- <http://www.cvce.eu/obj/l-espagne-dans-l-union-europenne-1992-2010.fr-7d6933cb-1a23-468-bb15.htm> Consulté le 1^{er} janvier 2024.
- <https://enseignants.lumni.fr/vidéos/liste?partenaires=6-INA&search=I%27Espagne&fiche-media=00000000796> Vidéo-reportage sur la transition espagnole. Antenne2. Consulté le 1^{er} janvier 2024.
- <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000735/l-entree-de-l-espagne-et-du-portugal-en-europe.html> Vidéo sur l’Espagne en Europe. Consulté le 1^{er} janvier 2024.
- « Coopération Cameroun-Espagne : de grandes ambitions » en ligne à l’adresse www.diplocam.cm, consulté le 28 décembre 2023.
- « La culture espagnole : un soft power redoutable », In « *l’influence culturelle espagnole* », Le Matin, 17 Juillet 2013 en ligne à l’adresse
- <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ny.GDP.MKTP.KD.ZG?location=CM>, consulté le 02 Mai 2023.
- <https://dhsprogram.com> Consulté le 15 septembre 2023.
- <http://www.observatoire-comifac.net>

- <http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/fr/CMR.pdf> Consulté le 15 septembre 2023.
- <http://www.prc.cm/fr/actualités/audience/6011-l-ambassadeur-d-espagne-enfin-de-sejour> Consulté le 15 septembre 2023.
- <http://www.cameroon-tribune.cm/article.html/50338/fr.html/palais-de-l-unite-les-adioux-de-l-ambassadeur-d-espagne> Consulté le 15 septembre 2023.
- <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Coopération.htm>, Consulté le 26 janvier 2024.
- Libite P. R, et Jazet É, Caractéristiques du Pays et Présentations de l'Enquête, Troisième Enquête Démographie et de Santé (EDSC-III), <https://books.openedition.org/sorbonne/81387> Consulté le 08 Avril 2023.
- http://www.exteriores.gob.es/Portal/es/SalaDePrensa/Multimedia/Publicaciones/Documentos/2014_IDIOMA Consulté le 4 février 2024.
- <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/35869/en.html/espagne-le-nouvel-ambassadeur-du-cameroun.en>, Consulté le 15 janvier 2024.
- www.casareal.es Consulté le 6 février 2024.
- https://www.lematin.ma/journal/2013/La-culture-espagnole_Un-soft-power-redoutable/185288.html www.abarka.org Consulté le 4 Mars 2024.
- <https://www.zerca-y-lejos.org> Consulté le 6 Mars 2024.
- <https://www.mineco.gob.es/> Consulté le 12 Mars 2024.
- <https://www.ambala-ong-cameroun.org> Consulté le 4 février 2024.
- <https://www.aacid.ht-educacionyfp.gop.es> Consulté le 4 février 2024.
- https://www.lematin.ma/journal/2013/La-culture-espagnole_Un-soft-power-redoutable/185288.html Consulté le 4 février 2024.
- <https://mujeresporafrica.es/programa-learn-africa-canarias-1-convocatoria/> Consulté le 10 Décembre 2023.
- www.iricuy2.com Consulté le 4 Janvier 2024.

- www.douala-it.com Consulté le 10 Janvier 2024.
- <https://www.univ-dschang.org/category/campusinfos/> Consulté le 4 février 2024.
- <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/lespagne-demeure-la-destination-erasmusn1/> Consulté le 5 Avril 2024.
- https://www.eeas.europa.eu/node/50043_en Consulté le 7 Mars 2024.
- http://www.unesco.org/education/educprog/wc-he/declaration_fre.htm. Consulté le 4 février 2024.
- <https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20politique%20espagnole,de%20la%20coop%C3%A9ration.%C2%A0> Consulté le 24 Avril 2024.
- <https://www.exteriores.gob.es/fr/PoliticaExterior/Paginas/CooperacionDesarrollo.aspx#:~:text=La%20planification%20strat%C3%A9gique,espagnole%20entend%20poursuivre.> Consulté le 4 Avril 2024.
- <https://www.exteriores.gob.es/cm/politicaExterior/Paginas/EIEspanolEnEIMundo.aspx> Consulté le 16 Avril 2024.
- <https://journals.Openedition.org/pad/389>. Consulté le 7 Novembre 2023.
- www.histoire-politique.fr Consulté le 7 Novembre 2023.
- https://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa/pnpa25_04 Consulté le 4 Novembre 2023.
- <https://www.monde-diplomatique.fr/1964/02/Novias/25786> Consulté le 4 Octobre 2023.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	i
SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENTS	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
I- Liste des Cartes	vi
II- Liste des photos	vi
III- Liste des tableaux	vii
LISTE DES ANNEXES	viii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xiv
ABSTRACT	xv
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I- CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE	2
II- MOTIVATIONS ET INTERÊT DU SUJET	2
III- DÉLIMITATION SPATIALE ET CHRONOLOGIQUE DE L'ÉTUDE	4
1. Le Cameroun	5
2. Le Royaume d'Espagne	8
3. Le cadre chronologique	12
IV- CLARIFICATION CONCEPTUELLE	13
V- REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE	14
VI- PROBLÉMATIQUE	19
VII- OBJECTIFS DE RECHERCHE	20
VIII- MÉTHODOLOGIE	20
IX- CADRE THÉORIQUE	22

1. La théorie développementaliste _____	22
2. La théorie réaliste _____	23
3. La théorie libérale _____	23
4. La théorie du néo-libéralisme _____	24
X- DIFFICULTÉS _____	25
XI- STRUCTURE DU TRAVAIL _____	25
CHAPITRE I : FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE _____	26
I- DES GRANDES EXPÉDITIONS À L'ÉTABLISSEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN _____	28
1. L'Espagne, l'Afrique et les Africains avant le contact colonial _____	28
a- Les premiers contacts avec l'Afrique _____	29
b- Le monopole de la puissance ibérique _____	30
2. Une présence espagnole justifiée par le commerce et l'esprit de lucre _____	31
a- Un besoin croissant de main d'œuvre _____	32
b- Le traité de « Padro » _____	33
3. <i>Le Rio dos Camarones</i> _____	34
a- Les expéditions espagnoles dans le Golfe de Guinée _____	35
b- Rivalités coloniales dans le Golfe de Guinée _____	35
II- COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE : UN RAPPROCHEMENT AUX ENJEUX MULTIFORMES _____	37
1. La question de la Guinée Equatoriale _____	37
a- Contexte socio-politique en Guinée Equatoriale _____	37
b- Les réfugiés équato-guinéens _____	39
2. Une volonté d'ouverture diplomatique et économique _____	41
a- La Quête partagée d'une visibilité internationale _____	41
b- Une volonté partagée de se défaire de l'aide internationale _____	44
3. Une vision internationale identique adossée sur des principes de politique étrangère _____	45
a- Un ordre international plus juste _____	46
b- Respect de l'indépendance nationale et de la souveraineté de l'Etat _____	47

III- ENCADREMENT JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE	52
1. Le corpus juridique de la coopération hispano-camerounaise	54
a- L'accords général de coopération économique, industriels et technique pour le développement	55
b- L'accord général de coopération culturel, scientifique et technique	56
2. Le cadre institutionnel de la coopération hispano-camerounaise	57
a- Les acteurs étatiques et non-étatiques camerounais dans la coopération hispano-camerounaise sur le plan économique et social	58
b- Les acteurs espagnols de la coopération hispano-camerounaise dans le domaine économique et social	61
3. Les leviers de la stratégie espagnole en matière de coopération économique et de coopération sociale	63
a- Le Plan directeur de la coopération espagnole	63
b- La politique espagnole de coopération internationale au développement	65
 CHAPITRE II : COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE	 67
I- COOPÉRATION COMMERCIALE ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LE CAMEROUN	68
1. Les échanges de mission	69
a- Les missions économiques	69
b- Les échanges de bons procédés	74
2. Les échanges commerciaux	76
a- Les exportations	77
b- Les importations	80
II- COOPÉRATION FINANCIÈRE	83
1. Accords de crédit et Annulation de la dette	83
a- Les accords de crédits	83
b- L'annulation de la dette	84
2. Les Dons et l'Aide Publique au Développement	85
a- L'aide bilatérale	87
b- L'aide publique multilatérale	89
3. Le financement des projets	90

- a- Les projets prioritaires _____ 91
- b- Les projets d'ordre général _____ 92

III- COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE CAMEROUN ET L'ESPAGNE _____ 94

- 1. Coopération dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-industrie _____ 94**
- 2. La promotion des PME _____ 95**
- 3. Incitations aux échanges de bonnes pratiques _____ 96**
 - a- L'organisation des ateliers _____ 97
 - b- Les missions d'experts _____ 97
 - c- La promotion du Tourisme _____ 99

CHAPITRE III : COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS LE DOMAINE SOCIAL _____ 102

I- COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION _____ 103

- 1. L'octroi des bourses _____ 104**
 - a- Les bourses d'études _____ 104
 - b- Les bourses de formation professionnelles _____ 107
 - c- L'offre des livres, manuels scolaire et l'organisation des ateliers de réflexions 108
- 2. La coopération Universitaire _____ 109**
 - a- Une coopération naissante _____ 110
 - b- Le programme Erasmus plus _____ 111
 - c- Les programmes Learn Africa et Escuela Diplomatica _____ 112
- 3. Les initiatives en matière de promotion de l'éducation _____ 115**
 - a- Visites éducatives _____ 116
 - b- Séances d'apprentissage de la langue espagnole _____ 119
 - c- Dédicaces des Livres et séances de lecture _____ 120
- 4. Les semaines culturelles _____ 120**
 - a- Le centre culturel espagnol (CCE) _____ 121
 - b- L'organisation des concours, projections cinématographiques et autres activités culturelles _____ 123

II- COOPERATION DANS LE DOMAINE HUMANITAIRE ET DE LA SANTE _____ 123

- 1. L'action humanitaire espagnole au Cameroun _____ 124**
 - a- L'accès à de l'eau potable et l'offre de dons multiformes _____ 124

	187
b- La condition des réfugiés tchadiens et centrafricains _____	126
c- Les initiatives espagnoles en matière de promotion de la femme _____	127
2. La coopération dans le secteur de la santé _____	128
a- Don des ambulances et envoi de techniciens de la santé _____	129
b- Les programmes de promotion sanitaire _____	130
c- Organisation des campagnes de santé _____	132
3. Programmes de coopération espagnols _____	133
a- Coopération en matière de paix et de sécurité _____	134
b- La promotion de la bonne gouvernance, des droits de l’homme et d’égalité de genre _____	137
c- Les initiatives en matière de promotion du développement durable et inclusif _____	139
CHAPITRE IV : APPRÉCIATION DE LA COOPÉRATION HISPANO-CAMEROUNAISE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL _____	142
I- RETOMBÉES DE LA COOPÉRATION ESPAGNE-CAMEROUN _____	143
1. Ouverture diplomatique et reconnaissance internationale _____	144
a- Un outil de solidarité internationale _____	144
b- Un instrument de lutte internationale _____	145
2. Analyse des atteintes des objectifs de la coopération hispano-camerounaise _____	146
a- Sur le plan économique _____	146
b- Sur le plan social _____	150
II- FACTEURS DEPRECIATIFS DE LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIAL _____	152
1. Les difficultés conjoncturelles _____	153
a- Les Changements de régime, d’hommes politiques et les difficultés liées à la conjoncture _____	153
b- L’influence des crises mondiales _____	154
c- Une absence de volonté réelle de coopération de la part du Cameroun _____	155
2. Les problèmes liés à la pratique de la coopération _____	156
a- La gestion des stagiaires et d’étudiants camerounais _____	156
b- Le manque d’organisation, de discipline et les problèmes de coexistences _____	158
III- QUELQUELS HYPOTHÈSES POUVANT AMELIORER LA COOPERATION HISPANO-CAMEROUNAISE _____	160

1. Redéfinition du statut et de la considération des partenaires : faire du Cameroun un acteur clé en Afrique _____	160
2. Clarification du corpus juridique et mise en place de l'AECID au Cameroun _____	161
3. Plus d'actions de la part du gouvernement camerounais _____	162
CONCLUSION GÉNÉRALE _____	164
ANNEXES _____	xv
ANNEXE I : Attestation de recherche _____	xvi
ANNEXE II : Planning de stage à la direction des affaires d'Europe au MINREX pour la période allant du 04 au 31 octobre 2023 _____	xvii
ANNEXE III : Guide d'entretien à l'attention des diplomates de la Sous-Direction des Affaires d'Europe Méridional et Septentrional du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun _____	xviii
ANNEXE III : Convention de collaboration entre l'Université espagnol d'Oviedo et l'Université de Yaoundé I _____	xix
ANNEXE IV : Les condoléances du chef de l'État à son Altesse Royale Juan Carlos 1^{er} de Bourbon, Roi d'Espagne _____	xxviii
ANNEXE V : Présentation des lettres de créances de l'Ambassadeur Camerounais Paulin Godfried Yanga au Roi Felipe VI, souverain espagnol. _____	xxviii
ANNEXE VI : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et au peuple camerounais en langue espagnole _____	xxix
ANNEXE VII : Mot de sa majesté le Roi au Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo et au peuple camerounais en langue française _____	xxxii
ANNEXES VIII : Correspondance du Secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun adressée à monsieur le Ministre des Relations Extérieures en vue d'une réexamination des modalités d'attribution de bourses espagnoles aux étudiants Camerounais. _____	xxxv
ANNEXE IX : Liste des candidats aux bourses espagnoles 1976/1977 _____	xxxvi
ANNEXE X : Article du journal le Leseri Noir annonçant le décès de FRANCO _____	xxxvii

ANNEXE XI : Article du journal <i>Cameroon Tribune</i> sur la visite de Juan Carlos au Cameroun	xxxviii
ANNEXE XII : Correspondance relevant l'offre des livres espagnols à l'Université de Yaoundé ainsi qu'à l'Ecole Normale Supérieur	xxxix
ANNEXE XIII : Décision ministérielle accordant les frais d'inscriptions aux étudiants boursiers de l'Ecole des Langues de Madrid année universitaire 1976/1977	xxxix
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	168
I- SOURCES	169
1. Sources orales	169
2. Archives	170
a- Archives de l'Ambassade d'Espagne	170
b- Archives du Ministère camerounais des Relations Extérieures	171
c- Archives Nationales de Yaoundé	173
3. Discours	174
4. Dictionnaires et Brochures	174
II- BIBLIOGRAPHIE	175
1. Ouvrages	175
2. Articles	177
a- Article de Revues Scientifique	177
b- Articles de journaux	177
c- Articles d'ouvrages collectifs	178
3. MÉMOIRES ET THÈSES	178
III- SOURCES NUMÉRIQUES	179
TABLE DES MATIÈRES	183